

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°371

FEVRIER 2016

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **TURQUIE : CHRONIQUE D'UNE RÉPRESSION TOUS AZIMUTHS**
- **KURDISTAN D'IRAK : DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES ET CRISE POLITIQUE**
- **ROJAVA : ALORS QUE « GENÈVE III » CAPOTE, L'ALLIANCE KURDO-ARABE FAIT DE NOUVEAUX PROGRÈS**

TURQUIE : CHRONIQUE D'UNE RÉPRESSION TOUS AZIMUTHS

Le 1^{er} du mois, le responsable de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies à Genève a exprimé son indignation et pressé la Turquie d'enquêter sur la mort par balles d'un groupe de civils désarmés au Kurdistan. L'incident, remontant à une dizaine de jours à Cizre, a été révélé par une vidéo, qualifiée d'« extrêmement choquante », qui est rapidement devenue virale sur le web. On y voit un groupe de civils, en tête duquel se trouvent un homme et une femme tenant des drapeaux blancs, qui poussent ce qui semble être des corps sur une charrette à main. Soudain, le

groupe apparaît pris dans des tirs en série, le sang du caméraman lui-même venant couvrir l'objectif de la caméra. Par ailleurs, le 3, le HDP a annoncé ne pas avoir pu communiquer depuis trois jours avec un groupe de 31 civils, dont certains blessés, pris au piège depuis des semaines dans une cave de Cizre, sous couvre-feu depuis mi-décembre. Au moins six d'entre eux sont morts au cours des deux dernières semaines. Le même jour, des centaines de civils ont profité de la levée du couvre-feu imposé depuis une semaine sur la partie Ouest du quartier de Sur à Diyarbakir (la vieille ville, enclose de murailles d'époque

romaine) pour fuir les zones de combat. La partie Est de Sur demeure cependant sous couvre-feu 24 h / 24.

Suite à la publication de ces informations, alors que l'armée turque a annoncé avoir tué 600 rebelles depuis décembre – des chiffres qui n'ont pu être confirmés indépendamment – le co-président du HDP, Selahettin Demirtaş, a accusé le 9 les forces de sécurité turques de « commettre un massacre » dans la région kurde du pays. La presse turque a fait état d'un raid des forces de sécurité le dimanche 7 dans un immeuble du quartier Cudî de Cizre où étaient

prises au piège depuis plus d'une semaine près de 60 personnes blessées. Le Ministre de l'intérieur turc, Efkan Ala, a pour sa part qualifié les rapports sur la mort de civils dans une cave de Cizre de « désinformation », ajoutant que « l'endroit [l'immeuble] en question n'existait même pas ».

Une tactique de guerre sans considération pour les civils

Les forces de « sécurité » turques utilisent toujours la même tactique depuis la reprise des hostilités : face aux jeunes du PKK qui installent des barricades et proclament « l'autonomie démocratique », elles assiègent un quartier, voire une ville entière, placent la zone sous couvre-feu total et ininterrompu, 24 h sur 24, durant des semaines entières, et soumettent celle-ci à des bombardements intenses, parfois par des blindés entourant la ville. Certains immeubles deviennent totalement inhabitables, soit parce qu'ils ont été directement touchés par les obus qui tuent parfois des civils dans leur salon, soit parce que l'eau, l'électricité et le chauffage ont été coupés – dans une région où le climat est glacial en cette période. En vertu du couvre-feu, il est strictement interdit à quiconque de sortir dans la rue, alors que l'eau et la nourriture finissent inmanquablement par manquer aux civils pris au piège. Lorsque certains d'entre eux n'ont plus d'autre choix que de sortir en quête d'approvisionnements, les snipers des forces de « sécurité » les prennent pour cible parce qu'ils ont contrevenu au couvre-feu. Il peut s'agir d'enfants en quête de pain ou de personnes âgées n'ayant plus rien chez elles. Ceux qui tentent de ramener des blessés à l'abri peuvent être abattus à leur tour. Les blessés qui ont pu se réfugier dans les caves de leurs immeubles ne peuvent être secourus car militaires ou policiers interdisent l'accès des zones assiégées aux ambulances. Face à de telles

exactions, il est légitime de se demander où sont les terroristes en Turquie : si l'Etat qualifie comme tels les jeunes du PKK qui installent des barricades dans des quartiers, alors comment qualifier des forces de l'Etat qui utilisent pour « reconquérir » ceux-ci des tactiques de guerre sans aucune considération pour les civils dont ils ont en principe la charge d'assurer la sécurité ?? Dans un tel contexte, on peut comprendre que plus d'une centaine de membres du Parlement européen aient lancé ce mois-ci une campagne (pour l'instant sans succès) pour le retrait du PKK de la liste des organisations terroristes.

Un plan « de sécurité et de développement »

C'est sur ce fond de violences que, de manière presque surréaliste, le Premier ministre turc Ahmet Davutoğlu a annoncé le 3 qu'il allait dévoiler lors d'une prochaine visite à Mardin un plan « de sécurité et de développement » pour la région kurde. Les médias turcs ont d'ailleurs annoncé que le plan comprendrait un volet sécuritaire important, avec un renforcement du déploiement de l'armée et de la police dans les villes considérées comme « sensibles ». Davutoğlu a effectivement annoncé le 6 depuis Mardin des investissements dans les provinces kurdes à hauteur de 26,5 milliards de livres turques, soit neuf milliards d'euros... tout en renouvelant le refus de toute décentralisation comme le demande le HDP et de toute reprise des pourparlers avec le PKK.

Depuis la fondation de la République de Turquie, les divers gouvernements turcs, des kémalistes jusqu'à l'AKP, qui ont choisi l'option militaire pour « traiter » la question kurde dans le pays, ont toujours simultanément annoncé « l'éradication » prochaine des terroristes et de nombreux « plans de développement » de la région kurde. Et pour quel résultat ? 32

ans après ses premières actions armées en 1984, le PKK est toujours là, et le Kurdistan de Turquie continue à accuser un énorme retard de développement sur le reste du pays, au point que les élus locaux ont fini par boycotter toute annonce de ce genre... Le seul investissement conséquent de l'Etat dans la région kurde a été le massif projet « GAP » de construction de barrages, dont les élus kurdes et de nombreux experts s'accordent à dire qu'il constitue davantage un pillage des ressources du Kurdistan au profit de l'ouest du pays qu'une réelle tentative de développement devant profiter aux habitants des zones concernées...

Poursuite de la répression tous azimuts

A côté des violences sur le terrain et des promesses d'un avenir économique meilleur pour après-demain, la répression judiciaire s'est poursuivie. Toujours le 3, un enseignant de sciences politiques à l'université d'Ankara, Resat Baris Unlu, a été inculpé pour « propagande terroriste » après avoir posé à ses étudiants une question d'examen sur le chef du PKK emprisonné, Abdullah Öcalan : il leur avait demandé de comparer deux publications d'Öcalan, une datant de 1978, intitulée « La voie de la Révolution au Kurdistan », et un article de 2012, « La modernité démocratique comme construction des systèmes locaux au Moyen-Orient ». L'idéologie du PKK a en effet connu une variation importante entre ces deux périodes. Les procureurs d'Ankara n'ont manifestement pas trouvé le thème de réflexion légitime, puisqu'ils ont décidé d'inculper l'enseignant pour avoir tenté de « légitimer les opinions d'Öcalan auprès de ses étudiants » et « leur transmettre l'idée qu'il est un leader politique ». Unlu risque jusqu'à sept ans de prison.

Le 6, c'est un joueur de football kurde du club *Amedspor* de

Diyarbakir, Deniz Naki, né en Allemagne, qui a été visé : la Fédération turque de football a annoncé l'avoir suspendu et condamné à une amende de 6200 € pour des déclarations de « propagande idéologique » et « contraires à l'esprit sportif ». Qu'avait fait Naki ? Il avait appelé dans le journal turc *Evrensel* à la fin des combats entre les forces de sécurité turques et les rebelles du PKK. Interrogé sur sa suspension, Naki a commenté : « Nous n'avons pas d'autre choix que d'appeler à la paix ».

Le pouvoir a également continué son offensive contre les médias critiques à son égard : le 27, la chaîne de télévision satellitaire IMC TV, un canal de gauche fondé en 2011 et considéré comme la seule chaîne pro-kurde et antigouvernementale, a annoncé que l'opérateur Turksat avait stoppé sur ordre écrit de la justice la diffusion de ses programmes. Le courrier des procureurs donnait comme justification le caractère de « propagande pour une organisation terroriste » des programmes d'IMC, qui ont été interrompus – de manière significative – en plein milieu d'une interview de deux journalistes de *Cumhuriyet*, Erdem Gul et Can Dundar. Ceux-ci, après trois mois de détention préventive en attendant leur procès, venaient juste d'être relâchés suite à une décision de la Cour constitutionnelle – une des rares institutions d'État qui n'est pas encore totalement aux ordres du président turc. Leur crime ? Avoir rendu publique une livraison d'armes du MIT, les services secrets turcs, aux rebelles islamistes syriens, preuves à l'appui. Les responsables de la chaîne, promettant d'utiliser tous les moyens légaux pour « se défendre contre ces accusations non fondées », ont qualifié l'ordre de fermeture d'illégal, car il n'émane pas du RTUK, l'organe de surveillance audiovisuel seul habilité à prendre une telle décision.

Privée de diffusion satellitaire, la chaîne continue à diffuser sur le web.

C'est donc dans un contexte peu propice à l'échange d'idées que la commission parlementaire dite du « Consensus constitutionnel » a commencé ses travaux le 5 du mois. Chargée de commencer les travaux sur une nouvelle Constitution devant remplacer celle actuellement en vigueur, qui remonte au coup d'Etat militaire de 1980, elle comprend des députés des quatre partis représentés au parlement : AKP (le parti islamiste du président Erdoğan, au pouvoir), CHP (opposition kémaliste, l'ancien parti unique), MHP (les ultranationalistes) et HDP (parti progressiste dit « pro-kurde », représentant également diverses minorités ethniques et sociales). Si tous les partis en question sont d'accord sur la nécessité d'une révision constitutionnelle, ils sont en désaccord profond sur son contenu. Le président Erdoğan, soutenu par son parti, l'AKP, souhaite instaurer un régime présidentiel lui permettant d'assumer un pouvoir plus étendu – précisément ce que craint l'opposition. La précédente commission, réunie en 2013, n'avait pu parvenir à une proposition. Par ailleurs, les dirigeants et une partie des députés du HDP sont toujours sous la menace d'une levée de leur immunité judiciaire pour permettre leur inculpation suite à leurs déclarations « inconstitutionnelles » réclamant l'autonomie de la région kurde...

Nombreuses critiques et protestations populaires

De nombreuses voix se sont élevées dans le pays pour protester contre les exactions des forces de sécurité dans la région kurde. Le 15, Selma Irmak, co-présidente du Congrès pour une Société démocratique (DTK) et députée du Parti démocratique du peuple (HDP), a déclaré que plus de 500 personnes,

dont 50 enfants et 120 femmes, pour la plupart kurdes, avaient été tués au cours des six derniers mois dans les affrontements armés entre Kurdes et armée turque. Dans une interview donnée à l'agence Ria-Novosty, la députée HDP a ajouté que les chiffres augmenteraient encore quand le nombre de morts dans la ville de Cizre, où les opérations venaient officiellement de prendre fin, serait connu. Deux jours plus tard, le 17, Selahattin Demirtaş, co-président du HDP, en visite à Athènes, a déclaré que l'Union européenne avait choisi de fermer les yeux sur les violations des droits de l'homme commises par la Turquie dans sa région kurde pour obtenir de ce pays un accord sur la crise des réfugiés. Demirtaş a qualifié cette politique de « grave erreur », Erdoğan n'ayant selon lui « ni la volonté ni les moyens de résoudre cette crise ». L'UE a offert à la Turquie trois milliards d'euros pour que celle-ci retienne les réfugiés sur son territoire ; le Président Erdoğan a quant à lui déclaré que la Turquie avait le droit d'expulser vers l'UE les réfugiés se trouvant sur son sol et a menacé de le faire...

Le mois a également été rythmé par de nombreuses manifestations de protestation populaire. Le 7 à Diyarbakir, durant une manifestation contre le siège de Cizre qui rassemblait 3000 personnes, un jeune de 17 ans a été tué. Le 8 à Istanbul, la police a dispersé avec gaz lacrymogènes et canons à eau une manifestation contre les opérations à Cizre ; le 14, toujours à Istanbul, des affrontements entre police et manifestants pro-kurdes se sont produits dans le quartier Gezi ; le 16, c'est à Diyarbakir que des heurts entre police et manifestants ont marqué le 17^e anniversaire de l'arrestation d'Abdullah Öcalan. Enfin, toujours à Diyarbakir, la police a dispersé le 25 à l'aide de canons à eau et de gaz lacrymogènes une manifesta-

tion de protestation contre le couvre-feu. Des manifestations ont également eu lieu à l'étranger : le 27, à Strasbourg, devant le bâtiment du Conseil de l'Europe (dont la Turquie est membre) et celui de la Cour européenne des droits de l'homme des femmes kurdes ont protesté contre les atrocités commises à Cizre par les forces de sécurité turques. A cette occasion, Nursel Kilic, une représentante du mouvement de femmes kurdes en Europe, a déclaré parmi les victimes civiles de ces opérations se trouvaient des étudiants et des activistes des droits de l'homme, mais aussi des enfants de quelques mois. Elle a ajouté que, malgré les déclarations du Président turc – et du Ministre de l'intérieur, Ekan Ala, en date du 11 – turcs selon lesquelles les opérations avaient pris fin, celles-ci se poursuivaient toujours, et qu'elle en avait la preuve par les images qu'elle recevait de la ville. « Pour raisons de sécurité », les autorités turques n'ont pas autorisé le Commissaire aux Droits de l'homme du Conseil de l'Europe à se rendre à Cizre. Ce même jour à Diyarbakir, la police a de nouveau fait usage des canons à eau et gaz lacrymogènes pour disperser dans le quartier Sur des milliers de manifestants qui s'étaient rassemblées au parc Kosuyolu pour demander la fin du couvre-feu ou même une interruption d'une journée pour permettre le départ des résidents pris au piège dans les combats.

Attentat le 17 à Ankara

La tension a encore augmenté dans le pays après que, le mercredi 17, une voiture chargée d'explosifs a explosé à Ankara non loin du QG des forces armées et du parlement, juste après 18 h 30, en pleine heure de pointe, près d'un convoi de bus militaires. Le vice-Premier ministre Numan Kurtulmus a rapidement indiqué que cet attentat, qui n'a pas été immédiatement revendiqué,

avait tué 28 personnes et en avait blessé 61 autres. Une source appartenant aux services de sécurité a déclaré que certains éléments pointaient vers le PKK, mais d'autres sources de la sécurité dans le Sud-Est du pays ont mentionné l'État islamique, tandis que le Premier ministre Ahmet Davutoğlu a déclaré que l'auteur était un membre du PYD. Cette dernière attribution a été reçue avec scepticisme par les États-Unis, qui coopèrent avec le groupe kurde de Syrie contre Daech. Critiquant le soutien des Américains à cette formation, Erdoğan a réitéré le 19 qu'il n'y avait aucun doute quant à sa responsabilité. Le site web du journal pro-gouvernemental *Yeni Safak* a quant à lui publié que les empreintes digitales de l'auteur de l'attentat, prises lors de son entrée dans le pays avec des réfugiés, avaient permis de l'identifier comme un Syrien appelé Salih Nekar.

Le 19, l'attentat contre le convoi militaire a été revendiqué par le groupe des « Faucons de la liberté du Kurdistan » (TAK, *Teyrêbazên Azadiya Kurdistan*), qui ont précisé qu'il avait été organisé en représailles des opérations menées au Kurdistan de Turquie par les forces armées, et avertissant les touristes de ne pas venir en Turquie. Le TAK a indiqué que l'auteur de l'attaque était un Kurde natif de Van appelé Abdulkâfî Sonmez, dont le « nom de guerre » était Zînar Raperîn – ce qui contredit l'identification publiée précédemment. Le quotidien *Hurriyet* a publié le 23 que le vrai nom du kamikaze était Abdulkâfî Sonmez, mais qu'il était retourné en Turquie avec de faux papiers au nom de Salih Nekar. Bien que les tests ADN aient semblé donner raison au TAK, le vice-Premier ministre Kurtulmus a déclaré que ces éléments « ne mettaient pas en cause

la responsabilité conjointe du PKK et du PYD ».

Le TAK avait déjà revendiqué l'attaque du 23 décembre dernier contre l'aéroport Sabiha Gökçen d'Istanbul, qui avait provoqué la mort d'une employée de nettoyage. Le gouvernement turc présente le TAK comme une façade utilisée par le PKK pour ses attaques contre les civils, tandis que le PKK répond à ces accusations que le TAK et un groupe dissident sur lequel il n'a aucun contrôle... Le jour de l'attentat, Cemil Bayik, important commandant militaire du PKK, a déclaré ne pas savoir qui était responsable de l'attentat, mais qu'il aurait pu être commis « en représailles aux massacres dans les zones kurdes ».

Le 22, l'agence gouvernementale Anatolie a annoncé que, suite à l'attentat d'Ankara, 14 personnes avaient été inculpées et incarcérées dans l'attente de leur procès, et 7 autres remises en liberté. Les 14 auraient assisté à la préparation de l'attaque notamment en réalisant de faux documents. Cependant, les informations publiées n'établissent pas clairement leur relation avec l'attentat.

L'armée et l'agence gouvernementale Anatolie ont annoncé que plus de 1000 militants du PKK avaient été tués depuis décembre. Début novembre, le président Erdoğan avait déjà déclaré que 2000 rebelles avaient été tués dans les opérations en Turquie et à l'étranger (probablement au Kurdistan d'Irak)... Ces chiffres sont totalement invérifiables, les forces de sécurité turques empêchant toute présence indépendante – et surtout celle des journalistes – dans leurs zones d'interventions. Des rumeurs font aussi état de pertes importantes parmi les militaires turcs, sans que l'on puisse non plus les confirmer.

KURDISTAN D'IRAK : DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES ET CRISE POLITIQUE

La Région du Kurdistan d'Irak souffre toujours de graves difficultés économiques, tandis que la crise politique interne persiste. Malgré ces problèmes récurrents, la lutte contre l'organisation djihadiste Daech se poursuit sur un front de plus de 1000 km de long.

Poursuite de la lutte contre Daech

Le 23, le GRK a annoncé que durant l'année 2015, plus de 16 000 mines avaient été désamorçées au Kurdistan irakien. Déjà, le 10 janvier dernier, les pechmergas avaient annoncé avoir en 2015 désamorcé 7 000 pièges explosifs dispositifs laissés par Daech sur le front sud de Kirkouk, 22 tonnes qui avaient tué 182 pechmergas. Selon un commandant de pechmergas, cette tactique est caractéristique des anciens officiers du parti Ba'ath combattant avec Daech contre les Kurdes.

Par ailleurs, une grande partie du front traverse des territoires contestés entre Bagdad et Erbil, dont les pechmergas ont pris le contrôle pour empêcher Daech de s'en emparer après juin 2014. Les tranchées de défense creusées par les pechmergas contre les véhicules piégés de Daech continuent de provoquer des controverses, certains députés irakiens et des membres du Front turkmène, pro-turc, accusant le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) de fixer ainsi les frontières du futur Kurdistan indépendant...

Cependant, l'opération la plus importante en préparation actuellement est l'attaque sur Mossoul, prévue selon le ministère irakien de la défense durant le premier semestre 2016, et qui

sera menée en coordination entre pechmergas et soldats irakiens. Avant l'attaque proprement dite, les lignes d'approvisionnement de la ville devront être coupées au sud. Une offensive préparatoire entamée le 3 à 20 km à l'ouest de Mossoul par pechmergas kurdes et combattants arabes de la région a permis de reprendre un village aux djihadistes, le prochain objectif étant leur base régionale de Qayara, 10 km plus à l'ouest. Parallèlement, l'armée irakienne a commencé à déployer en accord avec le GRK des milliers d'hommes à 70 km au sud-est de Mossoul, dans une base près de Makhmour. Le premier contingent est arrivé le 8, suivi par d'autres le 12, le 14 puis par un quatrième de 600 soldats le 24. La plupart de ces hommes, dont le nombre final devrait atteindre 4500, sont des Kurdes servant dans les 15^e et 16^e divisions de l'armée irakienne. Au nord de Mossoul les pechmergas ont aussi commencé à se concentrer.

S'il y a concertation entre Bagdad et Erbil pour cette opération, il n'y a par contre toujours pas d'accord quant au paiement des soldes des pechmergas. Les discussions menées dans la capitale irakienne le 1^{er} du mois se sont conclues sans succès, Bagdad ayant fait valoir qu'il ne disposait de fonds pour payer ses propres fonctionnaires que pour quatre mois. Le Premier ministre irakien a aussi rappelé son opposition aux exportations de pétrole menées par le GRK indépendamment du gouvernement central. Mais les deux parties ont déclaré vouloir continuer les discussions.

Difficultés économiques et mécontentement social

Cependant, dans la Région du

Kurdistan, les fonctionnaires du GRK n'ont pas été payés depuis 5 à 7 mois selon les cas. Ces retards ont des conséquences dramatiques pour la population. Ainsi des centaines de personnes fouillent chaque jour les ordures dans la décharge d'Erbil pour y trouver des objets à revendre... ou à consommer. Un centre d'hébergement d'enfants de Suleimaniyeh – dont les employés eux-mêmes n'ont pas reçu leurs salaires depuis cinq mois – a annoncé crouler sous les demandes de parents n'arrivant plus à subvenir aux besoins de leurs enfants. Déjà courant janvier, l'annonce que les enseignants recevraient dans un premier temps seulement la moitié de leurs salaires de septembre avait provoqué une série de manifestations. Avec un déficit mensuel de 406 millions de dollars fin janvier, le GRK a dû aller plus loin et a pris le 3 la décision de réduire les salaires de tous ses fonctionnaires de 15% à 75%, selon la position. Policiers et pechmergas ne sont pas concernés, mais même ces derniers subissent d'importants retards de paiement (plusieurs ont été arrêtés pour avoir tenté de vendre des armes fournies par l'Allemagne). Le 12, le Ministre des finances a annoncé des mesures de gel des embauches et de coupes budgétaires particulièrement drastiques puisqu'elles peuvent atteindre un maximum de 70%, laissant aux administrations concernées 30% du budget originellement prévu. Là encore, forces de sécurité et pechmergas ne sont pas concernés.

Ajoutées aux retards des salaires, ces décisions ont causé de nouvelles protestations dans toute la Région. Le 6, les employés de 5 hôpitaux de Suleimaniyeh ont menacé de grève si leurs salaires,

en retard de plus de 5 mois, ne leur étaient pas payés. Le 7, la police de la circulation des villes de Suleimaniyeh, Ranya, Derbandikhan et Chamchamal s'est mise en grève illimitée contre les diminutions de salaires. Un juriste soutenant les grévistes a expliqué qu'en l'absence de décret parlementaire, les baisses de salaires étaient illégales. Le 8 les employés des hôpitaux d'Erbil ont menacé d'organiser des manifestations de masse si le GRK n'annulait pas sous deux jours sa décision de réduction des salaires. Le 9, le Syndicat des magistrats est entré en grève après une annonce similaire, tandis qu'à Suleimaniyeh, des pechmergas manifestaient contre les retards de solde en brûlant des pneus et en bloquant les rues près de leur QG. Le 11, l'Université de Suleimaniyeh a annoncé sa fermeture en raison de la grève des enseignants et a conseillé aux étudiants en internat de rentrer chez eux. Le 15 les hôpitaux de la région du Shahrezour, à l'est de Suleimaniyeh, ont fermé en raison de la grève des médecins opposés à la diminution des salaires...

Débats sur la transparence

La situation a aussi amené aussi les citoyens de la Région à interroger la politique pétrolière du GRK, dont ils mettent en cause le manque de transparence. A Kirkouk, la police a dispersé plusieurs manifestations demandant davantage de transparence dans le secteur pétrolier – en particulier quant aux bénéfices de la vente du pétrole provenant de la ville.

Mais la question de la transparence des revenus pétroliers dépasse largement la région de Kirkouk. Au moment où la Région du Kurdistan connaît sa crise financière la plus grave depuis sa reconnaissance consti-

tutionnelle, la nouvelle que des fonds irakiens récemment découverts au Liban et en Turquie pourraient venir de la Région du Kurdistan a fait l'effet d'une bombe. De nombreux Kurdes ont commencé à réclamer des informations claires sur la gestion des bénéfices de l'exportation du pétrole, et même l'ancien Premier ministre Barham Salih (UPK) est intervenu publiquement à ce propos sur la chaîne NRT. Confrontés à un mécontentement populaire croissant, les différents partis politiques se sont mis eux-mêmes à exprimer des demandes en ce sens. Ainsi le 3, six partis politiques kurdes ont demandé qu'une fois remis en fonction, le Parlement et la Commission sur l'Intégrité mènent une enquête sur les fonds envoyés à l'étranger par des compagnies et des leaders politiques et obtiennent leur rapatriement. Le 7, le Mouvement Islamique du Kurdistan (MIK) a rejoint les appels pour le retour des fonds envoyés à l'étranger, expliquant que les baisses de salaires ne pouvaient résoudre la crise économique. Le 12, le bureau politique de l'UPK a à son tour publié un communiqué exhortant le GRK à publier les chiffres d'exportations et de contrats pétroliers avec les compagnies étrangères, et le 15, Mala Bakhtyar, son secrétaire général, a appelé à enquêter sur les finances des partis politiques et des officiels et à les faire passer en procès si des détournements remontant à la période où le GRK recevait le budget fédéral de Bagdad étaient constatés... Le parti Gorran, dans son programme économique publié le 18, a demandé « le rapatriement des profits illégitimes envoyés à l'étranger » et le « transfert vers un compte à ouvrir par le Ministère des finances » des fonds déposés dans des banques étrangères par le Ministère des

ressources naturelles. Après la publication par le GRK des chiffres d'exportation du pétrole pour les derniers mois, les critiques ont calculé que les bénéfices théoriquement obtenus auraient dû permettre de payer deux mois de salaire supplémentaires et ont interrogé le gouvernement à ce propos. Le débat s'est ensuite transporté sur le terrain des avantages en affaires consentis à des réseaux proches des responsables politiques. Ainsi, toujours dans son programme, Gorran réclame la révocation des contrats consentis sans appels d'offres aux compagnies appartenant aux officiels où à leurs proches...

Dans cette situation de conflit interne à la Région kurde, le Premier ministre irakien a semblé jouer un jeu quelque peu trouble lorsqu'il a offert le 16 de payer les salaires des employés du GRK (soit revenir à l'arrangement originel de 17% du budget fédéral pour le GRK) si les Kurdes stoppaient leurs ventes indépendantes de pétrole. Dès le lendemain, le GRK a annoncé accepter cette offre ! En fait, il s'agissait clairement de prendre le Premier ministre irakien au mot, le GRK ayant des raisons de douter de la capacité de Bagdad à respecter un tel engagement – les précédents ne l'ayant guère été... Le 18, Nechirvan Barzani a qualifié l'offre d'Al-Abadi de « manœuvre politique », s'engageant à envoyer à Bagdad sa part de pétrole si la Région du Kurdistan recevait sa part légitime du budget fédéral. Renouvelant son offre le 20, le Premier ministre irakien a alors semblé encourager les conflits internes à la Région du Kurdistan en déclarant que les revenus des ventes indépendantes de pétrole auraient dû lui permettre de payer ses employés : « Nul ne sait où vont les profits de ces ventes »...

Toujours pas d'accord politique sur la Présidence et le Parlement

Ces questions de salaires et de transparence économique ont en fait réactivé une crise politique interne originellement causée par un désaccord sur la question de la Présidence de la Région. Suite à l'expiration du mandat de Massoud Barzani en août dernier, le PDK souhaitait une élection du Président au suffrage universel, qu'il aurait eu de bonnes chances de remporter ; les autres partis, Gorran en tête, préféraient une désignation par le Parlement d'Erbil, leur offrant des possibilités de négociation entre eux. Cette opposition s'est radicalisée lorsque, durant des manifestations contre la politique économique du GRK, les locaux du PDK ont subi dans plusieurs villes de l'est du Kurdistan des attaques où des cadres de ce parti ont trouvé la mort. Accusant Gorran de se trouver derrière ces événements et de continuer à agir comme un parti d'opposition alors qu'il était au gouvernement, le PDK a le 11 octobre interdit au Président du parlement, Yussuf Mohammed (Gorran), de regagner son bureau. Deux jours plus tard, le Premier ministre du GRK, Nechirvan Barzani (PDK), a suspendu quatre ministres Gorran de son cabinet, les remplaçant le 28 par des membres du PDK. A partir de ce moment, le processus politique interne au Kurdistan d'Irak s'est pétrifié, le Parlement d'Erbil cessant de fonctionner, et Massoud Barzani se maintenant en poste comme Président « intérimaire » en arguant de la situation militaire exceptionnelle de guerre avec Daech. Gorran a depuis refusé toute discussion avec lui, ne le considérant plus comme Président de la Région, et demandant le retour en poste du Président du parlement et des ministres suspendus, ce que refuse catégoriquement le PDK.

Entre octobre et février, les autres partis politiques – et notamment l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), parti de l'ex président irakien Jalal Talabani – ont tenté des médiations entre PDK et Gorran, diverses réunions ont eu lieu, parfois avec, parfois sans le PDK ou Gorran. Un « Comité inter-partis » rassemblant des représentants du PDK, de l'UPK et de l'UIK, créé le 27 janvier pour discuter la réactivation du parlement, a tenu plusieurs réunions qui ont suscité un certain espoir. En parallèle, plusieurs tentatives de médiation extérieure ont eu lieu : le 1^{er}, une délégation commune des représentants de l'Union européenne et de consuls généraux à Erbil a appelé à l'unité des partis et à la remise en fonction du Parlement. Le 4, la vice-présidente du parlement allemand, Claudia Roth, lors d'une visite, a pris une position similaire. Cependant, aucune de ces tentatives n'a abouti, les deux camps demeurant sur leurs positions. Le « Comité inter-partis », de réunions retardées en retraits de partis, a fini par cesser de fonctionner. Le 24, Gorran semblait avoir encore radicalisé son opposition, un de ses députés ayant attribué au GRK la responsabilité du refus de Bagdad de payer les pechmergas et exprimant son opposition à la participation de ceux-ci à la libération de Mossoul.

Relance de l'exploitation pétrolière

Malgré toutes les difficultés internes, le Gouvernement régional a annoncé début février avoir maintenu en janvier les exportations de pétrole vers le port turc de Ceyhan au même niveau qu'en décembre (avec même une très légère augmentation). A côté du volet « réduction des dépenses », le GRK a entamé une relance de l'exploitation des hydrocarbures (pétrole et gaz),

source de revenus la plus importante de la Région, afin d'au moins compenser la baisse du prix du baril. Les paiements aux compagnies pétrolières, qui avaient été interrompus, ont repris, un planning prévisionnel de versements réguliers fixé. Des travaux d'extension du pipeline amenant le pétrole de Kirkouk vers la Turquie ont été entamés en janvier (ainsi que des négociations entre GRK et Kirkouk sur la répartition des revenus). Un gazoduc est aussi en projet. Fin 2016, la Région devrait commencer la fourniture à la Turquie de gaz, dont les réserves au Kurdistan sont selon les experts suffisantes pour couvrir les besoins de ce pays durant 100 ans. Suite à leurs premiers paiements en début de mois, Genel Energy et DNO ont annoncé de nouveaux investissements dans leurs champs pétroliers de Taq Taq (près de Koya) et de Tawke. Malheureusement, les réserves de Taq Taq ont dû être revues à la baisse de près de 50% (de 683 à 356 millions de barils), et l'augmentation de la production du champ initialement planifiée en 2018 à 80 000 barils/jour, sera en fait une baisse à 50-60 000 barils/jour.

Vers un « Kurdistan d'Irak » indépendant ?

C'est dans ce contexte difficile que le mardi 2 au soir, Massoud Barzani a fait une déclaration selon laquelle « le temps pour un référendum d'autodétermination [du Kurdistan d'Irak] était venu », ajoutant que cela ne signifiait pas la déclaration immédiate d'un État mais qu'il s'agissait simplement de « s'informer sur l'opinion et le désir du peuple, que le leadership politique kurde [mettrait] en œuvre à un moment et dans des circonstances appropriées ». Barzani a également insisté sur le fait que l'autodétermination des Kurdes apporterait davantage de

paix et de stabilité à la région tout entière. Les analystes ont débattu sur les raisons pour lesquelles Barzani a choisi ce moment pour faire cette déclaration, concluant que le leader kurde avait considéré que le moment y était particulièrement favorable, la communauté internationale ayant besoin des Kurdes dans sa lutte contre Daech, mais aussi que dans un contexte de doute quant aux choix du GRK et d'opposition à

sa personne, associer son nom à cette initiative lui permettait à la fois de se relégitimer et de tenter de rassembler de nouveau les Kurdes autour d'un projet permettant de dépasser les problèmes immédiats.

Les différents partis politiques kurdes ont pris position plus ou moins rapidement par rapport à cette annonce : Ali Bapir, le leader du *Komala* (Groupe Islamique du Kurdistan), a

déclaré être opposé à un tel référendum en ce moment en raison de la crise économique et du fait que la plupart des missions diplomatiques dans la Région ne soutenaient pas l'indépendance du Kurdistan d'Irak, ayant au contraire pris position pour l'unité irakienne. L'Union Islamique du Kurdistan (*Yekgirtû*) a au contraire exprimé son soutien, et après un délai, le Bureau politique de l'UPK a fait de même le 12.

ROJAVA :

ALORS QUE « GENÈVE III » CAPOTE, L'ALLIANCE KURDO-ARABE FAIT DE NOUVEAUX PROGRÈS

Les discussions dites « Genève III », déjà retardées deux fois, ont finalement redémarré le 1^{er} du mois, avec pour objectif annoncé la mise en place d'un gouvernement syrien intérimaire. C'est que chacun a dû réviser à la baisse ses prétentions : le Haut comité des négociations (HCN), expression de l'opposition syrienne « officielle » (approuvée par l'Arabie Saoudite et sponsorisée par la Turquie), qui refusait d'abord de négocier avec le régime, a finalement cédé aux pressions des Occidentaux. De leur côté, ceux-ci, face à la menace Daech, ont cessé de faire un préalable du départ de Bachar El-Assad. Cependant, les chances de succès apparaissent minces : le HCN cherche moins à négocier qu'à utiliser la plate-forme de Genève pour préparer ses demandes aux Nations Unies, et les Kurdes du PYD (Parti de l'unité démocratique), pourtant composante syrienne d'importance indéniable, n'y sont toujours pas représentés.

C'est que les objectifs du PYD sont diamétralement opposés à ceux d'un acteur régional important : la Turquie. L'objectif principal de ce parti est de sécuriser

les zones kurdes de Syrie qu'il contrôle, le Kurdistan occidental ou « Rojava », en reliant entre elles les trois régions séparées qui le composent le long de la frontière avec la Turquie. Le PYD, en passant des alliances avec des non-Kurdes effrayés des exactions des djihadistes, et en incorporant en octobre dernier la ville frontalière de Girê Spî (Tell Abyad) à son administration autonome, a déjà réussi à relier la Djéziré syrienne, à l'extrême est du pays, à la région de la ville de Kobanê. Mais au nord-ouest d'Alep, la région kurde d'Afrîn, adossée à l'ancien sandjak d'Alexandrette (Hatay turc), demeure jusqu'à présent séparée des deux autres « cantons » du Rojava par un couloir d'une centaine de kilomètres. S'assurer cette bande de terre, actuellement contrôlée par les djihadistes du Front Al-Nosra et de Daech, permettrait au PYD de rompre l'isolement d'Afrîn, encore récemment assiégée par Al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda.

Or la Turquie, à présent engagée dans une véritable guerre civile dans ses propres provinces kurdes, redoute plus que tout une frontière sud totalement contrôlée par les Kurdes du pays

voisin, qui donnerait au PKK une profondeur stratégique similaire à celle dont il dispose en Irak. Contre le PYD kurde et l'alliance militaire multiethnique des « Forces démocratiques de Syrie » (FDS) dont le PYD demeure la principale composante, la Turquie est prête à toutes les alliances, y compris un soutien objectif des djihadistes. Face à elle, le PYD a su s'insérer dans une alliance multiethnique, les FDS, qui a fait ses preuves sur le plan militaire et s'est récemment dotée d'une expression politique, le Conseil démocratique de Syrie (CDS).

Ce couloir indispensable aux Kurdes syriens est également stratégique pour tous les autres acteurs du conflit : le régime de Damas et son allié russe voudraient sceller la frontière nord pour étrangler les rebelles sunnites, qui reçoivent d'une Turquie, jugée trop complaisante, armes et recrues, et les Kurdes sont les seuls à pouvoir le faire. Les États-Unis, coordinateurs de la coalition anti-Daech, ne sont pas prêts à rompre avec les FDS, quasiment leurs seuls alliés fiables contre les djihadistes. La Turquie se retrouve donc relativement isolée. Sur le plan militaire, si elle n'hésite pas à bom-

barder les territoires syriens conquis par les Kurdes sur les djihadistes, elle ne peut guère aller plus loin sans risquer de provoquer un conflit à plus grande échelle qui deviendrait vite incontrôlable. La Russie a exprimé le 5 dans un communiqué ses soupçons que la Turquie préparait une intervention au sol en Syrie... manière de lui indiquer qu'elle surveille de près ses concentrations de troupes au nord de la frontière. Il reste donc à la Turquie l'action diplomatique, et tout en répétant dans tous les forums internationaux qu'il faut créer une zone de sécurité humanitaire en Syrie... précisément dans cette bande de territoire, elle pèse de tout son poids pour exclure le PYD des pourparlers sur la Syrie, jouant de son importance régionale, de son appartenance à l'OTAN, et... de son statut de pays de transit des réfugiés syriens : ainsi le 12, le Président Erdoğan a-t-il menacé d'envoyer deux millions de réfugiés vers l'Union européenne.

Rien de surprenant donc que le HCN, qui doit largement son existence même au soutien de la Turquie, ait réitéré son refus de la présence du PYD à « Genève III »... Salih Muslim, co-président du PYD, commentant cette exclusion dès le lendemain de l'ouverture des pourparlers, a cependant indiqué qu'elle n'était pas seulement le fait de la Turquie : la « trop grande laïcité » des Kurdes gêne probablement un bon nombre de ces membres de l'opposition étiquetés « islamistes modérés » par les Occidentaux. Muslim a aussi révélé que Russes comme Américains avaient prêché la patience aux Kurdes, leur promettant qu'ils pourraient intégrer les discussions « plus tard ». « Nous avons répondu que nous voulions être présents dès le début, et que nous ne reconnaî-

trions pas les décisions prises en notre absence », a-t-il déclaré, critiquant l'attitude consistant à « [parler] de la démocratie et des valeurs humaines dans la région, [tout en ignorant] la seule force démocratique de la région ». Parallèlement, Haytham Manna, co-président du CDS, a annoncé que celui-ci suspendait sa participation « tant que les cinq Kurdes et un délégué turkmène de notre liste ne reçoivent pas d'invitations du médiateur de l'ONU ». Sur les 35 représentants dont le CDS avait transmis les noms aux Nations Unies, les cinq personnes en question s'étaient vu répondre que leur participation serait examinée, justement, « plus tard »...

Les Kurdes de Syrie demeurent des partenaires pour les États-Unis

La visite récente à Kobanê de Brett Mc Gurk, envoyé du Président américain pour la lutte contre Daech – qui a provoqué la fureur du Président turc – semble avoir aussi visé à maintenir le lien avec les Kurdes malgré leur exclusion diplomatique. John Kirby, porte-parole du Département d'État, a d'ailleurs répondu le 9 à M. Erdoğan que les États-Unis considéraient les YPG kurdes de Syrie comme des « partenaires dans la lutte contre l'État Islamique » – et donc pas comme des terroristes au même titre que le PKK (ces déclarations ont provoqué la convocation par les Affaires étrangères turques de l'ambassadeur américain à Ankara, et un nouveau coup de colère public de M. Erdoğan). Reste que pour les États-Unis, la coopération militaire avec les FDS n'implique visiblement pas la reconnaissance du CDS, pourtant leur représentation politique. En l'occurrence, Jens Stoltenberg, Secrétaire général de l'OTAN, a été en la matière plus loin que les États-Unis, puisqu'il a déclaré le 12 que les

Kurdes, faisant partie intégrante du conflit en Syrie et en Irak, devaient donc faire également partie de la solution...

Cependant, les discussions « Genève III » ne se sont guère prolongées : dès le 3, le médiateur des Nations Unies a annoncé leur suspension jusqu'au 25 février. C'est qu'entre temps, grâce notamment au soutien aérien russe, le régime avait enregistré un succès important : avançant au nord d'Alep, une ville qu'il assiégeait sans progresser depuis mi-2012, il a pu couper la dernière route d'approvisionnement des rebelles qui en tiennent une partie. Dans un tel contexte, ni Damas ni les Russes n'avaient intérêt à entrer immédiatement en négociations, ce qui leur aurait imposé de stopper volontairement leur progression. Mais Américains et Russes ont pu discuter le lendemain un accord possible pour une trêve permettant l'accès humanitaire dans les villes assiégées de chaque camp. La réactivation des combats autour d'Alep a en effet provoqué une nouvelle crise humanitaire, la Turquie ayant refusé d'ouvrir sa frontière aux civils fuyant ceux-ci. Le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a estimé le 6 que 20 000 personnes étaient bloquées au poste frontière de Bab el-Salama, que 5 à 10 000 autres se trouvaient non loin de là dans la ville d'Azaz, et que jusqu'à 10 000 autres s'étaient réfugiées autour et dans la ville kurde d'Afrîn. Les organisations considérées comme terroristes, Al-Nosra et Daech, devant être exclues de la trêve, la Turquie a rapidement demandé que cette exclusion soit étendue au PYD, qui a quant à lui annoncé qu'il respecterait la trêve.

Lutte contre les djihadistes

Dans ce nouveau contexte mili-

taire, les FDS ont continué à progresser aux dépens des djihadistes dans le nord de la province d'Alep. Selon l'OSDH, le 8 les résidents de trois villages de cette province ont demandé aux rebelles de laisser la place aux YPG afin d'éviter les bombardements russes. Deux jours plus tard, les Kurdes venus d'Afrîn ont pu s'appuyer sur ces villages nouvellement acquis pour s'emparer de la base aérienne de Minagh (ou Minaq), à 15 km à l'est, perdue par l'armée syrienne en août 2013 et récemment passée des mains de Daech à celles d'Al-Nosra.

Située au plein nord d'Alep et au sud de la ville-frontière d'Azaz tenue par les djihadistes, Minagh, dans la banlieue nord de la petite ville de Tell Rifaat, contrôle donc les communications entre Alep et la Turquie. Cette dernière a tenté de forcer les Kurdes à s'en retirer en les pilonnant à l'artillerie les 13 et 14, et le Premier ministre Davutoğlu a déclaré le 15 que la Turquie ne laisserait pas Azaz tomber aux mains des YPG, menaçant de rendre Minagh inutilisable si les YPG ne s'en retiraient pas. Mais le PYD a répondu qu'il ne céderait pas à ces exigences, et la tension internationale est très vite montée à propos des bombardements turcs : la porte-parole de l'Union européenne pour la politique extérieure, Federica Mogherini, a demandé à la Turquie de les arrêter, rappelant que le moment était plutôt à la désescalade en prévision des pourparlers ; le Ministre français des Affaires étrangères a fait la même demande ; Damas a qualifié ces bombardements de violation de sa souveraineté, et a accusé la Turquie de « soutenir les terroristes liés à Al-Qaïda » – des propos repris presque à l'identique par Sergueï Lavrov. Enfin, Bachar el-Assad a déclaré que

l'armée syrienne était « prête à s'opposer à l'entrée dans le pays de troupes saoudiennes et turques ».

Le 16, les FDS ont complété leur fermeture des communications Alep-Turquie en prenant Tell Rifaat, ne laissant plus aux rebelles dans cette zone que Marea, à quelques km à l'est, et Azaz, sur la frontière. Leur contrôle de la région leur ouvre la perspective de nouvelles avancées contre les djihadistes vers l'est – et la région de Kobanê. Plus à l'est, dans la province d'Hassaké, les FDS, aidées par d'importantes frappes aériennes américaines, ont pris du 16 au 20 divers territoires à Daech, dont un champ pétrolifère et la ville d'Al-Shadadi, coupant deux voies de communication entre cette ville et Mossoul.

Après l'attentat contre un convoi militaire le 17 au soir à Ankara, la Turquie a immédiatement accusé le PYD d'en être coresponsable avec le PKK (voir ci-après l'article consacré à l'actualité en Turquie). Cette accusation a été rejetée dès le lendemain par le co-président du PYD Salih Muslim et le commandement des YPG, qui ont répondu que la Turquie cherchait seulement à justifier ses interventions en Syrie et à dissimuler ses relations avec Daech, « à présent connues du monde entier ». Le 20, les États-Unis ont d'ailleurs exprimé leurs doutes quant à la responsabilité du PYD, déclarant qu'ils ne pouvaient « ni confirmer ni infirmer » les déclarations d'Ankara à ce propos.

La Turquie a appelé à des opérations au sol en Syrie, tout en assurant qu'elle ne prendrait aucune initiative unilatérale. Ne pouvant agir directement, elle a autorisé le 18 au moins 500 rebelles syriens à traverser la frontière au point de passage de Bab El-Salama, à 5 km d'Azaz, pour renforcer cette ville.

Déjà le 14, elle avait permis à au moins 350 rebelles porteurs d'armes légères et lourdes d'aller renforcer la partie rebelle d'Alep en pénétrant en Syrie par Atme (ou Atimah, point de passage depuis le Hatay turc plein est d'Alep).

Le 19, le responsable de la Représentation du Rojava nouvellement ouverte à Moscou (voir plus loin), Rodi Osman, a menacé la Turquie d'une « grande guerre » avec la Russie si les troupes turques entraient en Syrie. La Russie a confirmé son soutien militaire aux Kurdes syriens, Nikolai Kovaliov, ancien chef du Service fédéral de sécurité, déclarant notamment que « les avions russes bombarderaient les troupes turques si celles-ci entraient en Syrie ». Barack Obama a réagi le 20 en appelant à une désescalade : le Président américain a demandé à la Turquie de cesser ses bombardements et aux Kurdes de « ne pas profiter de la situation pour prendre le contrôle de nouveaux territoires au nord d'Alep ». Ce même jour, l'opposition syrienne a donné son accord pour une trêve de deux à trois semaines renouvelables – à la condition que la Russie arrête ses frappes aériennes, et que... le front Al-Nosra ne soit plus ciblé – au moins lors des phases initiales.

Le 27, selon une dépêche russe, l'artillerie turque a apporté depuis la Turquie son soutien à une tentative des djihadistes pour reprendre aux Kurdes la ville frontalière de Girê Spî (Tell Abyad). Cette ville en partie kurde à 60 km à l'est de Kobanê, avait avant son intégration au Rojava en octobre dernier constitué un important point de passage des djihadistes de la Turquie vers Raqqa – ce qui explique qu'une fois leur voie plus à l'ouest coupée, ils souhaitent en reprendre le contrôle. Mais elle est tout aussi stratégique pour les Kurdes de Syrie car elle relie les

deux « cantons » de Kobanê et de la Djéziré. Les attaquants ont été rapidement encerclés et éliminés, et la Turquie a ensuite nié les avoir soutenus. C'est ce même jour à minuit qu'a pris effet, suite à un accord russo-américain, la « cessation des hostilités » en Syrie, qui ne s'applique ni à Daech ni au front Al-Nosra. Selon l'OSDH, les combats ont d'ailleurs continué dans la province de Raqqa entre Daech et les YPG, et deux jours plus tard, le front Al-Nosra a lancé des missiles sur plusieurs quartiers kurdes d'Alep.

Une représentation du Rojava à Moscou

Durant ce mois, les Kurdes de Syrie ont également poursuivi leur

offensive diplomatique. Bien que l'ambassadeur de Syrie en Russie ait déclaré le 9 à l'agence TASS que « les lois russes n'autorisent pas l'ouverture d'un bureau de représentation de l'Administration autonome du Kurdistan de Syrie », le lendemain un tel bureau de représentation, dirigé par Roni Osman, a bel et bien ouvert à Moscou, en présence de Sinem Mihemed, représentante pour l'Europe de l'administration autonome du Rojava, de Felekna Uca – Kurde yézidie née en Allemagne, députée HDP de Diyarbakir – et de Merab Chamaïev, présidente de l'Union internationale des Associations publiques kurdes. Cette dernière a exprimé l'espoir que les droits des Kurdes à leur

propre « culture, langue et gouvernement autonome » seraient garantis par la constitution de la future Syrie et que la Russie les y aiderait.

Le 20, la Russie a annoncé espérer que les pourparlers « Genève III » pourraient reprendre le 25 à Genève, mais cette fois en présence des Kurdes de Syrie. Le médiateur des Nations Unies pour la Syrie, Staffan de Mistura, a déclaré que la reprise à la date prévue était peu probable en raison de la continuation des bombardements, puis le 26 il a donné une nouvelle date au 7 mars – à condition, a-t-il précisé, que la « cessation des hostilités » qui venait de commencer tienne jusque là...

Irak : un référendum sur un État kurde

Le président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, veut franchir un nouveau pas vers l'indépendance.

ÉMILIE NNE MAFATTO
ERBIL

MOYEN-ORIENT «L'heure est venue.» C'est ainsi que le président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, a annoncé la tenue d'un référendum sur l'indépendance de sa région - une décision qui devrait lui attirer les foudres de Bagdad et qui intervient alors que les Kurdes d'Irak doivent faire face à une crise économique et politique majeure, en plus de la guerre contre Daech.

L'année 2016 marque le centenaire, des accords Sykes-Picot, qui laissèrent les Kurdes sans État propre. Mais elle pourrait bien rester dans l'histoire comme l'année de l'indépendance du Kurdistan irakien. «Les conditions sont maintenant réunies pour que le peuple prenne une décision sur son avenir par référendum», a déclaré M. Barzani mercredi.

Depuis l'offensive de Daech en 2014, Erbil a pris ses distances avec un État central aujourd'hui divisé en plusieurs zones: contrôlées par Bagdad, conquises par les djihadistes ou administrées par les Kur-

40%
Agrandissement
du territoire kurde
à la faveur de l'offensive
de Daech, profitant
de la fuite de l'armée
irakienne



Une jeune femme kurde présente une carte du Kurdistan autonome Irakien lors de la journée du drapeau, le 17 décembre 2015, à Erbil, capitale du Kurdistan irakien.



des. Mais la petite région, située au milieu d'un Moyen-Orient en crise, entourée de puissants voisins, a-t-elle les reins assez solides pour l'indépendance? L'heure n'est en effet pas à la fête pour le Kurdistan, en proie à des frictions politiques et au bord de la banqueroute.

Alors que la région connaissait depuis le milieu des années 2000 une croissance à deux chiffres, la donne a changé depuis 2014. La région doit supporter le coût de la guerre contre Daech et ne reçoit plus les 17% du budget fédéral alloués par la Constitution. S'ajoute à cela - coup de grâ-

ce pour une économie basée sur l'or noir - la chute vertigineuse des cours du pétrole. Le Kurdistan est au bord de la faillite - et, n'étant pas un État, n'a pas accès aux marchés obligataires, et ne peut

donc pas emprunter pour pallier le manque de liquidités.

Ces difficultés économiques se doublent d'une crise politique qui a débuté en août 2015 à l'expiration du mandat officiel de Massoud Barzani - en l'absence d'élections et d'accord entre les principales formations politiques. Si la situation semble aujourd'hui apaisée, les luttes in-

testines n'ont pas disparu dans cette région où l'autonomie avait été presque immédiatement suivie d'une sanglante guerre civile dans les années 1990.

Enfin, la tenue d'un référendum va envenimer des relations déjà très dégradées avec Bagdad, qui a prévenu qu'une indépendance déclarée unilatéralement serait inconstitutionnelle.

Les disputes entre Erbil et Bagdad sont monnaie courante depuis plusieurs années, les Kurdes posant régulièrement des jalons pour s'éloigner de l'orbite fédérale. Erbil a ainsi signé de manière indépendante des contrats avec des compagnies pétrolières, notamment le géant ExxonMobil dès 2011, et exporte directe-

ment son brut via la Turquie - à la fureur de Bagdad, dont l'opinion semble avoir de moins en moins de prise sur les décisions politiques kurdes.

Le regard de la communauté internationale reste, lui, crucial pour les Kurdes. Certes, Erbil s'est imposé comme un des principaux alliés de la coalition anti-djihadistes - mais difficile de prévoir si Washington appuierait l'indépendance. Sans compter Ankara, qui, en dépit de ses liens avec le gouvernement Barzani, pourrait voir d'un mauvais œil un État kurde à ses portes.

Mais, plus encore peut-être que le référendum lui-même, se pose la question de la zone géographique qu'il concernera

- car Erbil contrôle une région qui dépasse largement ses frontières officielles.

Les Kurdes ont agrandi leur territoire de 40% à la faveur de l'offensive de Daech, profitant de la fuite de l'armée irakienne et s'emparant notamment de la ville pétrolière de Kirkouk. Et ils n'ont pas l'intention de restituer ces zones peuplées à la fois par des Kurdes, des Arabes et des minorités. La preuve pourrait en être la construction d'une tranchée longue de centaines de kilomètres, allant de la frontière syrienne jusqu'à l'Iran. Officiellement présentée comme un système de défense, la tranchée fait polémique. Certains y voyant le début de la division du pays. ■

L'EXPRESS 3 FEVRIER 2016

Kurdistan irakien: Massoud Barzani pour un référendum d'indépendance du Kurdistan

"L'heure est venue" pour un référendum sur un Etat kurde

W.G. Dunlop (AFP) 3 février 2016
www.lexpress.fr

LE PRINCIPAL dirigeant du Kurdistan irakien a de nouveau appelé à la tenue d'un référendum sur un Etat kurde dans le nord de l'Irak, prenant le risque de faire monter la tension avec Bagdad en pleine guerre contre les jihadistes.

Alors que cette région, autonome depuis 1991, fait face à une crise institutionnelle et financière, son dirigeant Massoud Barzani a affirmé que "l'heure était venue" pour les Kurdes d'Irak de se prononcer par référendum sur la création d'un Etat, selon un communiqué de ses services publié mercredi.

"Les conditions sont maintenant réunies pour que le peuple prenne une décision sur son avenir par référendum", a déclaré M. Barzani, 18 mois après son dernier appel public en ce sens.

"Ce référendum ne mènerait pas nécessairement à la création immédiate d'un Etat (kurde) mais permettrait de connaître la volonté et l'opinion du peuple du Kurdistan concernant son avenir", a ajouté le dirigeant kurde sans préciser à quel horizon il envisageait la tenue de ce scrutin.

Son mandat de président est arrivé à échéance en août 2015 mais Massoud Barzani, chef du puissant Parti démocratique du Kurdistan (PDK), continue de diriger la région au terme d'un arrangement politique critiqué par des opposants au pouvoir.

Ce problème institutionnel se double d'une crise financière dans cette région riche en pétrole durement frappée par la chute des

cours du brut, qui ne peut pas, contrairement à un Etat, faire appel aux marchés obligataires pour emprunter de l'argent et financer ses besoins budgétaires.

Le versement des salaires de certains fonctionnaires du gouvernement du Kurdistan irakien sont en retard de plusieurs mois et des grèves de plusieurs jours ont eu lieu à l'automne dernier, notamment dans le sud de la région autonome, bastion de l'opposition à M. Barzani.

De plus, le Kurdistan était une destination touristique prisée il y a encore deux ans en raison de la sécurité qui y régnait mais a subi les contrecoups de l'offensive à l'été 2014 du groupe jihadiste Etat islamique (EI) qui a vu des centaines de milliers de personnes chassées de chez elles s'y réfugier.

Ce contexte économique difficile, amplifié par le coût de la lutte militaire contre l'EI, semble un obstacle sérieux aux velléités d'indépendance des Kurdes d'Irak. Au moins tant que le prix de l'or noir sera si bas et qu'il faudra financer la lutte anti-EI.

- CONTENTIEUX -

Et sur le plan politique, au-delà du principe même d'un référendum d'autodétermination - auquel le gouvernement fédéral est opposé-, c'est l'ère géographique sur laquelle il serait organisé qui fera sûrement l'objet d'un contentieux entre Bagdad et les Kurdes.

Le Kurdistan irakien est en effet officiellement formé de trois provinces irakiennes (Erbil, Dohouk et Souleimaniyeh) mais ses forces contrôlent actuellement des secteurs dans quatre autres provinces que Bagdad veut absolument garder dans le giron fédéral.

C'est le cas notamment de la province



Le leader kurde irakien, Massoud Barzani, à Erbil. REUTERS/Maja Hitij/Pool

multi-ethnique et riche en pétrole de Kirkouk, principalement tenue par les forces kurdes.

Les peshmergas se sont installés sur ces territoires disputés lorsque les troupes irakiennes ont fui face à l'avancée de l'EI en 2014. Depuis, ils sont devenus un allié de poids dans le nord de l'Irak pour la coalition antijihadistes menée par Washington, qui n'hésite pas à les appuyer par des raids aériens.

En plus de Bagdad, voire de Washington, la Turquie pourrait aussi avoir son mot à dire sur ce projet d'autodétermination kurde.

Ankara est certes un partenaire économique de premier plan pour le gouvernement de Massoud Barzani, qui exporte son pétrole via la Turquie, sans passer par le gouvernement fédéral, depuis l'échec l'an dernier d'un plan de partage des revenus pétroliers avec Bagdad.

Mais le projet de création d'un Etat kurde à sa frontière n'entre probablement pas dans les plans actuels d'Ankara, qui a intensifié ces derniers mois sa lutte contre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), bombardant certains camps installés dans les montagnes du Kurdistan irakien. ♦



Des intellectuels criminalisés en Turquie

Le 15 janvier, des universitaires turcs ont été interpellés pour avoir signé un appel réclamant la fin de l'offensive militaire anti-PKK dans le Sud-Est, à majorité kurde.

Le 10 janvier, plus de 1100 enseignants-chercheurs, appartenant à 89 universités de Turquie, disent publiquement leur opposition aux opérations de guerre conduites dans le sud-est du pays contre la population civile kurde, déjà victime du terrorisme de l'Etat islamique et qui subit, de plein fouet, la rupture du dialogue avec le PKK voulue unilatéralement par Ankara. Déclarant qu'ils «ne seron[t] pas complices de ce crime», ces «universitaires pour la paix» sont aussitôt poursuivis pour «insulte à la nation turque et à l'Etat turc» et «propagande en faveur d'organisations terroristes». A cette criminalisation de l'ac-

tion intellectuelle répond immédiatement une vaste mobilisation des milieux scientifiques à l'échelle mondiale. A Paris, où s'est créé, en novembre 2011, un mouvement en faveur de la liberté de recherche et d'enseignement en Turquie, une réunion publique d'information se tient à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, en présence de son président et de 200 chercheurs et spécialistes. Dans la foulée est lancée une pétition dont voici le texte.

«Face à la persécution massive ordonnée par le chef de l'Etat turc contre les universitaires, chercheurs, intellectuels, signataires de la pétition du 10 janvier 2016 ("Nous ne serons pas complices de ce crime!") pour la fin de la guerre dans le sud-est du pays, et à la suite de la réunion d'information organisée le 18 janvier 2016 à Paris (Ecole des hautes études en sciences sociales) par le Groupe international de travail (GIT), les soussignés appellent à la solidarité pour leurs collègues persécutés en Turquie, et s'engagent à poursuivre, sans relâche, la défense de la liberté de recherche et d'enseignement reconnue

comme un droit fondamental des sociétés. Ils invitent le gouvernement turc, ainsi que les présidents d'université en Turquie, à respecter la liberté d'expression, qui est une norme universelle ne dépendant pas d'une décision politique arbitraire. Ils appellent également le gouvernement français et toutes les instances de l'Union européenne à porter la plus grande attention au respect des droits fondamentaux en Turquie.» ◆

PREMIERS SIGNATAIRES

Hamit Bozarslan directeur d'études EHESS **Yves Déloye** professeur, Sciences-Po Bordeaux **Vincent Duclert** chercheur, EHESS **Diana Gonzalez** enseignante, Sciences-Po Paris **Emine Sarikartal** traductrice **Ferhat Taylan** groupe international de travail pour la liberté de recherche et d'enseignement en Turquie **Etienne Balibar** professeur, université Paris-Ouest-Nanterre **Christian Laval** professeur, université Paris-Ouest-Nanterre **Ahmet Inel** professeur, éditeur **Philippe Descola** professeur au Collège de France...

Tous les signataires sur : gitinitiative.com
Signature possible jusqu'au 10 février inclus.



« Le Canard enchaîné » – mercredi 3 février 2016

Les Kurdes exclus des pourparlers de paix

C'était l'exigence des Turcs et des Saoudiens. Mais leurs amis d'Al-Qaida seront, eux, représentés à Genève.

LES états-majors alliés et les médias n'ont cessé de tresser des lauriers aux Kurdes de Syrie pour leur valeur au combat face à Daech. Mais ce flot de compliments n'a pas permis à ces guerriers d'obtenir un droit d'entrée aux négociations qui s'ouvrent à Genève. La Turquie s'y est opposée, avec le soutien des Saoudiens, tandis que François Hollande, suivi par Laurent Fabius, regardait ailleurs et évitait d'intervenir en faveur des Kurdes.

C'est la preuve par l'absurde du « côté tordu de la diplomatie occidentale » (formule d'un officier de renseignement). Washington et Paris ont, en effet, accepté de livrer aux Kurdes des missiles antiblindés (des Tow américains, des Milan français) et envoyé sur place quelques instructeurs pour un service après-vente gracieux. Mais Obama et Hollande, qui ménagent toujours leurs faux amis au Proche-Orient, ont toléré que la Turquie, membre de l'Otan, et la riche Arabie, cliente de nos marchands d'armes, exigent la mise à l'écart des Kurdes, considérés pourtant à Paris ainsi qu'à Washington comme « les meilleurs alliés

de la coalition internationale contre Daech ».

Ce n'est pas la seule preuve de ce « côté tordu » de la diplomatie. Le 28 octobre 2015, « Le Canard » avait révélé une autre mauvaise manière de Paris. Un an plus tôt, les Kurdes avaient demandé une aide à la France pour espionner Daech, et le ministère de la Défense y était favorable. Un système d'écoute de qualité pouvait leur être livré par une société française, Ercom. Mais, au début de 2015, l'Élysée n'avait pas donné son aval. Hollande évitait ainsi d'énerver le président turc, très hostile aux Kurdes, d'où qu'ils viennent. Explication possible : Erdogan veut pouvoir bombarder ses « concitoyens » kurdes sans risquer de voir ses militaires placés sur écoute.

Financiers de terroristes

Si les Kurdes n'ont même pas droit à un strapontin dans les différentes salles où se déroulent les négociations, les membres d'Al-Qaida, eux, seront valablement représentés. Il était, bien sûr, hors de question que l'ONU et Wa-

shington acceptent la présence, à Genève, du Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaida. Comme « Le Canard » et d'autres médias l'ont déjà écrit, les quelque 20 000 combattants d'Al-Nosra, associés à des groupes salafistes aussi violents sinon plus, bénéficient du soutien financier et politique des trois amis de la France et de la Grande Amérique. A savoir : la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar. Une nouvelle preuve du « côté tordu » de la diplomatie franco-américaine.

A la table des négociations, le rôle de représentant officieux d'Al-Nosra sera dévolu à l'un de ses associés sur le terrain, Ahrar al-Cham. L'ONU, Washington et Paris feront mine de ne pas le savoir. Rien d'étonnant à cette attitude, ambiguë si l'on tient à rester poli. Depuis plus d'un an, les pilotes américains, français et autres ont ordre de ne jamais bombarder ces braves héritiers de Ben Laden. Et, lors de leurs multiples interventions médiatiques, personne n'a jamais demandé à John Kerry, à Jean-Yves Le Drian ou à François Hollande si c'était vraiment par humanisme...

Claude Angeli

Erdogan's Foreign Policy Is in Ruins

Just a few short years ago, Turkey was heralded as one of the region's rising powers. What happened?



By Henri J. Barkey
February 4, 2016
<http://foreignpolicy.com>

It wasn't long ago that Turkish foreign policy was the talk of the town. Defined by the catchy phrase of "zero problems with the neighbors," Turkey aimed to both improve relations with its neighborhood and slowly emerge as the dominant regional power. It was a classic case of enhancing soft power through democratization and economic reforms at home, coupled with shrewd diplomacy aimed at establishing Ankara as a mediator in the region's conflicts.

As early as 2010, Obama declared Turkey to be a "great Muslim democracy"

This policy lies in ruins today. It is the victim of the unpredictable turnabout in the Arab Spring, especially in Syria; hubris; and miscalculations in domestic and foreign policy. With the exception of the Kurdistan Regional Government in northern Iraq, Turkey's relations with almost all of its neighbors have soured. At the same time, tensions with the United States, European Union, and Russia have all dramatically increased. If Ankara has any sway today, it is mostly because of its geography — which gives it proximity to Syria and the refugee calamity — and its willingness to use strong-arm tactics in diplomatic transactions.

So how did Turkey's international ambitions fall apart? It's a question with multiple answers. President Recep Tayyip Erdogan's grandiose ideas of his role in the world, his desire to transform Turkey into a strong presidential system, and the collapse of the Kurdish peace process, itself a casualty of the Syrian crisis, all have contributed to damaging Ankara's once-promising foreign policy.

TURKEY AND THE ARAB SPRING

Even before the Arab Spring, there were signs that Turkish foreign policy was faltering. In 2009, after almost seven years of conservative rule, Turkey's accomplishments were noteworthy: rapid economic growth, the transformation of Istanbul into an international hub, democratization at home, and the domestication of the powerful military establishment. Erdogan's Justice and Development Party (AKP) went from electoral victory to electoral victory, as ordinary citizens were seduced by his accomplishments and turned off by a hapless opposi-

tion.

Having consolidated his position at home, especially after the 2007 elections, Erdogan became more of a risk-taker. He initiated a calculated public showdown with Israeli President Shimon Peres at the 2009 World Economic Forum, in which he angrily castigated Israel's policy in Gaza, which threw relations between the two countries into a tailspin. However, it also paid off tremendous dividends in the Arab world, as Erdogan and Turkey's popularity skyrocketed, and Arabs flocked to Turkey for tourism and in search of investment opportunities. This was followed by a pro-AKP Turkish NGO's decision to charter a boat and sail to challenge the Israeli blockade of Gaza and the disastrous Israeli response, which ended with the deaths of nine Turks and saw relations with Israel collapse further.

The advent of the Arab Spring also pushed the United States and Turkey to work together closely. They appeared to synchronize their public statements on Egyptian President Hosni Mubarak in an effort to push him out and later worked together on supplying arms and supplies to the Free Syrian Army. Turkey once again emerged as a regional model country that had successfully married Islam and democracy in the person of Erdogan and his AKP.

As early as 2010, Obama declared Turkey to be a "great Muslim democracy" and "a critically important model for other Muslim countries in the region"; in 2012, he even named Erdogan among the top five leaders with whom he had forged a close relationship.

Turkey, however, wanted to be more than a model. The rise in Egypt, Tunisia, and Syria of the Muslim Brotherhood, with which the AKP leadership had had close relations, opened the possibility of an active role for Ankara as the movement's most powerful regional ally. The Arab Spring in effect allowed for the Turkish leadership to imagine itself as the region's leading power: As then-Foreign Minister Ahmet Davutoglu put it, Turkey "will lead the winds of change in the Middle East ... not just as a friend but as a country which is seen as one articulating the ideas of change and of the new order."

Turkey's moment had arrived. But it wouldn't last long: Davutoglu's hoped-for "new order" was dealt a setback when Egypt's Muslim Brotherhood-led government was overthrown by a combination of public protests and the army, and Erdogan's relations with the new military-led regime disintegrated rapidly. But it was in Syria, where Bashar al-Assad's regime stubbornly persisted in the face of an insurgency that Turkey helped support, where Turkish foreign-policy objectives were ultimately upended.



Feb. 9, 2016: Turkish President Recep Tayyip Erdogan, right, addresses a reception next to his wife Emine Erdogan at his palace in Ankara, Turkey. (AP)

HOW SYRIA CHANGED EVERYTHING

Before the 2011 uprising, Syria had been the ultimate successful example of Turkey's "zero problems" foreign policy. Soon after the AKP's rise to power, Syrian strongman Bashar al-Assad and Erdogan established a close working and even personal relationship. This was a remarkable turnabout, considering that in 1998, Turkey threatened Syria militarily due to its support of the Kurdistan Workers' Party (PKK), which was then waging an insurgency against the Turkish state. Erdogan helped launch indirect negotiations between Israel and Syria, and went on to support the Baathist regime against a U.N. effort, led by the United States and France, to pressure Syrian troops to leave Lebanon.

As Assad gave a free rein to his military to crush the protests, Erdogan turned on his former ally and friend.

When the peaceful protests started in Syria, Erdogan at first maneuvered to prevent Assad from succumbing to the same fate as the Egyptian and Tunisian leaders. He counseled Assad to introduce reforms — in fact, he reportedly suggested that these did not have to be very profound — but to no avail. As Assad gave a free rein to his military to crush the protests, Erdogan turned on his former ally and friend.

A number of factors contributed to Erdogan's decision: anger that Assad would not heed his counsel, the common perception that Assad would not survive anyway, the belief that he could shape the new Syria, and finally the dramatic escalation of violence during the holy month of Ramadan in 2011 on what Erdogan saw as Sunni protestors. He called for Assad's removal and publicly proclaimed that the Syrian dictator had only months left in power. Soon, he said in September 2012, "we will be going to Damascus and pray freely with our brothers at the Ummayad Mosque."

Assad, however, would not fall so easily. The divergence between Erdogan's wishes to see Assad replaced by a friendly Sunni-based alliance and the reality of the Syrian dictator's stubborn hold on power frustrated the Turkish leader and pushed him toward a go-it-alone policy. Deep splits started to emerge with the United States, as Erdogan expressed →

→ disappointment in Obama's unwillingness to enter the fray despite massive civilian casualties at the hand of regime forces.

Erdogan's break with Assad also heralded the beginning of a sectarian Sunni policy that became more pronounced as the Syrian regime endured. Turkey's policy of encouraging foreign fighters to flow across its border into northern Syria has also helped radicalize the opposition and has raised tensions with Ankara's U.S. and European partners. The Turkish government knew that many of these foreign fighters would join jihadi militias, such as the al Qaeda-affiliated al-Nusra Front, but allowed them to do so because the homegrown "moderate" rebels had proved unsuccessful in bringing about the demise of the Assad regime. Jihadi fighters, some of whom were battle-hardened and more willing to die for the cause, would presumably complete the task that other Syrian rebels could not.

He had two choices, co-optation or suppression. He chose the latter.

The unintended consequences of tens of thousands of foreign fighters converging on Syria soon became apparent. Many of the foreign fighters gravitated toward the Islamic State, helping it become the power it is today. In May 2013, during a visit to Washington, Obama urged Erdogan to stop supporting jihadi elements, specifically al-Nusra Front, and prevent their access through the Turkish border. But by then, a jihadi infrastructure within Turkey had materialized that bedevils Turkish security officials to this day.

The prime beneficiary of the loose border controls has been the Islamic State. The infrastructure in Turkey that developed to support the jihadis would ultimately be used to strike against Turkish towns, starting with Diyarbakir, Suruc, Ankara, and lastly Istanbul. The first three bombings targeted Kurds and leftists, leaving more than 135 dead, and the last attack in Istanbul's tourism district killed 11 German tourists. The Islamic State has also executed its Syrian opponents inside Turkey with impunity and set up exchanges for Syrians and others to ransom their loved ones held by the Islamic State on Turkish soil.

THE KURDISH QUESTION

The empowerment of the Syrian Kurds has been the most important consequence of Syria's spiral into chaos. Disenfranchised and repressed by successive Syrian regimes, the Kurds were able to take advantage of the country's fracturing to lay claim to territory where they constituted a majority. They soon found a powerful ally in the United States: When the Islamic State advanced on the Kurdish-held town of Kobani in October 2014, the U.S. Air Force pounded the jihadi group, launching an extraordinary and successful relationship that has proved to be the most successful effort at dislodging the Islamic State from territory it has conquered.

But this deepening alliance came at the

expense of the Turkish government. The dominant Syrian Kurdish movement, the Democratic Union Party (PYD), is a close ally if not a subsidiary organization of the PKK, which trained and nurtured it, making it into a formidable fighting force. Washington has made it clear that it distinguishes between the PKK and the PYD, despite the umbilical relationship between these two organizations. From a legal perspective, while the PKK is on the U.S. terrorism list, the PYD is not — and has been the recipient of American military support in its war against the Islamic State. As the United States has deepened its relationship with the PYD, Washington's only concession to Ankara has been to give in to Turkish ultimatums not to invite the PYD to participate in recent Syria peace talks in Geneva.

In retrospect, the Syrian Kurds' victory in Kobani proved to be the deathblow for Turkey's domestic peace process with its Kurdish population. At the time, Erdogan was harshly critical of the American intervention in Kobani as he and his party perceive the PYD to be a greater scourge than the Islamic State. In February 2015, he repudiated the agreement his lieutenants had negotiated with the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party and the PKK. New documents suggest that the breaking point was his fear that Syrian Kurds would duplicate the Iraqi Kurdish experiment of creating an autonomous region on Turkey's southern border.

By last summer, the war by and against the PKK at home had resumed with a vengeance. Since the June 7 election, some 256 security personnel have been killed; the casualties on the side of the PKK, while harder to pin down, have also been high. The destruction in Kurdish towns such as Silopi, Cizre, and the Sur district of Diyarbakir, where Turkish tanks have fired on homes and the youth wing of the PKK has decided to put up stiff resistance, has also been devastating.

Erdogan correctly understood that the Kobani siege represented a possible turning point for the Kurds' fortunes in the region. He had two choices, co-optation or suppression. He chose the latter.

Even as the Kurds undermined Erdogan's domestic and international position, the Turkish president found his hands tied even further in Syria by the Russian intervention on behalf of Assad. In a careless move, Turkish fighters in November 2015 shot down a Russian bomber that had briefly intruded into Turkish airspace, an action that triggered a rash of costly economic, political, and military actions in retaliation by Russian President Vladimir Putin. Erdogan had misjudged Putin: The shoot-down was born in the frustrations emanating from his failures in Syria and from watching the Russians and Iranians succeed in bolstering the much-battered Syrian army against Turkey's allies in the country.

The ripple effects from Syria have put Turkey at odds with Iran. From the beginning of the Syrian conflict until the end of 2015, when the Russians intervened directly and the role of Iran's Quds Force became more obvious, Turkey and Iran had agreed to disagree on this issue. The extensive business ties between Erdogan's government, including large-scale gold sales,

Turkey's dependence on Iranian gas, and Iran's need for the foreign exchange revenues created by these exports have helped the two countries avoid a public shouting match. This is in the process of changing because the confluence of forces on the ground has turned the tide in favor of Assad.

Erdogan has not given up on his dream of Turkish influence in the region. Ankara recently announced that Turkey would open up a naval base in Qatar and set up training facilities in Somalia. When convenient, the Turkish president also has proved capable of altering his policies at a moment's notice — most recently by warming relations with Israel. A rapprochement with Jerusalem opens the lucrative possibility of constructing gas pipelines from the eastern Mediterranean fields through Cyprus to Turkey.

WHAT'S NEXT FOR ERDOGAN

Erdogan faces three interlinked challenges. He is relentlessly pursuing a constitutional change that would allow him to centralize executive powers in the presidency, allowing him to run the country unconstrained by its institutions; the escalating conflict with the Kurds threatens to lead to their complete break with the Turkish state; and the deterioration of the Syrian situation promises not only to exacerbate the Kurdish conflict at home but also weaken relations with the United States, as Washington strengthens its ties with the Syrian Kurds.

Erdogan may well get his way on some of these issues — particularly the creation of a presidential system — but the price will be even greater divisions within Turkish society, and between Turkey and its traditional allies. Erdogan is confident that his approach toward the Kurds is succeeding and is banking on the disillusionment of some in the Kurdish community, especially the more pious elements, to turn on the PKK. In the meantime, however, the suffering in Kurdish-majority cities is likely to have an indelible impact on the Kurdish community. Changing international conditions, primarily in Iraq and Syria, suggest that a military victory now may turn out to be a Pyrrhic one.

As for Syria, there is clearly a major divergence in priorities between Turkey and the United States and Europe. For Turkey's Western partners, the No. 1 priority is to defeat the Islamic State — whereas in Ankara, the overthrow of the Assad regime and the prevention of a Kurdish autonomous region in Syria are the overriding concerns. The continuation of the Kurdish strife at home will further push Ankara away from its allies on Syria.

The crux of the matter is this: Turkish foreign policy is no longer about Turkey but about Erdogan. Floundering at home and abroad, the Turkish president has embarked on an illiberal course at home undermining what are admittedly flawed institutions and reconstituting them in his image. His omnipresence and unchallenged position mean that foreign policy is the product of his worldview, whims, and preferences. There is no one who can challenge him. The systematic approach of the early years has given way to indulgence; this more than anything explains the ups and downs of Turkish foreign policy. □

Iraqi Kurdish Leader: Time 'Ripe' for Independence Referendum

Sharon Behn — February 03, 2016
http://www.voanews.com

Iraqi Kurdistan's regional President Masoud Barzani has announced that the time has come for Kurdistan to hold a referendum to decide on declaring unilateral independence from Baghdad.

"The time is ripe for the people of Kurdistan to decide their future," Barzani said in a statement released Tuesday.

He said while the result of the referendum would not lead to an immediate break with Baghdad, it would prepare the ground to declare an independent state "at an appropriate time and circumstance."

Any move toward independence could be fraught with challenges: There are deep divisions among Kurdish political factions that support Barzani's continued hold on the presidency and others who oppose him.

ECONOMIC PRESSURES

Kurdistan is also suffering from a severe economic crunch, with many public salaries now months in arrears.



Baghdad cut funding to the region in 2014 after the Kurds, seeking economic independence, built an oil pipeline to Turkey and began exporting oil without Baghdad's approval.

Stephen Cook, senior fellow for Middle East Studies at the Council on Foreign Relations, says economic pressures could have played into Barzani's decision.

Officials to discuss reforms aimed at resolving the economic crisis that both are facing, Reuters reported.

Iraqi Kurdish forces are seen as Washington's strongest local partners in the fight against Islamic State extremists, although Kurdish Peshmerga are still heavily reliant on coalition forces' help to keep the militants at bay.

PUTTING U.S. ON NOTICE

Cook said Barzani may also have wanted "to put the Americans on notice that the Kurds are not going to ask for permission to establish an independent state."

Because Barzani also enjoys a relatively positive relationship with Ankara, Cook said Turkish President Tayyip Erdogan could be prepared to work with an independent Kurdistan — while continuing to attack Syrian Kurds, who Ankara believes are linked to independence-seeking Kurds in Turkey.

Kurdistan is officially made up of three northern provinces, but during the fight against IS, Kurdish forces have spread beyond that to control areas that are disputed with Baghdad, such as parts of the oil-rich region of Kirkuk. ♦

Erdogan: U.S. Should Choose Between Turkey, Kurdish Forces

Turkey asks U.S. which side it is on after envoy visits town controlled by group Turkey considers terrorists.

Associated Press / Feb. 8, 2016.

ANKARA, Turkey (AP) — Turkey's president lashed out at the United States a week after President Barack Obama's envoy visited a northern Syrian town that is under the control of Syrian Kurdish forces, which Ankara considers terrorists.

In comments published Sunday,

President Recep Tayyip Erdogan said Washington should choose between Turkey and the Kurdish Democratic Union Party, or PYD, as its partner.

That came after envoy Brett McGurk's visit to Kobani, where the PYD's military wing, aided by U.S.-led airstrikes, drove back Islamic State militants a year ago. Turkey considers the PYD a terrorist group

because of its affiliation with Turkey's outlawed Kurdistan Workers' Party, or PKK.

Erdogan said: "How can we trust you? Is it me that is your partner or is it the terrorists in Kobani?"

In Washington, a State Department spokesman reiterated the long-standing U.S. policy that considers the PKK "to be a terrorist organiza-



tion."

"We continue to call on the PKK to immediately cease its campaign of violence. A resumed political process offers the best hope for greater civil rights, security, and prosperity for all the citizens of Turkey," said Noel Clay of the State Department. □

Iraqi Kurds protest against Turkey, 3 police wounded

February 7, 2016 — IRBIL, Iraq — Associated Press

PROTESTS against Turkey in Iraq's northern Kurdish region have turned violent, with three police officers wounded.

Hundreds of protesters gathered Sunday outside the United Nations compound in the northern city of Irbil calling for an end to Turkish airstrikes against Kurdish militants. Local media reported that three police were

wounded.

Turkey began launching airstrikes in Iraq and Syria in July 2015 as part of the U.S.-led coalition's fight against the Islamic State group. In Syria it has targeted the IS group, while in Iraq it has taken aim at the Kurdistan Workers Party, or PKK, which has waged a decades-long insurgency against Ankara. ●

The Middle East Aflame

Turkey's Two-Front War

Ankara is now squeezed between the fight against IS in Syria and the fight against the PKK at home.

Aaron Stein
February 4, 2016
<http://www.the-american-interest.com>

On January 4, a 28-year old Saudi national, Nabil Fadli, detonated a suicide vest in the ancient Byzantine Hippodrome next to Istanbul's iconic Blue Mosque, killing 11 tourists. Turkish authorities have indicated that the bomber is an Islamic State member who crossed the Syrian border before making his way to Istanbul via the border city of Sanliurfa. During 2015, the Islamic State killed 141 Turkish civilians, police, and soldiers in four separate attacks organized and carried out by an IS cell based in Adiyaman, Turkey. This latest attack, the fifth IS-linked bombing in less than a year, differs markedly from the previous bombings and probably will touch off a new phase in Turkey's reaction to the problem posed by the Islamic State.

The previous four IS attacks were all linked to the same group of individuals. These individuals were based in Turkey, having crossed to Syria in or around March 2015 to aid with the fight to hold the border town of Tel Abyad and then returned after it fell to the Kurds. The Kurdish victory there in late June 2015 was one of a series of events that contributed to the collapse of a two-year old ceasefire between the Kurdistan Workers' Party (PKK) and the Turkish government in July 2015. These four attacks linked the war in northern Syria to the surge in violence in Turkey, with the results that Ankara is now squeezed amid a two-front war against IS in Syria and the PKK in Turkey.

The fifth attack ratifies the new situation. In a departure from the Islamic State's previous focus on Kurdish related targets based in Turkey, the latest bombing struck a soft target linked to Turkey's lucrative tourism sector. What is now clear is that the Turkish government must deal with an extraordinarily complicated challenge. The complications come in four layers: the multi-actor conflict within the Syrian civil war that impinges on Turkish interests; the multi-actor reality among the Kurds, both inside and outside Turkey; the changed domestic political situation within Turkey as a result of the collapse of the peace process with the PKK; and the changing roles of both Russia and the United States as they impinge on all of

the above.

The intertwining of these conflicts complicates Turkey's policy options in Syria and has ramifications for the U.S.-backed efforts to clear IS from its remaining strongholds along the Turkish-Syrian border. More broadly, the linkages between these two conflicts underscore how the Syrian conflict has spilled over the border and is now affecting Turkish society as well as the Turkish government's security policy, more narrowly construed.

Some observers have blamed the Turkish government for the rise of the Islamic State, owing to Ankara's decision to leave much of its border with Syria open between 2011 and 2014. This characterization is inaccurate. The Islamic State has its roots in Iraq and predates Turkish involvement in the Syrian civil conflict. Nevertheless, the group did benefit from Turkey's lax border policy to bolster its ranks with thousands of foreigners who traversed Turkish territory to join the Islamic State. The group has also relied heavily on cross-border supply lines into Turkey, both to acquire goods for the territory it controls and as means to tax middle men who rely on smuggling to make a living.

After formally breaking ties with Bashar al-Assad in September 2011, the Turkish government has backed a variety of rebel groups working to topple the regime, including the Free Syrian Army and more conservative, Salafi-rooted militias with links to global jihadism. In certain instances, these groups—most notably, Ahrar al-Sham—worked together with Syria's al-Qaeda affiliate, Jabhat al-Nusra, in Idlib province, opposite the Turkish border town of Reyahnli. Before IS split from Nusra, its subset of followers were dominant in 24 cities and villages in the area, according to the Washington Institute's Aaron Zelin. During this time period, these three groups overlooked their differing visions about how to achieve their shared goal, the declaration of an Islamic State, in favor of focusing their military efforts on toppling Bashar al-Assad.

Tensions between Nusra/Ahrar and IS emerged in June 2013, before these three groups formally severed ties, after the Islamic State's leader, Abu Bakr al-Baghdadi, announced his group's



presence in Syria in April. Baghdadi intended to subsume Nusra under his leadership. This internal disagreement prompted Nusra and Ahrar to take up arms against the Islamic State, and eventually resulted in the defeat of IS in Idlib in mid-March 2014.

Turkey's policy has mirrored that of the Syrian rebels. Thus, while the three groups cooperated against Assad, Turkey did little to interfere. Similarly, when Ahrar and Nusra turned on IS, Turkey emerged as an indirect supporter of Nusra, particularly in northern Aleppo, where Ahrar now fights with other Turkish backed rebels against the Islamic State and the Assad regime. Turkey has maintained its policy of benign neglect towards Nusra, but is now actively engaged in a war against the Islamic State.

In late 2014, cross-border trade with Islamic State-controlled territory continued with little interference. Things began to change in early 2015, when Ankara began more concerted efforts to crack down on the flow of foreign fighters and goods. Turkey has since used Arab (but not Kurdish) rebel proxies in Syria to attack Islamic State positions in northern Aleppo, a process that began in December 2014 as an adjunct to Ankara's efforts to unify the northern rebel insurgency. This approach coincided with the start of a pronounced crackdown on Islamic State members within Turkey, who had previously used well-established networks to move fighters and material to the Syrian conflict.

These efforts culminated in the Turkish government's agreeing to open its airbases to the U.S.-led coalition in July, with the first U.S. unmanned airstrike from the base taking place in early August. The Turkish Air Force began to strike positions in northern Aleppo shortly thereafter but has since stopped flying missions over Syria over concerns that Russian aircraft would fire on Turkish aircraft in retaliation for Turkey's downing of one of its bombers in late November.

Turkey's efforts against the Islamic State have come amid a breakdown of a two-year-old ceasefire with the PKK, a U.S., EU-, and Turkish-designated terror group that has fought the Turkish government for

► autonomy since 1984. The ceasefire formally ended in mid-July, after a PKK-affiliated entity declared it null and void, prompting a wave of Turkish airstrikes against the group's stronghold in Iraqi Kurdistan's Kandil Mountains. The reasons for the collapse are linked to the rise of the PKK-linked Democratic Union Party (PYD) in northern Syria in the context of the civil war, and to the Kurdish-IS clashes inside Syria. The collapse of the ceasefire, in turn, had major implications for Turkish domestic politics, as evidenced by the outcome of the two elections Turkey held in June and November of this past year.

The PYD has close links to Turkey's nationalist Kurdish movement, represented in parliament by the Democratic Peoples' Party (HDP), and locally in Turkey's southeast by the HDP's regional branch, the Democratic Regions Party (DBP). The PYD works closely with Turkey-based DBP and HDP organizations for aid and to help smuggle goods to Kurdish-administered areas in Syria. Between 2013 and 2015, the Turkish authorities tolerated these crossborder linkages, going as far as to quietly acquiesce to the DBP's running of refugee camps in Turkey for Kurdish and Yezidi refugees who had fled from Syria and Iraq independent from Ankara. These camps proudly flew a flag emblazoned with Abdullah Öcalan's image and PKK members provided security. In Kurdish-majority urban areas, the PKK also became more visible, with state authorities appearing to tolerate the PKK's presence to help sustain the slow-moving talks with Öcalan.

Inside Syria, the PYD frequently clashes with Turkish-backed rebel groups, including with Ahrar al-Sham. Turkey's support for Ahrar helps explain why so many Kurds now accuse Ankara of working with the Islamic State. In November 2012, credible reports suggested Turkey allowed for a large group of rebels, including Ahrar and Nusra, to use its territory to attack the then-PYD held town of Tel Abyad. The town eventually fell, before a later Islamic State offensive captured it from the Turkish-backed rebel groups that controlled the city.

Previous Ahrar and IS collaboration in Idlib and in other smaller towns along the border has helped to solidify the pervasive belief among Kurds that the two groups are more or less the same ideologically and share a mutual antipathy toward Kurdish nationalism. Ankara's close relationship with Ahrar thus contributes to the pervasive belief among Kurds of consistent Turkish's support for the Islamic State, owing to this previous cooperation. Ankara has done little to dissuade the PYD of this view, often using Ahrar to put military pressure on the YPG in Aleppo, or by using other allied forces near the town of Azaz to prevent the further expansion of Kurdish forces from the isolated Kurdish-controlled area of Afrin.

For many of Turkey's Kurds, the critical turning point came during the IS siege of Kobane.

The Islamic State began its offensive outside of the city in the summer of 2014 and had nearly taken complete control of the town by September. In response to the growing violence, Ankara moved military forces to the border, but did not take direct military action. The U.S. government, in contrast, began to strike IS positions in late September, creating an alliance with the YPG that continues to this day.

Ankara's hesitance to use military force, and concurrent rhetoric that equated the YPG with IS, undermined the government's standing in Kurdish-majority areas. The IS-PYD conflict also began to spill over the border. In clashes mirroring tensions in Syria, HDP co-chair Selahattin Demirtas called on his party's supporters in October 2014 to take to the streets to protest the ruling Justice and Development Party's (AKP) handling of the Kobane crisis. The protests quickly turned into riots, with members of the PKK's youth militia, the YDG-H, attacking Kurdish members of Huda Par, the civilian wing of a religiously conservative militia, Kurdish Hizballah, which many Kurds claim the Turkish government created in the 1990s to attack the leftist secular PKK. During two days of clashes, some fifty people were killed. The AKP did little to separate itself from Huda Par during the clashes, with then Deputy Prime Minister Bulent Arinc suggesting openly that the group could be used as a counterweight to the PKK in the government's peace talks with its imprisoned leader Abdullah Öcalan.

The HDP and other Kurdish parties accuse individuals affiliated Huda Par, the most prominent being Halis Bayuncuk (also known as Ebu Hanzela), of recruiting for the Islamic State in Turkey. This prompted a series of extra-judicial incidents beyond the October riots, where YDG-H members assaulted—and in at least five incidents, murdered—Huda Par members for their alleged links to IS. These clashes contributed to the radicalization of Kurdish youth in Turkey. Orhan Gonder, a member of the Adiyaman Islamic State cell linked to the four bombings in Turkey in 2015, told police after detonating two crude bombs at an HDP rally in Diyarbakir that the October riots had prompted him to join the Islamic State.

Two of his close friends, brothers Seyh Abdurrahman and Yunus Emre Alagoz, later became suicide bombers. Seyh attacked ESP, a leftist Turkish organization previously headed by Figen Yuksekdag, the current co-chair of the HDP along with Demirtas. The ESP's sister organization, the Marxist-Leninist Communist Party (MLKP), has sent fighters to battle alongside the YPG against the Islamic State, purportedly as part of a larger project to create a communist state. Yunus and a second suicide bomber, identified only as a Syrian national, later targeted a large rally in Ankara, killing 109 attendees.

The Islamic State's attacks have exacerbated these tensions. The IS-linked attacks on Kurdish-related targets appear to be linked

to the PYD's capture of Tel Abyad in late June/early July 2015. At least five members of the Adiyaman cell fought in the waning days of the battle for the town, before a central figure in Raqqa sent Orhan Gonder, the Diyarbakir bomber, the Alagoz brothers, and the unidentified Syrian male to attack Kurdish-linked targets in Turkey.

Shortly thereafter, the Islamic State's official Turkish-language outlet, Konstanniye, featured two Turkish suicide bombers on its front cover, and in a separate Islamic State video, a Turkish man, Fatih Acipayam, threatened President Erdogan and accused the AKP of giving support to the PYD. These changes to the Islamic State's media strategy toward Turkey suggested that the group would now shift to target Turkish interests directly.

This shift had larger implications: Between 2013 and March 2015, Turkey and the Islamic State largely ignored one another. During that time period, Ankara focused much of its efforts on countering the Syrian regime, whereas IS still maintained access to its supply lines in Turkey via Tel Abyad and Kilis. However, by March 2015 Ankara's strategy began to shift. In close coordination with Saudi Arabia and Qatar, the Turkish government helped to organize and then arm the Jaysh al-Fateh rebel coalition to take Idlib province from the Syrian regime; a process that had its genesis in December 2014. The start of Jaysh al-Fateh's offensive in Idlib coincided with a Turkish decision to close the border with Syria, both to decrease the amount of refugees that could cross to Turkey but also as part of the effort to take control of Idlib from the regime. In parallel, Ankara continued to push its allied rebel groups to unify in northern Aleppo, eventually succeeding in helping to form the Marea Operations Room to defend a narrow sliver of territory extending from the Occupier border gate through Azaz, Syria, to Aleppo city. And in Turkey, police forces began to crack down on Islamic State networks and purported sympathizers.

Working through the Marea Operations Room—which includes groups linked to the Muslim Brotherhood, as well as other Islamist-leaning factions—Ankara is now helping to organize the defense of the so-called Marea line from the Islamic State. The Marea Operations room does coordinate with Ahrar al-Sham, but Nusra has withdrawn from the area, reportedly in deference to Turkey's declared policy of clearing IS from its border. However, in recent days, reports suggest Nusra may have returned to Idlib. Between late August or early September and November, Turkish jets patrolled this swath of territory alongside U.S. aircraft based at Incirlik to protect these groups from IS attack.

These joint patrols coincided with a dramatic increase in American support for the so-called Syrian Democratic Forces (SDF), an umbrella group dominated by the YPG, but that also includes a handful of Arab and local tribal forces. Turkey has allowed for U.S. support for both the SDF and the YPG from Incirlik, ►

► and has thus implicitly recognized a difference between the PYD and PKK. This support is contingent on the SDF and YPG staying east of the Euphrates and not using American air power to connect Kurdish-controlled territory with the isolated Kurdish canton of Efrin, which borders Turkey's Hatay province. Ankara has issued a clear red-line to both the SDF and the United States, saying that any YPG-backed offensive west of the Euphrates—and in particular, any effort to take control of the border town of Jarablus from IS—would result in the Turkish Air Force attacking the SDF/YPG.

The U.S. government has put pressure on its Kurdish allies to observe this red line, albeit while reportedly working with Turkey and the SDF to facilitate the taking of the Tishreen Dam from the Islamic State—which occurred on December 26. In doing so, Ankara appears to have acquiesced to the YPG-allied (and SDF member) Shams al-Shamal battalion moving west of the Euphrates under the cover of coalition air power, even though the operation has benefited the YPG. In parallel, U.S. forces have continued to strike IS positions in support of the Marea Operations Room-affiliated groups, thus contributing to the defense of Ankara's overland supply route to Aleppo.

This Turkish strategy is at odds with Russia's approach the Syrian conflict. Moscow's intervention directly challenges aspects of it toward the Islamic State—and by extension, the emerging U.S.-Turkish cooperation on clearing IS from the Turkish border and north of Aleppo city. From the outset of its air campaign, Moscow has sought to challenge key aspects of Ankara's strategy, starting with its decision to violate Turkish airspace on repeated occasions. Following Syria's downing of a Turkish jet in July 2012, Ankara instituted more aggressive military rules of engagement, saying that it would treat any Syrian jet approaching the border as a threat, and hinting that it would fire on jets operating within a few miles of the border. These changes were meant to protect Turkish border towns from Syrian regime attack, while also creating a zone for rebel groups to operate along the border.

Russia has made a point of challenging these rules and Turkey's defense of rebel groups on the border, going as far as to violate Turkish airspace on four different occasions. In response, Ankara shot down a Russian surveillance drone near Kilis and then downed a Su-24 bomber, which resulted in the death of one pilot at the hands of a Turkmen militia reported to have close ties to the Turkish government. Moscow has since increased the amount of strikes near Azaz and against Turkish aid organizations operating along the border. These strikes are intended to disrupt Turkey's supply of aid and weapons to the opposition, including those affiliated with the Marea Operations Room.

In parallel, Moscow appears to be working with the YPG west of the Euphrates to aid with the Kurdish advance toward Azaz, and further south along the periphery of the Efrin canton. Ankara, in contrast, has stepped up efforts

along its border to support the so-called Sultan Murad Brigade, a Turkmen militia involved in the Marea Operations Room. The Turkish military has provided direct artillery support to the militia in its battle against IS along the border, helping the group to take control of several small towns. Notably, the Sultan Murad Brigade also has been seen with U.S. manufactured anti-tank missiles, further suggesting Turkish-American collaboration against the Islamic State.

These groups, however, remain hostile to the SDF/YPG. Therefore Turkey faces a much broader set of future political problems stemming from its troubles with Kurdish nationalism and the resurgent PKK insurgency in the southeast. Even if Ankara and Washington succeed in clearing IS from the Turkish border, the advance of Arab and Kurdish groups portends continued clashes between these two rivals—and these clashes reverberate inside Turkey, particularly now that the peace process with the PKK has ended. For the time being, the PYD has no interest in involving itself in the PKK-backed insurgency inside Turkey. The group fights daily battles with the Islamic State and is intent on leveraging its military gains to achieve political and military autonomy inside a post-Assad Syrian state. Turkey has de facto recognized this, but its actions point to a longer-term effort to empower its own favored rebel groups to balance against the PYD and, in certain areas in Aleppo, to prevent those groups from finding common cause with the Syrian Kurds.

These dynamics have had an effect on internal Kurdish politics. Inside Turkey, the HDP has faced considerable pressure to support the PYD's political project in Syria. In recent weeks, both HDP co-leaders, Demirtas and Yuksedag, have endorsed a plan for self-rule in Turkey's southeast, including a vaguely worded commitment to form "autonomous regions in neighboring provinces in consideration of cultural, economic, and geographic affinities," which raises questions about an overarching effort to link areas in Turkey with PYD-controlled territory in Syria. This comes amid a serious surge in violence in numerous Kurdish-majority cities and towns, where Kurdish Mayors have declared autonomy from the Turkish state and a PKK-allied youth militia, the YDG-H, patrols areas inside city centers.

Ankara responded initially to these developments with a large-scale police operation, but beginning in late November it deployed military troops, tanks, and artillery to clear the YDG-H, rebranded in recent weeks as the YPS, from numerous city centers. Many urban centers have been placed under a strict curfew, where, in certain instances, even ambulances have not been able to enter the conflict zone, leaving dead bodies and the injured in the streets or hiding in a building basement for days. During the clashes, artillery fire and YPS rocket propelled grenades have destroyed numerous buildings, and more than 100,000 residents have fled. The violence is ongoing and shows little sign of abating, despite the military's heavy handed clearing of YDG-H/YPS

held neighborhoods in the towns of Silopi, Cizre, and the district of Sur district in central Diyarbakir.

In response to the military's slow progress, it appears as if the PKK is now taking a more pronounced role in the urban conflict, with snipers being deployed to target Turkish troops conducting operations or manning checkpoints. Turkey has announced an ambitious security plan to "hold" areas cleared of the YDG-H/YPS, and President Erdogan has ruled out a quick return to peace talks with Öcalan. More broadly, the military will eventually succeed in ousting the YPS from its positions in these urban areas.

However, the heavy reliance on artillery fire has helped to further alienate the local population, despite repeated government pledges to rebuild the destroyed areas. Moreover, even in areas where the military has declared victory, like Silopi, a strict curfew remains in place at night, and police and military check points prevent easy travel within the city. Local Kurds have also criticized the PKK for its role in bringing the conflict to urban centers. The Turkish government actions suggest that it is keen to take advantage of these cleavages to try and isolate the PKK domestically and, perhaps, split the movement. The Turkish government has pursued this strategy in one shape or another for close to three decades with little success.

These broader dynamics suggest that Turkey's internal conflict with the PKK, the PYD's military and political ambitions in Syria, and Ankara's efforts to combat the Islamic State and the Assad regime have all merged. Ankara's efforts to address one threat inevitably affect the other, both inside Syria and in Turkey. Further still, these conflicts also now have a geopolitical dimension, with Russia now giving air support to the YPG and the U.S. government maintaining its close partnership with the SDF. At the very least, Turkey's preferred rebel groups in Syria remain hostile to the Syrian Kurds' political ambitions, further suggesting that a successful operation to clear IS from its last remaining stronghold on the border could simply portend more violence among other parties in the Syrian conflict. This violence, in turn, exacerbates tensions inside Turkey, particularly now, after the collapse of the peace process.

All of this underscores how key elements of the Syrian civil war have spilled over the border, complicating Ankara's recent dual-pronged efforts to attack the Islamic State as it addresses the rising Kurdish-linked violence inside the country. These two conflicts are now inextricably linked; events in Syria are now directly affecting Turkish society. ♦

Aaron Stein is a senior fellow at the Atlantic Council's Rafik Hariri Center for the Middle East.

AFP

Le Kurdistan irakien réduit les salaires à cause de la chute des prix pétroliers

Erbil (Irak), 4 février 2016 (AFP)

LA RÉGION AUTONOME du Kurdistan irakien ne versera qu'une partie des salaires de ses fonctionnaires à cause de la crise économique qu'elle traverse en raison de la chute des prix du brut.

Cette décision survient alors que le dirigeant du Kurdistan irakien a appelé à la tenue d'un référendum sur l'autodétermination de cette région, autonome depuis 1991, qui fait face à une crise institutionnelle et financière.

La mesure concerne surtout les salaires les plus importants, à l'exception des personnels de sécurité. Elle a été prise "pour pouvoir assurer la distribution d'une partie des salaires et allocations", a souligné le gouvernement local.

Ce dernier dépend des ressources pétrolières pour l'essentiel de ses revenus, et est donc très affecté par la chute des prix du brut qui ont baissé à moins de 30 dollars le baril.

Le Kurdistan exporte du pétrole de façon indépendante via la Turquie malgré l'objection du gouvernement central.

Une partie des fonctionnaires du Kurdistan irakien n'ont pas touché leur salaire depuis plusieurs mois et certains d'entre eux se sont mis en grève pour les réclamer.

Les arriérés de salaire n'ayant pas été payés "seront considérés comme des prêts au ministère des Finances et déposés sur un compte spécial (...) jusqu'à

l'amélioration de la situation financière", a précisé le gouvernement.

Le gouvernement local a aussi approuvé d'autres mesures d'austérité, notamment la mise aux enchères du pétrole et produits dérivés non exportés par oléoduc et la couverture par les fonctionnaires des frais liés aux véhicules de fonction fournis par les autorités.

Midia Hassan, fonctionnaire de 35 ans et père de trois enfants, peine à payer les traites pour l'achat de mobilier pour leur maison.

"Nous sommes encore en train de payer, nous ne savons pas comment nous allons pouvoir continuer à le faire si nos salaires sont réduits", souligne-t-il.

L'annonce concernant les salaires est survenue après l'appel de Massoud Barzani, resté au pouvoir malgré l'expiration de son mandat, à un référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien.

"Les conditions sont maintenant réunies pour que le peuple prenne une décision sur son avenir par référendum", a déclaré mercredi M. Barzani, ajoutant que "ce référendum ne mènerait pas nécessairement à la création immédiate d'un Etat (kurde) mais permettrait de connaître la volonté et l'opinion du peuple du Kurdistan concernant son avenir".

Mais en appelant à ce référendum, juste avant l'annonce des mesures d'austérité, le dirigeant kurde semble avoir voulu notamment agiter la veine nationaliste avant la mauvaise nouvelle sur les salaires. ●

7 SUR 7
24H INFO & SPORTS

7 février 2016

Erdogan s'irrite de plus en plus du soutien américain aux Kurdes de Syrie

Par : rédaction
7/02/16 - Source: AFP
<http://www.7sur7.be>

Dans l'avion qui le ramenait samedi d'Amérique latine, M. Erdogan a vertement critiqué la visite rendue récemment aux combattants des Unités de protection du peuple (YPG) qui contrôlent la ville syrienne de Kobané par Brett McGurk, l'envoyé spécial du président américain Barack Obama pour la coalition internationale antijihadiste.

"Il a visité Kobané en pleine conférence de Genève (sur la Syrie) et s'est fait offrir une plaque par un soi-disant général des YPG", a-t-il noté. "Comment peut-on (vous) faire confiance ? Est-ce que je suis votre partenaire ? Ou alors ce sont les terroristes de Kobané ?", a poursuivi le président islamo-conservateur turc,



dont les propos sont rapportés dans la presse dominicale turque.

Les YPG constituent les milices combattantes du Parti de l'union démocratique (PYD, Kurdes de Syrie). Grâce au soutien militaire de la coalition dirigée par Washington, elles ont repoussé il y a un an l'offensive lancée par le groupe Etat

islamique (EI) sur la ville de Kobané, toute proche de la frontière turque, à l'issue de plusieurs mois d'une féroce bataille. Malgré les critiques, Ankara s'est refusé à prêter main forte aux YPG, qu'elle considère comme la branche syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène depuis 1984 une rébellion meurtrière sur le sol turc.

"Le PYD est une organisation terroriste. Les YPG sont une organisation terroriste. Le PYD est ce que le PKK est", a insisté M. Erdogan devant les journalistes, rappelant que le PKK était considéré comme "terroriste" par les Etats-Unis ou l'Union européenne (UE). La Turquie s'est catégoriquement opposée à ce titre à la participation des Kurdes de Syrie aux récents pourparlers de paix de Genève, suspendus jusqu'à la fin du mois.

Le gouvernement turc redoute que le soutien militaire américain ne permette aux Kurdes syriens, qui contrôlent déjà une large partie de l'extrême nord de la Syrie le long de la frontière turque, d'étendre encore leur influence vers l'ouest. ●

AFP

Le Kurdistan irakien a vendu pour plus de 3,5 milliards d'euros de pétrole en 2015

Erbil (Irak), 16 février 2016 (AFP)

LA RÉGION autonome du Kurdistan irakien a annoncé mardi avoir vendu pour plus de 3,5 milliards d'euros de pétrole en 2015 dans des exportations directes que le gouvernement d'Irak considère comme illégales.

Le Kurdistan a "encaissé des recettes de 3,949 milliards de dollars" (3,548 milliards d'euros) de la vente directe de pétrole entre le 24 juin et le 31 décembre 2015, ont indiqué les autorités de cette région du nord de l'Irak dans un communiqué.

Cette somme "représente une hausse substantielle par rapport aux recettes venues de Bagdad (gouvernement central) durant la première moitié de l'année dernière", poursuit l'exécutif du Kurdistan.

Le gouvernement fédéral irakien a versé 1,7 milliard d'euros au Kurdistan entre janvier et juin 2015, a-t-on ajouté de même source.

Le Kurdistan irakien, frappé de plein fouet par la chute des prix du brut, a annoncé début février que ses fonctionnaires, à l'exception du personnel de la sécurité, ne recevraient qu'une partie de leur salaire. De nombreux salariés du secteur public ne sont pas payés depuis plusieurs mois.

Lundi, le Premier ministre irakien Haider al-Abadi a déclaré que le gouvernement fédéral est prêt à payer les salaires des fonctionnaires du Kurdistan à condition que cette région arrête d'exporter indépendamment du pétrole.

Le Kurdistan exporte du pétrole via la Turquie malgré l'objection du gouvernement central. ●

La deuxième bataille d'Alep commence

La bataille d'Alep aggrave les tensions entre la Turquie et la Russie



GELURSE UURFALJAWY/ATF

L'offensive de l'armée de Bachar el-Assad, massivement appuyée par des bombardements russes contre la grande ville du nord de la Syrie, provoque la fuite de milliers de réfugiés vers la frontière turque et menace l'existence de la rébellion, qui bat aussi en retraite dans d'autres localités. Soutenue par l'Allemagne, la Turquie demande l'aide de l'Otan.

ADRIEN JAULMES [@AdrienJaulme](#)

SYRIE Longtemps statique, la situation évolue à présent rapidement sur le front d'Alep en faveur des forces du régime de Bachar el-Assad. Au moment même où se déroulait à Genève la conférence internationale sur la Syrie, leur offensive, soutenue par l'aviation russe, a gagné d'importants secteurs au nord de la ville, et coupé la principale voie de communication reliant les rebelles d'Alep à la frontière turque. Plutôt que d'attaquer directement la partie de la ville tenue par les insurgés, dans un coûteux combat de rues où leur supériorité aérienne serait inopérante, les forces gouvernementales, dorénavant largement commandées par des conseillers militaires iraniens sous la direction du général Qassem Souleïmani, ont lancé un grand mouvement en faucille à la périphérie de la ville. Précédée et appuyée par les bombardements intenses de l'aviation russe, l'armée régulière syrienne, mais aussi des troupes de choc du Hezbollah libanais, des pas-darans iraniens et des spetsnaz russes,

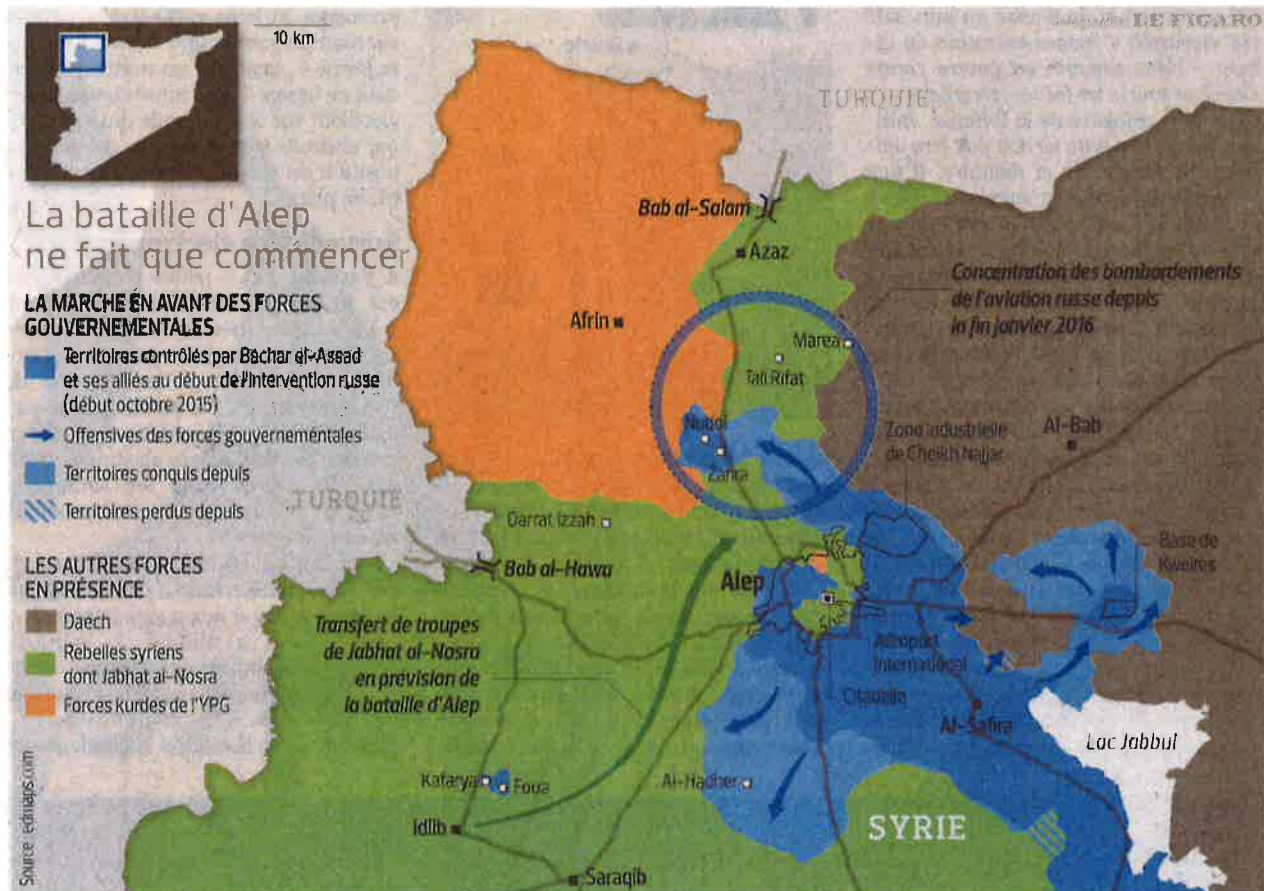
ont progressé dans la grande banlieue de l'est et du nord-est de la ville. Leur avancée a atteint le corridor d'Azaz, dernière ligne logistique des rebelles avec les villages du nord de la province et la Turquie, leur base arrière depuis le début du soulèvement armé. L'enclave de Nubol et Zahra, deux villages chiites assiégés par les rebelles depuis trois ans et ravitaillés par air ou à travers les lignes kurdes ont été atteints par les forces gouvernementales. Ce week-end, l'encerclement d'Alep n'était plus qu'à quelques kilomètres d'être complet.

Dans la ville, coupée en deux depuis quatre ans et demi entre zone rebelle et zone gouvernementale, et où vivent encore entre un million et un million et demi d'habitants, l'annonce de l'encerclement a déclenché un mouvement d'exode. La population des quartiers rebelles cherche à quitter la ville en masse par le dernier axe encore praticable (voir ci-dessous).

Les rebelles étaient entrés dans Alep à l'été 2012. Presque totalement épargnée par la révolte qui se répand dans les villes syriennes depuis le printemps 2011,

Alep avait été investie dans la nuit du 19 au 20 juillet 2012 par des colonnes de voitures chargées de combattants. En quelques jours, les quartiers sud-est de la deuxième ville de Syrie, et la plus importante économiquement, sont aux mains de la rébellion, qui s'approche du centre-ville et de la citadelle. La chute d'Alep semble imminente, et, avec elle, celle du régime de Bachar el-Assad. Les désertions s'accroissent dans l'armée régulière, ainsi que les défections au plus haut niveau de l'État. Le régime est aux abois, et personne ne parie sur sa survie au-delà de quelques mois.

Pourtant, Bachar el-Assad et son régime résistent. À Alep, l'offensive des rebelles s'enlise. Elle se heurte à la résistance inattendue de l'armée régulière, retranchée dans la vieille ville et l'ancienne citadelle mamelouke. Mais aussi à une partie de la population qui reste fidèle au régime. Il s'agit de chrétiens, d'alaouites mais aussi de sunnites qui ne sont pas favorables à une jacquerie révolutionnaire faisant souvent allégeance à des mouvements islamistes ou à des puissances étrangères.



➤ Avec le statu quo qui s'installe, commence une cruelle guerre de rues et de ruelles, de tireurs embusqués et de fusillades à bout portant dans les souks de la vieille ville, et de représailles terribles du régime contre les quartiers rebelles. Pendant quatre ans et demi, les combats détruisent des pans entiers de cette ville historique, dont l'ancien centre fut l'un des plus beaux du Proche-Orient. Les barils d'explosifs, bombes antipersonnel artisanales deviennent l'arme de terreur de prédilection du gouvernement. Lancées d'avions ou d'hélicoptères sur des files d'attente aux boulangeries ou contre les hôpitaux, elles font de nombreuses victimes dans la population civile.

La longue bataille d'Alep a aussi contribué à la mutation de la rébellion. Les groupes rebelles qui s'emparent de la ville en 2012 sont en majorité des insurgés locaux : sunnites, conservateurs, ces paysans venus du nord de la province trouvent un certain soutien dans

La reprise d'Alep serait un succès considérable pour Bachar el-Assad et ses alliés russe et iranien

les quartiers populaires de la ville, peuplés au cours des dernières décennies par des gens chassés des campagnes et venus travailler dans les ateliers qui se développent à Alep, devenue la capitale

économique de la Syrie. La situation devient vite complexe, à l'image de la guerre qui déchire le pays. L'influence des djihadistes soutenus par des pays et des organisations étrangères se fait sentir dès l'hiver 2012. Jabhat al-Nusra, la branche syrienne d'al-Qaïda, devient l'une des composantes puissantes de la rébellion en ville, ainsi que le groupe Ahrar al-Cham. L'État islamique occupe aussi quelques quartiers d'Alep avant d'en être chassé par la coalition des rebelles non-djihadistes de Liwa al-Tawhid, début 2014. Les Kurdes de l'YPG contrôlent, de leur côté, le quartier de Cheikh Maqsooud. Ils passent des accords avec les rebelles, mais aussi avec les forces gouvernementales qui tiennent le centre moderne d'Alep, ainsi que des bases militaires aux environs de la ville. Ce statu quo vient de voler en éclats avec l'offensive du régime.

Les forces gouvernementales semblent avoir adopté la tactique déjà employée à Homs en 2012, et inspirée de la méthode russe, brutale mais efficace, utilisée pendant la deuxième guerre de

Tchéchénie : encercler l'agglomération afin de couper les voies d'approvisionnement, forcer à la fuite la population civile par des bombardements de terreur, puis pilonner massivement à l'aide de l'aviation et de l'artillerie lourde les positions rebelles. La reprise d'Alep serait un succès considérable pour Bachar el-Assad et ses alliés russe et iranien. Elle permettrait au régime de reprendre le contrôle de la « Syrie utile », constituée par la dorsale montagneuse à l'ouest du pays et les quatre principales villes, Damas, Hama, Homs et Alep. Elle permettrait aussi de fermer la frontière turque aux rebelles, les privant de leur base arrière et logistique. Elle infligerait un revers à la Turquie d'Érdogan, qui soutient depuis 2011 les rebelles contre le régime de Damas, ainsi qu'aux Occidentaux qui ont misé sur la chute de Bachar el-Assad. Mais la bataille ne fait que commencer : les rebelles de Jabhat al-Nusra, la branche syrienne d'al-Qaïda, ont envoyé des renforts vers la ville, et les combats dans les rues d'Alep seront moins favorables aux blindés et aux avions, annulant ainsi l'avantage de l'armée gouvernementale. ■

ISIS Helps Forge the Kurdish Nation

Confronting a common enemy has brought the fractured Kurds together.

Egemen Bezci and Nicholas Borroz
February 5, 2016
<http://nationalinterest.org>

A Kurdish proverb states that “Kurds have no friends but the mountains.” Over the centuries, the Kurdish nation has suffered at the hands of competing great powers, who play factions of Kurds against each other in regional struggles. In an effort to escape such exploitation, the Kurds have frequently fled to fringe areas outside of government control. This traditional escape is referred to as “going to the mountains”—a phrase that’s more than just a euphemism.

However, the rise of the Islamic State (IS) may lay the groundwork for a Kurdish state by soothing the Kurds’ factional divisions. It has also helped raise Kurds’ autonomy within their host countries.

The threat of IS has caused the Kurds of Turkey, Iraq and Syria to put aside their differences. The most striking indication of this consolidation occurred in 2014, when troops from Iraq’s Kurdistan Regional Government (KRG) passed through Turkish Kurdistan to support Syrian Kurds fighting against IS.

The operation surprised observers because it signified an unprecedented level of collaboration between two rival leaders of the Kurdish national movement: Masoud Barzani, the president of the KRG, and Abdullah Öcalan, leader of the Kurdish-Turkish militant group, the Kurdistan Workers’ Party (PKK). For decades, Barzani and Öcalan have competed, sometime violently, to secure the most attractive strategy for their fellow Kurds to achieve national independence.

The Kobani operation was only one example of Kurdish factions cooperating in the face of IS. In Iraq, fighters belonging to Barzani and to his domestic rival, Jalal Talabani, collaborated to combat IS. Elsewhere, Barzani and Talabani’s forces fought IS with the help of the PKK. Iraqi Kurdistan received displaced Syrian Kurdish refugees, and Syrian and Turkish Kurds helped Iraqi Kurds to defend their territory. Moreover, the United States has established a liaison center in Iraq to orchestrate cooperation among various Kurdish factions.

In Iraq and Syria, military victories have coincided with advancing independence. In Iraq, Baghdad has been caught off guard by IS, and its lack of resources has forced it to reluctantly allow the KRG to assert auton-

omy. In Syria, the central government’s implosion has given the Kurds the space they need to establish self-governing enclaves.

Unlike their fellows in Iraq and Syria, Kurds in Turkey have not advanced their claims for autonomy. Ankara retains firm control throughout the country compared to Damascus and Baghdad. In the midst of the war against IS, Ankara and the PKK have resumed hostilities, and the Turkish government alleges that the PKK is working with IS. Ethnic skirmishes have broken out across the country, and the Turkish public’s sentiment towards Kurdish nationalism has dropped dramatically.

The chaos that has facilitated Kurds’ advances in Syria and Iraq, however, may be coming to Turkey. True, IS will not be able to wrestle large swaths of territory from Ankara, as it has done in Iraq and Syria. But the group, which is well-embedded in Turkey, certainly has the ability to bring a burning, persistent, low-level conflict into the country.

Moreover, IS has growing motivation to enter Turkey. It has made clear in its magazine *Dabiq* and in propaganda videos such as “Turkey and the Fire of Racism” that Turkey is a prime target. Its battles with PKK affiliates in Syria have already caused the group to strike at Kurds in Turkey. IS has an additional reason for entering Turkey: by attacking foreigners and religious minorities, including Alawites, IS may be able to lure less radical Turkish Islamists into its ranks.

If IS increases its presence in Turkey, this would catalyze other armed conflicts along pre-existing societal fault lines, most notably between secular and religious groups, and between Kurds and Turks. Turkey could descend into a level of widespread violence similar to that of the 1980s, only now with the twist of the presence of a major international terrorist organization within its borders. In this setting, Ankara would be forced to acquiesce to Kurds’ increasing assertiveness in the face of the IS threat.

ADVANCING AN INTERGENERATIONAL STRUGGLE

IS has advanced the Kurds’ intergenerational struggle to establish their own country. Regardless of when exactly such independence ultimately occurs, Kurds will emerge from this crisis stronger than before, and they will have more power when negotiating for autonomy with central governments.



There are several obstacles, though. First and foremost, internal divisions remain a serious impediment. This is the case for Kurds living in different countries, especially between Barzani-aligned Kurds in Iraq and Öcalan-aligned Kurds in Turkey and Syria. It is also the case for Kurds within the same countries. Within the KRG, for instance, Barzani continues to face domestic and international criticism for ruthlessly marginalizing his political competitors.

Second, in order to become a member of the international system, the Kurds need other countries to support their efforts to form a nation-state. They need a foreign benefactor, which is difficult in a region where governments want to avoid encouraging ethnic secession movements.

Third, Kurds need a military. Without a genuine army, it does not matter how skilled Kurdish fighters are, or how much foreign supplies and training they receive. They will forever be on a secondary war footing when compared to existing states with robust military apparatuses.

IS complains that the map of the Middle East artificially divides the region’s populations. It has declared that its caliphate overturned the Sykes-Picot Agreement, a secret accord from 1916 between France and Britain that helped establish current national borders.

But IS will not be the beneficiary of this geopolitical reconfiguration. With its refusal to acknowledge the international system, IS will eventually be destroyed, replaced or radically altered. The ultimate beneficiaries will instead be those who want to work within the international system, and who can take advantage of the current chaos to redraw the maps in their favor. The Kurds know this. If they act with care, they will be able to form their own country and finally come down from the mountains. ●

Egemen Bezci is a Doctoral Researcher at the University of Nottingham, focusing on secret intelligence cooperation between Turkey and the West.

Nicholas Borroz is a Washington-based strategic intelligence consultant, specializing in geopolitics, the energy sector, and investment risk.

Oil price and Isis ruin the Kurds' dream of riches

The Kurds are politically and militarily more important than ever in the fight against the jihadists – but they are also broke

Patrick Cockburn
Saturday 6 February 2016
www.independent.co.uk

The civil war in Syria and Iraq and the rise of Islamic State (Isis) has brought the 30 million Kurds in the Middle East new terrors and fresh opportunities. In Syria, the conflict has led to the creation of a Kurdish quasi-state between the Tigris and Euphrates that fields a powerful army supported by US air power.

In northern Iraq, the defeat of the Iraqi army by Isis in 2014 enabled the Kurdistan Regional Government (KRG) to seize territory long in dispute with Baghdad and expand its area of control by 40 per cent. But in Turkey, it is the Kurds who are the losers in a renewed confrontation with the Turkish state that has its roots in war in Syria.

It is not a good time to be a minority in the Middle East and, though the Kurds are powerful today in Iraq and Syria, they remain a minority which will always be vulnerable to a change in the political tides. They know that what has happened to the Yazidis and Christians over the past 18 months, as ethnic and sectarian cleansing becomes the norm, could happen to them.

Yohanna Toyama, a community leader from the Christian town of Qaraqosh outside Mosul, whose 60,000 people fled when Isis captured it in 2014, has a stark view of the prospects for minority communities. "We will all be eaten by the majorities," he says.

The Isis frontline is still only 40 minutes' drive from Irbil, the Kurdish capital, but fear that its fighters would break through has largely dissipated. But the jihadi onslaught, that reached its peak in the second half of 2014, was only one element in the crisis convulsing the de facto state (controlled by the KRG) that is being devastated by an economic catastrophe.

Irbil and Sulaymaniyah, the biggest city of eastern Kurdistan, are full of half-completed building projects. And even when the grandiose hotels and malls are completed, they remain largely empty, monuments to the KRG's failed attempt to become an oil state like Dubai or Kuwait.

The ambition was an act of hubris, which assumed that the price of oil would remain high and that KRG could become an oil state acting independently from Baghdad. I was in Kurdistan three years ago at the height of the boom, when delegations of foreign businessmen were packed into



A member of the Kurdish Peshmerga walks at the Khubbaz oil field, west of the city of Kirkuk, after their forces and police retook the area from IS (AFP/Getty)

luxury hotels as sceptical Kurdish friends were complaining about the absence of good hospitals or schools for their children.

The exuberant mood reminded me of Ireland at the height of its Celtic Tiger boom, when much of the population thought they were magically going to become rich. In the event, the death of the Kurdish Tiger economy since 2014 has been far more spectacular and devastating than anything seen in Ireland. Everything depended on the price of a barrel of oil being over \$100 while the KRG is now believed to be getting just \$21, barely enough to cover a third of its expenditure. Around 740,000 people are on the government payroll and few have received their full salaries over the past six months; many have been paid nothing at all.

Some Kurds were always sceptical about the vision of Kurdistan as an oil state, arguing against the creation of a system where people got a cut of the oil revenues without doing much work while the ruling elite received a license to plunder. After the overthrow of Saddam Hussein in 2003, the KRG advertised itself as "the other Iraq" which was supposedly run in a different and more efficient way than the corrupt and dysfunctional gov-

ernment in Baghdad. In reality, the two political and economic systems were very similar, with authoritarian leaders seeking to monopolise power through control of oil revenues.

Oil is like opium in that it fosters dangerous dreams from which the Kurds are now awakening, but the withdrawal symptoms are painful and, on occasion, fatal. There are frequent funerals of people, who, despairing of being paid and with their savings gone, drown in the Aegean trying to make their way to Europe. Aside from oil, the KRG produces very little and almost all the goods in the markets are imported from Turkey and Iran. Kurds remark that "we don't even grow our own tomatoes any more". In pictures: Fighting between Kurds and Isis intensifies in Kobani

"All the villages have emptied since 2003 because people knew they could get well-paid government jobs in the cities where they wouldn't have to do much work," says Falah Shakarm, who runs the Wadi NGO which promotes human rights and civil society. He is a survivor of the poison gas attack by Saddam's forces on Halabja in 1988 when an estimated 5,000 people were killed. ➤



The ambition of the KRG to create a state on the proceeds of oil is floundering Getty

➤ He recalls that he fled at the age of 14, along with his brother and small sister, into the mountains above Halabja where they hid in a cave: "We turned in one direction out of our front door and survived, but our next-door neighbour turned in another along with his wife and 10 children and the gas killed them all."

Mr Shakarm regrets the destructive impact of excessive oil revenues and aid money on a Kurdish society unable to use it constructively. He illustrated what he was saying by pointing to the Halabja Treatment Centre, a large new building in Halabja which was

designed to treat the thousands of people disabled by the poison gas and was paid for by Japan. He said the centre was finished three years ago, but is empty and has never been used, because there is no money for staff and equipment. He added that Wadi has had difficulty getting funds for a small radio station run for and by displaced people and refugees simply because the project is too small.

In the radio station in Halabja, Kurdish and Arab women explain that "this is the only place that we can breathe free". Hanin Hassan, a young Arab woman who left Fallujah two years ago, said she

had just been accepted at Baghdad University when she and her family had to flee Isis. "Here women are respected, but in Fallujah conditions were terrible for us," she said, adding that working at the radio was "a rich experience for me".

Leila Ahmed, a Kurd from Al-Hasakah in Syria, said her family had fled the fighting, but she was less impressed by the status of women in Halabja, a notoriously conservative city, compared to Syria: "We had more freedom there when it came to clothes and the ability to leave the house."

It is easy to be critical in retrospect of KRG leaders for becoming over-dependent on oil revenues that relied on good relations with Baghdad and a high price for crude. And, if they did not foresee the rise of Isis, nor did anybody else. For the moment, the Iraqi Kurds are politically and militarily strong because other powers need them as an ally against Isis, but this will not last.

The Kurds are discovering, as have others before them, that oil is a poisoned gift that creates a distorted state, economy and society that cannot function when the oil revenues run dry. □

THE WALL STREET JOURNAL. FEBRUARY 10, 2016

Turkey summons US ambassador over support for Syrian Kurds

Administration's support for Kurds fighting Islamic State in Syria rankles Ankara

By Felicia Schwartz / Feb. 10, 2016
<http://www.wsj.com>

Tensions between the U.S. and Turkey over Washington's support for Kurdish fighters in Syria—viewed as terrorists by Ankara—sharpened Tuesday when Turkish officials demanded a meeting with the American ambassador.

The Foreign Ministry summoned U.S. Ambassador John Bass to a meeting in Ankara after the State Department said publicly Monday it doesn't consider the Syrian Kurds to be terrorists.

Turkey deems the Democratic Union Party,

known by its Kurdish acronym PYD, to be a terrorist group as an offshoot of the Turkey-based Kurdistan Workers' Party, or PKK. While the U.S., like Turkey, classifies the PKK as a terror group, it has lauded the Syrian PYD as an effective organization in countering Islamic State militants.

Tensions over that difference in views have been building for months. On Monday, State Department spokesman John Kirby said at a news briefing in Washington that the U.S. doesn't consider the PYD to be terrorist.

"We don't, as you know, recognize the PYD as a terrorist organization. We recognize that the Turks do, and I understand that," Mr. Kirby said.

The Foreign Ministry called in Mr. Bass after those remarks to express the government's displeasure, Turkish media reported. The State Department confirmed the meeting took place, but declined to describe the tone or subject of the meeting.

The support the U.S.-led coalition against Islamic State has voiced for the PYD and other groups closely associated with the PKK has been an irritant in the U.S.-Turkey relationship over the past several months.

Turkish President Recep Tayyip Erdogan last week harshly criticized Brett McGurk, a presidential envoy in matters involving Islamic State, for photos showing him with a PYD commander widely believed to be a former member of the PKK.

Mr. Erdogan told reporters on his presidential plane in remarks published last week that the dispute undermined Turkish confidence in the U.S. "How can we trust [you]?" he said. "Is it me that is your partner, or is it the terrorists in Kobani?"

In Washington on Tuesday, Mr. Kirby reaffirmed the U.S. position on both the PYD and PKK, adding officials were talking to Turkish counterparts about their differences. □

VOICE of AMERICA

February 8, 2016

Some Aleppo Refugees Heading for Kurdish-Held Regions of Syria

February 09, 2016
<http://www.voanews.com>

Some families fleeing the fighting in Aleppo are remaining in Syria and seeking refuge in the Kurdish region in the north.

A VOA reporter in Kurdish Syria saw several trucks carrying families and their belongings. The families said the trip took several days, and involved passing through checkpoints manned by a variety of factions, including IS fighters.

"We first went to the city of Raqqa," one father told VOA of the city under IS control. "We

stayed there for four days and ran away to this area."

Smugglers are demanding top dollar, one young girl said.

"We gave 120,000 [Syrian pounds – about \$555] to a man just to help us get through two checkpoints," she said.

The families said they had no choice to leave Aleppo, as the fighting and bombings are fierce.

"A rocket fell to the ground and hit my sister and her husband," a woman told VOA. "Her husband died and one of her hands and legs broke.



She has a son and daughter."

On their way to northern Syria, one of the families stayed for a short time under IS control in Raqqa.

"We witnessed IS punishing people who didn't fast during Ramadan," a young boy told VOA. "They put them in a cage under the hot sunlight." ♦

Turquie: au Kurdistan, le grand bond en arrière



Les violences qui secouent le quart sud-est de la Turquie depuis l'été ont coûté la vie à plus de 200 civils, 250 membres des forces de sécurité et des centaines de combattants du PKK. Silvan, province de Diyarbakir, le 15 novembre 2015. Reuters/Sertac Kayar

Au moins 200 000 personnes ont fui les affrontements, dont 50 000 depuis le quartier de Sur, à Diyarbakir. 26 janvier 2016. Reuters/Sertac Kayar

Par Catherine Gouëset, le 09/02/2016
<http://www.lexpress.fr>

De violents affrontements opposent militants kurdes du PKK aux forces armées dans l'est de la Turquie, depuis l'été 2015. Les régions kurdes semblent revenues aux pires heures du conflit qui a fait 40 000 morts depuis 1984. Voici pourquoi.

Scènes de guerre, barricades, véhicules blindés dans les villes kurdes, enfants privés d'école, cadavres abandonnés dans les rues de peur des tirs de snipers. Les régions kurdes de l'Est de la Turquie semblent revenues aux pires années du conflit qui a fait quelque 40 000 morts depuis 1984. Plus grave, "alors que les troubles des années 1990 opposaient les combattants du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) à l'armée dans les montagnes kurdes, les affrontements se déroulent aujourd'hui au coeur des villes", souligne Veli Pehlivan, docteur à l'EHESS.

Dix mille soldats et policiers sont déployés dans la région. Au moins 200 000 personnes ont fui les affrontements. Ce week-end, l'assaut à Cizre d'un immeuble assiégé depuis plus de deux semaines a entraîné des accusations de massacres. L'opposition parle d'au moins 30 victimes. La télévision turque avait annoncé 60 "terroristes neutralisés", avant que le gouverneur ne revoie le nombre à la baisse. Les médias indépendants étant bannis de cette région, difficile de savoir ce qu'il en est. Comment en est-on arrivé là ?

STRATÉGIE DU PIRE

La flambée de violence a démarré après l'attentat revendiqué par le groupe Etat islamique (EI) à Suruç, le 20 juillet. Accusant Ankara de n'avoir rien fait pour protéger les Kurdes contre Daech, le PKK a repris les attaques contre policiers et soldats, après deux ans de cessez-le feu. Aussitôt, l'armée turque a entrepris de bombarder les positions du PKK. L'engrenage était enclenché. "Le président turc Recep Tayyip Erdogan manie la stratégie du pire, le PKK aussi", constate Jordi Tejel Gorgas, professeur à l'institut de hautes études internationales et du développement, basé à Genève.

ERDOGAN: CLIVER LA SOCIÉTÉ, POUR REPRENDRE LA MAIN

Un temps présentée comme modèle à suivre pour les pays arabes

en transition, la Turquie est en pleine dérive autoritaire: médias bâillonnés, justice aux ordres, universitaires accusés de trahison pour avoir signé une pétition appelant à la paix au Kurdistan...

Recep Tayyip Erdogan est pourtant le premier homme politique turc à avoir mené une politique d'ouverture vis-à-vis des Kurdes. Avec l'octroi de droits culturels, la levée de l'Etat d'urgence, puis, l'ouverture de négociations avec le PKK, fin 2012. "Pour Erdogan, l'objectif était de récupérer des voix kurdes pour son parti, l'AKP", affirme l'historien et politologue Samim Akgönül. Avec succès, d'abord, puisque jusqu'en 2015, la moitié des Kurdes ont donné leur voix au parti islamo-conservateur. Mais par la suite, selon le chercheur, "la normalisation politique n'a pas profité à l'AKP."

C'est pourquoi, après la perte de la majorité absolue de sa formation aux législatives de juin 2015, qui le privait de son rêve de changer la constitution pour renforcer ses pouvoirs, "Erdogan a choisi d'instaurer un climat de guerre dans le pays", ajoute Samim Akgönül. "Il s'est efforcé de 'rekurdiser' le Parti démocratique du peuple (HDP) qui l'avait privé de cette majorité, de cliver la société sur des bases islamiques et nationalistes." Le parti pro-kurde avait en effet capté un grand nombre de voix des électeurs non Kurdes hostiles à l'AKP mais insatisfaits des vieux partis kemaliste et nationaliste.

Cette stratégie de la tension lui a aussi permis, selon le chercheur, de récupérer les voix perdues en raison des scandales qui avaient secoué son gouvernement avant les élections de juin: les livraisons d'armes en Syrie et les affaires de corruption.

L'IMPACT DE LA CRISE SYRIENNE

L'évolution de la crise syrienne a alimenté la paranoïa des dirigeants turcs: alors que les bastions kurdes n'étaient que des poches isolées au début du conflit syrien, le Parti de l'union démocratique (PYD), émanation en Syrie du PKK, contrôle désormais presque la totalité de la zone frontalière. Or, le PYD est soutenu à la fois par les Occidentaux, pour son rôle de rempart face à l'EI, et les Russes et les Iraniens, qui comptent sur lui pour contrer la rébellion syrienne, soutenue par Ankara.

LA SURENCHÈRE DU PKK

"Le PKK a lui aussi joué la carte du pire", estime Jordi Tejel. Il s'agit pour le groupe armé de montrer au HDP que c'est lui le véritable représentant du peuple kurde. Le réveil du conflit renforce inévitablement le PKK, et au sein du HDP, les partisans d'une ligne dure vis-à-vis d'Ankara. "Le mouvement de guérilla a d'ailleurs ignoré plusieurs ➔

⇒ appels du dirigeant du HDP, Selahattin Demirtas, à reprendre le chemin des négociations", ajoute le chercheur.

Ces derniers temps, le groupe armé a développé des structures parallèles dans plusieurs quartiers et villages kurdes. Mais, poursuit Jordi Tejel, chaque fois que la violence redouble, le PKK prend le risque d'être débordé par la base. Des groupes d'autodéfense ont prospéré dans les des villes moyennes. Ils rassemblent des jeunes sans travail, sans perspectives, qui ont fui les villages détruit pendant le cycle de violence des années 1990. Ces groupes ont prêté allégeance au PKK, mais ils fonctionnent de manière quasi autonome.

DU DANGER DE RÉVEILLER LES DÉMONS NATIONALISTES

Réveiller les démons nationalistes a réussi à Erdogan. Le HDP a perdu 700 000 voix aux législatives anticipées de novembre 2015. L'AKP en a récupéré plus de 5 millions et retrouvé la majorité absolue. Une bonne proportion de ces voix a été captée à droite, grâce au discours belliqueux du président turc: "Vous serez annihilés dans ces baraquements, ces constructions et ces fossés que vous avez creusés", a déclaré Recep Tayyip Erdogan en décembre. "Sa rhétorique, constate Jordi Tejel, évoque désormais celle de Vladimir Poutine."



Le président russe promettait, en 1999, d'aller "buter jusque dans les chiottes" les terroristes tchéchènes. "Les discours anti-Kurdes s'aggravent de jour en jour, s'inquiète Samim Akgönül. Ils ne sont pas sans évoquer ceux proférés contre les Grecs ou les Arméniens au début du XXe siècle."

Aussi sérieuses soient-elles, les violences se limitent, pour le moment, aux régions kurdes de l'Est de la Turquie. Mais la surenchère chauvine distillée quotidiennement par

les autorités et les médias aux ordres sont lourds de menaces pour les Kurdes installés dans le reste du pays. Or, aujourd'hui, la moitié des 12 à 13 millions de Kurdes (sur un total de 75 millions d'habitants) vit dans l'ouest de la Turquie; Istanbul est la plus grande ville kurde du monde. "Encouragés par la rhétorique de l'AKP, observe Jordi Tejel, des groupuscules de type fasciste y ont perpétré des violences contre des Kurdes." De quoi faire craindre un retour aux années les plus sombres du conflit. ■



9 FEVRIER 2016

L'ambassadeur américain en Turquie convoqué pour un commentaire sur les Kurdes de Syrie

Par AFP, le 09/02/2016
www.liberation.fr

Ankara - L'ambassadeur des Etats-Unis à Ankara a été convoqué mardi au ministère turc des Affaires étrangères après des déclarations la veille de la diplomatie américaine réaffirmant que le principal parti kurde de Syrie n'était pas "terroriste", ont rapporté les médias.

Les autorités turques, qui considèrent le Parti de l'union démocratique (PYD) comme un groupe "terroriste", lui ont fait part de leur "malaise" après que le porte-parole du département d'Etat américain John Kirby eut rappelé lundi que le PYD n'était pas aux yeux de Washington un groupe "terroriste", selon le quotidien Hürriyet citant des diplomates turques.

Mardi, l'intéressé, M. Kirby, a confirmé que l'ambassadeur des Etats-Unis en Turquie John "Bass avait rencontré aujourd'hui des hauts responsables officiels turcs". Mais il n'est pas entré dans les détails de "conversations diploma-



Le porte-parole du département d'Etat américain, John Kirby, lors d'un point quotidien à Washington

tiques" sur la "complexité de la lutte contre le (groupe) Etat islamique en Syrie".

Interrogé lundi, M. Kirby avait répondu: "comme vous le savez, nous ne considérons pas le PYD comme une organisation terroriste".

"Notre politique n'a pas changé là-dessus. En revanche, nous considérons le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) comme une organisation terroriste étrangère", a réaffirmé, mardi, le porte-parole de la diplomatie américaine.

Depuis plusieurs mois, le soutien militaire apporté par les Etats-Unis au PYD et à ses milices, les Unités de protection du peuple (YPG), constitue une source de

frictions récurrente entre Washington et Ankara.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan s'en était irrité la semaine dernière devant la presse, en dénonçant la visite rendue récemment aux YPG qui contrôlent la ville syrienne de Kobané par Brett McGurk, l'émissaire du président américain Barack Obama pour la coalition internationale anti-jihadiste.

"Comment peut-on (vous) faire confiance ' Est-ce que je suis votre partenaire ' Ou alors ce sont les terroristes de Kobané ", avait lancé M. Erdogan.

Grâce au soutien militaire de la coalition dirigée par Washington, les Kurdes syriens ont repoussé il y a un an l'offensive

de l'EI sur Kobané.

Malgré les critiques, Ankara s'était refusé à prêter main forte aux combattants des YPG, considérés comme la branche syrienne du PKK, qui mène depuis 1984 une rébellion meurtrière sur le sol turc.

"Le PYD est une organisation terroriste. Les YPG sont une organisation terroriste. Le PYD est ce que le PKK est", avait insisté M. Erdogan devant les journalistes.

Le gouvernement turc redoute que le soutien militaire américain ne permette aux Kurdes syriens, qui contrôlent déjà une large partie de l'extrême nord de la Syrie le long de la frontière turque, d'étendre encore leur influence.

Officiellement, l'administration américaine salue quasiment quotidiennement la contribution de l'allié turc à la coalition internationale contre l'EI. Dans le privé, des diplomates ne cachent pas les frictions qui affleurent entre Washington et Ankara sur la meilleure manière de combattre les jihadistes. ♦

La France appelle à la "cessation immédiate des bombardements" de la Turquie dans les zones kurdes

14 Févr. 2016
www.leparisien.fr

La France a appelé dimanche à la "cessation immédiate des bombardements" en Syrie, par la Turquie dans les zones kurdes et par Damas et ses alliés dans tout le pays, selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Exprimant "sa préoccupation à l'égard de la dégradation continue de la situation dans la région d'Alep et au nord de la Syrie", la France "appelle à la cessation immédiate des bombardements, ceux du régime et de ses alliés sur l'ensemble du pays, et ceux de la Turquie dans les zones kurdes", selon le texte.

"La priorité absolue va à l'application du communiqué de Munich et de la résolution 2254 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, comme à la lutte contre Daech" (acronyme arabe de l'Etat islamique), ajoute le communiqué.

De son côté, le président américain Barack Obama a demandé à son homologue russe Vladimir Poutine de mettre fin aux frappes de l'armée russe en Syrie contre des groupes de l'opposition modérée, conformément à l'accord international conclu à Munich jeudi.

Les grandes puissances impliquées dans le dossier syrien, tout particulièrement la Russie, alliée de Damas, et les Etats-Unis, par-



Le ministre français des Affaires étrangères Jean-Marc Ayrault, après sa nomination, à son bureau du Quai d'Orsay, le 12 février 2016 à Paris (AFP/PATRICK KOVARIK)

tisans de l'opposition, ont conclu jeudi un accord à Munich prévoyant une "cessation des hostilités" en Syrie dans un délai d'une semaine.

Mais la situation sur le terrain s'aggrave chaque jour et est marquée par une implication grandissante des acteurs extérieurs.

Pour la deuxième journée consécutive, l'armée turque a bombardé au mortier dimanche des positions kurdes dans le nord de la Syrie, aux alentours de la ville syrienne d'Azaz, dans la province d'Alep.

Les Etats-Unis, alliés et partenaires de la Turquie au sein de l'Otan, ainsi que le gouvernement syrien, ont également condamné ces bombardements.

La Turquie redoute que les Kurdes des Unités de protection du peuple (YPG), qui contrôlent déjà une grande partie du nord de la Syrie, n'étendent leur influence à la quasi-totalité de la zone frontalière avec la Turquie.

La progression des YPG à l'ouest de l'Euphrate en Syrie constitue "une ligne rouge", a expliqué le vice-Premier ministre turc Yalcin Akdogan, avertissant que la Turquie ne resterait pas "les bras croisés".

Par ailleurs, l'armée syrienne de son côté continue de progresser au nord d'Alep et ne se trouvait plus dimanche qu'à environ trois kilomètres au sud de Tall Rifaat, l'un des trois bastions qui restent aux insurgés dans cette région. La localité, qui a été visée samedi par plus de 20 raids russes, est également attaquée à l'est par les Kurdes.

L'offensive dans la région d'Alep lancée le 1er février par le régime de Bachar al-Assad a provoqué l'exode de dizaines de milliers de personnes qui restent notamment bloquées au nord d'Azaz, tout près de la frontière turque, espérant que les autorités turques les laissent entrer. ■

La Turquie fait part de son "malaise" à la France

Source AFP | Le 16/02/2016
www.lesechos.fr

Ankara s'émeut des critiques de Paris sur les frappes de l'armée turque contre les Kurdes de Syrie.

La Turquie est en colère et ne s'en cache pas : le chef de sa diplomatie, Mevlüt Cavusoglu, a fait part à son homologue français Jean-Marc Ayrault de son "malaise" après l'appel de Paris en faveur d'un arrêt des frappes turques contre les milices kurdes de Syrie.

Lors d'un entretien téléphonique lundi soir à sa demande, Mevlüt Cavusoglu a indiqué au locataire du Quai d'Orsay de son mécontentement après les déclarations françaises et rappelé que la "Turquie combat les éléments terroristes en Syrie". La France a appelé dimanche à la "cessation immédiate des bombardements" en Syrie, aussi bien ceux des Turcs contre les positions kurdes que ceux menés par Damas et son allié russe dans tout le pays.

Depuis quatre jours, l'artillerie turque bombarde les positions tenues à sa frontière avec la Syrie, aux alentours de la ville

d'Azaz (province d'Alep), par les Unités de protection du peuple (YPG) kurdes, les milices du Parti de l'union démocratique (PYD). La Turquie considère les YPG et le PYD comme des "organisations terroristes", intimement liées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène depuis 1984 une guérilla meurtrière sur son territoire.

Les Etats-Unis, alliés et partenaires de la Turquie au sein de l'Otan, comme le gouvernement syrien ont condamné ces bombardements turcs. La Turquie redoute que les Kurdes des YPG, qui contrôlent déjà une grande partie du nord de la Syrie, n'étendent leur influence à la quasi-totalité de la zone frontalière avec la Turquie et y déclarent l'autonomie. Lundi, le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu a prévenu que son pays ne permettrait pas qu'Azaz tombe aux mains de la milice kurde.

AFP

Longtemps bannie, la langue kurde enseignée dans le nord de la Syrie

Qamichli (Syrie), 14 février 2016 (AFP)

"ROJ BAS, MAMÛSTEI": emmitoufflés dans leurs manteaux et bonnets, des écoliers du nord-est de la Syrie saluent en kurde leurs professeurs avant de rentrer hâtivement en classe.

Cette scène aurait été inconcevable il y a encore six ans, avant le déclenchement de la guerre en Syrie, où la langue kurde était interdite à l'école comme dans les administrations.

Le kurde a refait son apparition dans certaines des régions du nord-est administrées par cette communauté qui représente 9% de la population. Un programme dans cette langue y a été introduit pour la première fois dans les écoles primaires pour l'année 2015-2016.

A l'école Moussa Ben Noussayr, dans la ville à majorité kurde de Qamichli, ce cursus coexiste désormais avec le programme officiel en arabe, qui peut être suivi par les élèves de la communauté arabe.

"J'apprends et j'écris l'alphabet kurde dans mon cahier", lance fièrement Brefa Hussein, une élève de six ans.

"Les professeurs (...) nous apprennent les noms des animaux et des fleurs", raconte-t-il.

En 2012, le régime syrien a décidé de retirer ses troupes des zones à majorité kurde du nord et nord-est du pays, où les Kurdes ont établi leurs propres institutions, forces de sécurité et leurs écoles.

S'en est suivie une renaissance des traditions kurdes et plus particulièrement de la langue.

- 86.000 ÉLÈVES -

Les écoles dépendant de l'administration kurde accueillent plus de 86.000 élèves pour environ 3.800 enseignants, explique Samira Haj Ali, une responsable de l'éducation de l'administration kurde de la province de Hassaké dont dépend Qamichli.

Le nouveau cursus est déjà en place pour les élèves du primaire tandis que pour les plus âgés, l'enseignement reste basé sur le programme du gouvernement.

Mais selon Mme Haj Ali, l'administration kurde prévoit d'établir ses propres programmes en arabe, ainsi qu'en syriaque, dès l'année prochaine.

L'instauration d'un programme en kurde a déplu au gouvernement syrien qui a décidé de ne plus payer les enseignants suivant ce cursus.

Et pour protester, certains parents ont retiré leurs enfants des écoles administrées par les Kurdes, à l'image d'Amina Berro, une professeure d'anglais kurde, qui a préféré transférer ses enfants vers une école de Qamichli qui est gérée par le gouvernement.

"Le programme kurde n'est pas reconnu et les professeurs ne sont pas encore qualifiés", a-t-elle déclaré à l'AFP. Elle affirme soutenir l'enseignement du kurde en tant que matière mais ne comprend pas que l'on puisse enseigner dans cette langue.

Reste que pour ceux qui ne veulent pas du cursus en kurde, ils ont toujours la possibilité de suivre le programme classique en arabe, comme Riham al-Ahmed, une fillette arabe de neuf ans qui s'est réfugiée avec ses parents à Qamichli après avoir fui les combats dans la province d'Alep, plus à l'ouest.

- 'VICTOIRE' -

"Au début, j'ai eu du mal à m'intégrer", raconte Riham qui après avoir débuté le cursus kurde a opté pour le programme arabe.

"Mais maintenant les choses sont plus faciles car je comprends très bien", ajoute-t-elle, enthousiaste.

Pour les familles kurdes, l'apprentissage de leur langue maternelle est un rêve d'enfant qui se réalise enfin.

Jan Moussa, enseignante de kurde de 21 ans, espère que "tous les élèves apprendront leur langue maternelle". "On leur enseigne l'alphabet et les sujets de société", raconte-t-elle en corrigeant des devoirs.

Jamil Mourad, le directeur, a appris le kurde secrètement durant sa jeunesse. Il est ravi que son fils de huit ans, Raman, puisse désormais faire de même au grand jour. "La langue fait partie de la survie d'un peuple", soutient-il.

A la lumière d'une bougie, cet homme de 44 ans aide son fils à finir ses devoirs.

Pour M. Mourad, l'enseignement en kurde est un investissement essentiel pour l'avenir de son peuple. "La plus grande victoire de l'administration autonome (...) est d'enseigner à des dizaines de milliers d'enfants leur langue maternelle", estime-t-il. "Ils sont notre futur". ♦

FranceSoir

16 février 2016

Arabie saoudite en tête

Syrie: la Turquie brandit la menace d'une intervention au sol avec ses alliés

Mardi 16 Février 2016
www.francesoir.fr

La Turquie a demandé, ce mardi, à ses partenaires de coalition de prendre part à une opération au sol en Syrie, indispensable, selon Ankara, pour finir cette guerre, a indiqué un responsable turc.

Pour la Turquie, la situation syrienne est claire, elle doit intervenir au sol avec ses alliés. Il s'agit d'un préalable indispensable, selon Ankara, pour mettre fin à 5 années de guerre civile.

"La Turquie ne lancera pas sa propre opération terrestre de façon unilatérale", a affirmé ce mardi 16 février un responsable lors d'un point de presse à Istanbul. "Nous disons à nos partenaires de coalition qu'il faut une opération terrestre. Nous en discutons avec les alliés. S'il y a consensus, la Turquie en sera. Sans opération au sol, il est impossible d'en finir avec cette guerre", a-t-il poursuivi.



La Turquie a donc demandé à ses partenaires de coalition, dont les États-Unis et la France, de prendre part à une opération terrestre en Syrie, a déclaré un responsable turc. Il est désormais "impossible" de terminer la guerre sans une telle opération au sol, a estimé ce responsable.

La Turquie peut d'ores et déjà compter sur le soutien de l'Arabie saoudite, qui est à la tête d'une coalition de pays sunnites dirigée contre l'Etat islamique (et dont fait partie la Turquie) et qui a fait part de sa volonté de déployer des troupes au sol en Syrie. La monarchie va également déployer des avions de chasse sur la base

militaire stratégique d'Incirlik, dans le sud de la Turquie, où se trouvent déjà des avions de la coalition conduite par les Américains.

Les deux pays sont clairement opposés au régime de Bachar al-Assad, une intervention en Syrie risquerait donc de provoquer la colère de l'Iran et de la Russie, principaux alliés du régime de Damas.

Depuis quatre jours, l'artillerie turque bombarde également les positions tenues à sa frontière avec la Syrie, aux alentours de la ville d'Azaz (province d'Alep), par les Unités de protection du peuple (YPG) kurdes, les milices du Parti de l'union démocratique (PYD). La Turquie considère les comme des "organisations terroristes", intimement liées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène depuis 1984 une rébellion sur son territoire.

Les Etats-Unis et la France, alliés et partenaires de la Turquie au sein de l'Otan mais également soutiens des Kurdes, comme le gouvernement syrien, ont condamné ces bombardements turcs. ♦

25 Killed in Clashes in Turkey's Kurdish Southeast

ISTANBUL / February 08, 2016 / Reuters
<http://www.voanews.com>

At least nine civilians and 16 rebel fighters have been killed as security forces battle militants of the Kurdistan Workers Party (PKK) in Turkey's mainly Kurdish southeast, the army and the region's main political party said on Monday.

Violence has raged in the region since the collapse of peace talks last July aimed at ending a three-decade PKK insurgency.

Some of the worst clashes have been in the town of Cizre and the Sur district of Diyarbakir, the region's biggest city, where security forces have imposed a 24-hour curfew.

Ten of the 16 rebels killed on Sunday were in Cizre and six were in Sur, the military said on its website, adding that this brought the militants' total death toll in the two places to 749 since December.

A plainclothes police officer was also gunned down on Monday in the town of Yuksekova near



A resident walks on the rubble of a destroyed house in the mostly-Kurdish town of Silopi, Turkey, Jan. 19, 2016. Reports say at least nine civilians and 16 rebel fighters have been killed as security forces battle militants of the Kurdistan Workers Party (PKK) in Turkey's mainly Kurdish southeast, the army and the region's main political party said on Monday, Feb. 8, 2016.

the Iraqi border, media reported.

In the center of Istanbul, Turkey's largest city, police used water cannon and tear gas on Monday to break up a protest against the Cizre operations, witnesses said. Several people were detained, Dogan News Agency said.

Prime Minister Ahmet Davutoglu, speaking at a joint news conference in the capital Ankara with German Chancellor Angela Merkel, said the Cizre operations may draw to a close in the next few days.

"It is obvious that (the PKK) is implementing methods to destabilize cities in Turkey. In this regard, Cizre is a critical town, situated so close to the (Syrian) border, exploitable for weapons and terrorists to cross," he said.

The Peoples' Democratic Party (HDP), which has Kurdish origins and is the southeast's biggest party, named nine civilians who had been killed in Cizre since Friday, bringing the death toll to 127 civilians since December.

MANY WOUNDED

Davutoglu dismissed claims that civilians have

been targeted and also denied reports that several wounded people had died after spending days stranded in buildings in Cizre.

Authorities had sent ambulances to collect the wounded - mainly PKK members - but the poor security situation had prevented them from reaching the hurt, he said.

The HDP said late on Sunday its lawmakers had not heard from a group of 15 wounded people, who have been sheltering in a basement in Cizre's Cudi district along with seven dead bodies for more than a week.

It said nine more people had died in a fire in a different basement in the area and that they had also not heard from wounded people there for the last two days.

The protest in Istanbul occurred after the HDP called for a march near Taksim Square, the city's tourism and transportation hub, to draw attention to the situation in Cizre, Dogan said.

Along with Turkey, the United States and European Union also designate the PKK as a terrorist organization. ♦

REUTERS

Protests intensify in Iraqi Kurdistan amid economic crisis

ERBIL, Iraq— February 9, 2016 — www.reuters.com

PROTESTS intensified in Iraq's Kurdistan region on Tuesday after the government unveiled new austerity measures to avert an economic collapse that officials warn could undermine the war effort against Islamic State.

Some Kurdish peshmerga fighters blocked the main road outside their base in the city of Sulaimaniyah on a third day of strikes and demonstrations by police and other government employees demanding their salaries.

Hit hard by the global slump in oil prices, the Kurdistan Regional Government (KRG) last week said it would pay only part of state workers' salaries until its fiscal health improved.

The new measures do not include employees of the Interior Ministry or peshmerga who have pushed Islamic State back in northern Iraq, but the KRG is already several months in arrears.

"It's four months since we received our salaries," one of the protesters told local TV channel NRT. "Frankly the peshmerga can no longer put up with this."

Another peshmerga chipped in: "This government has lost its legitimacy. They must make way for other people."

Kurdish officials have warned that the economic crisis could increase

desertions from the peshmerga, and are asking foreign powers including the United States for financial assistance.

Peaceful demonstrations were also held in the towns of Koya, Halabja and Chemchemal. In recent days there have been strikes and small protests in the regional capital Erbil, where displays of public anger are rarer.

A decade-long economic boom in the autonomous region came to an abrupt halt in 2014 when Baghdad slashed funding to the Kurds after they built their own oil pipeline to Turkey and began exporting oil independently.

That left the KRG struggling to meet a bloated public payroll of 875 billion Iraqi dinars (\$800 million) per month.

The KRG has tried to make up the shortfall by increasing independent oil sales to around 600,000 barrels per day (bpd), but at current prices the region is still left with a monthly deficit of 380-400 billion Iraqi dinars (\$717 million).

The war against Islamic State and an influx of more than a million people displaced by violence in the rest of Iraq has only compounded the crisis, which is also the result of years of mismanagement and corruption since 2003's U.S.-led invasion.

Protests against delayed salaries last October turned violent and deepened a political crisis that has yet to be resolved. ●

Damaged buildings in the Sur district of the mainly-Kurdish city of Diyarbakir.

David Lepeska in Diyarbakir
 Tuesday 9 February 2016
<http://www.theguardian.com>

Like ants toting food back to the colony, the families streaming out of Diyarbakir's old city on a recent sunny afternoon tended to move in single file. They carried boxes, bags and beds on their heads and babies in their arms, hauled luggage and carts, and the occasional piece of furniture.

For two months much of Sur – the ancient heart of Diyarbakir in south-eastern Turkey – has been under 24-hour curfew and the site of pitched battles between the Turkish state and Kurdish militants. Sur has about 120,000 residents – or did before the fighting began – more than 30,000 have now fled. In late January the government added five more districts to the curfew, and many residents of those areas have been getting out before they are caught up in the violence. Many who leave may never return.

Sur's history stretches back millennia, with traces of dozens of civilisations and a much-lauded legacy of pluralism. Jews, Muslims and Christians, Persians, Arabs, Armenians and Turks have all made their mark here.

More than 1,500 of Sur's buildings have been labelled historic and protected by law. Some are 500 years old, others many centuries more. Last June, Unesco named the 40ft-high stone fortifications that encircle Sur, built around 350AD, a World Heritage Site, along with the 8,000-year-old Hevsel Gardens, which lie between the walls and the Tigris river.

Yet in early December Turkey's military went in with tanks, urban assault vehicles and waves of troops to root out the young Kurdish militants. Recent photos and video footage from Sur show scenes of devastation reminiscent of present-day Syria. Untouched archaeological sites have reportedly been destroyed. Last week, a rocket-



Damaged buildings in the Sur district of the mainly-Kurdish city of Diyarbakir. Photograph: Anadolu Agency/Getty Images

propelled grenade damaged Sur's 1,700-year-old Virgin Mary church.

Now, with military operations supposedly winding down, talk among locals and officials has turned to rebuilding – in Sur and in the central districts of other regional cities. "These cities have faced unplanned and uncontrolled growth since the 1990s, and would need urban renewal even if these events hadn't happened," Turkey's prime minister Ahmet Davutoglu recently explained. "We'll rebuild Sur so that it's like Toledo: everyone will want to come and appreciate its architectural texture."

Turkey has been fighting an off-and-on war with the Kurdistan Workers' Party, or PKK, for more than three decades. In recent years, the ruling Justice and Development Party (AKP) has made more progress toward peace than any previous government. But violence flared anew last July.

Days after a bombing in Suroç – which killed 33 people who were seeking to help rebuild the Syrian Kurdish city of Kobane – Kurdish militants assassinated two police-

men. Turkey responded with airstrikes on PKK positions and the tit-for-tat quickly escalated, leading to the brutal urban conflict that continues today.

Kurdish fighters surely shoulder some responsibility. Inspired by activists' declarations of autonomy, they commandeered urban centres, booby-trapped narrow alleyways, dug trenches and used bricks, stones and other available materials to build barricades.

Months ago, the prominent Diyarbakir businessman Shahismail Bedirhanoglu met with these young militants and urged them not to go down this path to defend Sur. "I told them it's as if you're mad at someone, yet you burn down your own house," he said to me in a recent interview. "It's like giving the state an invitation for these operations. We told the people there will be death and destruction."

Some 220 civilians have been killed in these urban clashes, along with nearly 260 police and soldiers, according to an International Crisis Group researcher. In that time Ankara says it has killed nearly 600 fighters from the PKK, which the United States and the European Union have also labelled a terrorist group. And the violence looks set to continue for some time: security officials revealed this week that army and special forces units have been training in urban warfare, and that military operations will soon expand to at least three other small southeastern cities.

There's little doubt that Ankara's main motivation for its aggressive military operations in Sur and other south-eastern cities is stopping Kurdish militants. Yet many observers see a secondary objective: to remake the central districts of these nettlesome, predominantly Kurdish cities into

A soldier stands guard as Turkish security forces carry out a counter-terrorism operation. Photograph: Anadolu Agency/Getty Images



something more profitable and more amenable to state control.

In a recent parliamentary inquiry addressed to Davutoğlu, Diyarbakir MP Felaknas Uca, from the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP), asked if the state's military operations in Sur were linked to government plans for urban renewal.

The government has been pushing to remake Sur – much of which is run-down and poor – for years. "With the projects we are planning to implement in Diyarbakir, employment will increase in the province and we will make Diyarbakir an international tourism destination," president Recep Tayyip Erdoğan said in 2011, shortly after the state housing body, known as TOKI, had begun demolition work in Sur.

More than 300 structures were destroyed before the work sparked strong local opposition, forcing TOKI to halt construction in 2013 – though not before declaring Sur an at-risk area and delegating authority to the Ministry of the Environment and Urban Planning.

Diyarbakir Municipality maintains highly protective zoning plans for Sur that prohibit any significant renovations or new construction without proper approval. But in certain cases, the ministry and TOKI are able to declare urgent expropriation of an at-risk urban area and essentially do as they please.

The fear now is that, rather than doing a building-by-building risk analysis, in the wake of the conflict in Sur and other urban centres, the ministry will simply declare entire districts unsafe, clear them of people and begin demolitions.

"Sometimes state officials turn a security risk into an opportunity," says Nevin Soyukaya, head of Diyarbakir Municipality's Cultural Heritage and Tourism Department. "It's not safe here," they say, "and we can rebuild to make it safer."

The state began military operations around Sur less than two months after Unesco handed down its honour, which significantly increased the value and tourist-attractiveness of neighbouring districts. The curfews and violence began in early September.

In November, when Tahir Elci, head of the Diyarbakir Bar Association and a prominent peace activist, visited Sur to warn about damage to crucial heritage structures, he was shot in the head and killed during a firefight that erupted during his press



Children wait with their belongings as thousands of people flee from Sur. Photograph: Murat Bay/AP

conference. The next month, the pro-government Star newspaper highlighted the need to rid Sur of slums, which it said promote crime and terror, and build high-end housing. It urged the government to declare Sur a disaster area and allow for urgent expropriation.

The AKP government seems to view construction as a tool that can spur broader economic growth. Much has been written about Erdoğan's \$100 billion worth of mega-projects for Istanbul, the bid-free contracts of government-friendly developers, and the \$400bn government plan to restore or rebuild a third of Turkey's housing – some 6.5 million homes.

One way to keep young men from joining militant groups is to keep them gainfully employed. The economy of Diyarbakir and the south-east has long lagged behind the rest of Turkey. The unemployment rate is about double the national average, and even higher among youth.

The recent violence in Diyarbakir and other cities has made matters worse. In Sur alone, some 1,500 shops have been destroyed or closed and 10,000 people put out of work. The city's gleaming new airport is like a ghost town. "The Diyarbakir economy has basically hit rock bottom," says Bedirhanoglu.

The rebuilding plans for Sur have yet to be released. But in a recent statement, the office of the Diyarbakir governor, who is an appointee of the ruling AKP, said historical structures would be restored, while slums, shops and various other commercial and residential buildings would be demolished. TOKI would then build "luxurious" housing, along with retail and tourist facilities.

Davutoğlu chose his model city wisely. Like Diyarbakir, Toledo in Spain is a provincial capital with ancient roots, stunning stone fortifications, a multicultural legacy and a Unesco World Heritage listing. It also suffered considerable destruction during conflict – the Spanish Civil War. Unlike Diyarbakir, it has been lovingly restored and is emerging as a popular tourist destination.

"Those who impoverish the people will then emerge as their saviours," predicts Abdullah Demirbas, the mayor of Sur from 2004 to 2014. "The desired result is an impoverished, obedient people who are domesticated and whose will to resist is broken."

That assumes they'll still be around. The AKP government has been known to bully its way into aged central neighbourhoods to drive mostly poor locals out to far-flung housing and build a shiny new district in their wake. Istanbul has seen this several times, in places like Sulukule, Tarlabasi and Okmeydani.

Observers believe these initiatives aim to kill two birds with one stone: a highly valuable area is redeveloped, boosting local revenues and property values and lining developers' pockets; and an opponent is literally marginalised, moved to housing on the urban periphery. In the case of Okmeydani, it's Alevis, Kurds, and leftists. Next up is Sur and its Kurdish residents, along with a smattering of Assyrians, Yazidis and Armenians.

After several attempts, a government contact said nobody was available for comment on this issue.

In the past decade Demirbas and others have helped revive Sur's multiculturalism, via an interfaith dialogue group known as the Council of Forty, and restore a handful of historic buildings, most famously Surp Giragos Church, the largest Armenian church in the Middle East. He fears this progress is now being undone.

Across the region, the fighting has displaced more than 200,000 people. "The logic behind this is not just economic opportunism," Demirbas says. "This is also an ideological and cultural hegemony project. They change the demographic profiles of places where the people don't share their views. They replace them with people who do."

In cities around the world, poor disadvantaged peoples are often pushed out of increasingly valuable neighbourhoods, either by market forces or the local



Buildings damaged by the fighting. Photograph: Anadolu Agency/Getty Images

government. It's called gentrification, and it's both problematic and the most common way to develop desirable urban areas. In Diyarbakir, we may be seeing something unprecedented: gentrification by military force. And it's all the more troubling because of Sur's ancient roots.

Where are the world's most war-damaged cities?

"It's so ridiculous to say to these people, 'We can bring you a new economy and more commerce with these new projects,'" says Soyukaya. "This is a city that goes back 7,000 years, a centre of culture and trade. The people here have a memory of this. If you force them to leave the area, or change their lifestyle and their surroundings, you

destroy their historical memory, their culture and way of life."

On 3 February, hundreds more Sur residents streamed out of the district with their belongings after the government lifted the curfew in nine western neighbourhoods (the curfew remained in place in much of Sur's eastern side).

The next day Davutoglu outlined a 10-step action plan to repair south-eastern Turkey, involving compensation payments and helping local employers and tradesmen. The government also intends to hold consultations with village guards (pro-government Kurdish militia), tribal and religious leaders, politicians and civic groups, and to build bulletproof security posts man-

ned by special ops teams in urban centres across the region.

"We are going to bind all the wounds," said Davutoglu, making no mention of whether the displaced might be able to return to their homes, in Sur or other south-eastern cities. As a result, locals fear we might be witnessing a permanent exodus from one of the longest-inhabited parts of the planet.

"This is no longer just about Kurds and the people of Diyarbakir," Soyukaya says. "Sur is a part of Mesopotamia, the cradle of civilisation, so this is a global concern. This is important to human history, and it would be an international crime to destroy it." ■

THE GLOBE AND MAIL

February 9, 2016

Canada's training mission could lead to Kurdish independence: experts

ROBERT FIFE - Feb. 09, 2016
<http://www.theglobeandmail.com>

Putting more Canadian Special Forces trainers on the ground will help develop a battle-hardened Kurdish army but also likely lead to the eventual creation of an independent Kurdistan, military experts say.

Prime Minister Justin Trudeau announced Monday that Canada will pull its six CF-18 jets out of the U.S.-led air war against Islamic State but will triple to 207 the number of Canadian commandos training Kurdish peshmerga fighters.

Former high-ranking Canadian military officers say Mr. Trudeau was shortsighted in removing the CF-18 planes to honour a campaign pledge, but they applaud the additional battle-front trainers and maintaining Canada's surveillance and refuelling aircraft in the air coalition.

Retired colonel Steve Day, who commanded elite Joint Task Force 2 commandos in Afghanistan, said Canadian Special Forces have had great success in turning the Kurdish militia in a combat-ready force.

"I am happy to see the increase of the training component ... That is a great strategic move for Canada. The tripling of that capability is fantastic," he said in an interview.

When Canada first sent 69 Special Forces soldiers to northern Iraq in 2014, Mr. Day said the peshmerga were unable to hit a target at 200 metres away.

"They are now effectively engaging at one kilometre and beyond. So within 18 months, that small 69-person task force has taken them from some very basic marksmanship and truly turned them into sharpshooters and snipers and allowing them now to extend out and engage that adversary before that adversary has any hope of engaging them," Mr. Day said.

The effectiveness of Canadian training was demonstrated last December when Kurdish and Canadian commandos, backed by CF-18 fighter jets, repelled a massive assault by hundreds of



A Canadian Special Forces Member supervises a training exercise with the Kurdish Peshmerga (DND Photo)

Islamic State insurgents.

"Within 16 hours, they had that thing bottled up and with significant casualties on [the Islamic State]. That could not have been done a year ago," Mr. Day said, who noted last summer that two divisions of U.S.-trained Iraqi security forces dropped their weapons and ran when confronted by 800 Islamic State militants.

Retired major-general Lewis Mackenzie said there is no doubt that the Kurds are more resilient fighters than Iraqi security forces but they also pose a long-term problem for Canada and the coalition.

"I am glad we have taken on the training of the only folks over there - local folks - who have shown the balls to fight, but the Kurds are also doing a very good job of starting their own Kurdistan," he said.

Retired lieutenant-general Ken Pennie, who commanded the Royal Canadian Air Force, said it appears neither the former Conservative government nor Mr. Trudeau have thought through the implications of training a Kurdish army.

"Yes, they may be fighting the Islamic State

today, but they may be fighting someone we don't want them fighting tomorrow. It could be our Turkish allies or it could be a government we support in Baghdad," Mr. Pennie said.

Mr. Pennie said the Prime Minister has not been clear on why it was so necessary to withdraw Canada's war planes while keeping surveillance aircraft and an air-to-air refueller in the aerial battle.

"It's a bit inconsistent when you are going to contribute to the kill chain by providing the intelligence and surveillance operations and yet not want to drop the bombs," he said.

Mr. Pennie said Canadian pilots are highly skilled and disciplined and were often asked by U.S. Coalition Command to target high-value Islamic State leaders in moving vehicles.

"What we withdraw from the coalition isn't just a few airplanes with bombs. The coalition has a fair number of those. What we are pulling out of the coalition is our expertise and leadership," he said.

Defence Minister Harjit Sajjan will be in Brussels Wednesday for a NATO defence ministers' meeting that will focus on Russian aggression in Ukraine and Eastern Europe and the conflict in Syria.

NATO Secretary-General Jens Stoltenberg told a news conference in Brussels on Tuesday that the alliance is disturbed by intensive Russia air strikes in Syria that he said was making a "desperate humanitarian crisis even more desperate and even worse."

"We need a ceasefire ... We need an immediate end of civilian targets," he said.

Mr. Stoltenberg said the allies will consider a U.S. request for NATO AWACS surveillance planes to help coalition pilots identify Islamic State targets in Syria and Iraq. Defence ministers will also discuss a request from Turkey and Germany to put NATO ships in the eastern Mediterranean sea to stop refugee smugglers. ●

La Turquie bombarde les kurdes syriens du PYD dans le nord de la Syrie



Par FRANCE 24 Avec AFP
14/02/2016
<http://www.france24.com>

La Turquie accentue sa pression sur le nord de la Syrie. Après avoir menacé d'y mener une opération terrestre, Ankara y a bombardé, lors de deux raids distincts, des positions de forces kurdes du PYD et du régime syrien, en réponse à des tirs.

La tension est à son comble dans le nord-ouest de la Syrie. La Turquie y a bombardé, samedi 13 février à proximité de sa frontière, des cibles du Parti kurde de l'union démocratique (PYD) dans la région d'Azaz, a rapporté l'agence officielle Anatolie. Selon l'agence, l'armée turque a également frappé, lors d'un deuxième raid, des positions de l'armée syrienne suite à des tirs sur un poste militaire dans la région de Hatay, dans le sud de la Turquie. Des frappes qui devraient encore davantage compliquer les efforts internationaux pour dénouer à la crise.

Le Premier ministre Ahmet Davutoglu a semblé confirmer des frappes contre le PYD, sans cependant fournir de détails. "Conformément aux règles d'engagement, nous avons répondu à des forces à Azaz et aux environs qui constituaient une menace", a-t-il déclaré, cité par l'agence Anatolie, lors d'un déplacement dans la ville d'Erzincan (Est). Faisant apparemment référence au PYD, il a qualifié ces forces de "groupe terroriste [...] une émanation du régime syrien, collaborationniste et complice des frappes russes contre des civils".

Une source au sein des YPG, bras armé du PYD, a indiqué à l'AFP que les bombardements avaient notamment visé l'aéroport militaire de Minnigh, repris le 10 février par les forces kurdes.

Situé à une dizaine de kilomètres de la frontière turque, l'aérodrome de Minnigh se trouve entre deux routes importantes qui mènent de

la ville d'Alep, deuxième ville du pays, à Azaz, plus au Nord. Et le fait de le contrôler donne aux forces kurdes une base de départ pour de nouvelles offensives contre le groupe jihadiste État islamique (EI). C'est à quelques km plus au sud de cette zone que le régime syrien, fort du soutien de l'aviation russe, mène une offensive d'envergure contre les rebelles.

"FREINER L'AVANCÉE DES FORCES KURDES"

"Selon plusieurs sources militaires citées par l'agence officielle, l'armée turque aurait répondu à des tirs d'artillerie qui auraient atterri côté turc. Conformément aux règles internationales d'engagement militaire, la Turquie se réserve le droit de riposter à des tirs en direction de son territoire. Mais on attend toujours confirmation de ces affirmations. On peut toutefois traduire [ces bombardements] comme une volonté de freiner non seulement l'avancée du régime de Damas dans le Nord, mais surtout d'arrêter l'avancée des forces kurdes, qui s'approprient à prendre le contrôle de la ville d'Azaz, située à cinq kilomètres de la frontière turque", explique Fatma Kizilboga, correspondante de France 24 en Turquie.

Samedi, un peu plus tôt, le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu avait menacé de lancer une opération militaire contre le PYD. La Turquie considère le PYD et les YPG comme des branches du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), considéré comme une organisation terroriste. Les autorités turques redoutent qu'un soutien étranger permette aux Kurdes syriens, qui occupent déjà une grande partie du nord de la Syrie, d'étendre encore leur influence et de contrôler ainsi la quasi-totalité de la zone frontalière avec la Turquie.

OPÉRATION COMMUNE DE RIYAD ET ANKARA AU SOL

Le département d'État américain a aussitôt réagi, exhortant la Turquie à "cesser ces tirs". "Nous avons pressé les Kurdes syriens et

d'autres forces affiliées aux YPG de ne pas profiter de la confusion en s'emparant de nouveaux territoires. Nous avons aussi vu des informations concernant des tirs d'artillerie depuis le côté turc de la frontière et avons exhorté la Turquie à cesser ces tirs", a déclaré dans la soirée le porte-parole du département d'État, John Kirby, qui se trouvait à Munich, où un accord de cessez-le-feu a été trouvé il y a quelques jours.

Le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, a par ailleurs indiqué samedi que son pays et l'Arabie saoudite pourraient mener une opération terrestre commune contre l'EI en Syrie. Le ministre saoudien des Affaires étrangères, Adel al-Jubeir, avait annoncé cette semaine que le royaume était prêt à dépêcher des troupes au sol en Syrie dans le cadre de la coalition anti-jihadistes.

Ankara et Riyad estiment que le départ du président syrien Bachar al-Assad est indispensable pour une solution en Syrie, où la guerre a fait plus de 260 000 morts en près de cinq ans et jeté sur les routes plus de la moitié de la population.

Le Premier ministre russe Dmitri Medvedev a mis en garde samedi contre toute intervention au sol des pays de la coalition lors d'un discours à la conférence de Munich, au cours duquel il a affirmé que le monde était entré dans une "nouvelle guerre froide".

Les États-Unis accusent de leur côté la Russie d'avoir "exacerbé" le conflit par son appui militaire aux forces gouvernementales, notamment dans l'offensive contre les rebelles dans la région d'Alep. Lancée le 1er février, l'offensive du régime syrien a provoqué l'exode de dizaines de milliers de personnes qui restent notamment bloquées au nord d'Azaz, tout près de la frontière turque, espérant que les autorités turques les laissent entrer. ■

MOYEN-ORIENT

Riyad veut la peau d'Assad

L'Arabie Saoudite a annoncé son intention d'envoyer des troupes au sol en Syrie, alors que l'armée régulière de Damas est en passe de reprendre la ville d'Alep, fief des rebelles, avec l'appui de l'aviation russe.

— Courrier international Paris

Le roi d'Arabie Saoudite Salman ben Abdelaziz Al-Saoud a expliqué dimanche 7 février que son pays ne s'ingérerait pas dans les affaires intérieures d'autres pays et ne faisait que se défendre contre les ingérences des autres. Or, non seulement l'Arabie Saoudite mène déjà une guerre au Yémen, mais le pays s'apprêterait désormais à envoyer des soldats en Syrie", s'étonne le quotidien panarabe Rai Al-Youm.

Le 4 février, Riyad a en effet officiellement déclaré qu'il envisageait l'envoi de troupes au sol en Syrie dans le cadre de l'alliance contre Daech, sans indiquer le nombre de soldats qu'il pourrait mobiliser. Dans le même temps, des manœuvres géantes se préparaient en Arabie Saoudite même, qui pourraient concerner 150 000 hommes venus de différents pays de "l'alliance sunnite" tels que le Soudan, la Jordanie, l'Égypte et d'autres pétromonarchies du Golfe.

Ces manœuvres, tout comme l'annonce d'un éventuel envoi de troupes en Syrie, s'inscrivent dans la nouvelle politique étrangère très offensive de Riyad. "Si intervention militaire saoudienne il y a, elle se fera probablement à partir du territoire turc, poursuit le journal. Officiellement l'objectif consiste à combattre Daech, mais le véritable but est ailleurs. Il s'agit de renverser l'équilibre des forces, qui est en train de tourner en faveur du régime de Bachar El-Assad du fait de l'appui de l'aviation russe."

Détermination. Les Saoudiens ont deux "obsessions", avance Rai Al-Youm. Ils veulent "avoir la peau" de Bachar El-Assad, et ont déployé depuis cinq ans des moyens considérables pour obtenir sa chute. Mais ils ont peur aujourd'hui de subir une défaite politique sur le terrain syrien. Deuxièmement, ils veulent former une alliance politique et militaire sunnite face à "l'axe iranien [chîite]", dont la Syrie est une pièce maîtresse. "Ils sont prêts à mobiliser toutes

leurs capacités militaires et financières pour parvenir à leurs fins, quels que soient les dommages matériels et humains", juge le journal, selon lequel "les dirigeants saoudiens se laissent emporter par une pulsion de vengeance sans précédent".

"C'est une attitude risquée.

Au Yémen, pays pauvre et dépourvu de moyens militaires, leur opération "Tempête décisive" n'a pas produit de résultats probants en onze mois de combats. Qu'en sera-t-il quand il s'agira de faire face à l'armée syrienne, soutenue non seulement par les Iraniens et le Hezbollah, mais aussi et surtout par l'aviation russe ? L'armée saoudienne a-t-elle les moyens de vraiment peser en Syrie ? Si tel était le cas, alors l'Arabie Saoudite serait une troisième superpuissance mondiale qu'on ignorait", ironise le quotidien.

Du côté de la presse saoudienne, en revanche, le doute n'est pas permis. "L'Arabie Saoudite, comme la Turquie, ne permettra pas une victoire russo-iranienne en Syrie", écrit ainsi Jamal Khashoggi, un des plus célèbres éditorialistes saoudiens, dans Al-Hayat. "Riyad et Ankara se rapprocheront davantage dans le cadre de l'alliance sunnite que la politique confessionnaliste de l'Iran nous impose. Il est temps que les Américains comprennent que les Saoudiens et les Turcs sont sérieux. Ce n'est pas du bluff, s'exclame Khashoggi. Comment faut-il le dire pour se faire comprendre ?"

Et de souligner la détermination saoudienne : "Tout comme Riyad est intervenu au Yémen sans attendre le feu vert de Washington, une action sera menée en Syrie." Pour conclure en laissant entendre que les Saoudiens finiront par entraîner les Américains dans la



guerre. "Nous devons faire pression sur les Américains pour qu'ils s'engagent à leur tour, au nom de la paix mondiale", estime l'éditorialiste, qui compare la situation à celle de l'Europe en 1939. "Quand la France et la Grande-Bretagne ont finalement déclaré la guerre à Hitler, elles l'ont gagnée avec l'appui des États-Unis. Et ceux-ci y avaient été entraînés malgré eux."—

Un tournant de la guerre

●●● Depuis début février, les forces du régime syrien – appuyée par des bombardements de l'aviation russe – ont lancé une vaste offensive sur la ville d'Alep, l'un des bastions de la rébellion. La violence des frappes aériennes a fait fuir plusieurs dizaines de milliers d'habitants en direction de la frontière turque. "C'est un moment clé de la guerre, analyse **L'Orient-Le Jour**, les forces du régime syrien et leurs alliés sont parvenus à quasiment encercler la ville d'Alep, et progressent vers la frontière turque." Seule une intervention militaire étrangère pourrait changer la situation, estime le journal libanais.

Résistance et douleur, à Diyarbakir la kurde

Forces spéciales turques et rebelles s'affrontent depuis novembre

REPORTAGE

DIYARBAKIR (TURQUIE) -
envoyée spéciale

Rassemblées dans la salle de réception du parc municipal de Sumer, à Diyarbakir, une douzaine de mères exhibent les photographies de leurs enfants morts dans les combats qui font rage à deux pas de là. Voilà soixante-quatorze jours que les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie) et les forces spéciales turques s'affrontent à Sur, dans le centre historique de la plus grosse ville kurde du sud-est de la Turquie.

Coiffée du traditionnel foulard de mousseline blanche porté par les villageoises de la région, Fahriye Cukur, les yeux rougis, raconte l'histoire de sa fille Rozerin. Agée de 16 ans, Rozerin était en terminale et la famille, qui vit dans un quartier non loin de Sur, avait placé de grands espoirs en elle. « Le 7 janvier, le couvre-feu venait provisoirement d'être levé, elle avait rendez-vous avec des copains pour préparer leur examen d'entrée à l'université. Elle y est allée, elle portait encore son uniforme de lycéenne. Elle n'est jamais revenue. »

Fahriye dit avoir appris la mort de sa fille par la télévision kurde Med-TV. Elle ne sait pas ce qui s'est passé, le corps de son enfant ne lui a pas été rendu. C'est le cas de toutes les autres mères présentes qui se serrent les unes contre les autres sous un énorme poster mural du chef kurde Abdullah Öcalan, le fondateur du PKK, incarcéré à vie dans l'ilot-prison d'Imrali, en mer de Marmara.

Elif Ögut, elle aussi, a appris la mort de son fils Ramazan, 17 ans,

« par la télévision ». La famille n'habite pas le quartier de Sur, soumis à un déluge de feu depuis décembre 2015, mais « Ramazan y avait des copains, il y est allé, il a participé [aux combats] ». « Quand ils ont été encerclés, il est resté coincé là-bas. J'espère que la femme d'Erdogan [l'épouse du président turc Recep Tayyip Erdogan] ne connaîtra jamais la douleur qui nous submerge aujourd'hui. »

Le champ de bataille se trouve derrière la muraille de basalte noir qui enserré la ville. Il s'étend sur un périmètre restreint, un enchevêtrement de vieilles ruelles d'où émergent l'église arménienne de Saint-Guiragos et la vieille mosquée Kursunlu. Ces ruelles ne sont plus que ruines désormais. Plus de 20 000 habitants ont fui au gré des trêves. Petit à petit, les rebelles kurdes sont encerclés. Les forces spéciales avancent à grand bruit, désamorçant

« Rozerin avait rendez-vous avec des copains pour préparer leur examen d'entrée à l'université. Elle n'est jamais revenue »

LA MÈRE D'UNE DISPARUE

un à un les engins explosifs déposés sur le passage par les insurgés.

Selon Hasan Pence, qui recense les pertes pour l'association Meyader, 25 personnes ont été tuées depuis le début des hostilités à la fin



Enterrement, le 10 février à Diyarbakir, d'un jeune Kurde âgé de 16 ans, tué lors d'une manifestation à Cizre. ILYAS AKENGIN/AFP

du mois de novembre 2015. « Nous avons récupéré seize cadavres, neuf sont encore à Sur. » Les victimes, assure-t-il, sont « en majorité des civils », les insurgés n'étaient qu'une poignée. Mais à en juger par les tirs et les explosions qui déchirent l'air en ville, de jour comme de nuit, il reste encore des combattants à Sur.

Le quartier de l'église de la Vierge-Marie, situé non loin de l'épicentre des combats, vient de rouvrir après plus d'une semaine de blocus. Les ruelles sont désertes, la plupart des maisons sont vides. Le haut portail de l'église est fermé. Un peu plus loin, sur la grand-rue Melik-Ahmet, quelques commerces ont rouvert leurs portes, les cris des enfants retentissent dans la cour de l'école.

Mahmut K., la soixantaine, qui tient une papeterie sur la grand-rue Melik-Ahmet, confie avoir l'humeur aussi noire que la muraille de la vieille ville. « J'ai vraiment cru aux pourparlers de paix [engagés en 2013, interrompus en juillet 2015]! Mais je vois que les deux camps [les autorités turques et le PKK] sont aussi irresponsables l'un que l'autre. » A l'évocation du plan de restauration, une enveloppe de 8 milliards d'euros allouée par le gouvernement à la reconstruction des zones détruites, il fait la grimace.

« Les enfants de la tempête »

Alican Ebedinoglu, le président de la chambre des artisans et des commerçants de Diyarbakir, lui non plus ne croit pas au plan. « Sur est le cœur économique de Diyarbakir. Depuis le début des hostilités, 90 % des employés se retrouvent sans travail. Selon le plan, le paiement des charges patronales et des taxes est repoussé d'un an mais les commerçants ne seront pas plus riches alors », explique-t-il.

Il aurait voulu que les villes en partie ravagées par les combats (Cizre, Silopi, Diyarbakir, Silvan, Dargeçit, Nusaybin) reçoivent le statut de « zones sinistrées », comme ce fut le cas pour la région de Soma (dans l'ouest de la Turquie), frappée par une catastrophe minière, ou encore pour celle d'Artvin (mer Noire), dévastée par des inondations. Il y voit une « discrimination ».

Peur, frustration, mécontentement, la tension est palpable partout en ville. A Fiskaya, un quartier situé loin de Sur et où la police ne se risque pas à pénétrer, un hélicoptère qui tournoyait au-dessus des habitations a récemment essuyé des tirs en rafales. L'appareil n'a pas été touché mais l'hôtel cossu situé à l'aplomb de Fiskaya a vu ses baies vitrées brisées net par les tirs.

Comme la plupart des habitants de Diyarbakir, Abdurrahim Ay, un jeune avocat qui milite au sein de l'association de défense des droits de l'homme Mazlumder, condamne la violence qui s'exerce « des deux côtés ».

Il regrette que le président Erdogan et son premier ministre, Ahmet Davutoglu, n'aient pas pris toute la mesure de la question kurde : « Ils la voient avant tout comme un problème sécuritaire et de terreur, alors qu'il y a un autre aspect, social, culturel. »

Il rappelle que les très jeunes gens du PKK qui ont pris les armes au cœur des villes sont le produit de la sale guerre de la fin des années 1990 : « Leurs familles ont été déplacées, leurs proches ont été tués, ils sont beaucoup plus durs que la génération des combattants qui luttaient jadis dans les montagnes. Ils sont les enfants de la tempête. » ■

MARIE JÉGO

Ankara cherche des alliés pour une intervention au sol en Syrie

Par Tulay Karadeniz et Ece Toksabay |
Reuters – mar. 16 févr. 2016
tempsreel.nouvelobs.com

ANKARA (Reuters) - Ankara demande à ses alliés, dont les Etats-Unis, de prendre part à une opération terrestre en Syrie pour mettre fin à un conflit vieux de cinq ans qui menace désormais de dégénérer en confrontation directe entre la Turquie et la Russie.

L'offensive lancée par l'armée gouvernementale syrienne dans la région d'Alep, avec le soutien de milices chiites soutenues par l'Iran et de bombardements aériens russes, a permis aux forces de Bachar al Assad d'approcher à 25 km de la frontière turque.

Plus grave encore aux yeux d'Ankara, les combattants kurdes des Unités de protection populaire (YPG), considérées par la Turquie comme un mouvement terroriste, de surcroît alliées de Damas, ont mis à profit cette offensive pour déloger les rebelles syriens de plusieurs de leurs bastions proches de la frontière.

Ce changement de rapport de force dans le nord-ouest de la Syrie, et le cortège de nouveaux réfugiés arrivant dans le même temps à la frontière turque, est inacceptable pour Ankara, qui a tracé ce week-end une ligne rouge devant la ville d'Azaz à coups de tirs d'artillerie visant les Kurdes.

"Plusieurs pays, comme nous, l'Arabie saoudite et certains pays d'Europe occidentale ont dit qu'une opération terrestre était nécessaire. Mais il ne serait ni juste, ni réaliste de ne l'attendre que de l'Arabie saoudite, de la Turquie et du Qatar", a déclaré le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, dans une interview accordée à Reuters.

"Si une telle opération doit avoir lieu, elle doit être menée de façon collective, comme les frappes aériennes", a-t-il ajouté en référence aux raids aériens menés en Syrie et en Irak par la coalition mise en place par les Etats-Unis contre l'Etat islamique.

"La coalition n'a pas accordé de débat sérieux à la question de cette opération terrestre. Il y a des adversaires, et il y a ceux qui ne veulent pas y participer mais ont exprimé le souhait que la Turquie ou d'autre le fasse", a-t-il dit.

Ankara juge que sans une opération au sol, il sera impossible d'en finir avec la guerre en Syrie.

RIPOSTE "PROPORTIONNÉE"

La Turquie a accusé lundi Moscou de s'être rendu coupable d'un "crime de guerre" après le bombardement de plusieurs hôpitaux et écoles dans les provinces syriennes d'Alep et Idlib et a promis aux Kurdes "la plus vive des réactions" s'ils tentent à nouveau de s'em-



Ankara a demandé à ses alliés, dont les Etats-Unis, de prendre part à une opération terrestre en Syrie pour mettre fin à un conflit vieux de cinq ans qui menace désormais de dégénérer en confrontation directe entre la Turquie et la Russie. /Photo d'archives/REUTERS/Umit Bektas

parer d'Azaz.

"Nous ne permettrons pas la chute d'Azaz", a martelé le Premier ministre turc, Ahmet Davutoglu.

Les tirs d'artillerie, qui durent depuis quatre jours, ne constituent pour le moment qu'une riposte "proportionnée", a-t-on ajouté mardi de source militaire turque.

La Russie a rejeté de son côté les accusations d'Ankara, niant être à l'origine des tirs de missiles qui ont tué des dizaines de civils, notamment à Azaz.

"Nous n'acceptons absolument pas de telles déclarations, d'autant plus qu'elles n'apportent aucune preuve à de telles accusations sans fondement", a déclaré aux journalistes le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov.

La progression des Kurdes a incité la Turquie à sortir de sa réserve, après avoir déjà manifesté son mécontentement face à l'offensive russe en abattant un Soukhoï qui aurait violé son espace aérien en novembre dernier.

Ankara considère les YPG, la branche militaire du Parti kurde de l'Union démocratique (PYD), comme une extension du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), auquel elle livre un combat féroce sur son propre territoire, et craint que l'établissement d'une zone autonome kurde dans le nord de la Syrie n'encourage ses propres séparatistes.

"Le PYD est devenu un mercenaire à la solde des projets régionaux de la Russie et sa priorité est de nuire à la Turquie... Le PYD et les YPG ne sont clairement pas les représentants des Kurdes", a déclaré mardi Ahmet Davutoglu aux membres du parti au pouvoir réunis au Parlement.

"S'il y a un risque de guerre (régionale) en Syrie, ce n'est pas la Turquie qui l'aura créé", a-t-il affirmé.

EMBARRAS DE L'OTAN

La confrontation ouverte entre les Turcs et les YPG provoque l'embarras des pays occidentaux, et en premier lieu des Etats-Unis, qui ont jusqu'à présent vu dans les peshmer-

gas kurdes leurs meilleurs alliés sur le terrain pour combattre l'organisation djihadiste Etat islamique (EI), qui contrôle encore de larges pans de territoire dans le nord-est de la Syrie.

Alors que deux puissances sunnites régionales, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, dont les alliés syriens sont les grands perdants des derniers développements, se sont dites prêtes à envoyer des troupes au sol en Syrie, dans le cadre d'une coalition internationale, l'Otan tente d'enrayer l'escalade des derniers jours.

"Les Kurdes sont partie prenante du conflit en Syrie, mais aussi en Irak, et ils devraient donc faire partie de la solution", a déclaré ce week-end le secrétaire général de l'Alliance, Jens Stoltenberg, pendant la conférence internationale sur la sécurité de Munich.

Le chef de la diplomatie allemande, Frank-Walter Steinmeier, a de son côté appelé la Turquie et la Russie à désamorcer la crise. "J'espère que Moscou et Ankara vont adhérer, sur le plan militaire et politique, aux engagements pris (vendredi) à Munich et que l'on va assister à une réduction mesurable des activités militaires avant même la conclusion d'un accord définitif sur un cessez-le-feu", a-t-il dit.

Soucieuse d'amadouer le président turc Recep Tayyip Erdogan, la chancelière Angela Merkel s'est prononcée pour la première fois, lundi, en faveur de la création d'une zone d'exclusion aérienne dans le nord de la Syrie, le long de la frontière turque, une revendication de longue date d'Ankara qui dit vouloir éviter ainsi l'afflux de réfugiés sur son territoire.

Damas et Moscou rejettent cette idée, estimant qu'elle permettrait avant tout aux rebelles de se renforcer. ■

Syrians desperate to flee as Assad's forces close in

KILIS, TURKEY

U.N. report accuses government of pursuing policy of 'extermination'

BY ANNE BARNARD

Tens of thousands of Syrians who were running for their lives piled up near the border crossing with Turkey here on Monday. They were fleeing a crushing wave of Russian airstrikes and government ground forces advancing toward the frontier in a developing rout of insurgent forces north of Aleppo, Syria's largest city.

The intense and, critics say, indiscriminate Russian air attacks have shattered the latest round of peace talks, forced the regional and global players to reassess their strategies and calculations and left Syrian insurgents shocked that the United States and other countries that have supported them appear unable or unwilling to reverse the battlefield momentum.

And the potentially decisive turn in Syria's nearly five-year civil war comes against the backdrop of a deepening humanitarian crisis that was reinforced on Monday by a United Nations report that accused Damascus of "inhuman actions" against Syrian civilians on a scale that "amounts to extermination."

Coordinated ground advances by Syrian government forces and allied militias such as the Lebanese Shiite group Hezbollah have cut off one of two supply routes from Aleppo to the Turkish border and are threatening to close the other. Caught in the middle are dozens of rebel-held villages, trapped between the Islamic State, the government advance, Kurdish militias and the Turkish border.

"Just forgive us in case we don't see each other again," Aisha al-Dik, 60, one of those trapped in Syria, said in a voice message to her nephew Osama, who was in the border town of Kilis. Osama was at a hospital with some relatives who had been allowed into Turkey, but only because of critical injuries, including two children with skull fractures.

Throughout the conflict, the Western powers have found themselves constrained by conflicting aims and allegiances. On Monday, as international pressure mounted on Turkey to allow the refugees in, Chancellor Angela Merkel of Germany was in Ankara pressing the Turks to prevent the two million Syrians already in the country from leaving to



join the flow of refugees to Europe.

Speaking after her meeting with President Recep Tayyip Erdogan, Ms. Merkel said she was "not just appalled, but horrified" by the events in and around Aleppo.

For their part, the Turks were refusing to open their border, in part, analysts said, to pressure the United States to finally grant their longstanding wish of establishing a buffer zone inside Syria where civilians would be safe from Syrian government and Russian airstrikes.

Washington said last summer that it would work with Turkey to build what it called an "Islamic State-free zone," in the same area that is now being squeezed. But the plans never materialized, and since then, Russia's intervention makes the notion of a no-fly zone over any part of Syria that much trickier.

Events were moving so quickly on the ground that some Syrian insurgents, activists and civilians opposed to the government were beginning to speak of defeat, at least in Aleppo Province.

Running through it all was a sense of incredulity. The few Syrians who had made it to Turkey — because of their critical injuries — expressed shock that the United States, which has called for the removal of the Syrian president, Bashar al-Assad, was not responding more concertedly, either militarily or diplomatically.

Saudi Arabia and the United Arab Emirates have expressed a willingness to send in ground troops, but there appear to be few concrete plans for an intervention in the near future.

"There is no hope," said Afaf al-Dik, 13, who was evacuated from one of the

cut-off villages, Minakh, after the roof of her house fell on her and her family when it was hit in what locals said were Russian airstrikes last Friday.

She was lying in a hospital bed in Kilis. In a nearby room, her younger brother and sister were unconscious, both with skull fractures, watched over by their mother, who is eight months pregnant, with bruises all over her back and belly.

The father of the family, Mahmoud al-Dik, a farmer, winced as he sat up in his hospital bed and delivered a concise summary of what most Syrians in the area were saying on Monday.

"Obama has been saying every day that Bashar al-Assad is finished," he said. "But we are the ones who are being finished, not Bashar al-Assad. The American politicians lost their credibility. No one will believe them anymore."

He found himself bewildered that Secretary of State John Kerry had declared that aid should be delivered to besieged Syrians immediately, with no significant results on the ground. He said,

"Obama has been saying every day that Bashar al-Assad is finished. But we are the ones who are being finished."

"This is the foreign minister of the United States!"

While some of those awaiting relatives stuck on the other side declared that the only explanation was the United States was at war with Muslims, Mr. Dik attributed it to electoral politics.

"Obama wants to say, 'I started no fights, I kept us out of war.' This preserves his party, while people are dying," Mr. Dik said. While he was speaking, his cousin Osama al-Dik received the voice message from their aunt, telling him to "Say hi to everyone" and pass on, just in case, her final farewell. She concluded, "It is war and our situation is miserable."

Upon hearing it, Osama al-Dik insisted on delivering his own message to "the American administration, both Republicans and Democrats."

"Stop the lies and hypocrisy. Stop lying to the poor and the weak," he said. "That's all."

Things were no better for some of the thousands of Syrians still trying to make their way to Europe despite the cold and rough seas of a Mediterranean winter. On Monday, 22 migrants drowned after a boat capsized off the Aegean coast close to Balikesir

Aegean coast close to Balıkesir Province, a Turkish Coast Guard official said.

Turkish officials have been insisting that their country still has an open border policy, but at the same time declared that they would allow the new Syrians in only "if necessary," as Mr. Erdogan put it Monday.

The wrangling was juxtaposed uneasily with the release of a report by the four-member United Nations Commission of Inquiry, which diplomats view as an authoritative record of human rights developments in Syria, saying that the government of Mr. Assad had mounted a "systematic and widespread attack"

on civilians.

The panel cited the arrests of tens of thousands of people who had been sent to interrogation centers and prisons, where many were tortured to death or left to die of their injuries, as part of a broader campaign of "murder, rape or other forms of sexual violence, torture, imprisonment, enforced disappearance and other inhuman acts."

Human Rights Watch, in a separate report, accused Russia and Syria of using cluster bombs that have killed 37 civilians since Jan. 26.

Officials in Kilis said over the weekend that the displaced could be cared for with aid deliveries inside Syria, and

some trucks went in carrying more tents on Monday afternoon. But that did little for the fears of encroaching airstrikes and violence. A camp for internally displaced people was bombed last week in Latakia Province.

Karam Shoumali contributed reporting from Kilis; Alison Smale from Berlin; and Ceylan Yeginsu from Istanbul.

International New York Times FEBRUARY 9, 2016

America's Syrian shame



Roger Cohen

WASHINGTON The Putin policy in Syria is clear enough as the encirclement of rebel-held Aleppo proceeds and tens of thousands more Syrians flee toward the Turkish border. It is to entrench the brutal government of Bashar al-Assad by controlling the useful part of Syrian territory, bomb the moderate opposition into submission, block any possibility of Western-instigated regime change, use diplomatic blah-blah in Geneva as cover for changing the facts on the ground, and, maybe fifth or sixth down the list, strengthen the Syrian Army to the point it may one day confront the murderous jihadist stronghold of the Islamic State.

The troubling thing is that the Putin policy on Syria has become hard to distinguish from the Obama policy.

Sure, the Obama administration still pays lip service to the notion that Assad is part of the problem and not the solution, and that if the Syrian leader may survive through some political transition period he cannot remain beyond that. But these are words. It is President Vladimir Putin and Russia who are "making the weather" in Syria absent any corresponding commitment or articulable policy from President Obama.

Aleppo, Syria's largest city, is now virtually encircled by the Syrian Army. A war that has already produced a quarter of a million dead, more than 4.5 million refugees, some 6.5 million internally displaced, and the destabilization of Europe through a massive influx of ter-

rorized people, is about to see further abominations as Aleppo agonizes.

Aleppo may prove to be the Sarajevo of Syria. It is already the Munich.

By which I mean that the city's plight today, its exposure to Putin's whims and a revived Assad's pitiless designs, is a result of the fecklessness and purposelessness over almost five years of the Obama administration. The president and his aides have hidden at various times behind the notions that Syria is marginal to core American national interests; that they have thought through the downsides of intervention better than others; that the diverse actors on the ground are incomprehensible or untrustworthy; that there is no domestic or congressional support for

Putin's policy is hard to distinguish from Obama's. America's capitulation is complete, with appalling results.

Russia's Afghanistan as it faces the ire of the Sunni world; and that the only imperative, whatever the scale of the suffering or the complete evisceration of American credibility, must be avoidance of another war in the Middle East.

Where such feeble evasions masquerading as strategy lead is to United States policy becoming Putin's policy in Syria, to awkward acquiescence to Moscow's end game, and to embarrassed shrugs encapsulating the wish that — perhaps, somehow, with a little luck — Putin may crush ISIS.

Obama's Syrian agonizing, his constant what-ifs and recurring "what then?" have also led to the slaughter in Paris and San Bernardino. They have contributed to a potential unraveling of

the core of the European Union as internal borders eliminated on a free continent are re-established as a response to an unrelenting refugee tide — to which the United States has responded by taking in around 2,500 Syrians since 2012, or about 0.06 percent of the total.

"The Syrian crisis is now a European crisis," a senior European diplomat told me. "But the president is not interested in Europe." That is a fair assessment of the first postwar American leader for whom the core trans-Atlantic alliance was something to be dutifully upheld rather than emotionally embraced.

Syria is now the Obama administration's shame, a debacle of such dimensions that it may overshadow the president's domestic achievements.

Obama's decision in 2013, at a time when ISIS scarcely existed, not to uphold the American "red line" on Assad's use of chemical weapons was a pivotal moment in which he undermined America's word, incurred the lasting fury of Sunni Gulf allies, shored up Assad by not subjecting him to serious one-off punitive strikes, and opened the way for Putin to determine Syria's fate.

Putin policy is American policy because the United States has offered no serious alternative. As T. S. Eliot wrote after Munich in 1938, "We could not match conviction with conviction, we had no ideas with which we could either meet or oppose the ideas opposed to us." Syria has been the bloody graveyard of American conviction.

It is too late, as well as pure illusion, to expect significant change in Obama's Syria policy. Aleppo's agony will be drawn-out. But the president should at least do everything in his power, as suggested in a report prepared by Michael Ignatieff at the Harvard Kennedy School, to "surge" the number of Syrian refugees taken in this year to 65,000 from his proposed 10,000. As the report notes, "If we allow fear to dictate policy, terrorists win."

Putin already has.

Rebels decry absence of U.S. strategy for Syria

GAZIANTEP, TURKEY

As Russia tips the battle to Assad, fighters ask, 'What is America doing?'

BY ANNE BARNARD

They are losing fighters, they are losing territory, their home neighborhoods and villages are being shattered by Russian warplanes in by far the worst bombing of the war, and their cause is suffering what they say may be irreversible damage.

But the Syrian rebels who have been aided by United States and its allies say that even now, they see no American strategy to help them.

Just as bewildered are the Syrian civilians who have worked on a plethora of projects financed by the United States and international organizations — setting up local councils, bakeries, clinics, women's groups and the like, in areas now being destroyed and depopulated in the Russian-backed Syrian government offensive.

The United States and its European allies have spent many millions of dollars in Syria aimed at paving the way for a future functional postwar society: backing opposition fighters they deem relatively moderate and secular, and financing civilian groups working on governance, development and other civil society efforts.

But now, the fighters and civilians who have received such aid — and risked their lives for those projects — say that from their perspective on the ground, in Syria and here near the Turkish border, the United States does not appear to be exercising either diplomatic or military leverage to prevent that entire investment from going down the drain.

"We don't see any single American strategy," said Zakaria Malahifji, the head of the political office of a rebel group whose name, a quotation from the Koran, translates as Go Straight As You were Commanded. It is one of the largest groups supported with weapons and salaries by a covert program run out of Turkey by the C.I.A. and intelligence services of several European and Arab allies of the United States.

Sitting in a barely furnished office here in the Turkish border city of Gaziantep at sunset on Tuesday, he read off the last message he sent to an Arabic-speaking adviser of his contact at the French embassy.

"What is America doing," he had asked, to stop what he called a "war started by the Russians" to empty the insurgent-held areas of the province of Aleppo. "What are you going to do other than statements?"

The reply, in Arabic, said, "God willing, we will work on changing the circumstances in the coming weeks."

Mr. Malahifji, from the old city of Aleppo, smiled wryly and said, "In Arabic there are polite phrases to say no, and this is one of them. Besides, we know what weeks mean for us. We have daily massacres."

In nearly five years of war and insurrection, with the mismatch between tough American rhetoric against the Syrian government and the much more modest efforts to aid its opponents, those Syrians have time and again had moments of disappointment, of disillusion, even regret. Their trust in the United States has diminished over time.

But now, as Syrian forces push farther north into territory neither President Bashar al-Assad's opponents nor many of his supporters expected to see the government take back any time soon, the confusion and despair have reached a new level. In interviews in Syria over the Internet and in person in Turkey in recent days, they have used words like "no hope," "it's finished," "it's over."

"Bye-bye, revolution," Abu al-Haytham, a spokesman for Thuwwar al-Sham, another rebel group supported by the C.I.A. and allied agencies, said in a text message on Friday from Tal Rifaat, a town in northern Aleppo where the insurgents' grip is increasingly threatened by the government advance.

He said he no longer even wanted to communicate with journalists, something he had done because he believed it would help the cause. "Take care of yourself," he wrote, before blocking on Skype a reporter with whom he had chatted regularly for four years.

Asked if his group would be able to take back areas that it had lost over the past week in Aleppo province, Mr. Malahifji, in Gaziantep, gave a deep sigh.

"We need real diplomatic pressure or air support, and we don't have either," he said. "The only way for rebels to take it back is if the international community will lift the ban on supplying us with anti-aircraft weapons."

That is something that is unlikely to happen, given fears of those weapons falling into the hands of Qaeda or Islamic State fighters.

Mr. Malahifji and several other insurgent leaders said the government could conceivably fight all the way to the Turkish border within weeks, yet that would not end the conflict.

"The regime can take this border," he said. "They can capture it but they can't rule it. They will not last long, but now we are looking at a humanitarian catastrophe."

Stuck on the border, and in other parts of northern Syria without adequate



shelter, and with aid from Turkey cut off by the government advance, are tens of thousands of newly displaced Syrians who have fled from bombings that have reached more than 200 strikes per day.

Many of the rebel leaders who have received the Western and allied support were flying from Gaziantep on Tuesday night for meetings in Istanbul with American officials and in Ankara with other supporters. But they were not hopeful for game-changing news.

"Don't hold your breath," Mr. Malahifji said.

Huddled in restaurants and offices around Gaziantep, Syrian development workers and international aid workers who have been working with them expressed similar worries and bafflement.

A Syrian development worker who uses a nickname, Dahham, in his public statements, to protect family back in Syria and to avoid jeopardizing aid by criticizing the West, said that many of the programs he had worked on — to build up local village economies and infrastructure — were now in jeopardy.

A group of international aid workers sat in a cafe discussing what they called "the million dollar question" — how to respond to their Syrian partners who were calling them up in despair and asking if their work had been in vain.

Their projects with refugees in Turkey and with communities inside Syria, they said, were predicated on the idea that one day the refugees would return and the towns would govern themselves, and that now, Syrians would be more likely to think of joining the flow of refugees to the West.

"What happened in Aleppo really takes away a lot of the hopes for that transitional future," one worker said.

Reporting was contributed by Hwaida Saad in Beirut, Lebanon, and by Karam Shoumali in Gaziantep, Turkey.

Why are Syrian Kurds pivoting toward Moscow?

BY MORGAN L. KAPLAN
 FEBRUARY 12, 2016
www.washingtonpost.com

On Wednesday, an affiliate of the largest and most powerful Kurdish party in Syria, the Democratic Union Party (PYD), opened its first official mission abroad — in Moscow. Given the amount of military and political support the PYD has received from the United States, this decision is likely to be received with some shock and confusion in the West. But a closer examination of the PYD's historical experience and core interests suggests that the politics behind a potential realignment with Moscow makes strategic sense.

Since its intervention in late September 2014 to defend the besieged city of Kobane, Syria, against the Islamic State's advances, the United States has been deeply involved with the PYD. But recently the relationship has taken a new turn. Washington has been coordinating with Turkey on Syria policy, even as Ankara has waged an escalating war against the Kurdistan Workers' Party (PKK) with which the PYD is politically — though not formally — affiliated. On Jan. 30, PYD representatives left the Geneva peace proceedings on Syria after being denied a seat at the table by the coalition against Syrian President Bashar al-Assad. At roughly the same time, the United States sent Special Presidential Envoy for the Global Coalition to Counter ISIL, Brett McGurk, to Kobane for urgent talks with Syria's Kurds.

Why are America's rebel allies now turning their diplomatic attention toward Russia, Assad's champion and the United States' regional competitor? Does this diplomatic initiative suggest that the PYD is abandoning its partnership with the West? Here are three dynamics to keep in mind:

The Syrian Kurds aren't cheating on the West because they were never going steady

As typically framed in one recent article, "Is America Losing the Kurds?", Washington debates tend to focus on that question. But the United States never actually had Syrian Kurds to lose. Kurds have a long and bitter history of abandonment by external allies, and no Kurdish player is likely to play all its cards on one option.

Kurdish politics are fragmented across the region. While some Kurdish political organizations have been longtime partners of American forces in the region — such as the Kurdistan Democratic Party (KDP) and Patriotic Union of Kurdistan (PUK) in Iraqi Kurdistan that have been tied to the West for more than two decades — others are relatively new solicitors of American support. This is particularly rele-



Members of the Syrian Kurdish People's Defense Units (YPG) celebrate their victory in Kobane, Syria, Jan. 26, 2015. (European Pressphoto Agency)

vant to the PYD, given its close relationship with the PKK in Turkey.

Created in response to the Syrian uprising in 2011, the PYD's military wing, the People's Protection Units (YPG), only began to seriously coordinate with the United States during the siege of Kobane and afterward. The group's own political origins hardly indicate a natural alliance with the United States, as the PKK has been on the State Department's Foreign Terrorist Organization list for nearly 20 years. Such affiliations have always made the United States hesitant to wholeheartedly involve itself with the YPG out of fear of angering its larger NATO ally to the north. Late last month, Vice President Biden triggered Kurdish fears by describing the PKK as a terrorist organization posing as great a threat to Turkey as the Islamic State, which is also known as ISIS or ISIL. This ambivalence has not gone unnoticed in Rojava, Syria.

This is not to say the PYD and YPG have not been U.S. partners in the region. In fact, YPG forces have been some of the most successful coalition allies in the war against the Islamic State. However, Syrian Kurds were never the obvious or established allies that other Kurdish groups have been. If the Syrian Kurds are positioning themselves to keep options open with regards to Moscow, it hardly represents a major break from the Kurdish or American perspective.

The supply-side politics of coalition support are looking shaky

In practical terms, the PYD may expect a more fruitful alliance with Moscow because its odds of maintaining productive ties to the West are becoming increasingly low.

Existing research on when third parties are more likely to support local rebels highlights the importance of a clear alignment of interest between both sides. This ensures that both actors benefit from exchanging support, but

also helps mitigate any potential principal-agent dynamics.

As an important NATO ally, Turkey's increasingly "us or them" approach to undermine U.S.-PYD relations may be putting heavy stress on the American-Kurdish alignment of interest. At the same time, Ankara is also trying to preempt any strategic alignment between the United States and Russia on a joint front against the Islamic State and an endgame in Syria. The downing of a Russian jet over Turkish airspace on Nov. 24 forced NATO allies to take sides.

As the Turks squeeze the PYD and Russians away from further coordination with the United States, the two have found each other to be useful allies, both against the Islamic State and Turkey. In fact, it was the Russians who pushed to have PYD representatives acknowledged in last week's Geneva talks on Syria and the current assault on Aleppo is believed to have helped the YPG greatly.

Furthermore, the United States is notoriously unpredictable in its support for rebel groups — and the Kurds are no exception. Although Iraqi Kurds are profuse in their appreciation of U.S. support, few forget that the United States refused to help the Kurds during the Anfal campaign at the end of the Iran-Iraq War, or that the withdrawal of U.S. aid from Iraqi Kurdish forces at the climax of the 1974 to 1975 Kurdish-Iraqi war contributed to the collapse of Kurdish resistance forces. Although Russia has its own history of double-dealing with the Kurds, the West is not inherently a more stable or prudent ally than others.

As the Kurdish position changes, so must its diplomatic strategy

The PYD may have new strategic incentives to shift its diplomatic engagement from Assad's adversaries to allies because of its growing dominance over the Syrian Kurdish movement. Contributing to a budding research agenda on rebel diplomacy and international outreach, ↩

⇒ my research demonstrates how intra-insurgent movement politics and local dynamics can fundamentally affect groups' larger diplomatic strategies abroad.

One key characteristic of insurgent diplomatic strategy I examine is who groups target diplomatically. I distinguish between two types of actors: international allies and adversaries of the counter-insurgent (COIN) state. The more an insurgent movement is fragmented, the more likely that diplomacy will target the COIN state's adversaries for support. As existing or potential supporters of the rebellion, these actors control political-military resources that can affect the outcome of intra-insurgent rivalries.

However, when an insurgent movement is more cohesive and focused on undermining the central government, groups are more likely to seek support from the COIN state's allies. Because these actors are crucial supporters of the central government, groups know they hold unique

leverage over the COIN state's decision-making. Because Moscow, not Washington, has the most leverage and influence over Damascus in any post-conflict settlement, the Syrian Kurds may be maneuvering for their best chance at settlement.

Although the broader insurgent system in Syria is fragmented, the PYD now dominates the Syrian Kurdish movement. Although the Kurdistan Democratic Party of Syria and other groups may have rivaled the PYD in the past, the PYD now has a monopoly on coercive power in region. Furthermore, the PYD has muscled back both the Islamic State and the Free Syrian Army from its primary region of operations, sidelining rivals within its controlled territory.

As the PYD nears the consolidation of its territorial goals and no longer fears intra-insurgent competition, it is becoming free to focus its diplomatic attention on securing the best autonomy deal possible. These dynamics can help

explain why nearly four months ago, the PYD increased its diplomatic attention to Moscow. Putin is without a doubt Assad's greatest international ally and thus has the most leverage to help secure Syrian Kurdish demands. Even the moderate opposition understands this. The PYD probably hopes to cozy up with the Moscow in the pursuit of favorable settlement.

It is possible that the PYD is using its escalation of engagement with the Russians as a way to bait the United States back toward unconditional support. However, from a Syrian Kurdish perspective, one thing is clear: The road to settlement with Assad and potential autonomy for Syria's Kurds more likely runs through Moscow and not Washington. ■

Morgan Kaplan is a PhD candidate in political science at the University of Chicago and a pre-doctoral fellow at the Center for International Security and Cooperation (CISAC) at Stanford University.

Bloomberg

February 15, 2016

Turk Shelling of U.S.-Allied Kurds in Syria Muddles IS Fight

Selcan Hacaoglu / February 15, 2016

- Turkey concerned Kurdish gains will lead to independent state
- Syrian PYD is linked to Kurdish PKK warring with Turk forces

Turkish artillery units shelled Syrian Kurdish forces suspected of trying to seize more territory along the border with Turkey, in a new eruption of violence complicating efforts to defeat Islamic State.

Turkey returned fire over the weekend at four positions of the Syrian Kurdish Democratic Party, or PYD, in northwest Syria, Defense Minister Ismet Yilmaz told a parliamentary committee, including the Mannagh air base the Kurds captured last week. Turkey's foreign ministry said forces on Monday responded to fire from within Syria on a border outpost in Hatay province.

The U.S. Defense Department said that the violence threatens its efforts to quell Islamic State, and attempts were being made to ease tensions.

U.S. Vice President Joe Biden called Turkish Prime Minister Ahmet Davutoglu to reassure Turkey that U.S. efforts were being made "to discourage Syrian Kurdish forces from exploiting current circumstances to seize additional territory near the Turkish border," his office said in a statement Sunday. Biden urged Turkey "to show reciprocal restraint by ceasing artillery strikes in the area," the statement said.

Davutoglu, speaking in Ukraine on Monday, said the PYD was trying to gain territory while seeking international legitimacy under the pretext of fighting Islamic State. He said the group and its military wing had become "pawns" of Russia, and would "be met with the strongest reaction if they approach" the city of Azaz. "We will not allow Azaz to fall, the whole world should clearly know this."

INDEPENDENT STATE

The U.S.-backed PYD is allied with the Kurdistan Workers Party, or PKK, which has been warring with Turkish troops for decades in the country's Kurdish-dominated southeast and is considered a terrorist organization by Turkey, the U.S. and European Union.

Ankara also classifies PYD as a terrorist organization, putting it at odds with Western allies over how to deal with Sunni militants fighting in Syria, including Islamic State. The Turkish shelling followed a visit earlier this month by Brett McGurk, President Barack Obama's envoy for the international coalition against Islamic State, to the Syrian town of Kobani, where Kurds fought back a siege by Islamic State near Turkey's border



last year.

Turkey is worried that the growing strength of PYD will lead to the creation of an independent Kurdish state on its border, fueling the aspirations of its own Kurdish minority to self-rule in the southeast. It has deployed hundreds of tanks and guns on the Syrian border amid concerns the Syrian Kurdish forces may seek to capture territory that would allow them to link the region it controls at Syria's northwestern edge with Kurdish territory east of the Euphrates River.

Turkish President Recep Tayyip Erdogan and Davutoglu repeatedly urged the U.S. over the past week to reconsider its "wrong" stance on the PYD, asking Washington to "choose its side."

Turkey is also worried that YPG is trying to cut off supply lines between Turkey and Saudi-backed rebels in Aleppo, who are under sustained pressure from Russian airstrikes in support of the forces of Syrian President Bashar al-Assad.

"Every single territory gain by PYD means new refugees for Turkey, there is an ethnic cleansing in an area" populated by Arabs and Turkmens, Yilmaz said. "If everyone stays where they are, Turkey won't do anything but if a new territory gain threatens Turkey, then Turkey will respond as necessary."

Turkey has sought U.S. support for creating a safe zone inside Syria for refugees and rebels fighting Assad. The Obama administration has been cautious about the military and financial risks this would pose. Yilmaz denied allegations of a planned Turkish incursion into Syria. ♦

La Turquie attise le feu du conflit syrien

Le bombardement de positions des Kurdes de Syrie accroît encore les tensions entre Ankara et Moscou

ISTANBUL - correspondante

L'armée turque a pilonné à l'artillerie, samedi 13 et dimanche 14 février, les positions de la milice kurde syrienne du Parti de l'Union démocratique (PYD) autour de la ville d'Azaz, dans la province d'Alep, dans le nord de la Syrie, faisant craindre un embrasement régional. Lors d'un incident séparé survenu samedi dans la région du Hatay, l'armée turque a échangé des tirs d'artillerie avec les forces syriennes loyales à Bachar Al-Assad.

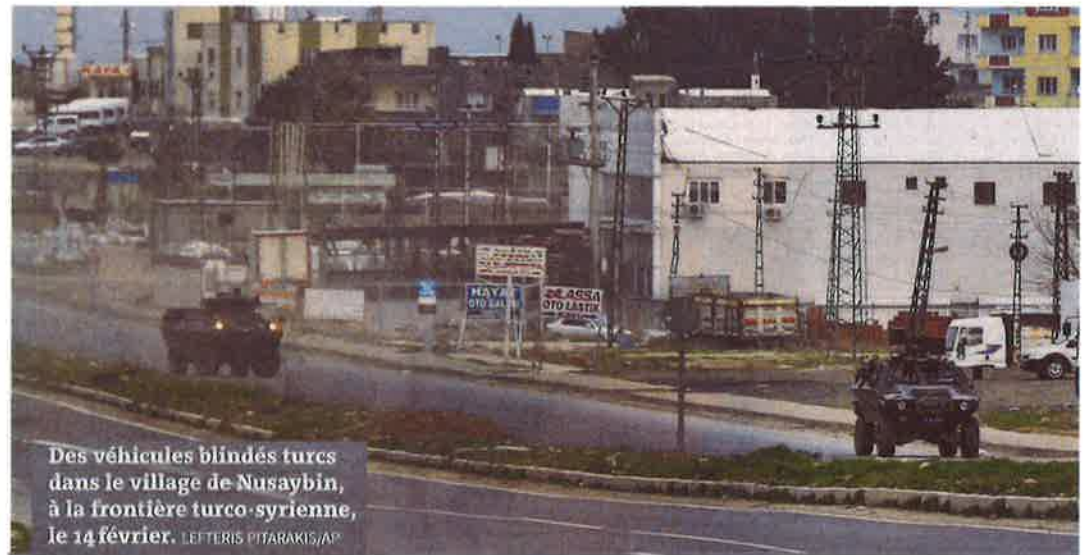
Samedi, Damas a accusé Ankara d'avoir injecté une centaine de combattants salafistes et de « mercenaires turcs » dans la région d'Alep. Les combattants, venus de la région d'Idlib tenue par la rébellion, auraient transité par le territoire turc pour entrer en Syrie via la porte de Bab Al-Salama, où des dizaines de milliers de réfugiés sont entassés dans des conditions précaires. Véritable poumon stratégique pour le ravitaillement en armes et en nourriture de la rébellion anti-Bachar à Alep, le corridor a été coupé récemment par les forces de Damas et les Kurdes du PYD soutenus par les bombardiers russes. Située à 20 kilomètres de la Turquie, la ville d'Azaz reste la principale « poche d'air » de la rébellion, de plus en plus acculée.

Dépitée par l'avancée kurde, la Turquie a tiré plus de cent obus vers les villages situés au sud d'Azaz ainsi que sur l'aéroport militaire de Minnigh, fraîchement repris par les miliciens kurdes aux rebelles salafistes d'Ahrar Al-Cham, soutenus par le pouvoir islamico-conservateur turc, et aux djihadistes du Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda.

Tapis de bombes

« Le franchissement de la rive ouest de l'Euphrate est une ligne rouge pour la Turquie », a justifié samedi 13 février le vice-premier ministre Yalçın Akdoğan, alors qu'un accord, trouvé jeudi soir à Munich entre le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, et son homologue russe, Sergueï Lavrov, prévoit une cessation des hostilités d'ici à la fin de la semaine.

Précédés par un tapis de bombes



Des véhicules blindés turcs dans le village de Nusaybin, à la frontière turco-syrienne, le 14 février. LEFFTERIS PITARAKIS/AP

« La Russie déploie ses moyens militaires en vue d'une guerre contre la Turquie »

PAVEL FELGUENGAEUR
spécialiste militaire russe

russes, les miliciens kurdes du PYD, la formation politique dominant le Kurdistan syrien, sont en train de réaliser le scénario qu'Ankara redoutait plus que tout en effectuant la jonction entre le canton kurde d'Afrine, au nord-ouest d'Alep, et celui de Kobané, situé à 100 km plus à l'est. De cette façon, les territoires limitrophes de la Turquie côté syrien risquent de se retrouver aux mains du PYD, qu'Ankara tient pour « terroriste », puisqu'il est une filiale du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie). L'affaire empoisonne les relations avec l'allié américain qui arme et soutient les miliciens kurdes, alliées de premier plan dans la lutte contre l'organisation Etat islamique (EI).

La bataille pour le contrôle d'Alep s'annonce comme le nouvel épice de la guerre en Syrie, grosse de plusieurs conflits – la Russie contre la Turquie, Ankara contre les Kurdes, les Saoudiens

Zone d'influence Situation le 15 février 2016

- Forces kurdes
- Bombardements turcs
- Armée loyaliste
- Forces rebelles
- Front Al-Nosra
- Organisation Etat islamique



contre les Iraniens – à l'image des « matriochki », les poupées gigognes russes. Moscou a décidé de renforcer sa capacité de feu en dépêchant, samedi, son navire lance-missiles *Zeliony-Dol* en Méditerranée. Quelques jours auparavant, des exercices militaires d'une ampleur sans précédent avaient eu lieu en mer Noire, en mer Caspienne et dans la région militaire du sud de la Fédération de Russie, une démonstration de force clairement destinée à impressionner Ankara.

« La Russie se prépare, elle déploie sa force et ses moyens militaires en vue d'une guerre contre

la Turquie », écrit Pavel Felguengauer, spécialiste militaire russe, dans l'hebdomadaire *Novoe Vremia* du 12 février 2016. Le président russe Vladimir Poutine rêve d'entraîner son homologue turc, Recep Tayyip Erdoğan, dans le conflit syrien pour mieux le déstabiliser. Le tsar et le sultan sont à couteaux tirés depuis la destruction par la chasse turque, le 24 novembre, d'un bombardier russe qui avait pénétré dans l'espace aérien de la Turquie. « Les Turcs vont regretter ce qu'ils ont fait. Nous n'allons pas nous contenter d'interdire leurs tomates », avait menacé le maître du

Kremlin le 2 décembre après l'annonce d'un embargo sur les produits agricoles turcs.

L'escalade semble inévitable, la Turquie ayant fait savoir samedi qu'elle envisageait de lancer une opération terrestre en Syrie, aux côtés de l'Arabie saoudite. « Dans le cadre d'une stratégie contre

l'Etat islamique, la Turquie et l'Arabie saoudite pourraient envisager une opération au sol », a déclaré le ministre turc des affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu. Son homologue saoudien, Adel Al-Jubeir, a confirmé le même jour que son pays pourrait envoyer des

« forces spéciales » en Syrie. Riyad a déployé des avions de combat sur la base turque d'Incirlik, dans le cadre des opérations aériennes menées par la coalition contre l'EI en Syrie.

Zones de non-droit

Une intervention turco-saoudienne paraît d'autant plus aventureuse que la Russie domine les airs sans partage. Depuis l'incident du 24 novembre 2015, Moscou a déployé ses systèmes de défense antiaérien S-400 dans le nord de la Syrie, précisément à l'endroit où la Turquie voulait créer sa zone de sécurité. Depuis,

pas un avion turc ne se risque à survoler l'endroit. De plus, une intervention turco-saoudienne paraît difficilement réalisable sans l'aval de Washington. Elle mettrait la Turquie en délicatesse avec l'OTAN, dont elle est membre. Ankara, devenu agresseur, ne pourrait invoquer l'article 5, qui assure l'assistance mutuelle au cas où l'un de ses membres est agressé. Washington et Paris ont exhorté dimanche Ankara à cesser ses tirs vers la Syrie.

L'autre risque d'une telle intervention est de voir le territoire turc déstabilisé. La Syrie n'a jamais reconnu le rattachement de

la province du Hatay à la Turquie en 1939. Sans envisager une opération militaire d'ampleur, Damas et Moscou n'auraient aucun mal à déstabiliser le Hatay, d'ores et déjà submergé par les réfugiés et les combattants en déroute. Transformer la région en un nouveau Donbass est à la portée de Moscou qui excelle à la fabrication de « trous noirs », ces zones de non-droit apparues en Ukraine, en Géorgie (Abkhazie, Ossétie du Sud) et en Moldavie (Transnistrie). ■

MARIE JÉGO

LE FIGARO

mercredi 17 février 2016

En Syrie, l'heure de vérité



La grande bataille pour le contrôle des 820 kilomètres de frontières de la Syrie avec la Turquie a commencé. C'est un tournant stratégique. Car aucune rébellion armée ne peut durer très longtemps si elle n'est pas ravitaillée à partir d'un pays voisin. Dans les quatre dernières années de la guerre française en Indochine, le poumon du Viêt-minh était la Chine communiste. La guerre d'Algérie ne fut militairement gagnée par l'armée française qu'après que la ligne Morice eut rendu hermétique la frontière tuniso-algérienne dans les années 1957-1958. L'armée russe ne réussit à reprendre le contrôle de la Tchétchénie en 1999-2000 qu'après que les spetsnaz se furent emparés, dans la chaîne du Caucase, des cols où passait le ravitaillement des boïviks depuis le territoire de la Géorgie.

Le roi de Jordanie a fermé sa frontière aux trafics d'armes vers le territoire syrien car il voit dans les combattants salafistes, et plus largement dans les Frères musulmans, une menace contre son pays. Ce très solide allié des États-Unis entretient par ailleurs d'excellentes relations avec la Russie. La frontière est également devenue hermétique au Liban, où la milice chiite pro-syrienne du Hezbollah détient un droit de veto tacite sur toutes les décisions militaires importantes du gouvernement.

Il reste l'État islamique du calife Ibrahim, qui tient la frontière irako-syrienne, mais les combattants de Daech,

attaqués au nord par les Kurdes, au sud par les milices chiites irakiennes et du ciel par les chasseurs-bombardiers américains, ont d'autres chats à fouetter qu'alimenter en armes la rébellion syrienne. Ils n'ont plus de continuité territoriale avec leurs enclaves limitrophes de la Turquie, car leurs routes ont été coupées par leurs ennemis irréductibles du YPG (Yekîneyên Parastina Gel, littéralement les unités populaires de défense, du parti kurde laïque PYD), ces courageux jeunes hommes et jeunes femmes qui ont gagné la bataille de Kobané. Toutes choses égales par ailleurs, on peut dire que Kobané (été 2015) fut à Daech ce que Stalingrad (hiver 1943) fut à Hitler.

Pour ravitailler l'insurrection armée contre le régime syrien de Bachar el-Assad, il ne reste plus que le territoire turc. Or on assiste à une double offensive des forces anti-Turcs présentes en Syrie en direction des derniers points de passage frontaliers. Les alliés que sont l'armée syrienne loyaliste, le Hezbollah et la Russie se rapprochent d'Idlib, la dernière ville du nord-ouest de la Syrie avant la frontière turque. Les Kurdes du PYD, qui contrôlent toute une bande frontière du nord de la Syrie s'étendant vers l'est presque jusqu'à Raqqa (fief de Daech), sont à deux doigts de s'emparer de la bourgade d'Azaz, située au nord d'Alep et quasiment frontalière de la Turquie.

Le président turc Erdogan est exceptionnellement nerveux. En 2011, fasciné par les printemps arabes, ce Frère musulman a abandonné la sage politique étrangère du « zéro problème avec nos voisins » qu'avait initiée son lieutenant Davutoglu. Il s'est brouillé avec Bachar el-Assad - qui était pourtant jusque-là son meilleur ami - et s'est engagé dans la guerre civile syrienne, prenant le parti des

islamistes contre les baasistes. Si demain ses protégés syriens islamistes - hélas les « modérés » de feu l'Armée syrienne libre ne représentent militairement que peu de chose - perdaient le contrôle de la frontière syro-turque, ce serait considéré à Ankara comme un revers stratégique majeur. Voilà pourquoi Erdogan fait bombarder les positions kurdes en Syrie par ses obusiers situés sur le territoire turc. Il ne peut envoyer ses avions, car il sait qu'ils seraient immédiatement abattus par les missiles S-400 dont l'armée russe dispose en Syrie. Ce serait au surplus une offensive caractérisée contre un État voisin souverain. Or l'Otan - dont la Turquie est membre depuis 1951 - n'est qu'une alliance défensive.

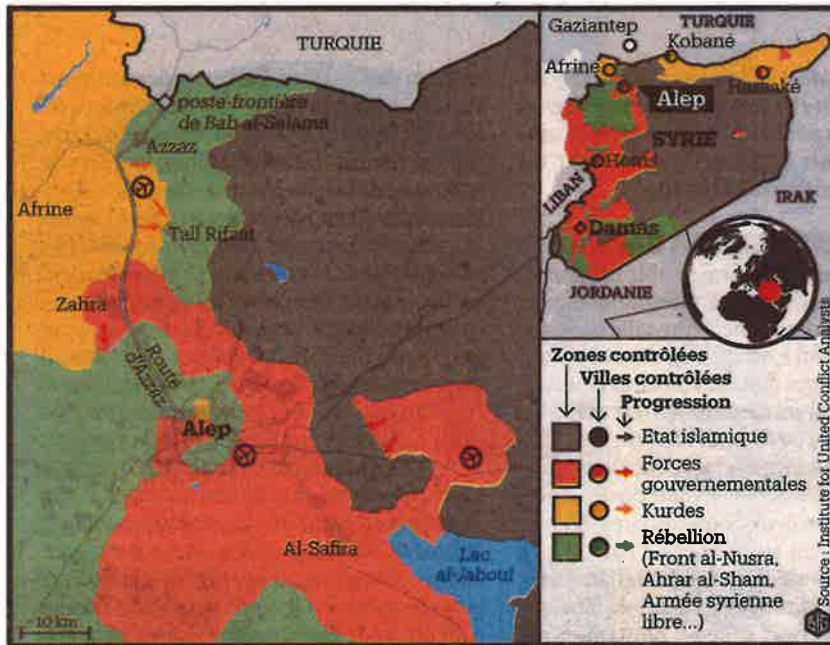
Le problème actuel de l'axe turco-saoudien anti-Bachar est qu'il a perdu le soutien inconditionnel des États-Unis. Barack Obama a décidé que son ennemi principal n'était pas Bachar el-Assad mais l'État islamique. Les dirigeants comme les simples citoyens américains s'enthousiasment pour les exploits des courageux combattants kurdes du PYD. Le jeune ministre saoudien de la Défense a dit qu'il pourrait envoyer des forces spéciales combattre sur le sol syrien. Il est très peu probable qu'il passe à l'acte, tant son armée s'est montrée médiocre sur le terrain yéménite.

Commencée au mois de septembre 2015, l'intervention militaire russe en Syrie a donc complètement bouleversé l'échiquier stratégique moyen-oriental. Lorsque Vladimir Poutine aura consolidé son allié baasiste dans la Syrie utile, il passera à la seconde phase de son intervention : la destruction de Daech. Car il veut tuer sur place les centaines de combattants islamistes internationalistes porteurs d'un passeport de la Fédération de Russie...



Riyad et Ankara tentent de sauver la rébellion

ANALYSE



L'intensification des frappes russes et la volonté de Bachar al-Assad de reconquérir tout le pays attisent la colère du front sunnite. Mais les Kurdes brouillent le jeu.

En novembre, une étrange bannière flottait sur les faubourgs sud d'Alep, la deuxième ville de Syrie, naguère la première pour le nombre de ses habitants. Sur fond jaune, avec une esquisse de mappemonde et une kalachnikov noire brandie par un poing vengeur, elle décalquait en grande partie celle, si emblématique, du Hezbollah libanais. Mais le nom figurant au bas du drapeau est différent : c'est celui du Harakat Hezbollah al-Noujaba (Mouvement des nobles du parti de Dieu), une féroce milice chiïte irakienne, créée, armée et entraînée par les Gardiens de la révolution iraniens. Sur une vidéo, on peut voir aussi un général iranien présent sur place : Qassem Souleimani, le chef de la force Al-Qods, les unités spéciales des pasdaran. Et sur d'autres, on peut même découvrir un religieux chiïte hurlant d'une mosquée sunnite de la ville des slogans anti-sun-

nites. On peut imaginer que de telles images n'ont guère eu l'heur de plaire à Ankara et Riyad, les deux puissances prétendant au leadership sunnite, d'autant qu'Alep est une cité essentiellement sunnite et traditionnellement tournée vers la Turquie.

Avec une belle constance, les alliés extérieurs de Bachar al-Assad ont donc tout fait pour attiser la colère sunnite et transformer le conflit, au départ politique, en guerre religieuse. Et la Russie n'est pas en reste. Depuis septembre, les bombardements aveugles de son aviation ont fait des centaines de victimes dans la population. Tout aussi grave est la bénédiction donnée à ces frappes par l'Eglise orthodoxe russe, qui donne à l'intervention de Poutine une dimension de guerre sainte. D'où une montée aux extrêmes de chacun des belligérants, la constitution d'un front sunnite répondant à celui qui s'est fait autour du régime syrien.

«Jeux diplomatiques»

Aujourd'hui, c'est le front sunnite qui, à son tour, s'engage de plus en plus profondément dans le conflit syrien. La première raison est l'affaiblissement de la rébellion sunnite, notamment à Alep, où l'armée syrienne, soutenue depuis février par les

bombardements intenses de l'aviation russe, encercle désormais presque tous les quartiers où les insurgés sont retranchés et progressent dans le nord de celle-ci. La seconde raison, c'est que le régime, instruit sans doute par la Russie qui craint les mouvements séparatistes sur son propre territoire, manifeste désormais son intention de reconquérir tout le pays et non plus seulement la «Syrie utile», soit la côte méditerranéenne, Damas et quelques grandes villes.

Aujourd'hui, les forces loyalistes sont à moins de 25km de la frontière turque. D'où des déclarations incendiaires, lundi, à Kiev, du Premier ministre turc Ahmet Davutoglu. «Si la Russie continue de se comporter comme une organisation terroriste forçant la population civile à fuir, nous lui opposerons une riposte extrêmement résolue, a-t-il mis en garde. La vraie intention de la Russie est de tuer le plus grand nombre de civils, de soutenir le régime syrien et de poursuivre la guerre. Si des jeux diplomatiques, comme ceux qui ont eu lieu à Genève ou à Munich, continuent, la communauté internationale sera responsable de ces problèmes.»

«Ligne rouge»

Pour Ankara, mais aussi Riyad et plusieurs pays arabes, comme le Qatar, les Emirats arabes unis et la Jordanie, il n'est pas question que l'insurrection sunnite soit réduite. Mais il y a une bonne rébellion, celle de l'Armée syrienne libre et de la plupart des formations islamistes, et une

mauvaise, celle incarnée par l'Etat islamique, qui contrôle l'est de la province d'Alep. C'est

dans ce contexte que les Kurdes de Syrie, qui ne sont alignés ni avec le régime de Damas ni avec la rébellion, cherchent à jouer leurs propres cartes. Leur premier objectif est de relier les zones qu'ils contrôlent dans le nord de la Syrie afin de créer une région autonome unifiée, comme l'ont fait les Kurdes d'Irak. S'ils réussissent, ils réuniraient leurs trois cantons d'Afrine, de Kobané et de Jaziré (nom kurde du canton d'Hassaké). Aussi avancent-ils vers l'Est, à travers le territoire morcelé par les différentes factions de la rébellion, et la zone tenue par l'EI. Déjà, ils contrôlent les trois quarts des 800 km de frontière entre la Syrie et la Turquie. Or, si leur progression est dans l'ensemble soutenue par les pays engagés dans la lutte contre l'organisation jihadiste dès lors qu'elle se fait à ses dépens, elle est jugée inadmissible par Ankara.

Pour les Turcs, la réunion de ces trois cantons sous l'égide du parti de l'Union démocratique (PYD) et des YPG, les milices de sa branche armée, est une «ligne rouge», d'autant plus infranchissable que ces organisations sont jugées «terroristes» et regardées comme la déclinaison syrienne du

PKK, qui mène depuis 1984 une rébellion meurtrière en Turquie. D'où des bombardements de l'armée turque qui visent, depuis samedi, la route des combattants kurdes, à l'ouest de Tall Rifaat. Cette petite localité, tenue par des islamistes soutenus par la Turquie et l'Arabie Saoudite, est un des trois derniers grands bastions des rebelles dans la province. Si les Kurdes la prennent, ils pourront atteindre la petite ville d'Azzaz, à 8 kilomètres de la frontière turque, par laquelle transite l'essentiel de l'aide et des renforts à la rébellion. Or, Tall Rifaat se trouve déjà dans une situation extrêmement difficile : elle est encerclée à la fois par l'armée syrienne et les jihadistes de l'Etat islamique. Sa chute, conjuguée à celle d'Alep, serait donc catastrophique pour la rébellion non jihadiste.

Forces spéciales

Elle y joue sa survie. Si elle les perd, il n'y aura plus qu'un seul grand face-à-face : les forces loyalistes et leurs alliés russes et iraniens contre celles de l'Etat islamique et du Front al-Nusra, la branche syrienne d'Al-Qaeda. D'où la détermination turque à défendre le verrou d'Azzaz : « Nous ne laisserons pas Azzaz tomber. Les YPG ne seront pas autorisés à avancer vers l'ouest de l'Euphrate et à l'est », a affirmé Ahmet Davutoglu. Le principal bénéficiaire de l'affaiblissement de l'opposition est l'Etat islamique. Aussi l'Arabie Saoudite a-t-elle

annoncé qu'elle était prête à participer une opération terrestre en Syrie, officiellement destinée à combattre les jihadistes. Des forces spéciales saoudiennes pourraient être ainsi déployées dans le cadre de la coalition antijihadistes conduite par les Etats-Unis, a déclaré dimanche le ministre des Affaires étrangères, Adel al-Jubeir. Ces déclarations coïncident avec le déploiement de quatre avions de combat saoudiens sur la base turque d'Incirlik, afin d'« intensifier les opérations aériennes » contre l'EI. A voir l'enlèvement de l'armée saoudienne au Yémen, on peut douter des résultats.

JEAN-PIERRE PERRIN



15 février 2016

Les Kurdes avancent en Syrie, escalade verbale entre la Turquie et la Russie

Par FRANCE 24 – 15/02/2016
www.france24.com

EN DÉPIT des bombardements de la Turquie, les Kurdes poursuivent leur avancée dans le nord de la Syrie. Dans le même temps, le ton devient de plus en plus acerbe entre Moscou et Ankara, signe de l'internationalisation croissante du conflit syrien.

Profitant de l'affaiblissement de la rébellion, et en dépit des bombardements turcs, les forces kurdes présentes en Syrie avancent depuis l'ouest de la province d'Alep et ont pris le contrôle, lundi 15 février, de plusieurs localités aux mains de groupes insurgés, ainsi que de l'aéroport de Minnigh.

Les Kurdes pourraient prochainement prendre le contrôle de Tall Rifaat, l'un des trois derniers grands bastions des rebelles dans la province. Les combats faisaient rage lundi dans cette petite ville tenue par des islamistes soutenus par la Turquie et l'Arabie saoudite, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Plus tôt dans la journée, dans le nord-ouest du pays en guerre, un hôpital soutenu par Médecins sans frontières (MSF) a été pris pour cible par des frappes aériennes, vraisemblablement russes, qui ont tué au moins sept personnes, tandis que huit membres du personnel étaient portés disparus, selon l'ONG.

"RIPOSTE EXTRÊMEMENT RÉSOLUE"

De son côté, l'armée turque a pilonné, pour le troisième jour consécutif, des positions des forces kurdes à proximité de la frontière syro-turque dans la province septentrionale d'Alep.

Dans le même temps, le ton devient de plus en plus acerbe entre Moscou et Ankara,



© Bulent Kilic, AFP | Un tank de l'armée turque à la frontière syrienne, le 15 février 2016.

témoignant de l'internationalisation croissante du conflit syrien. La Russie, principale alliée du régime de Bachar al-Assad, a dénoncé les "actions agressives" de la Turquie en Syrie qui s'apparentent, selon elle, à un "soutien non voilé au terrorisme international".

Le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu a répliqué en accusant la Russie de se comporter "comme une organisation terroriste" en dans ce pays où elle mène, au même titre que les jihadistes de l'organisation de l'Etat islamique (EI) des "attaques barbares contre la population civile". Si elle continue, "nous lui opposerons une riposte extrêmement résolue", a-t-il averti.

Cette guerre des mots est suivie avec une inquiétude croissante par les pays occidentaux, qui semblent impuissants à peser sur le cours des événements.

'LIGNE ROUGE' POUR LA TURQUIE

Dans cette bataille, les Kurdes ne se sont alignés ni sur le régime, ni avec les rebelles : leur objectif est de relier les zones qu'ils contrôlent dans le nord de la Syrie afin de créer une région autonome unifiée, à l'image de

leurs frères irakiens. Selon l'OSDH, ils contrôlent les trois quarts des 800 km de frontière. Malgré les appels lancés par Washington et Paris à y mettre fin, Ahmet Davutoglu a prévenu que les bombardements allaient se poursuivre, notamment pour empêcher les Kurdes de prendre Azaz, une ville située à une dizaine de kilomètres de la frontière turque.

Pour les Turcs, le Parti de l'union démocratique (PYD) et le YPG, sa branche armée, sont avant tout des organisations "terroristes" liées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène une rébellion meurtrière en Turquie depuis 1984.

"ATTAQUE DÉLIBÉRÉE"

L'implication turque embarrasse les Occidentaux, qui sont à la fois alliés de la Turquie au sein de l'Otan, et des Kurdes, qu'ils considèrent comme la force la plus capable de lutter contre l'EI qui contrôle une partie de la Syrie et de l'Irak.

Elle rend aussi encore plus complexe la situation militaire dans la province d'Alep, quinze jours après le début, le 1er février, d'une vaste offensive des forces du régime, soutenues par d'intenses bombardements russes.

L'armée syrienne encercle désormais presque totalement les quartiers rebelles d'Alep, l'ex-capitale économique du pays, et progresse au nord de la ville.

La poursuite des combats laisse peu d'espoir qu'une "cessation des hostilités" puisse intervenir en fin de semaine, comme le prévoit l'accord conclu entre les grandes puissances vendredi à Munich, en Allemagne.

D'autres frappes, vraisemblablement russes aussi, ont fait dix morts, dont trois enfants, à Azaz et dans une localité mitoyenne, selon l'OSDH. ●

12 February 2016



Turkish Army Kills 27 PKK Militants in Southeast of Country

12 feb 2016 <http://sputniknews.com>

The Turkish Armed Forces killed 27 militants from the Kurdistan Workers' Party (PKK) in the military operation in the country's southeast, according to the Turkish General Staff.

ANKARA (Sputnik) — A total of 27 militants from the Kurdistan Workers' Party (PKK) were killed by the Turkish army in 24 hours of a counter-terrorist operation in the country's southeast, the Turkish General Staff said in a statement Friday.



A photo taken on February 3, 2016 shows smokes rising over the district of Sur in Diyarbakir after clashes between Kurdish rebels and Turkish forces
© AFP 2016/ Ilyas Akengin

"Sixteen terrorists were killed in [the Sirnak Province's town of] Cizre and 24 bodies of [militants] killed earlier were found. Five terrorists were destroyed in Sura and six in the Hakkari Province," the statement read.

Turkey's Interior Minister Ekan Ala said Thursday that Turkish security forces had finalized the anti-terrorist operation in the mainly Kurdish town of Cizre.

According to the Turkish General Staff, over 900 Kurdish militants have been killed in counter-terrorism operations since mid-December. Kurdish activists, in turn, argue that most of the dead were civilian victims.

The security situation in Turkey deteriorated in mid-2015, when two Turkish policemen were killed by the PKK, which led Ankara to launch a military campaign against the group.◆

RUDAW

February 18, 2016

PKK official says group opposes KRG-Turkey natural gas agreement

By Rudaw 18/2/2016
<http://rudaw.net>

ERBIL, Kurdistan Region—An official from the Group of Communities in Kurdistan (KCK) announced Thursday that they are against agreements between the Kurdistan Region and Turkey to export natural gas to Turkey since it would bolster Turkey's economy.

"They want to use the natural resources of Kurdistan as a source of life for the Justice and Development Party (AKP)," said Demhat Agid, a spokesperson for the KCK, referring to the KRG-Turkey energy deal.

The KCK is an organization founded by the Kurdistan Workers' Party (PKK) to put into practice the political ideology of jailed leader Abdullah Ocalan.

Agid stressed that, "They want to misuse the underground and natural resources for themselves."

He continued: "Turkey is committing massacres in northern Kurdistan [southeastern Turkey] and is tightening the siege of western

Kurdistan [Rojava]."

Therefore, he reiterated, "We will not accept such an agreement to bolster Turkey and to let it stand on its feet since this agreement is a conspiracy putting the lives of the Kurdish nation at risk."

Neither party "can witness the resistance of the Kurds in northern Kurdistan and pretend that nothing is happening," he added, claiming, "This agreement will not be to the benefit of our national unity."

Agid believes that a rare opportunity for the Kurds "in northern and western Kurdistan has presented itself. In the north self-autonomy has been declared and we will increase our guerrilla movements in the spring."

In the past, PKK-linked groups have sabotaged pipelines carrying crude oil from the Kurdistan region's oilfields to Turkey.

Crude oil exports from the Kurdistan Region to Ceyhan, Turkey has been interrupted since Tuesday following attacks on the pipeline near Urfa in Turkey. No group has claimed responsibility yet.



*Theft and sabotage on the Kurdistan Region oil pipeline caused an estimated \$500 million.
Photo: Rudaw*

Such attacks directly damage the welfare of the people of the Kurdistan region and harm the KRG's ability to pay its Peshmerga and fund the fight against ISIS, according to the Ministry of Natural Resources (MNR) of the Kurdistan Regional Government (KRG).

"The MNR condemns the theft attempts and the perpetrators of this sabotage inside Turkey. We call for better controls to immediately stop their actions, which cause harm to our people in Iraqi Kurdistan," said the MNR in a statement.

A PKK sabotage operation

against a Kurdistan region oil pipeline in Turkey temporarily halted oil export to Turkey in mid-August 2015. It cost the Kurdistan Regional Government (KRG) around \$250 million in lost revenue and wasted crude oil, according to a statement by the MNR after the sabotage took place.

Natural resource experts see a Turkey-Kurdistan agreement on natural resources as a means for the KRG out of the economic crisis it has been suffering over the past two years. ■

How the Kurds Became Syria's New Power Brokers

And why Erdogan's war against them threatens to undermine his relationship with the United States and spark a civil war in Turkey.

By Amberin Zaman
February 18, 2016
foreignpolicy.com

Tal Rifaat, Menagh air base, Kefir Naya, Kefir Neris — town after town, village after village is falling to Kurdish-led forces as they blaze their way across northern Syria. The latest push by the U.S.-backed group known as the Syrian Democratic Forces (SDF) marks an explosive new phase in Syria's five-year war. Turkey, a key, and increasingly unpredictable, NATO ally, is now on the verge of being sucked into the battle, against the group the U.S. favors.

Turkey has long insisted that Syria's Kurds pose a greater threat to its security than the Islamic State jihadis do, and is furious that the United States is helping them. On Feb. 18, the Turkish government identified a Syrian Kurd, Salih Nacar, as the perpetrator of a car bomb attack in the heart of Ankara. Nacar allegedly drove a car laden with explosives into the midst of shuttle buses carrying military personnel and civilians outside the air force headquarters in the Turkish capital, killing himself and at least 27 other people.

Less than a day later, at least six Turkish soldiers died in the country's mainly Kurdish province of Diyarbakir following a bomb attack also thought to have been carried out by Kurdish insurgents.

Revising our armed forces (5): Innovation is a measurable, teachable discipline

This one comes from the world of medicine -- to be specific, the innovative Cleveland Clinic: "Innovation is a discipline that can be practiced, learned, taught, and measured."

The main Syrian Kurdish militia, the People's Protection Units (YPG), was set up as a franchise of the Kurdistan Workers' Party (PKK), which has been fighting the Turkish state on and off since 1984, first for independence and now for Kurdish self-rule inside Turkey. Salih Muslim, the co-chair of the Democratic Union Party, which serves as the political wing of the YPG, swiftly denied any connection to the Ankara blast. The YPG has never attacked Turkey before and would surely desist from any actions that put its alliance with the United States at risk.

However, the Turkish prime minister, Ahmet Davutoglu, an Islamist, insisted that the bomber was "definitely" a member of the YPG who had "infiltrated" Turkey.

Turkey is adamant that the PKK and the YPG are "terrorists." Washington half agrees. The PKK is on the State Department's list of terrorist organizations. But the YPG is not, a fact that has paved the way for its deepening partnership in Syria, as Washington has provi-



ded the group with air support and weapons.

It remains unclear what sort of retaliatory action Turkey will take. What is certain is that Washington's delicate balancing act between its Turkish and Kurdish allies is looking more precarious than ever.

Since Feb. 13, Turkish tanks have been shelling SDF positions near the Syrian town of Azaz, which is a vital resupply line for rebel forces in Aleppo who are allied with Ankara and doubles as a rear base against the Kurds. Turkey has vowed to prevent it from falling into their hands. Deputy Prime Minister Yalcin Akdogan made Turkey's intentions clear, saying that it wants to create a "secure" strip of territory roughly 6 miles deep on the Syrian side of the border, including Azaz. Thousands of Turkish troops have been massing in the area for weeks, prompting Russia to warn that Turkey was planning an invasion of Syria.

These steps have placed Turkey on the brink of a conflict with its regional antagonists. The Kurds say they will fight back against any Turkish aggression. Syrian President Bashar al-Assad, whose own forces are inching their way toward Turkey's border, says he will do the same. And few doubt that Russia, which is itching to avenge last year's downing by Turkish pilots of its Sukhoi SU-24 jet, would deliver the biggest whacking of all.

Meanwhile, the SDF is skirting Azaz, punching a corridor further south — well out of Turkey's range — and recruiting rebel groups along the way. Turkey's demands that Washington stop aiding Kurdish "terrorists" has so far fallen on deaf ears. Rather, Washington has been calling on Turkey to stop attacking the Syrian Kurds.

Ankara may seem powerless in Syria, but it still has cards to play. It can, and already has

begun to, reinforce its rebel proxies against the Kurds. More ominously, it could yet again ease restrictions on the flow of foreign jihadis into Syria.

Turkey's troubles with its own Kurds explain why it is prepared to go to such extremes. The latest and most promising round of peace talks between the Turkish government and the PKK collapsed last summer when Turkey resumed its battle against the insurgents and began pummeling their strongholds in Kurdish-controlled northern Iraq. The PKK responded by shifting its fight to urban centers in the largely Kurdish southeast of Turkey, where its youth wing is mired in a bloody standoff with Turkish security forces. PKK fighters frequently target army convoys, which is why they cannot be ruled out as a suspect in the Ankara bombing.

The Turkish government claims its fight against the PKK at home is directly connected to the war in Syria. It says it has discovered secret tunnels dug from the Syrian side of the border to the besieged Turkish town of Cizre, scene of some of the grossest rights abuses by the Turkish authorities in recent years. The tunnels are allegedly being used to funnel arms between the Syrian Kurdish insurgents and the PKK. A young Kurdish fighter quoted by Germany's Der Spiegel confirmed that such tunnels exist.

It didn't have to be this way — the Kurdish issue didn't have to threaten to undermine both Turkey's policy in Syria, and its alliance with the United States. In early 2013, the mood in Ankara was dramatically different: Recep Tayyip Erdogan, the then prime minister who was planning to campaign to become Turkey's first popularly elected president the following year, was keen to strike a deal ➤

► with the PKK's imprisoned leader, Abdullah Ocalan. If the PKK disarmed and withdrew from Turkey, the Kurds would get something substantial — it remains unclear exactly what, but likely greater local autonomy, and some sort of amnesty for those not involved in violence — in return.

That wasn't all. A deal could have helped Erdogan achieve two of his most cherished goals: The YPG would have had to join the rebel campaign to unseat Assad and refrain from any moves towards self-rule; and Turkey's largest pro-Kurdish party, the People's Democracy Party (HDP), would have needed to support Erdogan's plans not only to become the president but also to expand his powers once in office.

But the PKK refused to play ball, claiming that Turkey's latter-day "sultan" was stringing them along. Why else had the government not passed a single piece of pro-Kurdish legislation? And why was it arming jihadis in Syria against the YPG? The government replied that it had provided hundreds of wounded YPG fighters with free medical care and opened its doors to more than a quarter of a million Syrian Kurdish refugees, but the PKK was not swayed.

Hopes of an agreement were rekindled a year ago when the PKK unveiled a 10-point roadmap for peace. But Erdogan swiftly disowned the document, and all communication between Ocalan and the HDP has since ceased.

Yet, Syria's Kurds have continued to thrive. Today they enjoy the rare distinction of being the sole group that simultaneously enjoys U.S. and Russian support. The YPG's links with Washington were initially forged when U.S. planes intervened to rescue the Kurdish town of Kobani from the Islamic State in 2014. Since last year, the Kurds have teamed up with a gaggle of opposition Arab, Turkmen, and non-Muslim brigades to form the SDF, mostly as a kind of fig leaf that allows Washington to justify its support for them.

The payoff for both sides has been huge. The SDF has driven the Islamic State out of a broad stretch of territory along the Turkish border, while helping to pressure the jihadis in their self-proclaimed capital of Raqqa. The Kurds boast they now control an area "three times the size of Lebanon."

The Kurds are now looking to link their two self-administered "cantons" that lie to the east of the Euphrates, named Jazeera and Kobani, with the canton of Afrin, which lies to the west. This means dislodging the Islamic State from the 60-mile area wedged between them, and also going through an area that rebel groups friendly to Ankara, including more moderate brigades that have received weapons from the CIA, dominate.

Until recently they had to hold back at Washington's behest. Turkey, which opened the Incirlik air base to anti-Islamic State combat missions in July, claimed it had done so on the condition that the United States would not help the Kurds move west of the Euphrates.

Turkey wanted to organize a non-Kurdish rebel force to uproot the Islamic State from that area west of the Euphrates. But the force never materialized — and Russia's intervention on behalf of Assad's crumbling army has also bolstered the Kurds. Helping the SDF boot out anti-Assad rebels from the areas they covet has the added benefit, for Moscow, of poking Turkey in the eye.

But Syria's Kurds want more. They are banging for diplomatic recognition. Russia has stepped up to the plate, hinting that it will back the Kurds' plans for autonomy. It also insists that the Kurds must take part in the now-stalled Geneva talks. The United States also backed the Kurds' participation in peace talks, but backed off when Ankara threatened to stay away from the talks if the Kurds were allowed to join.

The Kurds are skillfully playing the Russians and Americans off of each other to extract as much influence as possible. Kurdish threats to defect squarely to the Russian camp propelled Brett McGurk, President Barack Obama's special envoy for the anti-Islamic State coalition, to speed up a long-mulled visit to Kobani. On Feb. 1, a beaming McGurk was photographed receiving a plaque from a YPG commander who used to be, as Turkey shrieked, a member of the PKK. Washington appears to be quietly encouraging the Kurds to grab more territory, even at the expense of moderate rebels it has aided and trained, to ensure that Assad's Russian-backed forces don't get there first.

All of this is adding to Turkish fury, and Turkey's Kurds say they are paying the price.

The pain that Turkey would like to inflict on their Syrian brethren, their argument runs, is being meted out on them instead.

Washington's insistence on maintaining the fiction that the PKK and the YPG are completely separate organizations is only making things worse. Indeed, it would not be surprising if the United States were to step up its military and intelligence cooperation with Turkey against the PKK to tamp down anger over its relations with the YPG.

The longer the conflict continues, the more alienated — and radicalized — Turkey's Kurds will become. For many, the borders separating them from their Syrian cousins have ceased to exist. Kurdish youths who honed their urban warfare skills against the Islamic State in Syria are now using them against security forces in Turkey. Others continue to take up arms with the YPG in Kobani. Meanwhile, Turkish nationalist sentiment has been further inflamed by the Ankara bombing. Erdogan's polarizing politics have already divided the country. The specter of intercommunal violence looms.

Achieving some rapprochement between Turkey and the Kurds would be a sure step toward defeating the Islamic State. More critically, it's the only way to ensure that Turkey does not descend into civil war — or go to war in Syria.

Some suggest the United States should use its leverage over the YPG to get the PKK back to the negotiating table. But it is the YPG that takes its cues from the PKK — not the other way around. Either way, the idea that the Syrian Kurds would ditch their ties with the PKK to preserve their alliance with Washington is outright naive. There will always be others — the Russians or the region's perennial mischief-maker, Iran — to step into the breach.

The only true way forward is for the United States to lean on both Turkey and the PKK to come to their senses. But the reality is that there is only so much prodding Washington and Turkey's other Western friends can do. It ultimately falls on Turkey's elected leaders to extricate themselves from this mess. Unfortunately, past experience suggests that Erdogan is more likely to dig his country into an even deeper hole. ●



FEBRUARY 18, 2016

6 Turkish soldiers killed in Kurdish rebel bombing a day after Ankara blast

ANKARA, TURKEY (CNN) FEBRUARY 18, 2016

Six soldiers were killed and another was wounded Thursday in a roadside bombing that hit an armored military vehicle in the south-eastern Turkish province of Diyarbakir, Turkey's semiofficial Anadolu news agency reported, citing the Turkish General Staff.

Turkey blamed the attack on the PKK -- a Kurdish separatist group that Turkey, the United States and the European Union have designated as a terror organization. Turkey has been battling the PKK for decades. ■



Syrie : la Turquie en travers du jeu kurde

L'artillerie d'Ankara a bombardé les positions conquises par les Kurdes à Azaz, mais ceux-ci continuent d'avancer.



À quelques kilomètres du poste-frontière de Killa, les chars et l'artillerie turcs ont pilonné, lundi, des positions kurdes au nord de la Syrie. BULENT KILIC/AFP

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot

MOYEN-ORIENT Un pied avec les Américains, qui en ont fait leur allié contre Daech. Un autre avec les Russes, chez qui les Kurdes syriens viennent d'ouvrir un bureau de représentation. Et enfin, une oreille toujours attentive aux suggestions de Damas. Dans leurs provinces du nord frontalières de la Turquie, les Kurdes jouent de l'extrême complexité d'un conflit pour avancer vers leur objectif : une autonomie territoriale dans la Syrie de demain. Quitte à s'attirer les foudres de leur ennemi et voisin turc.

Pour la troisième journée consécutive, sourde aux appels lancés par les États-Unis et la France, l'artillerie turque a bombardé, lundi, des positions kurdes autour d'Azaz. La colère turque se focalise autour de cette ville située à 5 km seulement de sa frontière qu'une coalition de combattants kurdes et arabes (les Forces démocratiques syriennes, FDS) est sur le point de conquérir. « Nous ne laisserons pas Azaz tomber », a déclaré sur un ton martial le premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, qui a intimé aux FDS de se retirer des alentours d'Azaz. Mais, malgré ces menaces, les Kurdes et leurs alliés avançaient encore lundi en plusieurs points de cette région du nord d'Alep, que les bombardements russes veulent « nettoyer » de toute présence rebelle, au prix de nombreuses victimes civiles.

Faire chuter Tall Rifaat

Les FDS ont ainsi conquis Kafranaya, un village à 2 km seulement de Tall Rifaat, l'un des trois derniers bastions des rebelles anti-Assad dans le nord d'Alep. Or la chute de Tall Rifaat est l'objectif prioritaire de Damas et de Moscou. Lundi, des combattants des FDS ont été envoyés en renfort vers Tall Rifaat, conquise aux deux tiers, mais l'aviation turque a bombardé la route qui les conduisait vers la cité convoitée par les pro-Assad. « Nous ne sommes pas avec le régime. Mais là où il y a des terroristes sur notre territoire, et même au-delà, nous sommes prêts à nous battre », explique Khaled Issa, un dirigeant kurde à Paris, en réponse au « double jeu » de ses frères syriens.

Autre conquête récente des miliciens kurdes ; l'aéroport militaire de Menagh, le dernier tenu dans le nord d'Alep par les anti-Assad. Ahmet Davutoglu a sommé les Kurdes de se retirer de Menagh. « Pas question », lui a répondu leur chef politique, Saleh Muslim. « Nous ne sommes pas aux ordres d'Erdogan, renchérit Haytham Manna, l'un des responsables des FDS. Cet aéroport était tenu par des étrangers du Front al-Nosra, c'est-à-dire par al-Qaïda. Nous avons les photos des cadavres. Nous pouvons les montrer à l'opinion internationale. On nous parle de lutte anti-terroriste et lorsque des combattants laïques défont al-Nosra, on nous en fait le reproche. Où est la logique ? », s'interroge l'opposant syrien.

Au-delà de ces avancées, les Kurdes cherchent à faire la jonction entre leurs provinces syriennes, celle proche de l'Irak à l'est vers Qamichli, jusqu'à celle d'Afrin à l'ouest. Mais pour en faire une région autonome unifiée, il leur faudra conquérir une portion longue de 90 km entre Jarabulus et Azaz, une zone mixte arabo-kurde contrôlée aujourd'hui par Daech. C'est le noeud du problème. Pour les Turcs, c'est une ligne rouge : pas d'avancée kurde à l'ouest de l'Euphrate. Washington les soutient. Dès lors, les Kurdes et leurs alliés peuvent-ils aller plus loin, en capitalisant sur les bombardements russes contre leurs ennemis communs, les rebelles islamistes ? « Nous allons calmer le jeu », assure Haytham Manna. « Nous ne nous retirons d'aucune position, mais nous n'avancerons plus. Les bombardements turcs et russes jouent contre un cessez-le-feu et les négociations de Genève. »

Des avancées sur le terrain

Sous la pression turque, la coalition kurdo-arabe avait été exclue du premier round des pourparlers intersyriens, fin janvier. Grâce à leurs dernières avancées sur le terrain, les opposants arabo-kurdes pourraient être intégrés aux prochaines discussions, prévues à la fin du mois. « Nous avons trouvé un compromis acceptable au terme duquel il y aura des Kurdes dans la délégation de l'opposition, mais on retardera la présence en son sein de certains dirigeants, comme Saleh Muslim ou moi-même », ajoute Manna.

Depuis la création des Forces démocratiques syriennes en octobre dernier, les Kurdes ont opté pour une dilution de leur influence dans une coalition de combattants arabes, afin de désarmer la Turquie. « Une grande partie de nos hommes sont membres de l'Armée des révolution-

naires, des rebelles de l'Armée syrienne libre qui nous ont rejoints », soutient Haytham Manna. La semaine dernière, un autre groupe de tribus arabes locales, les Révolutionnaires de Raqqa, a rallié les FDS. Mais ce ralliement n'a fait que renforcer la colère de la Turquie. En cinq ans

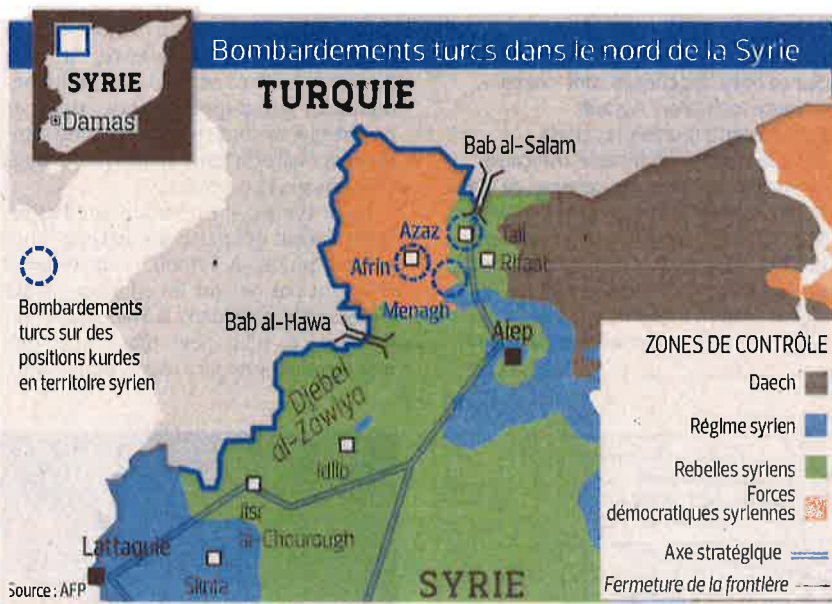
de guerre, les Kurdes ont enregistré d'incontestables succès. « Mais ils ne peuvent pas aller très loin dans leur projet de création d'une entité kurde, prévient un expert. S'appuyer sur des Arabes, cela ne marchera pas. » ■

LE FIGARO

lundi 15 février 2016

La Turquie pilonne les forces kurdes en Syrie

Tout en s'en prenant aux Kurdes, Ankara se dit prêt à une intervention au sol contre Daech et accueille des avions saoudiens.



ANNE ANDLAUER @FransizKaldm
ISTANBUL

SYRIE La Turquie a fait comprendre, ce week-end, qu'elle ne resterait pas spectatrice des grandes manœuvres qui agitent l'autre côté de sa frontière avec la Syrie, en particulier dans les environs d'Alep, au risque d'affaiblir les espoirs déjà minces d'une solution négociée.

Samedi et dimanche, son artillerie a tiré des dizaines d'obus contre les Unités de protection du peuple (YPG),

branche armée du Parti de l'union démocratique (PYD), principale formation des Kurdes de Syrie. Ces derniers avancent depuis deux semaines dans la région d'Azaz, au nord d'Alep, à cinq kilomètres de la frontière turque. Une percée permise – et soutenue – par l'offensive récente du régime de Damas et de l'aviation russe contre les rebelles syriens dans cette zone.

Officiellement, l'armée turque a « riposté » à des tirs provenant d'en face, notamment des abords de l'aéroport militaire de Menagh, repris le 10 février

par ces forces kurdes à des opposants islamistes. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, au moins deux miliciens kurdes auraient été tués.

Ankara a annoncé dans la foulée avoir répliqué à d'autres tirs visant sa province d'Hatay, plus à l'ouest, et provenant cette fois-ci de positions de l'armée syrienne.

Mais en Turquie, pas plus que chez les différents belligérants en Syrie, personne n'est dupe des intentions d'Ankara : empêcher le PYD, émanation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) que la Turquie combat depuis plus de trente ans, de conquérir d'autres territoires le long de sa frontière, au détriment des rebelles soutenus par Ankara. Et de constituer, *in fine*, un Kurdistan autonome dans le nord de la Syrie, que les

Turcs considèrent comme une question quasi vitale.

Samedi, au moment où son armée pilonnait le PYD, le premier ministre Ahmet Davutoglu a pris un ton guerrier pour intimer aux forces kurdes – qualifiées de « terroristes » – l'ordre de « s'éloigner immédiatement d'Azaz et de ses environs » et « d'évacuer l'aéroport de Menagh ». « La Turquie est déterminée à protéger ses frontières (...) et à préserver les opposants modérés, qui sont le seul espoir de la Syrie », a-t-il assené.

Un message adressé aux Kurdes, à Damas et Moscou, autant qu'aux États-Unis, qui voient le PYD comme un allié capable d'appuyer au sol leurs bombardements anti-Daech. Washington a d'ailleurs réagi très vite, exhortant Ankara à « cesser ses tirs », tandis que la France réclamait dimanche « la cessation immédiate des bombardements (...) de la Turquie dans les zones kurdes ».

Risque d'escalade

Ces bombardements interviennent au moment où Ankara se dit prêt à intensifier sa lutte contre Daech en Syrie, et même à envoyer des troupes contre les djihadistes, avec l'Arabie saoudite, « si une telle stratégie émergeait » au sein de la coalition. Le ministre des Affaires étrangères Mevlüt Çavuşoğlu a fait cette proposition samedi, alors que des avions de chasse saoudiens étaient attendus sur la base d'Incirlik, dans le sud, de la Turquie.

Mais la cible désignée – Daech – ne cacherait-elle pas un projet d'offensive terrestre contre le PYD-PKK dans le nord de la Syrie ? « Si c'est le cas, la Turquie fait une erreur monumentale, met en garde Ünal Çeviköz, ancien ambassadeur de Turquie à Bagdad et à Londres.

Une offensive contre le PYD aurait pour seul effet d'ouvrir la voie à Daech et serait perçue comme une agression par le régime syrien et ses alliés russes et iraniens, qui ne manqueraient pas de riposter. La Turquie le paierait très cher. »

Tenant tête à Ankara, le coprésident

du PYD, Saleh Muslim, a rejeté dimanche un retrait des territoires conquis récemment et a prévenu que « le peuple syrien s'opposerait » à une intervention de l'armée turque. Mais le risque d'escalade est réel, à mesure que la Turquie perd toute confiance en Washington et

en Moscou, non seulement face à leurs échecs pour négocier une « cessation des hostilités » en Syrie, mais surtout parce que ces puissances courtisent toutes les deux les milices kurdes qu'Ankara rêve d'expulser de sa frontière. ■

Le Monde DIMANCHE 14 - LUNDI 15 FÉVRIER 2016

En Syrie, des rebelles désarmés

Sans illusions sur la trêve annoncée à Munich, la rébellion anti-Assad mise sur de nouvelles livraisons d'armes

ANTAKYA (TURQUIE), MUNICH - envoyés spéciaux

Dans le nord de la Syrie, la rébellion anti-Assad est aux abois. Profitant du tapis de bombes déversé par l'aviation russe, les forces progouvernementales ont avancé jusqu'à 20 kilomètres de la frontière turque, le principal objectif de leur offensive. Le délai d'une semaine avant l'entrée en vigueur, hypothétique, de la trêve humanitaire, conclue vendredi 12 février à Munich (Allemagne), pourrait suffire à l'armée régulière et à ses supplétifs chiïtes pour combler cette distance et asséner à l'insurrection un coup dévastateur. « La pression est énorme », reconnaît le colonel Abdel Basset Al-Tawil, un ex-officier de l'armée régulière, qui est membre de l'équipe de négociation de l'opposition. « Dans trois jours, le régime peut être à Bab Al-Salamah », le nom du point de passage avec la Turquie.

A moins que les Kurdes n'y arrivent en premier. A la faveur des frappes russes, le Parti de l'union démocratique (PYD), la formation dominante dans le Kurdistan syrien, a lancé lui aussi son attaque. Ces miliciens venus d'Afrin, au nord-ouest d'Alep, ont pénétré dans la périphérie d'Azaz, une bourgade à 5 km de la frontière. Les insurgés anti-Assad sont dans une position d'autant plus critique que la présence de l'organisation Etat islamique (EI) sur leur flanc est les prive de solution de repli. « On est dos au mur », confesse Abdel Hakim Al-Noaimi, le conseiller politique d'une brigade de l'Armée syrienne libre (ASL), la branche modérée de l'insurrection. « Soit on tient, soit on disparaît. »

L'opération loyaliste, déclenchée le 1^{er} février, vise à reconquérir le corridor de 5 à 15 km de large qui relie Azaz à Alep, 50 km plus au sud.



Dans une zone tenue par les rebelles à la Ghouta, les faubourgs de Damas, après un bombardement de l'armée russe, le 12 février.

ABDULMONAM EASSA/AFP

Un axe stratégique qui permet de ravitailler en armes et en nourriture les quartiers orientaux de cette métropole, aux mains de l'opposition depuis trois ans et demi. Après avoir réussi à couper ce couloir, le 3 février, les forces pro-Assad ont entrepris de remonter vers la frontière nord, dans le sillage des bombardiers russes.

« Impossible de rivaliser avec leur puissance de feu, les armes que l'on nous livre ne font pas le poids », déplore Hassan Rajoub, un chef de l'ASL. Une référence au « MOM », la

« La vérité, c'est que l'Occident est en train de nous laisser tomber »

AHMED HAMADEM
porte-parole d'une brigade de l'ASL

salle d'opérations installée dans le sud de la Turquie où siègent des représentants des principaux partenaires de l'opposition (Etats-Unis,

France, Qatar, Arabie saoudite, Turquie) et qui fournit en armes une dizaine de brigades de l'ASL, triées sur le volet. « Nous avons récemment reçu des missiles Grad et des canons Howitzer, dévoile le colonel Rajoub. Mais ce n'est pas avec ça qu'on pourra résister aux Russes. Quand on lance dix roquettes, ils en balancent deux cents. »

Alors que les forces du régime opèrent selon une logique nord-sud, les paramilitaires du PYD suivent une stratégie est-ouest. Ils tentent de faire la jonction entre Afrin et Kobané, un autre canton kurde, 100 km plus à l'est. Avant d'attaquer Azaz, ces combattants s'étaient emparés de l'aéroport militaire de Menegh, plus au sud. Une base prise à l'armée syrienne en 2013, qui était principalement défendue par Ahrar Al-Cham, la plus puissante brigade syrienne, d'obédience salafiste, qui est financée et armée par la Turquie, la bête noire des Kurdes.

La course de vitesse engagée entre les Kurdes et le régime hypothèque la mise en œuvre du compromis scellé à Munich, entre le



secrétaire d'Etat américain John Kerry et son homologue russe, Sergueï Lavrov. Comment Bachar Al-Assad pourrait-il baisser les armes au moment où l'occasion s'offre à lui de regagner une partie de ce territoire ? Les rebelles n'y croient pas. Eux-mêmes, bien qu'au bord du gouffre et tentés de s'offrir un répit, rechignent à transformer la trêve en un cessez-le-feu de longue durée. Ils conditionnent leur acceptation au lancement d'un processus de transition politique, conforme à la résolution 2254 de l'ONU, ce à quoi Damas s'est toujours opposé.

Pour éviter la débâcle, d'avan- tage que sur l'accord de Munich, les rebelles tablent sur de nou- veaux arrivages d'armes. Selon une source bien informée, lors d'une réunion tenue mardi à An- kara, les membres saoudiens, turcs et qataris du MOM ont pro- mis à leurs protégés d'accroître leur aide d'ici à une dizaine de jours, à condition que ceux-ci par- viennent à s'unifier. « Ce qui a été livré récemment n'est rien par rap- port à ce qui pourrait l'être », confie cette source, qui a ses en- trées dans les palais du Golfe. A Reyhanli, les commandants de l'ASL confirment à demi-mot ces promesses. « L'aide du MOM a un

peu augmenté et il est possible qu'elle augmente encore, avance Hassan Rajoub. Attendez quelques jours et vous aurez des surprises. »

Bien que démoralisés, les rebel- les du Nord refusent donc de s'avouer vaincus. « L'aviation russe peut permettre au régime de reprendre la frontière, mais elle ne peut pas lui permettre de la tenir », estime Abdel Basset Al-Tawil, qui souligne le déficit récurrent en hommes des forces gouverne- mentales. Un phénomène que le recours à des milliers de chiïtes li- banais (Hezbollah), iraniens, afghans et irakiens ne compense que partiellement, ces combat- tants refusant de remplir des

fonctions de garde. « Si Bab Al-Sa- lamah tombe ou même Bab Al- Hawa [un autre terminal fronta- lier, à l'ouest d'Alep], ce sera une victoire avant tout symbolique pour Bachar, assure le colonel Al- Tawil. Il nous suffira de trouver un autre passage dans la frontière et la guerre continuera. »

Reste le sentiment croissant d'un lâchage par les Occidentaux. Aussi volontaristes soient-ils, les rebelles font le constat que le cer- cle de leurs soutiens se réduit. Les propos prêtés à John Kerry par des humanitaires syriens, qui se sont entretenus avec lui en marge de la conférence des donateurs de Lon- dres, début février, ont agi comme

un révélateur. « Qu'est-ce que vous voulez que je fasse? La guerre à la Russie? », avait-il répondu à ses interlocuteurs, qui critiquaient sa passivité face aux raids de Mos- cou. « La vérité, c'est que l'Occident est en train de nous laisser tomber, soupire Ahmed Hamadeh, le por- te-parole d'une brigade de l'ASL. Ce n'est pas de missiles Grad que nous avons besoin, c'est d'un Churchill ou d'un de Gaulle. » ■

BENJAMIN BARTHE
ET HÉLÈNE SALLON

Le président Assad déterminé à reconquérir tout le pays

BACHAR AL-ASSAD n'a pas l'intention de baisser les armes, et encore moins de quit- ter le pouvoir dans le cadre d'une transition politique. Dans un entretien accordé jeudi 11 février à l'Agence France-Presse, à Damas, quelques heures avant que les acteurs inter- nationaux du conflit syrien s'accordent à Munich sur une « cessation des hostilités », appelée à devenir un cessez-le-feu perman- ent au début de la transition politique qui doit être négociée à Genève sous l'égide des Nations unies, le président syrien a pré- senté la reconquête de tout le territoire comme « un but que nous œuvrerons à at- teindre sans hésitation ».

M. Assad dit croire « totalement aux négo- ciations et à l'action politique » mais « négocier ne signifie pas qu'on arrête de combattre le terrorisme ». Toute la subtilité est là; dans ce que le président Assad entend par « terro- risme » et avec qui il est disposé à négocier à Genève. Pour lui, l'opposition modérée « n'existe pas. La plupart des hommes armés appartiennent à ces groupes radicaux, à sa-

voir Daech [acronyme arabe de l'Etat isla- mique], Al-Nosra, Ahrar Al-Cham et autres ». « Ils [Jaish Al-Islam et Ahrar Al-Cham, deux groupes rebelles salafistes] sont allés à Ge- nève comme faisant partie de l'opposition formée par l'Arabie saoudite. Puisque l'Ar- abie saoudite soutient le terrorisme à l'échelle mondiale, ses représentants sont naturel- lement des terroristes et non des politiciens. » Et, il promet que « l'Etat fera face à toute personne qui porte les armes ».

« Erreurs »

« Les délais pour [trouver] une solution [se- ront] longs et le prix lourd », a-t-il reconnu, promettant de « faire face » à une éven- tuelle intervention saoudienne ou turque. M. Assad a nié cibler les populations civiles dans ses bombardements, évoquant des « erreurs » possibles, et a rejeté la responsa- bilité de la vague de réfugiés qui fuient les combats sur le terrorisme et l'embargo im- posé à la Syrie. Il n'a pas davantage reconnu sa responsabilité dans « l'extermination »

massive de prisonniers, comme l'en accuse une nouvelle enquête des Nations unies, une institution qu'il juge « politisée ».

Interrogé sur l'issue de ce conflit, Bachar Al-Assad estime que « la question est de sa- voir combien d'années la Turquie et l'Arabie saoudite maintiendront leur soutien au ter- rorisme et quand l'Occident fera-t-il pres- sion sur ces pays pour qu'ils cessent leur sou- tien au terrorisme ». La France, aussi à ses yeux, « soutient politiquement les terroris- tes, elle les soutenait même militairement dans certains cas ».

« Si j'arrive aux prochaines élections et que je constate que le peuple ne veut pas de moi, je ne me porterai pas candidat », assure Ba- char Al-Assad. Mais le dictateur ne se sent pas tenu par le calendrier de dix-huit mois prévu pour l'organisation de nouvelles élections par la résolution 2254 votée en décembre 2015 au Conseil de sécurité. « Il nous reste encore plusieurs années avant les prochaines élections. » ■

HÉ. S.

Syrie: Ankara accuse Moscou de se comporter "comme une organisation terroriste", menace de riposter

Kiev, 15 février 2016 (AFP)

LE PREMIER MINISTRE turc Ahmet Davutoglu a accusé lundi à Kiev la Russie de se comporter "comme une organisation terroriste" en Syrie et brandi la menace d'une "riposte" turque "extrêmement résolue".

"Si la Russie continue de se comporter comme une organisation terroriste for- çant la population civile à fuir, nous lui opposerons une riposte extrêmement résolue", a-t-il lancé lors d'une conférence de presse conjointe avec son homo- logue ukrainien Arseni Iatseniouk, selon des propos traduits en ukrainien.

"La Russie et l'organisation de l'Etat islamique en Syrie sont coupables de nom- breux crimes contre l'humanité. Et cette question doit être examinée dans le cadre du droit international", a-t-il poursuivi.

"La vraie intention de la Russie (en Syrie, ndr) est de tuer le plus grand nombre de civils, de soutenir le régime syrien et de poursuivre la guerre", a encore accusé M. Davutoglu alors que l'aviation russe soutient depuis début février l'of- fensive du régime de Bachar al-Assad contre le bastion rebelle de Alep (nord), deuxième ville de Syrie.

Ces frappes ont entraîné la fuite de dizaines de milliers de personnes que la Turquie a installées dans des camps en Syrie de l'autre côté de la frontière

turco-syrienne.

La semaine dernière, à l'issue d'intenses négociations à Munich (Allemagne), les Etats-Unis, la Russie et leurs principaux alliés, dont la Turquie, sont tombés d'accord sur "une cessation des hostilités dans tout le pays dans un délai d'une semaine", avait déclaré le chef de la diplomatie américaine John Kerry.

Ils ont également décidé un accès accru et "immédiat" de l'aide humanitaires aux civils qui fuient les combats, notamment l'offensive sur Alep.

Les accusations de M. Davutoglu interviennent quelques heures après la publi- cation d'un communiqué du ministère russe des Affaires étrangères où la diplo- matie russe se dit "gravement préoccupée" par les bombardements menés par l'artillerie turque sur les positions kurdes en Syrie pour la troisième journée consécutive.

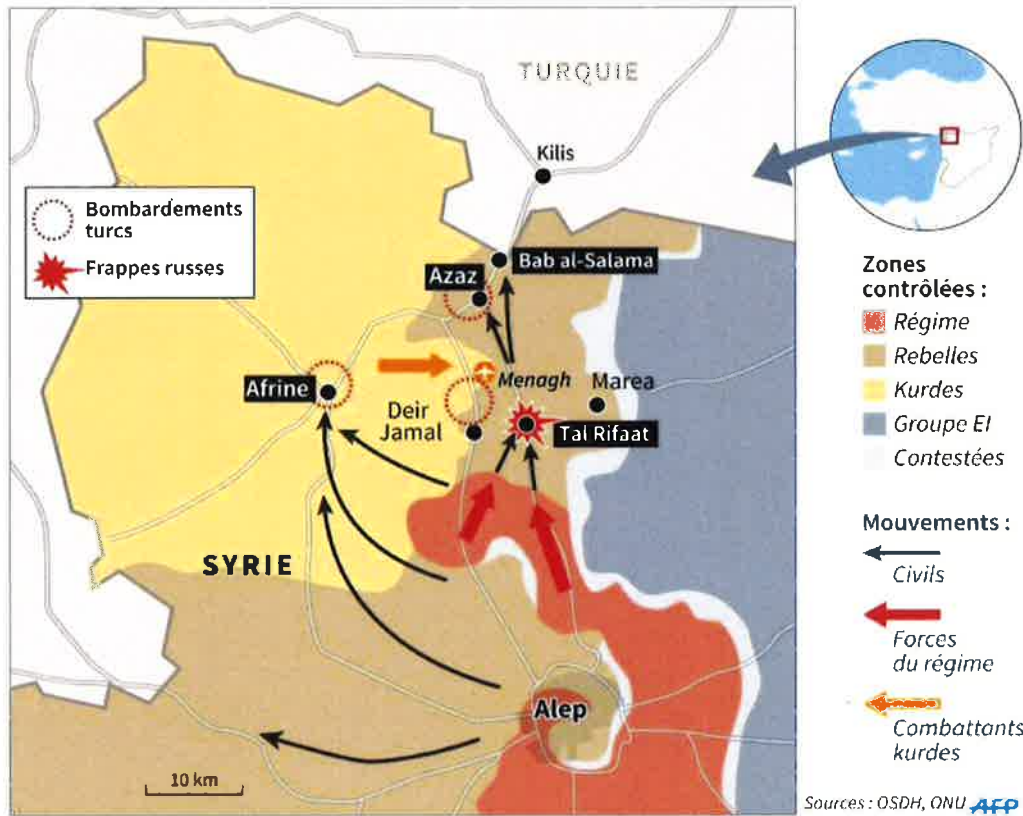
Depuis plusieurs mois, le gouvernement turc a mis en garde le Parti de l'union démocratique (PYD) kurde et son bras armé, les Unités de protection du peuple (YPG), contre toute velléité de s'installer durablement à l'ouest de l'Euphrate.

Ankara redoute que les Kurdes syriens qui contrôlent déjà une grande partie du nord de la Syrie n'étendent leur influence à la quasi-totalité de la zone fronta- lière. ●



En Syrie, les Kurdes avancent résolument vers l'autonomie

Bombardements turcs sur des positions kurdes et frappes russes



Par Rana MOUSSAOUI
Beyrouth, 16 fév 2016 (AFP)
www.liberation.fr

Les Kurdes syriens, longtemps méprisés par le régime, avancent vers l'établissement d'une zone autonome à la frontière turque, en nouant des ententes d'opportunité avec Washington mais aussi avec Moscou comme récemment dans la province d'Alep.

Au grand dam d'Ankara, leurs forces ont su tirer avantage de la déroute des rebelles dans cette région septentrionale de Syrie face au régime de Bachar al-Assad, pour s'emparer de localités dans une zone située à une vingtaine de kilomètres à peine de la frontière turque.

Dès le début de la crise en 2011, ils ont profité du retrait de l'armée de leurs régions pour lancer leur aspiration autonomiste, établissant une administration locale s'étendant du nord-ouest au nord-est du pays.

Selon le géographe et expert de la Syrie Fabrice Balanche, les Kurdes,

qui ont progressé sur le terrain notamment face aux extrémistes de l'État islamique (EI) contrôlent désormais 14% du territoire syrien (26.000 km²) contre 9% en 2012.

Et d'après l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), ils contrôlent les trois quarts des 800 km de frontière entre la Syrie et la Turquie.

Leur rêve est de connecter les trois "cantons" kurdes --Afrine et Kobané dans la province d'Alep et Jaziré dans la province de Hassaké-- en vue d'une autonomie à l'image de leurs frères irakiens.

"Le principal objectif des Kurdes est d'annexer les cantons (...) ils veulent une Syrie décentralisée avec leur système de cantons comme modèle pour le pays", affirme à l'AFP Mutlu Civiroglu, un analyste sur la Syrie et les Kurdes basé à Washington.

"Les Kurdes veulent lier Kobané et Afrine (dans Alep) afin que Rojava (Kurdistan syrien) ait une continuité territoriale", renchérit M. Balanche.

- NI RÉGIME, NI REBELLES -

Dans la bataille d'Alep entamée début février, les forces kurdes ont d'abord brisé le siège d'Afrine

imposé depuis plus d'un an par les rebelles islamistes et le Front Al-Nosra, profitant surtout les frappes aériennes russes.

Et pour relier les deux cantons d'Afrine et de Kobané, ils se préparent à la prochaine bataille contre l'EI, spécialement dans l'est de la province d'Alep.

Mais les Kurdes ne s'alignent ni sur le régime ni avec les rebelles.

"Depuis le début, ils suivent ce qu'ils appellent la 'troisième voie'. Ni avec le régime, ni avec les rebelles, car aucun des deux ne reconnaît les droits des Kurdes. Ce qui fait que ni l'un ni les autres ne sont satisfaits d'eux", explique M. Civiroglu.

Les rebelles ont d'ailleurs accusé les Unités de protection du peuple kurde (YPG), principale milice kurde en Syrie, de faire le jeu du régime en les chassant de localités et villes notamment Tall Rifaat lundi, et de la base aérienne de Minnigh.

"Nous n'avons rien à avoir avec la bataille du régime", assure à l'AFP Salah Jamil, un responsable du PYD, principal parti kurde de Syrie cha-

peautant les YPG.

"Nous avons combattu Al-Nosra et d'autres factions qui suivent la stratégie turque parce qu'ils ont assiégé nos régions et bombardé nos villages", poursuit-il.

"Maintenant, la priorité du PYD est de profiter des gains territoriaux et de nouer des alliances régionales et internationales pour devenir un acteur politique incontestable dans la Syrie nouvelle", assure Maria Fantappie, experte des kurdes en Irak et en Syrie pour International Crisis Group.

Et s'il n'a pas été admis aux négociations de Genève entre le régime et l'opposition, le PYD peut se targuer d'avoir reçu fin janvier l'envoyé spécial américain pour la lutte contre l'EI Brett McGurk, et d'avoir ouvert une représentation à Moscou.

Alarmée par cette expansion, la Turquie, qui s'est investie dans le soutien à la rébellion contre Bachar al-Assad pendant près de cinq ans, bombarde depuis samedi les positions kurdes.

De quoi embarrasser les États-Unis, qui considèrent les Kurdes comme incontournables dans la lutte contre l'EI, mais qui sont dans le même temps alliés avec Ankara, un membre de l'Otan.

- 'GARDES-FRONTIÈRES DE LA SYRIE'

Parallèlement, une entente non déclarée est apparue entre les Kurdes et les Russes qui frappent les positions rebelles et jihadistes depuis septembre. Ces frappes ont permis aux Kurdes de prendre notamment l'aéroport de Minnigh.

"Moscou ne peut pas ignorer les Kurdes qui sont la principale force combattant les jihadistes. C'est dans l'intérêt des Russes" comme des Américains, selon M. Civiroglu.

Pour la Russie, qui soutient le régime syrien, la question kurde est un moyen pour agacer la Turquie et créer des frictions entre Ankara et Washington.

D'après M. Balanche, M. Assad est gêné par l'appui russe aux Kurdes, mais n'a pas le choix, "son avenir étant lié au soutien de la Russie".

Le président russe Vladimir "Poutine était très clair avec lui en échange de son intervention directe: un appui illimité aux Kurdes syriens pour créer leur État autonome dans le Nord", dit l'analyste qui collabore actuellement avec le Washington Institute.

"Les Kurdes seront ainsi les gardes-frontières de la Syrie". ♦

Dispute Over Kurds Threatens U.S.-Turkey Alliance

By RICK GLADSTONE FEB. 19, 2016
<http://www.nytimes.com>

Escalating tensions between Turkey and the United States, which now jeopardize their alliance in the Syria conflict, can be traced to the Kurds, a Middle East people who do not have a state of their own. Here are five questions about the Kurds and their role in the rapidly evolving events in Syria and Turkey:

Q. Who are the Kurds, where do they live and what do they want?

A. The Kurds are an indigenous ethnic group with a population of 25 million to 35 million. They are basically spread through four countries — Turkey, Syria, Iraq and Iran, with lesser numbers in Armenia and Azerbaijan. They primarily follow the Sunni branch of Islam, share cultural identities and speak variants of the Kurdish language. Historically they resided in the Zagros Mountains, a range that straddles parts of these countries, commonly known as Kurdistan or land of the Kurds. But they are divided politically, reflecting a long history of uprisings for autonomy that have repeatedly been crushed.

Q. Why have the Kurds become such a priority for Turkey?

A. Turkey has historically worried about aspirations of Kurdish autonomy because it has more Kurds — at least 15 million — than any other country. They reside mostly in the southeast, which shares borders with Syria, Iraq and Iran. The Turks have been suppressing a violent Kurdish insurgency since the late 1970s led by the Kurdish Workers' Party, or P.K.K., a militant group regarded by both Turkey and the United States as a terrorist organization. A short-lived peace process collapsed last year.

Now the Turks say the P.K.K. is collaborating with Kurdish militants in northern Syria, known as the People's Protection Units, or the Y.P.G., to establish an autonomous region spanning both countries.

Q. Are the Kurdish militants in Syria different from the Kurdish militants in Turkey?

A. That depends on whom you ask. The United States says they are dif-

ferent, arguing that Y.P.G. fighters are basically focused on protecting Kurdish areas in Syria from the ravages of the civil war and are successfully fighting the Islamic State militant group, which is based in eastern Syria. The Turks say the Y.P.G. fighters basically share the same goals as the P.K.K. — secession through armed struggle — and that the United States should regard them all as terrorists.

Q. Why has this difference of opinion between Turkey and the United States, which are NATO allies, escalated into a huge problem?

A. The United States is actively supporting the Y.P.G. fighters while Turkey is attacking them, which threatens to cause a deeper rupture in Turkish-American relations. Turkish forces have been shelling Y.P.G. positions in Syria since last weekend over American objections, and on Thursday Turkish officials intensified the pressure on the United States by accusing the Y.P.G. of responsibility for a bombing in Ankara on Wednesday that killed 28 people. President Recep Tayyip Erdogan of Turkey has said the United States must make a choice of loyalties, implying a further schism with the Americans is possible.

Q. How might the Kurdish dispute between Turkey and the United States affect the Syrian war?

A. It could further complicate and prolong the conflict, now five years old, between President Bashar al-Assad of Syria and his array of rebel foes. Turkey and the United States are among the most important opponents of Mr. Assad, whom they accuse of butchering his own people. So American-Turkish frictions over the Kurds can indirectly benefit him and his allies, Russia and Iran.

The Americans have strongly signaled that they will not join Turkish calls for a military ground operation in Syria, even as Mr. Assad's forces, emboldened with Russian and Iranian help, are regaining territory and strengthening his position should peace talks take place. The United States also has made it clear that it will not be drawn into the possibility of a direct military confrontation with Russia in the Syrian conflict. ■

KURDISHGLOBE BE 22 February 2016

Iraq's Sunnis Call for Independent State

22 févr. 2016
www.kurdishglobe.net

Iraq's Sunnis believe an independent state or a federal region like that of Kurdistan is the key to solving their problems in the country. Kurdish politicians have encouraged their leaders to accelerate the declaration of independence.

Before the Islamic State invasion into parts of Kurdistan, Iraqi's Sunnis were generally in favor of Iraq's unity and opposed Kurdish independence, yet their stance has changed with their circumstances. They remain concerned, however,

that Kurds may turn their back on them if they announce independence.

Sunni leaders claim that the United States, the international community, and Arab countries, especially Saudi Arabia and Qatar, support independence for Iraqi Sunnis.

Last week, Sunnis gathered in Kurdistan Region for a conference on the issue where they decided to openly work for independence or a federal region like Kurdistan. They have also opened an official representative office in the U.S.

Reports suggest that immediately after the start of the ISIS war, roughly forty Sunni Arab leaders presented the idea of independence to the U.S.

Adnan Dlemi, a Sunni politician participating in the conference, said this decision is a result of the pressures by the Iraqi government against Sunnis.

Bakir Hamasiddiq, a Kurdish politician and former member of Iraqi parliament, said the efforts by Sunnis for an independent state are getting more serious than ever.

"Now Kurds need to streng-

then themselves politically and militarily and control their borders so as not to become weaker than any potential neighboring Sunni state," said Hamasiddiq. "It is also important for Kurds to become aware of the steps of the process and create a good relationship with them [Sunnis]."

Reports suggest that the Sunnis want Ninawa, Salahaddin, and parts of Kirkuk, Anbar and DIALA Provinces to become part of the Sunni state — they do not claim Baghdad, which should stay as the capital of the whole country. ■

REUTERS

Turkey calls for unconditional US support against Kurdish YPG

ANKARA | February 20, 2016 By Ece Toksabay / REUTERS

TURKISH Prime Minister Ahmet Davutoglu on Saturday called on the United States to give unconditional support in the fight against Syrian Kurdish militants, illustrating growing tension between Ankara and Washington over policy in northern Syria.

Davutoglu also said Turkey would tighten security across the country, especially the capital, after a car laden with explosives was detonated near military buses in Ankara on Wednesday, killing 28 people.

Turkey says the Syrian Kurdish YPG, which the United States is backing in the fight against Islamic State in Syria, was involved in the bombing, working with the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK).

Washington, which does not consider the YPG a terrorist organisation, has said it is not in a position to confirm or deny Ankara's charge the militia was behind the bombing.

"The only thing we expect from our U.S. ally is to support Turkey with no ifs or buts," Davutoglu told a news conference following a five-hour security meeting with members of his cabinet and other officials.

"If 28 Turkish lives have been claimed through a terrorist attack we can only expect them to say any threat against Turkey is a threat against them."

The disagreement over the YPG risks driving a wedge between the NATO allies at a critical point in Syria's civil war, as the United States pursues intensive talks with Syrian ally Russia to bring about a "cessation of hostilities".

The Kurdistan Freedom Hawks (TAK), a group that once had links to the

PKK, on Friday claimed responsibility for the bombing. However, Davutoglu said that did not rule out the responsibility of the YPG, calling the TAK a "proxy" that claimed the bombing to shield the international reputation of the Syrian Kurdish fighters.

YPG DENIAL

The YPG's political arm has denied the group was behind the Ankara attack and said Turkey was using the bombing to justify an escalation in fighting in northern Syria.

Turkey reserves the right to carry out operations at home and abroad against terror threats, President Tayyip Erdogan was quoted as saying on Saturday, in comments that suggest Ankara could increase shelling of YPG positions.

"Turkey will use its right to expand its rules of engagement beyond (responding to) actual attacks against it and to encompass all terror threats," the pro-government Daily Sabah newspaper quoted him as saying at a speech in Istanbul.

Washington has called on Turkey to stop its recent shelling of the YPG. Ankara says it is doing so within the rules of engagement and in response to cross-border fire from the insurgents.

President Barack Obama on Friday spoke to Erdogan in an 80-minute telephone call, sharing his concerns over the Syrian conflict and promising his support.

A State Department spokesman later told reporters Washington would continue to support organisations in Syria that it could count on in the fight against Islamic State - an apparent reference to the YPG. ●

ZAMAN

FEBRUARY 22, 2016

Gov't closes school providing education in Kurdish in Diyarbakır

TODAY'S ZAMAN / ISTANBUL
February 22, 2016,
www.todayszaman.com

The government closed down a primary school in Diyarbakır providing education in the Kurdish language on Sunday, which also happened to be International Mother Language Day.

The police locked the building of the Ali Erel Primary School after the provincial branch of the Education Ministry in Diyarbakır decided to shut the Kurdish school down.

The school, which was opened in Kayapınar in October of last year, was providing education to 60 students. Diyarbakır Co-Mayor Gültan Kışanak and pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) deputies İmam Taşçer and Nursel Aydoğan had

attended its inauguration ceremony held on Oct. 5.

During her speech at the ceremony, Kışanak had said education in one's mother tongue is a fundamental right.

The provincial educational branch said it decided to close down the school because it did not have a license, adding that the Diyarbakır Governor's Office had already warned the school that it would be forced to close by November 2015 for operating without a license.

The school administration told the media the closure was unlawful and that they would file an appeal against the decision.

Three private primary schools offering education in Kurdish were opened in the southeastern provinces of Diyarbakır, Şırnak and Hakkari on Sept. 15, 2014 with



The police locked the building of the Ali Erel Primary School after the provincial branch of the Education Ministry in Diyarbakır decided to shut the Kurdish school down. (Photo: Cihan)

the start of the new 2014-2015 academic year.

A democratization package introduced by the government in September 2013 made it possible for students to receive education in their mother tongue. Schools can provide education in languages other than the official language of Turkish. The package paved the way for Kurds, who have long demanded the government offer full education in their mother tongue, to establish private schools providing education in Kurdish. ♦

Syrie: Russie et Turquie au bord de l'affrontement



La tension est à son comble entre Moscou, qui bombarde les opposants à Assad, et Ankara, qui pilonne les Kurdes. Dans ce conflit où chacun attaque les rebelles soutenus par l'adversaire, les risques d'une conflagration régionale n'ont jamais été aussi élevés.

Ankara accuse Moscou de « crimes de guerre » et se dit prêt à une intervention terrestre, promettant de ne pas agir seul. Pour l'instant.

Un conflit qui tend vers la conflagration régionale

ADRIEN JAULMES @AdrienJaulmes

ALORS que le régime syrien de Bachar el-Assad et ses alliés russes et iraniens se rapprochent de la frontière turque, la guerre en Syrie menace de plus en plus de déboucher sur une conflagration régionale. Les tensions entre la Turquie et la Russie ont atteint un nouveau seuil. Chacun bombarde les rebelles soutenus par l'adversaire et s'accuse mutuellement de soutien au terrorisme, augmentant les risques d'un incident qui pourrait dégénérer en affrontement direct. L'opération de reconquête du nord de la Syrie par le régime de Damas a bousculé ces dernières semaines toutes les lignes de front, en même temps qu'elle a fait capoter les pourparlers de paix tenus à Munich.

Elle n'est pas une énième tentative d'une armée syrienne épuisée pour reprendre le contrôle d'Alep, la deuxième ville du pays, mais une opération multinationale d'un genre nouveau. L'armée syrienne n'est plus l'élément principal.

Les troupes de choc de cette offensive sont des combattants chiïtes du Hezbollah libanais ou des miliciens chiïtes irakiens (ou même afghans, recrutés chez les Hazaras). Elles sont commandées par un général et des conseillers militaires iraniens. Et l'opération est planifiée et appuyée par un état-major et l'aviation russes. L'armée syrienne est le plus souvent déployée en deuxième ligne ou sur des points de contrôle une fois le terrain conquis.

En face, on trouve des groupes rebelles de diverses obédiences, dont la plupart possèdent de puissants parrains étrangers. Allant d'al-Qaida, représenté par sa branche syrienne de Jabhat al-Nosra, aux salafistes d'Ahrar al-Cham et aux rebelles locaux, ces groupes sont armés, financés et équipés par l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie, ou pour certains par les États-Unis.

Ajoutant un degré supplémentaire de complexité à la situation, les Forces démocratiques syriennes (FDS), coalition rassemblant l'YPG (milice kurde proche du PKK, le parti kurde de Turquie)

et une faction rebelle arabe syrienne, ont profité de cette offensive pour étendre leur zone de contrôle, soit avec l'accord tacite du gouvernement syrien, soit avec celui des rebelles qui ont dû abandonner leurs positions. Les FSD ont pu s'emparer de la ville agricole de Tall Rifaat et avancer en direction de celle de Marea, deux bastions de la rébellion non djihadiste depuis le début du soulèvement. Et les Kurdes syriens se retrouvent ainsi alliés en même temps des Américains et des Russes.

Cette avancée des milices kurdes syriennes a suscité une vive réaction de la Turquie : le recul de la rébellion dans la région d'Alep représente déjà un revers personnel pour le président Erdogan, qui a tout misé depuis le début du soulèvement syrien sur une victoire rebelle et une chute de Bachar ; la constitution d'un territoire kurde contrôlé par un YPG affilié au PKK serait, du point de vue d'Ankara, une catastrophe. La première réponse est venue sous la forme de tirs d'artillerie. Depuis samedi, les canons turcs ont ouvert le feu par-dessus la frontière sur des positions des FDS à Tall Rifaat et à Azaz, la ville qui contrôle l'accès à la frontière et sert de cordon ombilical à la rébellion dans la région d'Alep (ainsi que de route aux volontaires djihadistes étrangers rejoignant la Syrie). ➤

Entre naïveté et calcul cynique, la faiblesse américaine face au chaos syrien

➤ Le premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, a dénoncé les bombardements « barbares et lâches » de la Russie et accusé l'YPG d'être « un pion de la Russie en Syrie ». Il a aussi menacé de nouvelles attaques si les Kurdes poursuivaient leurs mouvements, et notamment vers Azaz.

Les risques viennent de la concentration de forces aux objectifs opposés dans une zone réduite, multipliant ainsi les probabilités d'incidents, terrestres ou aériens

Pour sa part la Russie accuse Ankara de soutenir les djihadistes d'al-Qaïda et de l'État islamique, et de les laisser transiter librement sur son territoire. Membre de l'Otan, mais à la politique syrienne ambiguë, la Turquie réclame à présent une opération terrestre sur le territoire syrien, et tente de trouver des alliés. Cette opération, selon les Turcs, viserait tous les groupes terroristes, appellation qui recouvre, du point de vue de la Turquie, l'État islamique mais aussi les Kurdes et les forces du régime de Damas. Les États-Unis et les Occidentaux excluent d'y participer, mais l'Arabie saoudite a déjà déclaré être prête à envoyer des troupes pour lutter contre l'État islamique. L'Iran a déjà prévenu que le déploiement de troupes saoudiennes en Syrie serait une « violation du droit international ».

Les relations entre Poutine et Erdogan sont exécrables depuis la destruction d'un avion russe par la Turquie en novembre dernier. Mais les risques viennent surtout de la concentration de forces aux objectifs opposés dans une zone relativement réduite, multipliant ainsi les probabilités d'incidents, terrestres ou aériens. Le terrible conflit syrien, commencé comme une guerre civile avant de muter en une guerre confessionnelle livrée par alliés et guérillas interposés, pourrait ainsi entrer dans une nouvelle phase, celle d'un affrontement direct entre la Russie et la Turquie. ■

LAURE MANDEVILLE @lauremandeville
CORRESPONDANTE À WASHINGTON

« À PART JOHN KERRY, qui pense encore que l'accord de cessez-le-feu de Munich peut tenir ? Personne ! Cet accord est mort-né avant même d'être entré en vigueur ! Bachar dit qu'il tirera sur tous les terroristes, les Russes font la même chose. Les Américains s'indignent... On est dans un théâtre de l'absurde, qui nous emmène vers une catastrophe », dit Joseph Bahout. Le commentateur désabusé de ce chercheur franco-libanais, basé à la Carnegie à Washington, traduit l'inquiétude et la désillusion profonde qui nourrissent le débat sur la Syrie. À trois jours de l'entrée en vigueur supposée d'un cessez-le-feu improbable, les États-Unis projettent l'image d'une puissance bafouée par la Russie, qui continue de pilonner sans vergogne les civils d'Alep et l'opposition armée soutenue par les Occidentaux, au lieu de s'en prendre à Daech. « Le jeu russe nous discrédite, nous apparaissions ridicules et faibles », constate l'ancien ambassadeur John Herbst, chercheur à l'Atlantic Council. Il pense que l'Amérique aurait dû instaurer une zone de non-survol avant l'entrée des Russes, ce qui « aurait changé la donne et empêché la déferlante migratoire en Europe ». « Nous nous sommes fait déborder par Poutine en Syrie, confirme au Washington Post l'ancien ambassadeur Nicholas Burns. Nous sommes humiliés. »

Beaucoup à Washington expliquent l'étrange inaction américaine par le double attelage de sa diplomatie. D'un côté, un John Kerry donquichottesque, persuadé qu'un accord avec les Russes est possible. « Il s'est fait promener par Lavrov, il a toujours en lui cette conviction naïve que la négociation mènera à la paix, mais notre main est faible en l'absence de moyens sur le terrain », note Herbst. Ce « côté Pangloss » « prêt à prendre ses désirs pour des réalités » est aussi noté par Joseph Bahout. Mais les deux hommes, comme beaucoup d'observateurs, n'étaient pas l'accusation de naïveté au « réaliste » Barack Obama, dont le calcul est selon eux plus cynique et mû par l'idée centrale que la question syrienne est ingérable et que l'Amérique doit se tenir à l'écart, en misant sur un essoufflement des Russes à long terme. « Obama veut éviter l'option libyenne, la mise à terre d'un régime qui mène au chaos », note Herbst. « Il est probable qu'il s'agisse d'un jeu délibéré du président et de son désir de redessiner les lignes au Moyen-Orient en faisant affaire avec Moscou », confirme Bahout, qui juge l'approche très dangereuse. Dans le Washington Post, Fred Hyatt, qui reflète souvent le consensus washingtonien, écrit que Kerry a servi « d'anesthésiant » pour le choix d'inaction d'Obama.

Cette hypothèse est confirmée au Figaro par une source proche du renseignement américain : « Ce qui se passe n'a rien de naïf, Obama ne se fait nullement manipuler. Nous voulons changer dramatiquement le jeu au Moyen-Orient et nous avons un accord de base avec les Russes depuis l'été. Nous les testons, ils nous testent. Le consensus russo-américain est que nous voulons préserver la colonne vertébrale de l'État baasiste... » Cette même source appelle à la « patience stratégique » et affirme que « la Russie ne pourra pas soutenir longtemps son engagement militaire en Syrie », « si elle veut survivre économiquement »...

Ce « calcul » suscite de grands doutes, car la Russie engrange des gains tactiques sur le terrain qui changent de facto la



« Nous nous sommes fait déborder par Poutine en Syrie. Nous sommes humiliés »

NICHOLAS BURNS,
ANCIEN AMBASSADEUR AMÉRICAIN

donné. « Assad regagne du terrain, le Kremlin applique la tactique du rouleau compresseur utilisée en Tchétchénie, son espoir est sans doute d'aider le régime à reprendre tout le pays, à mon avis une erreur », note John Herbst, qui prédit que les Russes trébucheront quand ils se retrouveront face à l'État islamique. Mais il note qu'en laissant le champ libre à Moscou, les Américains ont pris le risque d'une aggravation du chaos régional et d'une déstabilisation de l'Europe qui profite à Vladimir Poutine. « Les Américains se comportent comme si rien ne bougeait, mais tout bouge : en Europe, la vague migratoire pourrait faire rebasculer l'Europe de l'Est vers Moscou et affaiblir le lien transatlantique », confirme Bahout, qui voit venir une « partition syrienne », avec d'un côté une Syrie poutino-assadienne et de l'autre « un vaste Somalistan sunnite », susceptible de gangrener les voisins.

Les Américains sont aussi confrontés à l'autonomisation croissante des alliés turc et saoudien, qui menacent de s'immiscer directement au sol, au grand dam de Washington. Alors qu'Herbst juge une entrée de troupes saoudiennes et turques « peu probable », Bahout la juge possible « car ces pays se demandent si l'alliance avec Washington vaut encore quelque chose quand toutes les lignes rouges ont été franchies par Assad et Moscou ». À Washington, conclut-il, « la grande peur est que dans un an, quand une autre administration arrivera, les faits accomplis soient tellement irréversibles qu'il ne soit plus possible de faire quoi ce soit pour endiguer le cancer ». ■



Attentat en Turquie : Ankara accuse une milice kurde de Syrie, qui dément

Turquie: un Kurde de Syrie identifié par la police comme l'auteur de l'attentat d'Ankara

20 Minutes avec AFP / 18.02.2016
www.20minutes.fr

L'auteur de l'attentat à la voiture piégée mercredi soir à Ankara a été identifié comme étant un Syrien de 23 ans, a déclaré ce jeudi le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu. Cette attaque a fait 28 morts et 61 blessés, dont 30 ont quitté l'hôpital après des premiers soins, selon l'état-major turc.

NEUF INTERPELLATIONS DANS LE CADRE DE L'ENQUÊTE

« Cette attaque terroriste a été commise par des éléments de l'organisation terroriste PKK en Turquie et un milicien des YPG (Unités de protection du peuple) », milices kurdes de Syrie, a précisé le Premier ministre à la presse, ajoutant la police avait déjà procédé à neuf interpellations dans le cadre de son enquête.

Le gouvernement islamo-conservateur d'Ankara accuse les YPG et le



PYD d'être des organisations « terroristes » car proches du PKK, qui mène depuis 1984 une lutte armée sur le sol turc.

ENTRÉ EN TURQUIE EN TANT QUE RÉFUGIÉ

Les quotidiens Yeni Safak (proche du gouvernement) et Sözcü (opposition) avaient dans un premier temps annoncé que le conducteur du véhicule bourré d'explosifs qui a détruit plusieurs bus militaires près

de l'état-major de l'armée était Salih Nekar, mort lors de l'explosion.

Il a été identifié par la police scientifique grâce à ses empreintes digitales, enregistrées par les services de l'immigration lors de son entrée récente sur le territoire turc en tant que réfugié, selon les deux journaux.

LE PKK DÉMENT

Le chef du Parti de l'union démocratique (PYD) a démenti ce jeudi toute

implication de son bras armé, les Unités de protection du peuple (YPG), dans l'attentat.

« Nous démentons toute implication dans cette attaque (...) et ces accusations sont clairement liées à la tentative d'intervenir en Syrie », a affirmé Saleh Muslim. « Nous n'avons jamais entendu parler de Salih Nekar », a-t-il ajouté.

LES BASES DU PKK VISÉES PAR ANKARA

En réponse à cet attentat, l'aviation turque a mené tard mercredi des frappes contre des bases rebelles du PKK en Irak, a annoncé l'armée jeudi.

Ces bombardements ont visé un groupe de 60 à 70 combattants du PKK, dont des officiers, dans le secteur d'Haftanin, non loin de la frontière syrienne, a précisé le commandement militaire sur son site interne. ■

Syrie : une série d'attentats de Daech fait plus de 140 morts

22-fev 2016
www.metronews.fr

ATTENTATS - Au moins 142 personnes ont été tuées dimanche dans une série d'attentats ayant frappé Homs et le sud de Damas, capitale de la Syrie. En fin de journée, l'organisation terroriste Etat islamique a revendiqué ces actes.

Tragique journée en Syrie. Au moins 142 personnes, selon un dernier bilan, ont été tuées dimanche dans une série d'attentats spectaculaires revendiqués par les djihadistes de l'Etat islamique (EI) dans des zones tenues par le régime en Syrie. Homs, troisième ville du pays, a été la cible d'un double attentat à la voiture piégée, le plus sanglant du genre sur son sol depuis 2011 avec 59 morts, selon une ONG. Quelques heures plus tard, c'est Sayeda Zeinab, un quartier à majorité alaouite, qui

était pris pour cible.

L'attaque de ce quartier situé à 5 km au sud de Damas et abritant un haut lieu du chiisme, a causé la mort d'au moins 83 personnes et 160 autres ont été blessées, selon l'agence Sana. Revendiquant aussi cette attaque, l'EI a affirmé que deux de ses kamikazes s'étaient fait exploser à 400 mètres du mausolée de Sayeda Zeinab, l'une des petites-filles du prophète Mahomet vénérées par les chiites. L'EI a également menacé de mener de nouvelles attaques. L'organisation extrémiste n'a pas fait état d'un troisième attentat comme l'ont fait l'OSDH et la télévision d'Etat syrienne.

"L'EI veut envoyer un double message"

C'est dans ce contexte meurtrier et malgré les échecs des précédentes tentatives d'instaurer un cessez-le-feu



Le site du double attentat à la voiture piégée dans la banlieue de Homs, le 21 février 2016. - STRINGER (AFP)

dans ce pays ravagé par la guerre, que le secrétaire d'Etat John Kerry a annoncé à Amman "un accord provisoire en principe" avec la Russie sur les modalités d'une trêve, qui "pourrait commencer dans les prochains jours". D'après Rami Abdel Rahmane, le directeur de l'OSDH, l'EI, visé à la fois par les frappes de la coalition internationale menée par les Etats-Unis mais aussi par les frappes russes, veut envoyer un double message.

"C'est un message d'abord à la communauté internationale pour montrer qu'ils (les djihadistes de l'EI) sont tou-

jours puissants malgré les frappes", affirme-t-il. Selon lui, Daech profite aussi de l'affaiblissement des rebelles dans le nord de la Syrie face à l'armée pour "montrer qu'il est seul capable de frapper le régime dans ses fiefs, ainsi que les chiites et les alaouites". La multiplication des protagonistes, les divisions internationales et la montée en puissance de Daech et du Front Al-Nosra, ont miné les efforts pour un règlement du conflit qui a fait en près de cinq ans plus de 260.000 morts et poussé à la fuite plus de la moitié de la population. ●

Des rebelles syriens en renfort contre les Kurdes

500 rebelles syriens sont passés de Turquie en Syrie pour aider Ankara dans sa lutte ouverte contre les kurdes près d'Azaz.



Un demi-millier de rebelles syriens ont franchi la frontière turque pour prêter main forte aux insurgés dans le nord de la Syrie contre les forces kurdes, qu'Ankara bombardait pour le sixième jour consécutif. (Mercredi 17 février 2016)



La Turquie bombarde depuis trois jours des positions kurdes dans le nord de la Syrie, malgré les appels de Washington et Paris, à la fois alliés d'Ankara au sein de l'OTAN, mais qui soutiennent également les Kurdes syriens, considérés comme les plus efficaces dans la lutte contre les jihadistes de l'EI. (Lundi 15 février 2016)

18 février 2016
<http://www.20min.ch>

Un demi-millier de rebelles syriens ont franchi la frontière turque pour prêter main forte aux insurgés dans le nord de la Syrie contre les forces kurdes, qu'Ankara bombardait pour le sixième jour consécutif.

Au moins 500 rebelles ont traversé mercredi la frontière turque pour se rendre dans la ville syrienne d'Azaz dans la province d'Alep «sous la supervision des autorités turques», a indiqué à l'AFP Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). «Ils veulent prêter main forte aux insurgés face à la progression des forces kurdes dans le nord de la province», a-t-il ajouté.

A la suite d'une vaste offensive de l'armée appuyée par les frappes aériennes russes, les rebelles ont perdu plusieurs villes et localités de la province d'Alep qui était considérée comme leur fief.

SECONDE VAGUE

Le 14 février, près de 350 rebelles étaient déjà passés à travers le poste-frontière d'Atmé, munis d'armes légères et lourdes.

De son côté, alarmée par la pro-

gression des forces kurdes près de sa frontière, la Turquie, qui soutient la rébellion contre Bachar el-Assad, bombardait dans la nuit de mercredi à jeudi leurs positions notamment à Tall Rifaat, dans la province d'Alep morcelée entre régime, rebelles, djihadistes et kurdes.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a réaffirmé mercredi la détermination de son pays à poursuivre ses frappes contre les milices kurdes de Syrie, assurant qu'il n'accepterait jamais la constitution d'un nouveau bastion kurde à sa frontière.

«PAS QUESTION D'ARRÊTER»

«Ils (nos alliés) nous demandent d'arrêter les tirs sur le PYD (Parti de l'union démocratique), d'arrêter les tirs sur les YPG (Unités de protection du peuple, les milices du PYD). Désolé, il n'est pas question pour nous d'arrêter», a déclaré M. Erdogan lors d'un discours prononcé devant des préfets à Ankara.

«Nous n'accepterons jamais de nouveau Kandil (la base arrière du Parti des travailleurs du Kurdistan en Irak, ndlr) à notre frontière sud», a-t-il souligné.

Quelques heures après ce discours, la Turquie, acteur de poids dans la crise syrienne, a été secouée par un attentat à la voiture

piégée visant un convoi militaire qui a fait au moins 28 morts et 61 blessés en plein centre d'Ankara. L'attentat n'a pas été revendiqué dans l'immédiat.

Depuis samedi dernier, l'artillerie turque vise des positions tenues par les milices kurdes des YPG, qui ont profité de l'offensive des forces du régime de Damas, appuyées par les raids aériens russes, pour avancer jusqu'aux alentours d'Azaz.

LA TRÊVE S'ÉLOIGNE

Les Etats-Unis, l'Union européenne ou la France ont exhorté Ankara à mettre un terme à ces frappes, qui ont rendu très improbable la trêve censée entrer en vigueur cette semaine en Syrie et compliqué un peu plus la recherche d'une solution politique.

La Turquie accuse le PYD et les YPG d'être des organisations «terroristes» car proches du PKK, qui mène depuis 1984 une rébellion meurtrière sur son sol.

Elle redoute que leurs combattants, qui contrôlent déjà une grande partie du nord de la Syrie, n'étendent leur influence à la quasi-totalité de la zone frontalière avec la Turquie et y déclarent l'autonomie.

Malgré un accord pour une cessation des hostilités d'ici la fin de la semaine, les frappes aériennes russes et de l'armée syrienne se poursuivent, voire s'intensifient, a indiqué un porte-parole américain.

AIDE HUMANITAIRE

Ravagée par la guerre depuis près de cinq ans, la Syrie doit faire face à une crise humanitaire extrêmement grave, plus de la moitié des 23 millions de Syriens ayant dû fuir leur foyer.

La chancelière allemande Angela Merkel a jugé «insupportable» la situation humanitaire et insisté sur sa proposition de zone d'exclusion aérienne en Syrie pour protéger les civils.

Plusieurs dizaines de camions d'aide ont pénétré mercredi dans des villes et localités assiégées en Syrie, une première assistance humanitaire depuis l'accord de Munich sur un accès immédiat aux civils en détresse dans ce pays ravagé par la guerre.

En visite à Damas, l'émissaire de l'ONU Staffan de Mistura avait annoncé mardi l'acheminement de ces aides. ●

Turquie : «Erdogan a exporté la question kurde, Ankara en paie le prix»

FIGARO VOX/ENTRETIEN - Un attentat a fait 28 morts dans la capitale turque ce mardi. Ankara a pointé la responsabilité du PKK. Pour Kadri Gürsel, la guerre turco-kurde ne s'en verra que renforcée.

FIGARO VOX Vox Monde
Par Eléonore de Vulpillières
19/02/2016 — www.lefigaro.fr

LE FIGARO. - Un attentat à la voiture piégée a fait 28 morts et 61 blessés mercredi 17 février à Ankara. Les autorités turques ont désigné un jeune Syrien de 23 ans qui serait membre de la branche armée du PKK. Quelle est votre analyse sur les implications politiques qu'aura cet attentat?

Kadri GURSEL. - La stratégie d'Erdogan est d'empêcher les Kurdes syriens de s'emparer de nouveaux territoires qui auraient menacé le corridor qui existe entre la Turquie et Alep, vital et stratégique pour Ankara. Ce corridor, c'est l'autoroute du djihad. Aujourd'hui, celui-ci est fermé, il n'y a plus de passage terrestre possible. Erdogan voulait pousser son armée vers la Syrie. Il veut intervenir.

Ce qui est extrêmement bizarre, c'est qu'après chaque attentat, les services de renseignement parviennent très rapidement à identifier l'auteur, dans la journée, ou dès le lendemain. Les autorités turques, par la voix du Premier ministre Davutoglu, viennent ce matin d'incriminer un jeune



Kadri Gürsel était éditorialiste du quotidien turc Milliyet. Après un tweet largement repris sur les réseaux sociaux turcs, il a été licencié du journal avec lequel il collaborait depuis vingt ans. Il est l'auteur de Turquie, année zéro, paru en février 2016 aux éditions du Cerf.

Syrien du PKK. Pourtant, jamais ces services n'arrivent à anticiper ces attentats. S'il s'avère que l'attentat d'hier est bel et bien du fait d'un milicien pro-kurde, la guerre entre armée turque et militants kurdes ne pourra que s'intensifier.

Dans votre livre, Turquie année zéro, vous dénoncez la position ambiguë d'Erdogan dans la crise syrienne. Celui-ci préfère-t-il que Daech prenne l'avantage sur les Kurdes?

En effet, le premier problème de M. Erdogan n'est pas Daech mais la question kurde. Il a exporté cette problématique en-dehors des frontières turques. Il se sent davantage menacé par le PKK que par l'Etat islamique.

Les services de sécurité turcs ont accusé le parti kurde syrien PYD d'avoir commis l'attentat. Daech n'a

revendiqué pour le moment aucun attentat en Turquie. Celui du 12 janvier à Istanbul, dans lequel douze touristes allemands ont été tués, a été réalisé par un Saoudien. Daech est dans une logique terroriste autonome. Mais les attentats de Suruç (20 juillet 2015), et de la gare centrale d'Ankara (10 octobre) ont été perpétrés par des djihadistes radicalisés en Turquie, et ayant combattu en Syrie avant de revenir commettre ces attentats en Turquie.

Quelle pourrait être l'évolution du conflit ouvert avec les Kurdes?

Le leader du PYD a bien mis en avant le fait que son mouvement n'avait aucun intérêt à frapper la Turquie. Même si le PKK est actuellement en guerre contre Ankara, il ne voit pas, à l'heure actuelle, la Rojava (Kurdistan syrien) faire sécession de la Syrie.

Le Parti de l'union démocratique (PYD) a produit une déclaration qui démentait toute implication dans les attentats d'hier. Sa branche armée, Unités de protection du peuple (YPG), s'est désolidarisée de l'attentat. Un des leaders les plus importants du mouvement kurde de Turquie (PKK) a déclaré qu'il ne savait pas qui avait perpétré ces attentats, et que les assaillants pouvaient être des jeunes Kurdes en colère qui auraient voulu se venger de la destruction de leurs villes, en Anatolie, par l'armée turque. Là, des quartiers entiers sont rasés et des gens, déplacés. Sa justification, dans l'hypothèse où le coupable serait un Kurde consiste à dire: c'est la riposte aux attaques de l'armée turque contre les villes kurdes. ■

AFP Turquie: au moins 6 soldats tués dans une attaque attribuée au PKK dans le sud-est

Diyarbakir (Turquie), 18 février 2016 (AFP)

AU MOINS 6 SOLDATS ont été tués jeudi matin dans le sud-est à majorité kurde de la Turquie dans une attaque attribuée par les autorités aux rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a-t-on appris auprès des services de sécurité.

Cette attaque a visé un convoi militaire dans la localité de Lice, dans la province de Diyarbakir, a-t-on précisé de mêmes sources. Elle intervient au lendemain d'un attentat à la voiture piégée qui a fait au moins 28 morts dans la capitale turque Ankara, dont le gouvernement a rendu responsables le PKK et les milices kurdes de Syrie. ●



Un convoi militaire turc a été attaqué dans la province de Diyarbakir, tuant au moins six soldats, selon les services de sécurité. Ilyas Akengin/AFP

Iranian Pressure on Baghdad to Involve Al-Hashd Al-Shaabi in the Battle of Mosul

Al-Nujaifi accuses Al-Abadi of exporting the militias' conflicts to Sunni areas

Dalshad Abdullah — 22 Feb, 2016
english.aawsat.com



Iraqi soldiers ready to start the operation to liberate Mosul (Getty)

An official Kurdish source said yesterday that Tehran is putting pressure on the Iraqi Prime Minister Haider Al-Abadi to involve Al-Hashd Al-Shaabi militias in the operation to liberate Mosul and pointed out that Tehran aims to enforce its hegemony on Mosul through this pressure and establish its presence in order to threaten Erbil, the capital of Kurdistan, in the future.

The source who asked to remain anonymous told Asharq Al-Awsat that by striving to obtain Mosul, Iran is trying to establish its influence in this city for many reasons, the most important of which is to threaten the region of Kurdistan especially as the Kurdish leadership represented by Massoud Barzani opposes Iranian expansion in the area.

Meanwhile, Iraqi politicians expressed their denouncement of the statements that Al-Abadi made in parliament on Saturday regarding the involvement of Al-Hashd Al-Shaabi militias in the upcoming bat-

tle for Mosul. The commander of Al-Hashd Al-Watani (which is formed of people from the governorate of Ninevah) Atheel Al-Nujaifi told Asharq Al-Awsat that "any involvement of Al-Hashd Al-Watani in the battle of Mosul will complicate it and ensure that ISIS is not defeated. We will find ourselves facing a new battle in the form of Mosul's inhabitants revolting against these militias". Al-Nujaifi described Al-Abadi's decision as "imprudent" and added that the prime minister's recent decision "aims to export the militias' internal conflicts to Sunni areas without caring about the interests of these regions or the consequences on relations between Iraqi regions".

One of the leaders of the Kurdistan Democratic Party (KDP) Mohiuddin Mezouari in the governorate of Ninevah told Asharq Al-Awsat that "most of the inhabitants of Ninevah are not participating with Al-Hashd Al-Shaabi in the operation to liberate the city of Mosul" and "if the Iraqi prime minister is serious about this operation, then he must send leaders of the governorate's police to the areas within Ninevah so that they can participate in leading the Peshmerga, the operation to liberate the governorate and Al-Hashd Al-Watani forces in south and northeast Mosul. ♦

The New York Times February 24, 2016

How Turkey Misreads the Kurds

Editorial

By THE EDITORIAL BOARD FEB. 24, 2016
http://www.nytimes.com

The Turkish government's hostility toward the Kurds is drawing the country further into the Syrian war, complicating the battlefield and fanning new tensions between Ankara and the United States. The dispute with the Kurds also risks bringing Turkey into direct conflict with Russia, destabilizing the region even more.

Turkey has long feared Kurdish aspirations for a separate state. The Kurds are an ethnic group of perhaps 35 million in Syria, Iraq, Iran and Turkey, where about 15 million live. Last fall, in a politically calculated move before an important election, President Recep Tayyip Erdogan of Turkey resumed a war against the separatist Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., in the southern part of his country. More recently, his forces began attacking Kurdish militants across the border in Syria.

A big part of the problem is that Mr. Erdogan refuses to acknowledge important differences between the two Kurdish groups. The United States and Turkey both consider the P.K.K. a terrorist group; it has openly claimed responsibility for bombings and attacks that have shaken Turkey. By contrast, the United States sees the Syrian Kurds not as terrorists but as a highly effective adversary against the Islamic State whose focus is protecting Kurdish areas of Syria from the civil war. Washington provides the group with intelligence and other assistance.

Last week, Turkey added to the tensions by blaming the Syrian Kurds for a bombing in Ankara that killed 28 people. The Syrian Kurds

denied responsibility; American officials say the culprit was likely a P.K.K. splinter group. Mr. Erdogan went so far as to demand that the Americans choose between him and the Syrian Kurds, which Washington refused to do.

The United States has urged Mr. Erdogan to halt his attacks on the Syrian Kurds, who now control most of the 565-mile boundary with Turkey and may soon seize the last section of territory that would give them a contiguous region. American officials say the Turks agreed to a pause in the fighting negotiated by the United States and Russia that takes effect Saturday.

At the same time, Washington has asked the Syrian Kurds to resist taking advantage of the chaos of war to seize more land. An effort on their part to claim that final patch of territory along the border could provoke Mr. Erdogan to come down even harder with military force. One worry is that Russia, which is also courting Kurdish allegiance by providing air cover for their operations, would then retaliate against Turkey on behalf of the Kurds. President Vladimir Putin of Russia may indeed be looking for an excuse to pay Turkey back for shooting down a Russian jet that strayed into Turkish airspace in November, but Mr. Erdogan should resist giving him an excuse to do so.

Mr. Erdogan's problems with the Kurds are largely of his own making. He had in fact made some headway in peace talks with Kurdish leaders in Turkey before resuming hostilities last year. He should seek ways to revive that process. As for the Kurds in Syria, he should stop shelling them and instead work with the United States to find a way to accommodate what could eventually become an autonomous Kurdish region in Syria. Mr. Erdogan has found a way to work with the Kurds in Iraq. Fighting Syrian Kurds and inflaming tensions with America makes no sense. ■

NATO chief says Kurds must be part of Mideast solutions

By Rudaw 12/2/2016
rudaw.net/english

NATO leader Jens Stoltenberg says that Kurds in Syria and Iraq must be part of negotiations and peace talks as they are in the midst of the Middle East crisis.

At the Munich Security Conference in Germany

Stoltenberg said that the Kurds must be part of any solution for the region's troubles.

"The most important thing is that we should support peace talks and the participation of Kurds in peace talks," he told Rudaw.

The NATO chief said that all countries should work together to back US, Russia and UN efforts to

bring an end to the war in Syria.

Organizers of the Geneva peace talks came in for serious criticism last month for not inviting Syrian Kurds to the talks, particularly the Democratic Union Party (PYD).

At a meeting on Thursday Representatives of the US, Russia and the UN special envoy Staffan



NATO leader Jens Stoltenberg. Photo: AP

De Mistura agreed to seek a ceasefire for Syria to allow sending humanitarian aid to besieged cities.

Kurds Are Now Key to a Middle East Solution

By Henri J. Barkey
Feb 25, 2016
<http://www.ft.com>

The Kurds have never been as influential in the Middle East as they are today. They hold the balance of power in Iraq and Syria, and are in the midst of an insurrection in Turkey. But this Kurdish awakening is different from previous ones — in Iraq in the 1970s or Turkey in the 1990s. Powers great and small have to contend with Kurdish demands as never before.

The US finds itself reluctantly drawn into this Kurdish denouement; it needs the Kurds as much as it needs the Turks in its efforts to defeat ISIS, the jihadi group. Yet America's primary ally in Syria, the Kurdish Democratic Union party (PYD), is being bombarded by its longstanding NATO ally, Turkey. The PYD has proven itself to be the most, if not the only, effective force against ISIS; almost all the territory the jihadis have lost since conquering parts of Iraq and Syria in 2014 has been to PYD militias working in tandem with the US air force. The Turks consider the PYD, which is intimately linked to the Turkish Kurdistan Workers' party (PKK), as nothing more than a terrorist organisation.

While the US cannot satisfy all parties, the current conundrum also offers opportunities to

Washington to push for a grand bargain between Turkey on the one hand and the Syrian and Turkish Kurds on the other that would benefit all sides involved in the region, as well as the US and its struggle against ISIS.

There is also a sense of urgency as Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan, mired in his own controversial effort to transform the Turkish republic from a parliamentary system into a presidential one that would give him wide if not unlimited powers, engages in a dangerous game of brinkmanship.

He has raised the political ante not just by shelling PYD positions in Syria — shells are designed to hurt the PYD as much as disrupt the PYD-American relationship — but also attributing a recent terrorist attack in Ankara to the PYD, despite the latter's denials and the rest of the world's disbelief. Turkey does not want to differentiate between the PKK and the PYD, despite the efforts of PYD leader Salih Muslim to convince the Turks that the group has no design on Turkish territory and, on the contrary, seeks to cooperate with Ankara.

What worries Mr. Erdogan is that in three of the countries with sizeable Kurdish minorities — Turkey, Iraq and Syria — the Kurds are on the move. Only in Iran has the regime been more or less success-

ful in holding down overt manifestations of Kurdish nationalism, and then only through repression.

Iraqi Kurds, thanks to American intervention, have now established an internationally recognised autonomous federal zone in northern Iraq. Ankara has excellent relations with the leadership of the Kurdistan Regional Government, KRG, and is its single-most important trading partner. The KRG remains an important, if incomplete, symbol of Kurdish self-determination.

Turkish Kurds have either been in a state of insurrection or resolute political activism since the 1990s. That has been down to the PKK's prowess and, more recently, because the main Kurdish political party, the People's Democratic party, or HDP, performed extremely well — and won support from a broad range of liberal Turks — in the first of two national elections in 2015.

The Kurdish issue has come to dominate Turkey's politics. In the process, it has also transformed itself from a primarily rural to an urban and far more sophisticated movement.

Mr. Erdogan fears that out of the ashes of the Syrian civil war, a new Syrian-Kurdish KRG-like state will arise. Turkey could then face two autonomous Kurdish

neighbours on its southern border. This may lead Turkey's Kurds to seek the same. To his credit, Mr. Erdogan had begun peace negotiations with the PKK. However, he repudiated the agreement (which had been signed by his lieutenants) when the PKK rejected his demand that it force the PYD to abandon its quest in northern Syria.

The present situation is unstable and could spin out of control, especially with Mr Erdogan calling on the US to choose between Turkey and the PYD. There is, however, a win-win bargain that the US could broker. In exchange for a ceasefire and withdrawal of PKK combatants from Turkey into northern Iraq and Syria, Turkey would promise not to interfere in Syrian Kurdish territories.

The advantages of this deal would include a cessation of the hostilities in Turkey that have left parts of Kurdish areas as devastated as Syrian cities, and claimed the lives of hundreds of civilians and more than 300 security personnel. A deal would also allow the PYD and the US to focus on ISIS, while also strengthening the Syrian Kurds' claim for an equitable post-civil war outcome.

Russia's UN envoy: Emergence of Kurdistan to lead to breakup of Turkey, Syria, Iraq

MOSCOW, February 18, 2016 /TASS/
<http://tass.ru>

Russia speaks out in favor of the territorial integrity of Syria and Iraq. The emergence of Kurdistan will lead to the disintegration of these two countries, as well as of Turkey, Russia's Ambassador to the UN Vitaly Churkin told Kommersant-FM radio and the Kommersant daily.

"We support the territorial integrity of Syria and the territorial integrity of Iraq, and, of course we respect the Kurds," Churkin said.

He recalled that the Kurds had already secured "their space" in Iraq where "they probably live more comfortably than the rest of the country."



"That is, we believe that the Kurds should meet their specific needs, but this should not lead to the disintegration of states. Otherwise, things may come to aggravating various crisis phenomena," the diplomat said.

"If they begin to build Kurdistan, this could lead to the breakup of three countries - Turkey, Syria and Iraq," Churkin said. "This situation is similar to what we observed in Bosnia, where attempts of Croats and Serbs to stand apart resulted in what is called ethnic cleansing. These are very painful and bloody phenomena, and it is better to avoid them. It would be better to find some formula for the Kurds that would allow them to realize their national aspirations and live comfortably without completely undermining the fundamental principles in the Middle East." ■

John Kerry: U.S. has sent to the Kurds 41,000 grenades and 60,000 anti-tank rounds

By Guy Taylor - February 24, 2016
[//www.washingtontimes.com](http://www.washingtontimes.com)

The Obama administration's reliance on Kurdish militants to fight the Islamic State has prompted deep friction with Turkey, but Secretary of State John F. Kerry says U.S. weapons will continue to flow to the so-called peshmerga forces, with some 5 million rounds of ammunition expected to be delivered soon.

While the sheer extent of American hardware provided to the Kurds has been difficult to calculate during recent years, Mr. Kerry sought to put a fine point on the matter during a budgetary hearing held by the House Appropriations Committee on Wednesday morning.

"We've provided the peshmerga with more than 65 million rounds of rifle ammunition, 41,000 grenades, 115,000 mortar rounds, 60,000 anti-tank rounds including 1,000 [unguided] AT4s, more than 56,000 RPG rounds, 45,000 weapons including rifles, anti-tank systems, [and] heavy caliber machine guns," Mr. Kerry said.

This is not to mention equipment for countering the threat of IEDs, or improvised explosive devices, including "more than 150 vehicles, ambulances [and] mine resistant vehicles," he said, adding that "additional equipment is on the way: 5 million rounds of more

rifles ammunition."

The secretary of state did not identify any specific Kurdish militia group that the weapons are being channeled to. He said only that they were being provided to "the peshmerga."

The broad language is likely to infuriate leaders in Turkey, who accuse Washington of supporting not only secular peshmerga fighters aligned with the semi-autonomous Kurdistan Regional Government in northern Iraq, but also the Kurdistan Workers' Party (PKK) and People's Protection Units (YPG) — two groups deemed as terrorist organizations by Ankara.

Mr. Kerry offered his weapons rundown during an exchange with lawmakers on the question of what Congress and the administration might do to expedite the sale and shipment of weapons to U.S. allies in the fight against the Islamic State, also known as ISIS and ISIL.

"The current foreign military financing and sale processes are cumbersome and bogged down by bureaucracy and the problems continue," said Rep. Kay Granger, Texas Republican. "[I've] heard complaints about equipment delays to our partners for example, Bahrain, Kuwait and Egypt."

Mr. Kerry responded that "the whole procurement system could be sped and that's a huge challenge for the appropriations commit-



tees and frankly the Pentagon and procurement process itself together with the State Department."

"We try to move it as fast as we can I can assure you," he said, adding that "we are currently providing expedited assistance to Iraq, Jordan, Lebanon, Saudi Arabia, UAE and other counter ISIL coalition members."

But his comments on the Kurds are most likely to trigger a reaction in the Middle East, where Turkish leaders have increasingly blamed the administration's muddled policy in Syria for fueling a widening security crisis inside their own country.

Ankara has set nerves on edge in Washington with its assertions that last week's suicide car bombing in the Turkish capital was carried out by Kurdish militants — the same militants whom U.S. officials are backing as proxies in their fight against ISIS in neighboring Syria.

Turkey fears that an autonomous Kurdish region is gradually being carved out in Syria — similar to the Kurdish enclave in northern Iraq — and that its existence eventually will spur violent separatist ambitions among the Kurdish population in Turkey. ●

Diyarbakir, ville sacrifiée

Fief des Kurdes

La reprise des hostilités entre Ankara et le Parti des Travailleurs du Kurdistan a balayé les espoirs de paix que nourrissait la "capitale" kurde du pays. Classée au Patrimoine mondial de l'Unesco, celle-ci est pilonnée à l'arme lourde, et l'Union européenne détourne les yeux

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL, GUILLAUME PERRIER



INTAS/AGENCE/APP



Sur le pas de sa porte défoncée à coups de bélier, un homme empile un frigo, une lampe, des couvertures et des vélos d'enfants dans une charrette à bras. « On est comme des pillards, on emporte tout ce qu'on peut », gémit-il pendant que les femmes empaquetent à la va-vite les ustensiles de cuisine. Déjà l'un de ses fils, harnaché comme une mule, s'engouffre dans le dédale de ruelles pavées. La panique s'est emparée de la vieille ville de Diyarbakir, la « capitale » des Kurdes du sud-est de la Turquie. Entre les hauts murs de pierre noire, des colonnes d'hommes, de femmes, d'enfants, de brouettes et d'ânes, titubant sous le poids des charges, se fraient un chemin au milieu des tranchées et des barricades. Par toutes les portes de la ville fortifiée, des milliers de personnes fuient l'« enfer », des jours et des nuits de feu ininterrompu entre les forces de sécurité turques et les combattants du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), des affrontements au cœur de la ville qui durent depuis plus de soixante-dix jours. « On nous force à partir. C'est la guerre, ils détruisent tout. Parce que nous sommes kurdes, lâche Ramazan Temel, 47 ans. En 1993, l'armée nous a chassés de nos villages parce que nous refusions d'être enrôlés de force dans les groupes paramilitaires. Maintenant, ils nous évacuent de la ville. L'eau, l'électricité et les vivres sont coupés. L'Etat nous traite comme ses ennemis. En nous attaquant avec cette sauvagerie, quelle considération espèrent-ils ? » Un

vieux sage de 75 ans se lamente, assis sur un canapé prêt à être chargé dans un pick-up : « Au début, Erdogan aidait les pauvres comme nous. Maintenant, il nous tue. Ils sont tous devenus fous ! » A quelques rues de là retentissent des détonations, tirs de mortier, et des rafales d'armes automatiques claquent dans l'air. Après deux mois de combats, plus personne ne sursaute.

Le sol est jonché de douilles de tous calibres, presque plus nombreuses que les mégots de cigarettes. Dans une ruelle soufflée par l'explosion d'une mine antichar plantée par le PKK, Yusuf, un balayeur de la municipalité, ramasse les projectiles à la pelle. Transformée en champ de bataille, assiégée nuit et jour par les forces spéciales et les commandos de l'armée turque, cernée de chars et survolée en permanence par des hélicoptères, la cité intra-muros de Diyarbakir, dévastée, s'est vidée aux trois quarts. Entre 60 000 et 90 000 habitants ont déjà été déplacés. Ceux qui ne trouvent pas de toit sont relogés par l'Etat dans de petits hôtels, en lisière des zones de combat. Le ministre de l'Intérieur, Efkân Ala, ancien préfet à poigne de Diyarbakir, a promis que la fin des opérations « antiterroristes » était l'affaire de quelques jours. Le « ratissage » mobilise près de 10 000 membres des forces de sécurité sur quelques kilomètres carrés. La progression est lente et coûteuse. Chaque jour, le pays pleure de nouveaux soldats et policiers tombés en « martyrs ». Environ 40 civils, dont 11 enfants, ont péri depuis août, selon l'Association turque des Droits de l'Homme (IHD). La situation se répète ainsi dans ➤



lière Angela Merkel, Selahattin Demirtas a fait part de son inquiétude de voir « les droits de l'homme, les valeurs de l'Union européenne et les critères politiques d'adhésion de Copenhague faire l'objet d'un marchandage » avec la Turquie.

Derrière les tranchées, les sacs de sable et les barrières de pavés en travers des ruelles, quelques dizaines de combattants kurdes inexpugnables font face aux forces de sécurité turques. Les jeunes les plus radicaux du quartier ont été rejoints par des militants plus chevronnés du PKK passés par les camps du nord de l'Irak ou par des vétérans galvanisés par les victoires contre les djihadistes en Syrie. Les nouvelles légendes s'écrivent à Diyarbakir, comme celle de Roza, jeune tireuse d'élite adulée par la jeunesse, à qui l'on attribue la mort de dizaines de soldats. Les armes et l'esthétique guerrière ont pris le pouvoir. Les entrées de quartiers sont minées. Les stocks de munitions permettraient de tenir un siège de plusieurs mois, affirment des miliciens. « C'est une ville historique, les combattants se cachent dans les caves des anciennes maisons chrétiennes, qui servaient autrefois à entreposer du vin », explique la députée du HDP Nursel Aydoğan. Ils utilisent aussi les réseaux de tunnels millénaires. « Mais, en face, l'Etat attaque à l'arme lourde, avec une violence à laquelle nous ne nous attendions pas. Peut-être vont-ils lancer un bombardement aérien ? La ville n'existe déjà plus, elle est comme rayée de la carte. C'est Carthage après le sac des Romains », compare la députée. « C'est l'organisation [du PKK] qui est responsable de cette tragédie, juge pour sa part Mustafa Sarihan, avocat et numéro deux du parti présidentiel, le Parti de la Justice et du Développement (AKP), à Diyarbakir. Ils ont creusé des tranchées pour refuser le pouvoir légal. Mais la Turquie, si elle le voulait, pourrait tout raser. C'est parce qu'elle est prudente que le couvre-feu dure aussi longtemps. »

L'inflexibilité d'Ankara et la violence de certaines méthodes employées par les forces spéciales montrent pourtant le contraire. « Il faut qu'Erdogan retire ses tanks d'ici », assène Elif Oğüt, 60 ans, qui a commencé une grève de la faim. Avec un groupe de femmes kurdes, elle réclame le corps de son neveu de 16 ans, Ramazan, tué dans la vieille ville il y a plus d'un mois.

➤➤ plusieurs provinces voisines. A Cizre, assiégée, des combats en pleine ville auraient fait des dizaines de victimes, dont de nombreux civils. Dans tout le « Kurdistan turc », l'IHD dénombre un millier de morts depuis l'été. « L'escalade a été très rapide. J'ai pourtant vécu les années 1980 et les années noires de la décennie 1990, mais je n'ai jamais rien vu de tel, constate l'avocat Raci Bilici, responsable de l'IHD à Diyarbakir. La Turquie ne respecte pas les conventions qu'elle a signées. Elle doit ouvrir un corridor pour évacuer les blessés. »

Le retour en arrière est brutal pour Diyarbakir, après des années d'accalmie. Le cessez-le-feu négocié en 2012 entre les émissaires de Recep Tayyip Erdogan et le leader emprisonné du PKK, Abdullah Ocalan, avait fait naître de sérieux espoirs de paix parmi la population, turque et kurde. La ville nouvelle se développait, après des années d'investissement public massif. Le centre historique s'ouvrait enfin au tourisme et restaurait ses joyaux architecturaux. A l'été 2015, les 6 kilomètres de murailles de Diyarbakir, édifiées au IV^e siècle par l'empereur Constantin, ont même été inscrits au Patrimoine mondial de l'Unesco. Aujourd'hui, ce ne sont pas les touristes, mais les blindés anti-émeutes qui patrouillent le long des remparts. Les fortifications ont retrouvé leur fonction militaire. En quelques mois, la reprise des hostilités entre la Turquie et le PKK a anéanti les efforts des dernières années, et la tentative du leader du parti prokurde HDP (Parti démocratique des Peuples), Selahattin Demirtas, de régler la question sur le terrain politique. Le président Erdogan a déclaré mi-août qu'il mettait « le processus de paix au frigo ».

Cette violente campagne militaire dans les villes pour écraser la rébellion kurde est entourée d'un silence gêné sur la scène internationale. Washington soutient officiellement la lutte d'Ankara contre le PKK. Ce dernier est qualifié de « groupe terroriste » lorsqu'il agit en Turquie, mais d'allié dès lors qu'il affronte les djihadistes syriens de l'autre côté de la frontière. Quant à l'Union européenne, ses membres tentent avant tout de convaincre Erdogan de jouer les gardes-frontière, pour empêcher les réfugiés syriens de rejoindre l'espace Schengen. Quitte à fermer les yeux sur la répression contre les Kurdes ? Dans une lettre adressée le 11 février aux dirigeants de la Commission et du Conseil européen, Jean-Claude Juncker et Donald Tusk, ainsi qu'à la chance-

Le 27 janvier, les habitants fuient les combats qui durent depuis plus de soixante-dix jours. Entre 60 000 et 90 000 personnes ont été déplacées.

Les policiers turcs renforcent leurs patrouilles dans la ville, après l'attaque d'un commissariat à Cinar, au sud de Diyarbakir, le 14 janvier.



Les cadavres sont abandonnés aux chiens au milieu des ruelles. Ils y restent plusieurs semaines, et les familles sont privées du droit de les mettre en terre. « *Il reste six corps de combattants et de civils au milieu des combats. L'Etat nous inflige une punition collective. Qui est le terroriste ?* » hurle-t-elle. La guerre a réveillé des deux côtés des barricades des haines ancestrales, un nationalisme nourri par la glorification de la violence et par le culte du martyr.

Mais, parmi les habitants, exténués par trente ans d'un conflit qui a déjà fait 45 000 morts, beaucoup pointent aussi les responsabilités du mouvement kurde dans cette escalade. « *L'Etat est fautif: il n'assure pas notre sécurité. Mais pourquoi ces jeunes gangsters sont-ils venus creuser des tranchées devant chez nous ?* s'insurge Güven Çelebi, un père de famille obligé de fuir les combats. *Nous aussi sommes kurdes. Nos enfants sont privés d'école, nous n'avons plus de maisons, plus de travail. Qu'est-ce qu'on va y gagner ?* » Abdurrahim, 58 ans, qui gagne sa vie comme serveur, n'approuve pas non plus la stratégie jusqu'au-boutiste de la guérilla. Il est pourtant un électeur fidèle du parti kurde et un sympathisant de la rébellion. L'un de ses neveux a même rejoint le PKK. « *Le HDP contrôle toutes les villes de la région. Ils ont 59 députés à l'Assemblée nationale. Ils auraient pu choisir de lutter sur le terrain politique et éviter tout cela* », souligne-t-il. En portant la lutte armée au cœur des centres urbains, au milieu de civils transformés en boucliers humains, le PKK applique la stratégie de Hô Chi Minh au Vietnam.

Comme son modèle, il espère faire s'enliser une armée pléthorique et dotée de technologies modernes, dans un conflit ingagnable. Pour la députée Nursel Aydogan, « *le PKK déclare des zones autonomes dans les villes car il veut forcer le gouvernement à rouvrir des négociations* ». Le prix à payer de cette stratégie à haut risque pourrait être le sacrifice de Diyarbakir. □

Les Kurdes syriens visés aussi

Sourde aux appels lancés par les Etats-Unis et la France, la Turquie a entamé samedi 13 février une campagne de bombardements sur les positions kurdes des Unités de Protection du Peuple (YPG), en Syrie, près de sa frontière, aux alentours d'Azaz, dans la province d'Alep. Ankara assure avoir répliqué à des tirs venant de Syrie. En réalité, la manœuvre ne trompe personne. Les Turcs craignent, scénario redouté depuis toujours, que les Kurdes étendent leur influence dans le nord de la Syrie, de la région d'Afrin jusqu'à Kobané, et constituent une zone de repli pour les forces du Parti des Travailleurs du Kurdistan, ennemi juré d'Ankara. Le paradoxe : la coalition internationale compte sur les Kurdes, également alliés de la Russie, pour contrer l'organisation Etat islamique. Cette situation est susceptible de provoquer une escalade militaire dangereuse : la Turquie et l'Arabie saoudite, qui menacent d'une opération terrestre en Syrie, pourraient se retrouver sous les frappes russes. La Turquie, membre de l'Otan, obtiendrait difficilement le soutien de cette dernière, opposée à une telle opération. SARAH DIFFALAH

Observateur

Edition n° 2676 du 18 au 21 février 2016

CHRONIQUE

MONDOVISION PAR PIERRE HASKI

Le double jeu turc en Syrie

Il y a encore quatre ou cinq ans, la Turquie se pensait en puissance régionale et forcée de stabilisation dans un environnement troublé. Aujourd'hui, le pays dirigé par le « sultan » Recep Tayyip Erdogan est devenu une sorte de Dr Folamour placé au cœur d'un Moyen-Orient aux convulsions sanglantes. C'est surtout un voisin de la Syrie et un acteur trouble de la guerre civile, au double ou triple jeu ; mais c'est aussi un Etat membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (Otan), allié des Etats-Unis.

En quelques mois, la Turquie a replongé dans sa « sale guerre » interne contre la minorité kurde du sud-est du pays, risqué une escalade majeure avec la Russie en abattant un bombardier russe qui avait traversé son espace aérien, et, dernièrement, commencé à bombarder des combattants kurdes syriens pourtant engagés contre celui qui est théoriquement leur ennemi commun, le groupe Etat islamique. Ira-t-elle plus loin ? Jusqu'à une offensive terrestre en Syrie, avec l'aide de l'Arabie saoudite et de pays du Golfe, comme elle en fait peser la menace ? Ce serait une nouvelle aggravation de ce conflit qui transforme le sol syrien en théâtre d'affrontements régional et international.

Les attaques contre les Kurdes de Syrie illustrent de manière éclatante à quel point

chaque belligérant dans ce conflit n'agit qu'avec de solides arrière-pensées. Pour Ankara, elles ne sont pas difficiles à deviner : alors que la Turquie se dit en guerre contre Daech, ses cibles sont en fait les Unités de Protection du Peuple (YPG), une émanation du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), l'ennemi juré d'Erdogan. Après une tentative de solution négociée, la guerre a repris l'été dernier entre l'armée turque et le PKK, rame-

Alors que la Turquie se dit en guerre contre Daech, ses cibles sont en fait les Unités de Protection du Peuple, une émanation du Parti des Travailleurs du Kurdistan, l'ennemi juré d'Erdogan.

nant la Turquie des années en arrière. Erdogan s'agace des avancées kurdes au cœur du chaos syrien : la bataille de Kobané, remportée en 2014 contre Daech par les Kurdes syriens soutenus par l'aviation américaine et les « cousins » peshmergas d'Irak, a permis aux YPG d'asseoir leur crédibilité de combattants. Dans le même temps, celles-ci maintiennent un accord tacite ambigu avec Damas.

Toutes les contradictions de ce conflit se nouent autour de ces quelques milliers de combattants kurdes syriens. Les Etats-Unis, désespérément en quête d'alliés efficaces sur le terrain, ont choisi de s'appuyer en partie sur les YPG, auxquelles ils ont même envoyé des forces spéciales et livré discrètement des armes, comme la France. Mais la Turquie a décidé de bombarder cet autre allié des Etats-Unis dont les récentes avancées militaires en feraient un acteur incontournable en cas de règlement politique. Ces combattants kurdes ont profité de l'offensive des forces gouvernementales syriennes, appuyées par l'aviation russe, l'Iran et le Hezbollah libanais, pour avancer leurs pions dans la province d'Alep.

La Turquie est tentée d'intervenir en Syrie pour créer une zone tampon le long de sa frontière commune avec ce pays, et stopper ainsi les liens entre le PKK et ses alliés syriens. Au risque d'entrer en collision avec la Russie qui défend l'« intégrité territoriale » syrienne pour le compte de Bachar al-Assad. Que feraient les Etats-Unis ? Et l'Europe, qui compte sur la Turquie pour stopper le flot de réfugiés syriens qui ne cesse de croître ? A l'heure où l'on parle, d'un côté, d'un hypothétique cessez-le-feu, on risque, de l'autre, une escalade majeure qui ne rendra pas la paix plus proche. Qui peut l'empêcher ? □

Deadly attack in Turkey underlines pitfalls for U.S. strategy

BAGHDAD

BY TIM ARANGO
AND CEYLAN YEGINSU

In blaming a Syrian Kurdish militia supported by the United States for a deadly car bombing in Ankara, Turkey on Thursday added new urgency to a question its president, Recep Tayyip Erdogan, recently posed to the Obama administration: Are you on the side of a NATO ally — Turkey — or its enemies?

The militia, which adamantly denies any role in the bombing, is the administration's most important ground force inside Syria in the fight against the militants of the Islamic State. But it is also fast becoming an enemy of Ankara, which views it as a national security threat because of its links to another Kurdish militant group that is battling for autonomy within Turkey.

More broadly, the attack in Ankara, and Turkey's blaming an American ally for it, crystallizes what critics say has long been the problem with United States policy in the Middle East. In a region undergoing historic and violent change, with multiple insurgencies, failed states, various proxy wars that have sucked in world powers and the possible breakdown of the entire post-World War I regional order, the United States has focused only on one small part of that: defeating the Islamic State, also known as ISIS or ISIL.

Francis J. Ricciardone Jr., a former American ambassador to Turkey now at the Atlantic Council, said the single-minded focus on the Islamic State, which controls territory in Syria and Iraq and has carried out an attack in Paris and inspired a mass shooting in San Bernardino, Calif., distracts from what he described as the broader struggle underway.

"How do we in the West and those in the region collaborate to mitigate the violent, catastrophic breakdown of the post-Ottoman regional order?" he said. "How do we regenerate stability and the rule of law based on legitimate, well-governed states? This is what truly requires a strategy, and it will be the work of a generation."

Turkish officials this week said they supported a ground intervention to end the carnage of the multi-front Syrian war, where the government of President Bashar al-Assad has recently made gains backed by Russian airstrikes and Iranian support on the ground. They have also indicated they would not do so without the support of the United States, which is seen as highly unlikely.



Turkey, though, has for several days been shelling the American-supported Kurdish militia, known as the People's Protection Units, or Y.P.G., across its border with Syria, and has vowed to continue those attacks as long as the Kurds continue to try to carve out an autonomous enclave along the border with Turkey.

Adding to Turkish anger, not to mention the complexity of the battlefield in Syria, the Syrian Kurds have also drawn support from two other Turkish enemies: Russia and, to some extent, Mr. Assad. The United States has also opposed Russian intervention in Syria and has said that Mr. Assad's ouster is necessary for peace in Syria, though it has done little to advance those goals.

The calculation that Washington is unlikely to support a Turkish ground war still held Thursday, analysts said, though Mr. Erdogan will continue to make his case.

In a televised speech on Thursday, Mr. Erdogan said that Washington was wrong to try to distinguish between the various Kurdish groups, maintaining that they were all connected in one way or another and, in Turkey's way of thinking, all terrorist organizations. He said he would continue to make this case with allies and at the United Nations. "This will make it possible for our allies to understand us better," he said.

Nevertheless, analysts said they did not expect any major shift in American policy on Syria, despite growing Turkish pressure, because of Kurdish successes fighting the Islamic State recently in northern Syria.

"The U.S. has a very specific goal in mind with its current actions in Syria — to degrade and defeat ISIS," said Aaron

Stein, a senior fellow at the Atlantic Council's Rafik Hariri Center for the Middle East. "It's not to topple Assad and it's not to roll back Russian aggression."

The bombing in Ankara, the capital, which struck a military convoy on Wednesday during the evening rush hour and killed 28 people, was attributed to a Syrian named Salih Nekar, according to Prime Minister Ahmet Davutoglu. He said the assailant had links to the Y.P.G., which the United States has long supported with ammunition, supplies, air support and, more recently, the aid of American Special Forces soldiers on the ground in northern Syria.

Turkey deems the Y.P.G., the military wing of the Democratic Union Party in Syria, a terrorist organization and a branch of the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., a militant group that for more than three decades has waged an insurgency within Turkey. The longstanding conflict resumed last year after the breakdown of a fragile peace process.

Almost immediately after Turkish officials on Thursday publicly blamed the People's Protection Units for the bombing, officials from the group denied any involvement. And some analysts, too, questioned the plausibility of the Syrian Kurds' carrying out the attack, because

"How do we regenerate stability and the rule of law based on legitimate, well-governed states?"

doing so would jeopardize their American support.

"These allegations are unfounded —

lies with no truth to them," Redur Xelil, a spokesman for the Y.P.G., said via WhatsApp from Qamishli, Syria. He said the Turkish government by contrast has everything to gain by blaming the Kurds for the bombing. Not only does it give Ankara an excuse to keep shelling the Y.P.G., it also puts pressure on Washington to reduce or even cut support for the group.

He added, using an Arabic acronym for the Islamic State, "We are not enemies of Turkey, and our goal is to fight Daesh inside the Syrian borders. We have no interest in being enemies with Turkey."

Some analysts doubted the Y.P.G. had carried out the attack and said it was possible that it had been the work of the Islamic State.

"Sponsoring or being involved with car bombings in Turkish cities would break its alliance structure with the U.S. and Russia," said Michael Stephens, re-

search fellow at the Royal United Services Institute for Defense and Security. "Neither of which the P.Y.D.-Y.P.G. wants. In short, the Y.P.G. have nothing to gain and everything to lose by being involved in this."

United States support for the Syrian Kurds stretches back almost 18 months, to the battle for Kobani, a Syrian town near the Turkish border that came under assault by Islamic State militants. In addressing Turkish concerns, the United States has sought to distinguish between the P.Y.D., the political parent of the Y.P.G., and the P.K.K., which the United States does consider a terror group.

The Turks, though, as well as many analysts, have long maintained that this is a fiction, saying they are essentially one organization.

Few analysts expect the United States to radically shift its policy on Syria, giv-

en the risks of igniting an even broader war as the conflict evolves from a proxy fight to one involving direct military confrontation between world powers.

"Is the U.S. going to risk confronting Russia in Syria in order to help Turkey beat the Kurds, on whom the U.S. relies to beat ISIS?" said Halil M. Karaveli, senior fellow at the Central Asia-Caucasus Institute and Silk Road Studies Program, a research organization affiliated with Johns Hopkins University. "Looking at the facts as they are today, there is no way Turkey will get what it wants."

Tim Arango reported from Baghdad, and Ceylan Yeginsu from Istanbul.

The Telegraph 19 February 2016

Kurdish militants TAK claim Ankara bombing and threaten further attacks in tourist areas

Kurdistan Freedom Falcons (TAK) vowed to destroy tourism in Turkey as it claimed responsibility for the attack this week which killed 28



By Raziye Akkoc, and agencies / 19 Feb 2016
www.telegraph.co.uk

A Kurdish militant group has claimed the car bomb attack in Ankara which killed 28 people and threatened new attacks targeting tourist areas.

The Kurdistan Freedom Falcons (TAK), who have been linked previously to the Kurdistan Workers' Party (PKK), said the bombing on Wednesday was an act of revenge against "fascist" Turkey and military in the south-east.

"On February 17 in the evening a suicide attack was carried out by a sacrifice warrior on a military convoy of the fascist Turkish Republic in Ankara.

"The attack was realised by the Immortal Battalion of the TAK," the TAK said in a statement on their website.

Turkey has been hit by a series of attacks in recent months including its worst terror attack in modern history in October last year. More than 100 people were killed in twin suicide bombings by Isis-linked terrorists.

The bombing injured at least 80 others and took place in the administrative heart of the capital, close to parliament and other government ministries.

The day after, the Turkish president and prime minister blamed Syrian Kurdish People's Protection Units (YPG) and Democratic Union Party (PYD), linked to the Kurdistan Workers' Party (PKK). The groups denied any link to the attack.

The TAK also vowed to destroy Turkey's tourism as it warned foreigners and Turkish citizens away from "touristic areas".

"We warn the foreign and native tourists not go to the touristic areas in Turkey. We are not responsible for who will die in the attacks targeting those areas," it said.

Earlier in the day, Recep Tayyip Erdogan, the Turkish president, said the attacker, named by authorities as Salah Najjar, was part of the YPG.

"There are three names who played an active role. The perpetrator is



the Syrian Kurdish Democratic Union (PYD) and the YPG. We have no doubt about that," Mr Erdogan said on Friday, according to Hurriyet Daily News.

Since the 1980s, the Turkish state and Kurdish guerrilla fighters from the PKK have been locked in a bloody conflict, which saw up to 40,000 killed over three decades.

In 2013, there was a breakthrough with a ceasefire between the state and the PKK, but that collapsed last summer. Since then, hundreds of civilians, police and military officers as well as fighters have been killed.

The TAK first came to the attention of Western media in recent months after it launched a mortar bomb attack on Sabiha Gokcen airport in Istanbul in December. An airport cleaner was killed and several aeroplanes were damaged.

But it is not the first time the group has launched attacks in popular areas with tourists. In June 2010, five people were killed after an attack on a military bus in Istanbul while later that year in October, a suicide bomb hit police at Taksim Square in Istanbul.

More than 30 people were injured. The group claimed the October attack but the PKK condemned the bombing and urged for an end to them. ●

Attentat d'Ankara : la Turquie accuse le PKK

Selon les autorités, l'attaque de mercredi est l'œuvre du PKK et de sa branche kurde en Syrie, les YPG, que l'armée turque pilonne depuis près d'une semaine.



STRINGER/AFP

Un policier arrive sur le lieu de l'attentat à la voiture piégée alors que les pompiers tentent d'éteindre les flammes, mercredi à Ankara.

ANNE ANDLAUER
ISTANBUL

TERRORISME Au lendemain de l'attentat à la voiture piégée qui a tué, mercredi, 28 personnes dans un convoi militaire à Ankara, la Turquie a pointé du doigt le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et les Unités de protection du peuple (YPG). Le premier, en guerre depuis plus de trente ans contre l'État turc, a repris les combats à l'été 2015 après trois ans de trêve. Les secondes forment la branche armée du Parti de l'union démocratique (PYD), groupe kurde qui progresse dans le nord de la Syrie, près de la frontière turque, et qu'Ankara considère comme « terroriste » au même titre que le PKK.

« Il est clair que cette attaque a été

commise par des membres de l'organisation terroriste séparatiste (PKK) et par un milicien des YPG qui s'est infiltré en Turquie », a affirmé jeudi le premier ministre Ahmet Davutoglu, livrant l'identité du kamikaze présumé : « Salih Nejar, né en 1992 dans la ville d'Amuda, dans le nord de la Syrie (...) L'organisation terroriste et les YPG ont conjointement commis cette attaque », a insisté le chef du gouvernement.

Selon plusieurs journaux, l'auteur de l'attentat avait été enregistré par les

services d'immigration lors de son entrée en Turquie en tant que réfugié, en juillet 2014. L'explosion a tué vingt soldats et huit civils, et blessé une soixantaine de personnes, a indiqué le chef de l'État, Recep Tayyip Erdogan. Quatorze suspects étaient en garde à vue jeudi. « D'autres (arrestations, NDLR) suivront car cet attentat a des prolongements intérieurs et extérieurs », a assuré le président.

Bombardement dans le nord de l'Irak

Dès mercredi soir, des avions de chasse turcs ont bombardé des bases du PKK dans le nord de l'Irak. Les raids visaient un groupe de 60 à 70 militants, dont de hauts responsables, dans le secteur d'Haftanin, à moins de 100 km de la frontière syrienne. Ils auraient tous été

tués, selon le gouvernement. Jeudi matin, une autre explosion attribuée au PKK a visé un convoi militaire à Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, tuant six soldats.

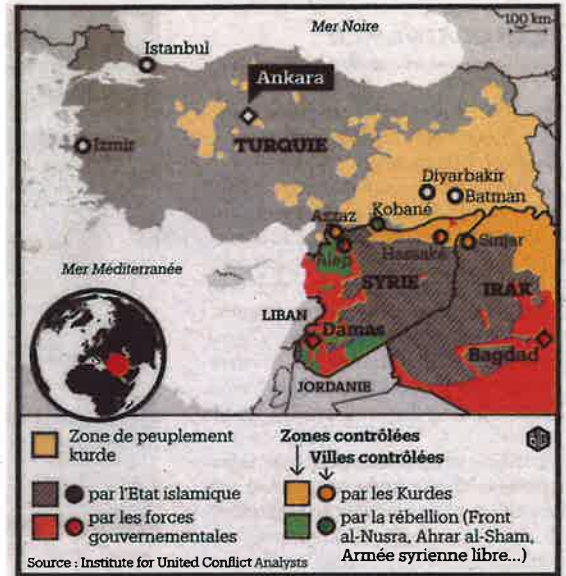
Le PKK a démenti, par la voix d'un de ses dirigeants, être à l'origine de l'attentat qui a frappé Ankara. « Nous ne savons pas qui l'a commis mais cela peut être une riposte aux massacres de la Turquie au Kurdistan », a déclaré Cemil Bayik. Le PYD, que l'artillerie turque bombarde depuis le 13 février à

Au risque d'une guerre extérieure s'ajoute celui d'une guerre civile

Azaz (nord de la Syrie), a aussi nié toute implication de sa branche armée. « Ces accusations sont liées à la tentative de la Turquie d'intervenir en Syrie », a affirmé son coprésident, Saleh Muslim.

Depuis plusieurs mois, Ankara reproche à ses alliés - États-Unis en particulier - de soutenir le PYD au nom de la lutte contre le groupe État islamique. « Nous fournirons toutes les preuves (de la responsabilité du PYD dans l'attentat d'Ankara, NDLR). Nous attendons une solidarité nette (...) Ceux qui soutiennent (le PYD, NDLR), directement ou indirectement, risquent de perdre la Turquie », a martelé le premier ministre Ahmet Davutoglu. Il a promis une « riposte » à l'attaque d'Ankara et la poursuite des bombardements contre le PYD en Syrie. ■

Un policier sur les lieux de l'attentat d'Ankara, mercredi, quelques heures après l'explosion qui a tué 28 personnes.
PHOTO AP



L'attentat d'Ankara attise le grand jeu régional

DECRYPTAGE

Par **RAGIP DURAN** (à Istanbul) et **MARC SEMO**

Le lieu du carnage, en plein centre d'Ankara, est lourdement symbolique. C'est le cœur même du pouvoir turc où s'élèvent à quelques centaines de mètres les uns des autres le bâtiment de l'Assemblée nationale, les bureaux du Premier ministre, le siège de l'état-major et le quartier général des forces armées. L'attentat kamikaze contre un convoi militaire qui a fait 28 morts et plus de 60 blessés mercredi en fin d'après-midi va accélérer encore la régionalisation du conflit syrien alors même que les forces turques pilonnent à l'artillerie depuis une semaine les milices kurdes de Syrie, au nord d'Alep. Il risque aussi de durcir le bras de fer entre la Russie et la Turquie, pilier du flanc sud-est de l'Otan, qui sont depuis plusieurs semaines au bord de l'affrontement.

Quels sont les faits ?

Mercredi, donc, un gros 4x4 s'est rangé à un feu rouge au milieu d'un convoi de

bus militaires, puis le conducteur a actionné le détonateur. L'énorme explosion a été entendue dans toute la capitale turque. Quelques heures plus tard, les autorités ont annoncé avoir identifié le kamikaze grâce à ses empreintes digitales, enregistrées lors de son passage à la frontière. Il s'agirait d'un réfugié syrien, Salih Nekar, proche selon Ankara des YPG (Unités de protection du peuple), branche armée du PYD (Parti de l'union démocratique), le parti des Kurdes de Syrie désormais hégémonique au Rojava, le Kurdistan syrien. Ce parti est en outre organiquement lié au PKK (le Parti des travailleurs du Kurdistan) qui mène depuis 1984 la lutte armée contre Ankara, un conflit qui a fait 40 000 morts et a été relancé l'été dernier après l'interruption de négociations de paix.

« Cette attaque terroriste a été commise par des éléments de l'organisation terroriste PKK en Turquie et un milicien des YPG », a lancé le Premier ministre, Ahmet Davutoglu. Le chef du PYD, la principale formation kurde en Syrie, Saleh Muslim, a démenti à l'AFP « toute implication », clamant que « ces accusations

sont clairement liées à la tentative d'Ankara d'intervenir en Syrie ». L'un des chefs du PKK, Cemil Bayik, qui en incarne l'aile la plus radicale, a été plus ambiguë. « Nous ne connaissons pas les auteurs de l'attentat, mais il peut s'agir d'une action de représailles contre les opérations de l'armée turque. Les gens dont les villages ont été brûlés et détruits ne garderont pas le silence », a-t-il affirmé, évoquant notamment les ratissages de l'armée et les couvre-feux imposés dans quelques villes du Sud-Est à majorité kurde et dans les quartiers centraux de Diyarbakir pour écraser des insurrections urbaines lancées par le PKK.

Comment vont réagir les autorités turques ?

Le Président, Recep Tayyip Erdogan, a annulé un voyage à Bakou (Azerbaïdjan), son Premier ministre, celui prévu à Bruxelles. Le chef de l'Etat turc a assuré dès mercredi que « la Turquie n'hésitera pas à recourir à tout moment, à tout endroit et en toute occasion à son droit à la légitime défense ». Jeudi matin, l'aviation turque a mené plusieurs raids sur les montagnes de Qandil, en Irak du nord, où sont installées les bases du PKK. Mais, très probablement, les représailles n'en resteront pas là. La Turquie, en tant que membre de l'Otan, bénéficie en cas d'agression, au titre de l'article 5 du traité, de la solidarité des autres pays faisant partie de l'Alliance, à commencer par celle des Américains.

Toute la question maintenant est de savoir si cette attaque est bel et bien venue de Syrie. « Seul un service secret lié à un Etat a les moyens d'organiser une opération aussi élaborée », estime ainsi Emre Uslu, ancien policier et spécialiste des questions d'intelligence, pointant comme possibles suspects la Russie, la Syrie et l'Iran. L'opposition de gauche, elle, s'interroge. « Cet attentat a pour ob-

jectif d'encourager la Turquie à entrer en guerre en Syrie», s'inquiète Hikmet Cektinkaya, chroniqueur du quotidien *Cumhuriyet* («la république»). Beaucoup d'éditorialistes soulignent aussi ces nouvelles et étranges lacunes des forces de sécurité. La Jeep du kamikaze a été volée à Izmir, au bord de la mer Egée. Comment donc un véhicule peut-il circuler 586 km sans être contrôlé jusqu'au cœur de la capitale? «Ce quartier est théoriquement l'endroit le mieux protégé de la Turquie, avec des dizaines de caméras de surveillance et des policiers et militaires en garde vingt-quatre heures sur vingt-quatre», relève Metin Gurcan, ancien militaire. Ces incongruités nourrissent toutes les théories du complot, comme après les précédents attentats attribués à l'Etat islamique, dont celui du 10 octobre à Ankara, qui fit 103 morts.

Pourquoi y a-t-il un durcissement des combats ?

Les rebelles kurdes du PKK intensifient leurs embuscades dans tout le sud-est de la Turquie. Jeudi, ils ont attaqué un convoi de l'armée, faisant au moins six morts. Ces opérations sont une réponse aux bombardements de l'artillerie turque commencés ce week-end contre les YPG, les milices du PYD qui attaquent à revers les forces des rébellions syriennes mises en déroute au nord d'Alep par les bombardements russes et l'offensive de l'armée loyaliste, aidée par des pasdaran iraniens et les miliciens du Hezbollah libanais. La situation devient

d'autant plus incandescente qu'Ankara, de son côté, a laissé passer en Syrie, jeudi, 500 combattants de la rébellion afin de renforcer les défenses de la petite ville d'Azzaz, attaquée par les milices kurdes et bombardée par les Russes. Autour d'Alep, se concentrent tous les enjeux du conflit syrien avec tous ses protagonistes locaux, leurs parrains régionaux et les grandes puissances qui les appuient. Aidés par l'Arabie Saoudite et la Turquie, avec théoriquement le soutien des Occidentaux, les groupes de la rébellion dite légitime, où se côtoient des formations démocratiques et des mouvements salafistes non liés à Al-Qaeda, combattent à la fois le régime syrien et l'Etat islamique (EI), mais sont la cible principale des bombardements russes. Moscou, de son côté, appuie à fond Bachar al-Assad mais aussi les forces kurdes syriennes, qui ont en plus le soutien des Américains, y compris avec des livraisons d'armes et des forces spéciales, contre l'EI. La Turquie considère l'extension du territoire contrôlé par le PYD, tout au long des 800 kilomètres de frontière turco-syrienne, et notamment la jonction entre leur bastion d'Afrin et le reste du Rojava, comme une ligne rouge.

Un affrontement entre la Russie et la Turquie est-il possible ?

Les relations entre les deux pays sont très tendues depuis la destruction le 24 novembre par deux F-16 turcs d'un Sukhoï 24 russe qui bombardait les forces anti-Assad et avait violé pendant dix-sept secondes l'espace aérien turc. Une incursion qui faisait suite à beau-

coup d'autres. L'un des pilotes fut tué. Les rétorsions russes furent immédiates sur le plan économique et commercial. Depuis, les choses se sont envenimées, d'autant qu'Erdogan, comme son homologue russe, Vladimir Poutine, quasi jumeaux dans leur autoritarisme mégalomane, en ont fait une question de prestige personnel. La grande offensive russo-syrienne sur Alep a encore accru le contentieux. «La Russie et la Turquie sont dans une guerre froide qui peut dérapier très vite en une guerre chaude», analyse Kadri Gürsel, éditorialiste de politique étrangère. Ankara dénonce les bombardements «barbares et lâches» des Russes et estime que les milices kurdes sont les pions de Moscou, qui répond en accusant la Turquie de «terrorisme» et de soutenir les jihadistes liés à Al-Qaeda. Ankara a longtemps prêché pour la création avec ses alliés de l'Otan d'une «zone de sécurité» au nord d'Alep, adossée à sa frontière comme havre pour les réfugiés et la rébellion démocratique.

Le renforcement des défenses anti-aériennes syriennes et l'installation de très performants missiles sol-air S-400 russes rendent ce projet désormais impossible. «Dans ce bras de fer, en tout cas, la Turquie n'agira pas seule, souligne l'universitaire Ahmet Insel. Elle s'activera pour mobiliser ses alliés de l'Otan obligés à un minimum de solidarité active.» Sur-tout si se confirme la piste kurde dans l'attentat d'Ankara. ◀



15 février 2016

[Analyse] Pourquoi la Turquie s'en prend-elle aux Kurdes de Syrie ?

Par RFI le 15-02-2016
<http://www.rfi.fr>

Pour la troisième journée consécutive, l'armée turque a bombardé depuis sa frontière des positions des combattants kurdes en territoire syrien aux alentours de la ville syrienne d'Azaz, dans la province d'Alep. Le Parti de l'union démocratique (PYD) est fourni en armes et en munitions par les Américains, qui les jugent très efficaces pour lutter contre le groupe Etat islamique en Syrie. Mais la Turquie et l'opposition syrienne accusent le PYD de faire le jeu de Bachar el-Assad en profitant des combats pour faire avancer ses propres positions. Cette accusation est-elle justifiée ?

Le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu a une nouvelle fois mis en garde ce lundi les Kurdes de Syrie en prévenant que son pays ne les laisserait

pas prendre le contrôle de la ville syrienne d'Azaz, près de la frontière turque. « Nous ne laisserons pas Azaz tomber, tout le monde doit clairement le savoir. Le YPG [Unités de protection du peuple, le bras armé du PYD ndlr], ne sera pas autorisé à avancer vers l'ouest de l'Euphrate et à l'est d'Afrin », a déclaré Ahmet Davutoglu.

« C'est l'obsession du gouvernement d'Ankara, la hantise de voir les Kurdes dans la région d'Afrin, juste à la frontière turque, faire leur jonction avec les Kurdes de Kobané, et donc de prendre le contrôle de toute la bande frontalière avec la Turquie et par voie de conséquence également, de couper la dernière route qui permettait à la Turquie de ravitailler les insurgés d'Alep-Est », explique David Rigoulet-Roze, chercheur à l'Institut français d'analyses stratégiques (Ifas).

Le Premier ministre turc a en outre sommé les combattants kurdes de Syrie de se retirer de

l'aéroport de Minnigh, dont ils ont pris le contrôle la semaine dernière lors de leur avancée vers Azaz.

« UNE SORTE DE BALKANISATION »

Pour David Rigoulet Roze, « il y a incontestablement un jeu kurde autonome ». Les Kurdes peuvent espérer asseoir leurs positions. « Dans la confusion générale, il y a une sorte de balkanisation avec une multiplication des acteurs avec leurs propres agendas, un axe turco-saoudien. »

Les Kurdes traditionnellement soutenus par les Russes, le sont désormais aussi par les Américains. Samedi soir, Washington a exhorté la Turquie à cesser de frapper les Kurdes et le régime syrien. « Il y a des risques d'engrenage avec des jeux d'alliance, on le voit bien. C'est une configuration extrêmement dangereuse. » ■

LE FIGARO

19 février 2016

Quand Washington aide les combattants kurdes syriens

GEORGES MALBRUNOT · @Malbrunot

SIL'APPUI logistique américain aux forces arabo-kurdes qui avancent au nord d'Alep reste discret, ses bénéficiaires ne se cachent pas pour s'en féliciter. « Cette aide nous est très utile », reconnaît Haytham Manna, principal dirigeant du Conseil démocratique syrien, l'aile politique du groupe armé composé de combattants kurdes du YPJ, d'Assyriens chrétiens et d'Arabes issus des tribus locales. « Nous bénéficions, c'est clair, d'une aide américaine, notamment en munitions », ajoute l'opposant laïc.

Ces dernières semaines, profitant des bombardements russes massifs, ces forces arabo-kurdes ont avancé au nord d'Alep, près de la frontière avec la Turquie. Ce qui a entraîné des bombardements en riposte de l'artillerie d'Ankara. « Ces conquêtes sont dues en grande partie aux experts américains déployés auprès des Kurdes syriens depuis octobre », relève un diplomate onusien, familier du conflit.

Les conseillers américains ne sont pas derrière les unités arabo-kurdes qui se sont emparées cette semaine de Tal Rifaat, avant de s'approcher de Marea et d'Azaz, les derniers bastions des rebelles anti-Assad au nord d'Alep. La centaine de membres des forces spéciales américaines reste déployée sur deux emprises dans les zones tenues par les Kurdes du YPJ, plus à l'est. Une trentaine de commandos sont à Kobané, libérée à l'automne 2014 du joug de Daech grâce aux raids américains, et 70 autres sont installés sur l'aéroport de Rumellan. Un aéroport dont une piste vient d'être prolongée pour assurer l'intendance d'opérations américaines plus importantes contre les djihadistes de Daech, dont les premières positions ne sont qu'à 160 km.

Le jeu américain dérouté

« Chaque jour, les experts américains donnent des cours de combat et de manement des armes à nos hommes », poursuit Haytham Manna. Plusieurs centaines de combattants ont ainsi été formés. Mais selon l'opposant syrien, « nos forces profitent également de l'expérience des généraux dissidents de l'armée régulière passés chez les rebelles de l'Armée syrienne libre, avant de rejoindre notre groupe ». Récemment, la Brigade des révolutionnaires de Raqqa, formée de



Des combattants kurdes du YPJ patrouillent sur un pick-up en décembre à Kobané.

tribus arabes locales, a encore rallié l'Armée des révolutionnaires arabo-kurdes. « Élargir nos troupes à d'autres que les Kurdes est notre vocation, car nous ne voulons pas apparaître comme une force communautaire », affirme Haytham Manna. C'est aussi l'objectif de leurs alliés américains : transformer le bloc kurde en une formation plus large, pour accueillir des Arabes et apaiser ainsi la colère de l'allié turc de Washington, farouchement hostile à l'émergence d'un Kurdistan syrien à sa frontière. Désormais, la proportion des non-Kurdes approcherait les 50 % des hommes qui luttent en leur nom.

Fin décembre, après avoir repris aux djihadistes de nombreux villages plus à l'est, les unités arabo-kurdes se sont emparées du barrage de Tishrine, sur l'Euphrate. Mais, immédiatement après, les conseillers américains incitèrent les Kurdes à la discrétion, poussant au contraire des combattants arabes du groupe allié Jound al-Haramein. « C'était une garantie que les Américains ont donnée aux Turcs », décrypte un expert de la crise syrienne.

Les Kurdes ont-ils reçu des armes russes, comme certains le laissent entendre ? « Non, pas encore », corrige Haytham Manna. En janvier, leur formation politique a ouvert un bureau à Moscou, et certains les soupçonnent d'abriter des « agents russes » parmi eux. Difficile, en revanche, de nier un certain niveau de coopération avec

l'aviation russe, lorsque leurs hommes progressent dans la foulée des bombardements russes au nord d'Alep. Ce qui leur vaut d'être appelés « agents d'Assad et de Poutine » par les autres rebelles, notamment les islamistes soutenus par l'Arabie saoudite, la Turquie ou la France.

« On ne pourrait pas avancer sans un feu vert américain », avoue Haytham Manna. Dans cette partie de la Syrie où s'affrontent une multitude d'acteurs, le jeu américain dérouté : allié de la Turquie et de son ennemi kurde syrien, condamnant les frappes russes tout en armant les relais kurdes de Moscou. Mais, selon Manna, « les Américains ont assez des mensonges des autres rebelles qu'ils ont formés, mais qui se sont débandés en revendant parfois les armes américaines, qui ont fini chez les djihadistes. Nous au moins, nous avons les mêmes ennemis terroristes que les États-Unis ». ■

«Aujourd'hui, l'heure des Kurdes a sonné»

De passage à Lausanne, le sociologue turc Ismail Besikçi estime que la cause kurde a tout à gagner de la guerre contre Daech.



Le sociologue Ismail Besikçi, grand ami des Kurdes. Image: ODILE MEYLAN

Par Bernard Bridel — 12.02.2016

<http://www.24heures.ch>

A bientôt 77 ans, Ismail Besikçi n'a rien perdu de sa passion pour la question kurde. Pas banal, si l'on pense que ce sociologue turc a passé plus de 17 ans de sa vie dans les geôles turques pour ses écrits... sur les Kurdes. De passage à Lausanne, il fait le point sur la situation de ce peuple sans Etat pris dans la tourmente de la guerre au Moyen-Orient.

Nonante-trois ans après le Traité de Lausanne de 1923 qui a nié les droits des Kurdes, trois des quatre pays (Irak, Syrie, Turquie) où ils vivent sont en guerre. Cela peut-il changer leur sort?

Je l'espère. Le traité de Lausanne a imposé le partage du Kurdistan. Comme la division d'un corps. Aujourd'hui on peut estimer à 50 millions les Kurdes dans le monde mais ils n'ont aucune reconnaissance internationale. C'est inadmissible quand on pense que de petits pays comme Monaco ou Andorre sont membres de l'ONU. Pourtant, depuis mars 2011 les Kurdes ont commencé à contrôler leur région en Syrie. Cela a donné lieu à une prise de conscience au sein du peuple kurde...

...que la guerre contre Daech a renforcé, non?

L'apparition de Daech à l'été 2014 est un fait très important. Après avoir pris Mossoul, les islamistes ont attaqué les Kurdes d'Irak et de Syrie. Dans les deux régions, les Kurdes ont résisté et sont sortis victorieux de ce combat. Du coup, leur image a changé dans l'opinion internationale auprès de laquelle ils jouissent désormais d'une grande sympathie. Je pense que l'heure des Kurdes a sonné.

Peut-on imaginer dans un avenir proche un Kurdistan indépendant en Irak?

Oui! Ce qui se passe là-bas est bon pour tous les Kurdes. D'ailleurs les Kurdes d'Irak doivent se prononcer cette année encore par référendum sur leur indépendance.

Les grandes puissances et les puissances régionales (Iran, Turquie) accepteraient-elles un Kurdistan indépendant?

Les Kurdes contrôlent des ressources importantes (pétrole, gaz, matières premières). Ce sont de grands atouts. La Turquie, par exemple, a besoin de ces ressources énergétiques proches. Du coup, je ne pense pas que l'Etat turc s'opposera à un Etat kurde indépendant en Irak. Il y a 30 ans oui, plus aujourd'hui. D'ailleurs, Ankara a déjà des relations étroites avec le Kurdistan d'Irak

Comment expliquez-vous la reprise des hostilités entre la Turquie et le PKK?

Sur le plan international, la Turquie veut éviter à tout prix une zone autonome kurde sur son territoire car elle ferait le lien entre le Kurdistan d'Irak et de Syrie et la Méditerranée. Sur le plan interne, le président Erdogan pense que la répression contre les Kurdes lui permettra de maintenir le statu quo. C'est évidemment une erreur. Les Kurdes n'ont pas le choix, ils doivent résister et continuer à revendiquer leurs droits, à lutter contre l'ordre anti-kurde bâti dans le monde depuis 1923. ●

Le Point

20 février 2016

Opérations militaires turques en Syrie : la résolution russe rejetée

Le Kremlin demandait l'arrêt des tirs d'artillerie turcs contre les milices kurdes. Un projet de résolution abandonné par le conseil de l'ONU.

AFP le 20/02/2016
Le Point.fr

La Russie a exprimé samedi ses "regrets" après le rejet au Conseil de sécurité de l'ONU de son projet de résolution visant à faire cesser les opérations militaires de la Turquie en Syrie et assuré qu'elle allait continuer d'aider le régime syrien à combattre les "terroristes". "Nous ne pouvons qu'exprimer nos regrets que ce projet de résolution ait été rejeté", a déclaré le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, en soulignant que la

Russie poursuivrait sa politique visant "à assurer la stabilité et l'intégrité territoriale" de la Syrie.

"Le Kremlin est préoccupé par la montée des tensions à la frontière syro-turque", a-t-il indiqué, en qualifiant d'"inacceptables" les tirs d'artillerie turcs contre les milices kurdes à travers la frontière avec la Syrie. La Turquie a étendu ses bombardements à plusieurs secteurs de la province d'Alep, dans le nord de la Syrie, contrôlés par les forces kurdes syriennes, qu'elle accuse d'être derrière un attentat meurtrier à

Cette semaine, Ankara a également plaidé pour une intervention militaire terrestre de la coalition internationale en Syrie, rendant encore un peu plus improbable la perspective d'une trêve dans les combats. Pour l'instant, la coalition ne mène que des raids aériens visant le groupe djihadiste État islamique. La Russie, alliée du régime syrien, avait convoqué vendredi soir des consultations d'urgence au Conseil de sécurité de l'ONU pour soumettre un texte demandant à Ankara de cesser ses tirs sur les milices kurdes et d'abandonner

ses projets d'offensive terrestre en Syrie.

Mais la France, les États-Unis et d'autres pays membres du Conseil ont rejeté ce projet de résolution, selon des diplomates. Les Occidentaux, notamment l'Union européenne et Washington, tout comme Ankara exhortent également la Russie à cesser ses bombardements en Syrie qu'ils considèrent comme des attaques visant en premier lieu l'"opposition modérée". La Russie, qui

mène des frappes aériennes en Syrie depuis fin septembre, à la demande du régime syrien, va continuer d'aider Damas à combattre les "terroristes", a assuré pour sa part Dmitri Peskov. "La Russie poursuit sa ligne politique conséquente visant à apporter de l'assistance et à aider les forces armées syriennes dans leur offensive contre les terroristes", a-t-il souligné.

Les forces gouvernementales syriennes, appuyées

par l'aviation russe, ont lancé début février une offensive d'envergure qui leur a permis de reprendre des territoires au nord d'Alep, mais qui a provoqué un exode massif. Alors que le conflit qui a fait 260 000 morts depuis 2011 et poussé des millions de personnes à l'exil, s'apprête à entrer dans sa sixième année, les espoirs de paix apparaissent plus minces que jamais, comme l'a reconnu l'émissaire de l'ONU, Staffan de Mistura. ●

francetvinfo

20 février 2016

Guerre en Syrie : que cherche la Turquie en bombardant les Kurdes ?

Après la revendication de l'attentat d'Ankara par un groupe dissident kurde, francetv info décrypte la stratégie de la Turquie sur le front syrien.

Kocila Makdeche, le 20/02/2016

<http://www.francetvinfo.fr>

Un groupe dissident du Parti des travailleurs kurdes (PKK) a revendiqué, vendredi 19 février, l'attentat contre un convoi militaire qui avait fait 28 mort à Ankara, deux jours plus tôt.

Ce dernier élément risque de décider la Turquie à entreprendre une opération militaire contre les Kurdes, qu'elle bombarde déjà dans le nord de la Syrie. Jusqu'où ira cette escalade de la violence ? Francetv info décrypte la stratégie turque sur le front syrien, à travers trois objectifs.

EMPÊCHER LA CRÉATION D'UN ETAT KURDE À N'IMPORTE QUEL PRIX

Mais qui visent réellement les Turcs en Syrie ? "Ce qui guide la position turque dans ce conflit est avant tout la question kurde. Ankara est obsédé par l'idée d'empêcher qu'un Etat kurde se constitue à sa frontière", explique le journaliste spécialisé Guillaume Perrier, auteur de La Turquie et le fantôme arménien. Sur les traces du génocide (Actes Sud/Solin), à francetv info. Depuis le 13 février, la Turquie concentre en effet sa force de frappe sur les combattants kurdes des Unités de protection du peuple (YPG), le bras armé du Parti de l'union démocratique (PYD), principal parti kurde syrien.

Ces derniers sont alliés à la bête noire d'Ankara depuis des décennies : les séparatistes kurdes de Turquie du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Ankara a affirmé à plusieurs reprises qu'il envisageait le déploiement de forces au sol avec l'Arabie saoudite, puissance sunnite décidée à faire tomber le régime de Bachar Al-Assad, soutenu par le Hezbollah et l'Iran chiites. Si aucun soldat turc n'a été déployé pour le moment, 500 combattants syriens alliés à Ankara ont déjà passé la frontière pour aller combattre les Kurdes, raconte L'Orient-Le Jour.

Si le gouvernement d'Ankara ne cesse de répéter qu'il empêchera la constitution d'un Etat kurde par tous les moyens, les militaires turcs tentaient jusque-là de limiter les velléités du président Recep Tayyip Erdogan. "Ils ont averti à plusieurs reprises qu'une opération terrestre serait une folie, explique Guillaume Perrier. Mais ce sont ces mêmes militaires qui ont été visés par l'attentat du 17 février", revendiqué par les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), un groupe de dissidents du PKK.

MONTREZ LES MUSCLES FACE À LA RUSSIE, L'ALLIÉE DE SES ENNEMIS

Les ambitions guerrières d'Ankara ne plaisent pas à Moscou. La Russie et Bachar Al-Assad ont déposé, auprès du Conseil de sécurité de l'ONU, une plainte contre la Turquie après les bombardements dans des zones kurdes. En réponse, Ankara n'a pas hésité à défier Moscou : "Si ces actes terroristes continuent, [la Russie] sera tenue pour responsable", a affirmé le Premier ministre, Ahmet Davutoglu.

Les deux puissances ont des intérêts diamétralement opposés dans cette crise. La Russie souhaite maintenir son allié Bachar Al-Assad. Elle soutient aussi les miliciens kurdes du YPG qui luttent contre les milices jihadistes,



Le Premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, le président Recep Tayyip Erdogan et le général Hulusi Akar, le 17 février 2016, après l'attentat contre un convoi militaire à Ankara (Turquie). (AYKUT UNLUPINAR / ANADOLU AGENCY / AFP)

elles-mêmes ennemies de Damas. A l'inverse, Ankara fait des Kurdes sa cible prioritaire et est décidé à renverser le régime syrien.

"Les pouvoirs turc et russe sont similaires en de nombreux points. Très nationalistes et héritiers d'empires, ils sont tous deux décidés à entretenir leurs intérêts et à peser sur la politique moyen-orientale", explique Guillaume Perrier. Ce bras de fer a pris une dimension toute nouvelle depuis qu'un avion russe a été abattu par la Turquie, en novembre dernier. "Dès lors, les Russes ont commencé à cibler expressément les intérêts turcs en Syrie, c'est-à-dire les combattants armés sous l'influence d'Ankara."

PROFITER DE L'OTAN POUR DÉFENDRE SES INTÉRÊTS

La situation peut-elle dégénérer en conflit ouvert entre Moscou et Ankara ? La Turquie est membre de l'Otan. Une agression russe impliquerait donc une riposte de tous les signataires du traité. "Il y a une politique de la carotte et du bâton entre la Turquie et l'Otan, analyse le journaliste Guillaume Perrier. Depuis le début du conflit, Ankara joue sur cette alliance pour défendre ses intérêts face à la Russie."

Difficile de savoir à quel point les Occidentaux peuvent "tenir" diplomatiquement la Turquie, tant celle-ci semble déterminée à anéantir les milices kurdes. "Nous avons exhorté et continuerons à exhorter la Turquie à ne pas bombarder de l'autre côté de la frontière", a assuré John Kirby, le porte-parole du département américain de la Défense.

Washington se retrouve ainsi dans une position délicate, tiraillé entre l'intérêt stratégique que lui apportent sur le terrain syrien les combattants kurdes dans la lutte contre l'Etat islamique et son alliance militaire historique avec la Turquie. "Il est impensable pour les pays occidentaux de se passer de la Turquie aujourd'hui, tranche Guillaume Perrier. Et c'est cette position qui permet à Ankara de mener sa politique contre les Kurdes." Tant géographiquement que stratégiquement, la Turquie est le dernier rempart entre l'Europe et le chaos syrien. ♦

L'organisation armée kurde TAK revendique l'attentat du 17 février à Ankara

Le groupe TAK a publié un communiqué sur son site web prenant la responsabilité de l'attentat, qui a fait 28 morts.



De notre correspondant à Istanbul, Quentin Raverdy le 20/02/2016 | Le Point.fr

Deux jours après l'attaque meurtrière contre des bus de l'armée en plein cœur d'Ankara qui a coûté la vie à 28 personnes et fait une soixantaine de blessés, l'affaire prend une nouvelle tournure. Vendredi, en fin d'après-midi, le groupe TAK (Teyrêbazên Azadiya Kurdistan), ou Faucons de la liberté du Kurdistan, a revendiqué l'attaque, via un communiqué sur Internet.

« Le 17 février au soir, une attaque-suicide a été menée à 18 h 30 dans les rues d'Ankara par un guerrier kamikaze contre un convoi de soldats de la République turque fasciste », explique le mouvement. Une attaque censée venger les civils kurdes tués au cours des combats faisant rage dans le sud-est de la Turquie. En effet, depuis juillet, plusieurs dizaines de civils sont morts au cours de lourdes opérations militaires menées par les forces de sécurité turques dans plusieurs cités kurdes, afin de venir à bout des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), véritable bête noire d'Ankara.

Les Faucons de la liberté, groupe classé sur la liste des organisations terroristes par la Turquie, les États-Unis et l'Union européenne, est une branche armée du

mouvement kurde. Fondé au milieu des années 2000, il tient à marquer sa différence et son indépendance du PKK, bien que ses membres affirment suivre le même leader : Abdullah Öcalan, emprisonné depuis 1999.

Ils se font connaître par plusieurs attaques dans l'ouest de la Turquie, notamment en 2010, quand ils font exploser un bus militaire dans la banlieue d'Istanbul, tuant quatre personnes. En décembre dernier, ils ont revendiqué l'attaque au mortier contre l'aéroport stambouliote de Sabiha Gökçen, qui a coûté la vie à un employé. Éternelle bataille de propagande

Àu communiqué de vendredi, les TAK joignent la photo d'un Turc de 26 ans, Abdülbaki Sönmez, originaire de Van, dans l'est de la Turquie. Zinar Raperin – de son nom de code – y est présenté comme l'auteur de l'attaque-suicide d'Ankara. Une version bien différente de celle du gouvernement turc qui, quelques heures seulement après l'attentat, affichait déjà le visage supposé du terroriste : Salih Nekar, un jeune Syrien de 23 ans présenté comme appartenant aux forces du YPG, la branche armée du Parti de l'union démocratique (PYD), l'émanation syrienne du PKK.

Le procureur général d'Ankara, Harun Kodalak, estimait avant le week-end que « l'enquête était presque bouclée ». Une vingtaine de personnes, en lien avec l'attaque, ont déjà été arrêtées à travers tout le pays.

L'implication du PYD et du PKK dans cet attentat semblait indéniable, selon l'exécutif turc. De quoi convaincre les alliés de la Turquie, et notamment les Américains, de se détourner des forces kurdes en Syrie, sur qui les Occidentaux s'appuient principalement dans leur lutte contre l'État islamique.

Une version officielle pourtant très vite réfutée par les principaux concernés. Saleh Muslim, leader du PYD, et Cemil Bayik, l'un des responsables du PKK, ont nié en bloc les accusations, dénonçant là une manœuvre du gouvernement turc. Depuis déjà près d'une semaine, la tension est à son comble entre Ankara et le PYD. L'armée turque bombarde les forces kurdes en Syrie qui, profitant de l'offensive du régime de Damas dans la région d'Alep, ont étendu leur territoire près de la frontière turque. Une menace de taille pour Ankara qui craint de voir un territoire autonome kurde se former dans le nord du territoire syrien.

Les différentes organisations kurdes intimement liées

L'attaque de vendredi pourrait être une forme de riposte après les bombardements de la Turquie sur le PYD, en Syrie, estime pour sa part Sinan Ülgen, président du Center for Economics and Foreign Policy (EDAM). « Mais ils n'auraient aucun intérêt à le revendiquer, ils préfèrent laisser faire le TAK. » Quoi qu'il en soit, selon cet ancien diplomate turc, la différence entre ces organisations kurdes est mince : « Même si les membres du TAK argumentent qu'ils sont indépendants du PKK [et du PYD, NDLR], ces différentes organisations sont intimement liées, les lignes d'appartenance sont troubles. » La différence fondamentale se joue ailleurs : « Elle n'est pas géographique, mais fonctionnelle. Le PKK/PYD utilise le TAK pour les actions lourdes, celles parfois contre des civils. Des actions qui pourraient affecter son image et ses relations à l'international. »

En effet, contrairement au PKK, qu'ils jugent « trop humaniste », les TAK se sont fait connaître pour leurs attaques visant des civils, et notamment des touristes. En juillet 2005, le groupe a revendiqué une attaque à la bombe, dans la ville balnéaire de Cesme, sur la côte ouest de la Turquie, blessant une vingtaine de personnes. Et d'autres attentats pourraient suivre, expliquent-ils dans leur communiqué : « Le tourisme [une manne financière de 30 milliards d'euros en Turquie, NDLR] est une cible majeure que nous voulons détruire. Nous conseillons aux touristes étrangers et turcs de ne pas aller dans les zones touristiques en Turquie. » Et de prévenir : « Nous ne serons pas responsables de ceux qui mourront dans les attaques qui viseront ces sites. » ●

2016: The Year Kurdistan Finally Breaks from Iraq?

With this latest referendum, the Kurds could stand on their own.

Seth J. Frantzman
February 26, 2016
<http://nationalinterest.org>

In early February the president of the Kurdistan Regional Government, the autonomous Kurdish region in northern Iraq, called for a referendum on Kurdish independence. "The time has come and the conditions are now suitable for the people to make a decision through a referendum on their future," wrote Masoud Barzani. He cautioned people that it did would not entail the "immediate declaration of statehood" but rather judging the will of the "people of Kurdistan" and to create the political landscape to "implement this will at the appropriate time and circumstances."

On February 13, the German foreign minister Frank-Walter Steinmeier took to Twitter to express "serious concern" about plans for a referendum, after reportedly meeting Barzani at the Munich Security Conference. Serious concern would be diplomatic speak for "no." Critics abroad see the independence referendum as a mix of political strategy and long time policy. Ibrahim al-Marashi, a California-based history professor, wrote at Al Jazeera, "Not only does a call for independence appeal to Kurdish constituents, it serves as a tool to empower the KRG vis-à-vis the central government in Baghdad." Some have suggested that the referendum is merely cover for the Kurdistan Democratic Party to renew its electoral mandate. Elections scheduled for 2013 and 2015 have been postponed to 2017, an issue that ruffles feathers among the smaller parties in Kurdistan. Currently the KRG is governed by the KDP, the largest party, and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

If a referendum was merely a cynical ploy, then why is the KRG's own government being so hesitant about it? Perhaps because this has happened once before. The last time Kurdistan had a referendum for independence was in 2005, when 1.9 million Kurds voted in Iraqi national and KRG regional elections. 98 percent of those casting ballots said yes to independence. In 2014, Barzani told the BBC he wanted to hold a referendum. The Kurdish parliament was supposed to set a date for the decision. Then Kurdistan was attacked by Islamic State on August 3, 2014.

The war against ISIS has illustrated Kurdistan's de facto independence better than any referendum could. Cut off from Baghdad, the region functioned independently. It had to control its own economy and develop its own oil resources. Its budget was cut from Baghdad as well due to the war, and the KRG was plunged into financial crises, having to support two hundred thousand Kurdish peshmerga fighters on the frontline against ISIS. Iraq's Baghdad government condemns any



attempt by the KRG to secede. "Any unilateral position from any party without coordination or approval will be against the constitution and illegal," Saad al-Hadithi, a spokesman for Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi, told the press in late January.

The KRG has cited referendums in Catalonia, Quebec and Scotland as precedents. But in each of those cases, the national-level democracy accepted the regional referendum and did not actively oppose it, or try to prevent it by force. Neither did foreign governments express opposition to the concept of Scottish independence, or Quebecois independence, for instance. Perhaps a more interesting precedent would be that of Kosovo. In 1991, more than one million Kosovars voted in a referendum for independence from Yugoslavia. Although Serbs boycotted the vote, 99 percent of voters supported independence. After Kosovo had declared independence in 2008, ten years after a U.S.-backed intervention to push Serbian forces from the province, Kosovo Serbs voted in 2012 against accepting Kosovo administration. Unsurprisingly, more than 99 percent of the twenty-six thousand who voted refused to accept Kosovo.

In these instances, the referendums took place against the central government's wishes. There are many other examples of such referendums, such as the one held in Somaliland in 2001, affirming independence from Somalia. While 112 countries recognize Kosovo, it is notable that many do not, despite the support it has received from the U.S., the EU and the international community. Countries that try to go it alone, such as Somaliland, do not face a bright future. Even countries that have won independence through a referendum, such as South Sudan, have found themselves plagued by internal conflict. The Crimea referendum, in which 96 percent were said to have voted to join Russia, was widely seen as discredited by the fact that the Russian army had occupied the peninsula.

This leaves Kurdistan in an unenviable position. Sero Qadir of the Institute for Research and Development in Kurdistan argues that the referendum is a way to show

the public's approval for independence, but he stresses that with or without the referendum, Kurdistan has a right to independence.

"In my view the referendum is connected with independence and I believe we could have independence anyway without the referendum," Qadir explained. "When Barzani speaks about it," he said, it "is because he wants to bring together the political parties and collect them in one idea. . ." Qadir added that in such an event Barzani would have a stronger hand in dealing with Iraq and the international community.

He expects to see independence in 2016: "There are three who support it formally: Israel, Saudi, France. But some smaller countries, we estimate around 40 others, support our independence."

Dr. Kemal Kirkuki, a former speaker of the KRG parliament, member of the KDP politburo and a peshmerga commander near Kirkuk, wrote in a response to a query about independence that the "self-determination is a natural right" of all nations.

"Self-determination is a right that the International Law, the UN charters and covenants, and Human right laws all agree on—it is an international legitimate legal right for people." He asserts that any independence would not violate the Iraqi constitution, an issue raised by Baghdad, because the constitution states the various components of the country have taken it upon themselves to "decide to unite by choice." They can therefore separate by choice.

He also asks why the international community has watched Kurdistan defend the world against ISIS but does not demand that Kurdistan receive its full budget from Baghdad. "The international community should be also willing to recognize our natural and legal right to practice self-determination, and conduct our referendum..."

Qadir argues that as time goes on, the KRG's independence goals will be eroded and undermined by Iran, and by the region's Sunni-Shia sectarianism. "If we stay in Iraq we lose what we have, we will be a small government in Iraq which has ethnic-sectarian war and we will end up as [a] slave of Iran." There is a sense that Iran works behind the scenes to encourage other parties in the KRG, such as the Goran (Change) movement, to oppose independence. Publicly, these other parties claim to support independence, but have not spoken out about the need for a referendum with the gusto of the KDP.

Contending with pressure from within as well as outside Kurdistan's borders, Barzani will surely face no end of challenges between today and the referendum. ♦

Seth J. Frantzman is a Jerusalem-based journalist who holds a PhD from The Hebrew University of Jerusalem.

Kurdistan exit plans on the rocks

There is mounting opposition to Iraqi Kurdish leader Masoud Barzani's plans to hold a referendum on the region's independence, writes Salah Nasrawi

25 February, 2016

<http://weekly.ahram.org.eg>

Iraqi Kurdish leader Masoud Barzani may have felt things were going well. He has been polishing up his plans to show the Kurds that they can be better off and escape the Iraqi quagmire by choosing independence in a referendum he has been pushing to be held for years.

In recent weeks Barzani has been pressing ahead with plans to form a breakaway state from Iraq before the end of 2016 and has been looking to foreign governments, the United States, the EU and the international oil markets to raise the political pressure on Baghdad.

However, the strategy does not seem to be working. While Barzani has called for a referendum, no timetable has been set for the proposed vote.

Barzani's most immediate challenge came on 26 January when he told representatives of the Kurdish political parties that a referendum on Kurdish independence should take place before the US presidential elections in November.

A week later Barzani appealed to the people of the autonomous Kurdistan Region of Iraq to push the political parties into starting the secession process.

"The time has come and the situation is now suitable for the Kurdish people to make a decision through a referendum on their fate," Barzani said in a statement on his Website.

Barzani has also taken his campaign for sovereignty abroad. In January, he sent a delegation to Washington to lobby the administration and Congress for support for his plans to break away from Iraq.

He also outlined his desire to seek independence to diplomats representing 36 countries in Erbil, adding that this may come if a referendum on independence is held. While attending the Munich Security Conference earlier this month, Barzani also attempted to

solicit world support for his independence plan.

The Kurdistan referendum is not just recent political history for Barzani. Instead, it represents a user's guide to Barzani's fighting his final battle for leaving Iraq.

The only questions now are whether Barzani will play his cards right and whether he will be able successfully to make the case for the Kurds to break away completely from Iraq.

Barzani's preferred method is a hybrid strategy with a blend of hard and soft power. A combination of tactics, some military and some non-military, has been put together to create a new reality on the ground, confuse and wear down the Baghdad government, boost Kurdish nationalism and create international support.

Following Islamic State (IS) group advances in the summer of 2014, Kurdish Peshmergas forces overran Iraqi army positions in northern Iraq, capturing large swathes of territory, including the oil-rich province of Kirkuk, and declaring them to be part of the Kurdish self-ruled Region.

Since then Barzani has repeatedly said that the Kurdistan Regional Government (KRG) will not return what Kurdish officials used to call the "disputed territories" but are now terming "liberated areas" to Iraqi sovereignty.

In December, Barzani said a new agreement was required on the administration of the "liberated areas" after retaking the city of Mosul from IS and trying to use the Peshmergas' presence in the territories to create a new reality on the ground.

Economically, Iraq's Kurds have sought to maximise their autonomy in recent years, building their own pipelines to Turkey and exporting oil and gas independently of the rest of the country.

For years, Kurdistan has been bypassing Baghdad and exporting oil directly to the international market through an independent pipeline via Turkey.

The region is believed to be selling more than 600,000 barrels per day (bpd), with most of it going to Israel at discount prices.

The KRG also plans to start exporting 10 billion cubic metres a year of natural gas to Turkey by 2019-2020 and to double that by the early 2020s.

Gas and oil exports will allow

the self-governed region to generate much-needed revenue and will bring it closer to economic independence.

Another instrument Barzani is using to justify his intention to leave Iraq is highlighting the failure of the Baghdad government to provide the region with its allocations from the state budget, which it blames for its cash crisis.

For months, the KRG has not been paying salaries to public employees, claiming that this is the result of budget cuts by Baghdad. However, the Baghdad government says that the Kurds' direct oil exports violate the constitution, and it has promised to resume full payment if Kurdistan hands over its oil revenues to the central government.

Barzani's resolve to break with Iraq has recently been met with fierce opposition from the Shia-led government in Baghdad.

Iraqi Prime Minister Haider Al-Abadi has urged the KRG not to go ahead with the proposed referendum on independence, saying it would be neither in its own interest nor in that of Iraq.

"Kurdistan is part of Iraq, and I hope it remains that way," Al-Abadi said. "Disintegration is in no-one's interest," he added.

Other Shia politicians have refused to allow a referendum to take place in Kurdistan, arguing it would contravene Iraq's constitution.

It goes without saying that regional powers, especially Syria, Turkey and Iran, which have large Kurdish minorities of their own, are opposed to Kurdish aspirations for independence and have consistently called for Iraq to remain united.

The three countries fear that an independent Kurdish state could embolden their own secessionist movements and encourage them to seek independence.

On the international level, though the world powers have been helping to bolster Kurdistan's effort to fight IS, they have also been keen to avoid kindling the Kurds' aspirations to secede from Iraq.

The US has repeatedly expressed its support for Iraq's unity. Though the US-led invasion of Iraq in 2003 was the driving force behind the Kurds' empowerment and the escalation of their push for independence, Washington has been notably reluctant to give its blessing to a Kurdish state in northern Iraq.

During his meetings with

European leaders in Munich, Barzani must have been surprised to hear blunt opposition to his moves.

German chancellor Angela Merkel, her Foreign Minister Frank-Walter Steinmeier, and Italian Foreign Minister Paolo Gentiloni expressed "serious concerns" over the planned Kurdish independence referendum.

Even in Kurdistan most of the region's political parties have shown a reluctance to join Barzani's separation drive.

Though no national survey has been conducted to show the intentions of Kurdish voters were a poll on leaving Iraq to be held, the issue does not seem to be a priority for most Iraqi Kurds.

Many believe that Barzani is drumming up the referendum issue in a bid to divert attention from the Kurdistan government crisis after he refused to step down when his term in office came to an end in summer last year.

Some have also complained that Barzani has been unilaterally making plans without trying to open a national debate or even a discussion on such an important issue.

Amid rising opposition to the referendum plans at home and abroad, Barzani has tried to dilute concerns among opponents and sceptics by suggesting that the "referendum does not mean proclaiming statehood, but rather knowing the will of the Kurdish people on independence."

"Holding a referendum and implementing the outcome of that referendum are two different things," he said in a statement.

Statehood has been a Kurdish goal for generations, but it is far from certain that Barzani can convince doubters at home about his real intentions or whether recent events are playing out to the Iraqi Kurds' advantage.

Many in Kurdistan want Barzani to stop his forward march and to provide more definitive answers on the current political crisis and economic crunch that are threatening the region, not least the row over his tenure as president and the KRG's inability to pay civil servants' salaries.

As for the regional and international objections, it seems it will be even harder for Barzani to persuade neighbouring Iran and Turkey and other stakeholders to soften the external pressures. ■

A Nusaybin, les Kurdes face aux Turcs

Les forces turques se préparent à une vaste offensive contre les combattants kurdes dans la ville de Nusaybin, à deux pas de la frontière syrienne

REPORTAGE

NUSAYBIN (TURQUIE) - envoyé spécial

Sous le pont Ahmet-Kaya, mis hors d'usage en août 2015 par une bombe artisanale posée par les combattants kurdes, la chaussée perforée par le souffle de l'explosion laisse apparaître les eaux peu profondes du Çağçag. Sombre, lourd, le ruisseau glisse sur son lit de vase vers la Syrie voisine et Qamichli, la « capitale » des Kurdes syriens, à moins de 2 kilomètres en aval. Sur la rive gauche, un camion-citerne calciné marque l'entrée des quartiers insurgés de la petite ville-frontière de Nusaybin. Dans le prolongement du viaduc désormais barré par cette épave criblée d'impacts de balles, commence le Sirin Bulvari - « avenue jolie » en turc -, l'artère qui traverse les zones contrôlées par la guérilla urbaine du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Les autorités turques ont annoncé, début février, une opération imminente contre cette partie de la ville.

D'un pas las, de rares mères de famille sortent de ces quartiers qui comptent parmi les plus défavorisés de la ville. Les rues qu'elles viennent de quitter, barricadées par des empilements réguliers de pavés renforcés de sacs de sable, sont bordées de maisons abandonnées. Après avoir subi plusieurs phases d'affrontements violents entre les combattants kurdes et les forces de sécurité, Nusaybin se prépare désormais au pire. La guerre urbaine pour l'« administration autonome » des zones-régions, déclenchée par le PKK à l'été 2015 dans le sud-est de la Turquie, n'a eu d'autre issue que la destruction de quartiers entiers, la mort de nombreux civils ainsi que d'importants déplacements de population.

« Les habitants sont terrorisés. La majorité a déjà quitté la ville. Ils savent que la police et l'armée n'hésitent pas à abattre de simples citoyens », indique Yusuf, qui a déjà mis ses enfants à l'abri et se prépare à partir à son tour dès la reprise des hostilités. Quelques familles resteront pourtant jusqu'au dernier moment. « Nous nous sommes installés ici après la destruction de notre village par l'armée turque en 1993. On est repartis à zéro à Nusaybin et de nouveau, nous n'avons plus rien ni nulle part où aller », se désole un habitant du quartier de Firat. Il partage avec deux autres familles le



Une femme fuit le quartier de Firat, à Nusaybin, par crainte des combats entre l'armée turque et les rebelles kurdes, le 18 février.

ÉMILIEN URBANO/MYOP
POUR « LE MONDE »



CES DERNIERS MOIS, LE TRACÉ DES RUES S'EST DOUBLÉ D'UN COMPLEXE DE BARRICADES ET DE TUNNELS CENSÉ PROTÉGER LES COMBATTANTS KURDES LE MOMENT VENU

dernier appartement encore en état de son immeuble dévasté par les combats de l'automne. Quelques enfants livrés à eux-mêmes courent et jouent au détour de ruelles où se sont amassés les débris ordinaires de la guerre, avec, figés dans des flaques de boue ou abandonnés dans les caniveaux, des vêtements et des jouets cassés, souvenirs d'un quotidien perdu.

Au cours des derniers mois, le tracé des rues s'est doublé d'un complexe de barricades et de tunnels qui, le moment venu, permettront de protéger les combattants kurdes des blindés et des tireurs d'élite turcs. Les murs des jardins ont été éventrés pour leur permettre d'évoluer sans emprunter les voies principales dont certains accès sont défendus par des engins explosifs improvisés prêts à être déclenchés si les forces de sécurité s'y engageaient. Une nouvelle géographie se dessine, imposée par la mécanique d'une guerre venue d'ailleurs.

L'« EXPÉRIENCE » DE KOBANÉ

Le quartier appartient désormais à ceux qui prétendent le défendre, les combattants kurdes qui se sont constitués en unités de protection civile (YPS). Cette nouvelle émanation du PKK a été créée sur le modèle des YPG, les milices kurdes de Syrie affiliées au PKK et en guerre contre l'organisation Etat islamique (EI) de l'autre côté de la frontière. Le « camarade » Khabat, 22 ans, est l'un d'entre eux. Après avoir combattu avec les Kurdes de Syrie lors du siège de la ville de Kobané par l'EI en 2014, il a rejoint la lutte en territoire turc comme nombre de volontaires recrutés alors par les YPG. « Tout ce que nous avons appris à Kobané, nous l'utilisons ici. Au Rojava [appellation du Kurdistan syrien], nous avons été formés aux méthodes de combat en ville. Les tunnels, les barricades, les fortifications, les pièges explosifs que nous mettons en

place ici, tout cela vient de notre expérience à Kobané», explique-t-il, kalachnikov en bandoulière et grenade à la ceinture tandis qu'un groupe de combattants, aidés de quelques enfants du quartier, creuse un fossé en travers d'une rue voisine au son de chants de propagande du PKK diffusés par des enceintes portables.

«Toutes les familles que je connais ont vu au moins un de leurs fils ou une de leurs filles partir au Rojava», reconnaît, les yeux dans le vague, une mère de famille du quartier en tenue paysanne, venue saluer les combattants. Certains d'entre eux, comme Khabat, sont revenus. Ils conçoivent leur guerre dans les villes kurdes de Turquie comme le prolongement de leur lutte contre l'EI en Syrie. La direction du PKK a promis pour le printemps une implication plus forte des combattants retranchés dans les montagnes kurdes, et les conflits de part et d'autre de la frontière turco-syrienne convergent dangereusement.

Les autorités turques considèrent comme une menace pour la sécurité nationale les avancées des forces kurdes syriennes, du fait de leurs liens avec le PKK. En attribuant l'attentat du 17 février à Ankara (28 morts) aux Kurdes syriens, malgré l'absence de revendication de leur part et des méthodes qui ne sont pas les leurs, les autorités turques trouvent une justification pour affaiblir directement leurs positions en territoire syrien et mettre en péril leur coopération avec la coalition internationale contre l'Etat islamique.

Elles bombardent la région kurde d'Afrin, au nord-ouest de la Syrie, et permettent à des groupes rebelles syriens voués à empêcher la progression des Kurdes dans la région d'Alep de transiter par le territoire turc. Autant de signes de l'intrication croissante des conflits de la région, qui se manifeste aussi à Nusaybin.

«La frontière qui sépare Nusaybin de Qamichli nous a été imposée. Nous sommes tous kurdes, d'un côté comme de l'autre», justifie le «camarade» Devrim, un des cadres du PKK dans la ville qui, à 44 ans, dit avoir vingt-sept années de guérilla derrière lui. Originaire de Turquie, il affirme avoir lui-même combattu à Afrin dans les rangs des Kurdes syriens avant de rejoindre les bases de la guérilla du PKK à la frontière turco-irakienne puis, il y a trois mois, les quartiers insurgés de Nusaybin. Assis sur un matelas déposé dans l'herbe d'un terrain vague entouré d'immeubles vides, il s'attend à une bataille décisive à Nusaybin, plus importante que les affrontements qui se sont succédé dans le sud-est de la Turquie depuis l'été dernier et dont les forces kurdes n'ont rien obtenu: «Nous percevons la proximité de la frontière avec la Syrie comme un avantage stratégique qui pourra nous être utile le cas échéant. Nos luttes en Syrie et en Turquie vont continuer à s'affecter l'une l'autre.»

NO MAN'S LAND TRUFFÉ DE MIRADORS

Alors que le silence de la ville, déjà vidée

d'une partie de sa population, vient d'être brisé par le vrombissement d'un avion de chasse, dont on ignore la nationalité et s'il traverse le ciel syrien ou le ciel turc, des détonations d'arme à feu retentissent. Suivies de près par une sirène d'ambulance, elles proviennent de Nusaybin. On apprendra qu'une mère de famille d'une cinquantaine d'années vient d'être tuée et sa fille blessée par des tirs provenant d'un blindé des forces armées dans le quartier de Yenisehir.

Dans la nouvelle annexe du carré des «martyrs» du PKK, au cimetière de Nusaybin qui jouxte le no man's land miné et truffé de miradors longeant la frontière du «Rojava», une vingtaine de nouvelles tombes ont été récemment creusées. Les dépouilles de jeunes hommes et de jeunes femmes de la ville, tombés en Syrie face à l'Etat islamique au cours des dernières années, y reposent aux côtés de ceux qui sont morts dans les quartiers de Nusaybin en combattant les forces de sécurité turque. En cas de nécessité, la superficie du terrain permettra d'en installer plusieurs centaines d'autres. ■

ALLAN KAVAL



26 février 2016

Le PKK n'écoute plus son dirigeant historique emprisonné (responsable turc)

Ankara, 26 fév 2016 (AFP)
www.lorientlejour.com

Ankara a affirmé vendredi que les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) n'écoutaient plus leur dirigeant historique, Abdullah Öcalan, emprisonné depuis 1999 et qui a lancé depuis son île plusieurs appels à désarmer.

Le porte-parole de la présidence, Ibrahim Kalin, a assuré qu'Abdullah Öcalan avait perdu tout contrôle sur la branche armée de son mouvement, retranchée dans le bastion de Qandil dans les montagnes du nord de l'Irak, en s'adressant à des journalistes étrangers à Ankara.

Après une accalmie de deux ans, de violents combats opposent depuis l'été dernier les forces turques et le PKK dans le sud-est

anatolien. Ces affrontements ont fait voler en éclats les pourparlers de paix engagés par le gouvernement à l'automne 2012 pour tenter de mettre un terme au conflit kurde, qui a fait plus de 40.000 morts depuis 1984.

Jusqu'à l'été 2015, des députés du parti pro-kurde de Turquie, le Parti démocratique des peuples (HDP), avaient pu se rendre dans l'île d'Imrali (nord-ouest), où le fondateur historique du PKK purge une peine de réclusion à perpétuité dans une prison turque, revenant avec des messages d'Öcalan appelant le PKK à désarmer.

«La dernière fois qu'il a lancé cet appel, il n'a été écouté par personne», a répondu Ibrahim Kalin à une question sur le refus des autorités turques de permettre désormais aux députés du HDP de se rendre à Imrali.



«Le président (Recep Tayyip Erdogan) a pris un grand risque en laissant les députés du HDP rencontrer Öcalan», a-t-il souligné, alors que cette autorisation avait provoqué la colère des nationalistes turcs. «Nous l'avons fait dans l'intérêt de la paix. Ils sont allés sur l'île, nous espérons que le PKK écoute Öcalan, ils ne l'ont pas écouté».

Pour le porte-parole, qui a souligné les liens entre le PKK et les miliciens kurdes syriens, les responsables du PKK ne veulent pas désarmer et voient dans la guerre civile en Syrie une «opportunité».

Constatant le gel du processus de paix, M. Kalin a assuré qu'il pourrait reprendre si le PKK cessait ses attaques contre les forces de sécurité turques et s'il annonçait son intention de désarmer.

«Les opérations se poursuivront tant que le PKK continuera à représenter une menace pour la sécurité nationale», a promis le porte-parole.

Arrêté en 1999 au Kenya, M. Öcalan a été condamné à la peine de mort mais sa peine a été commuée en détention à perpétuité à l'abolition de la peine capitale en Turquie. ■

Ankara et le bourbier syrien

hebdo.ahram.org.eg
24 fev. 2016

Le torchon brûle entre Moscou et Ankara. Le pilonnage par l'armée turque des positions kurdes des Unités de protection du peuple (YPG), qui combattent les djihadistes de l'Etat islamique dans la région d'Azaz, au nord d'Alep, a accentué la tension, déjà vive entre la Russie et la Turquie. Moscou et son allié syrien ont déposé, auprès du Conseil de sécurité de l'Onu, une plainte contre la Turquie après les bombardements dans des zones kurdes. « Ce qui se passe actuellement à la frontière turco-syrienne est totalement illégal », a déclaré Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères. Et d'ajouter : « La Turquie bombarde des habitations de l'autre côté de la frontière, envoie des fonds, des personnes et de l'approvisionne-

ment ».

La Turquie, elle, voit d'un mauvais oeil les frappes russes au nord de la Syrie en soutien à Bachar Al-Assad. Les deux pays sont désormais engagés dans une véritable guerre verbale. « Moscou a commis de véritables crimes de guerre en bombardant des écoles et des hôpitaux en Syrie », a déclaré le premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, ajoutant : « Les YPG sont des mercenaires de Moscou (...) S'ils s'approchent d'Azaz, ils verront notre riposte la plus violente ».

La collision entre Ankara et Moscou au nord de la Syrie est due aux intérêts diamétralement opposés des deux pays dans cette région. Les Turcs font partie d'un axe sunnite comprenant notamment l'Arabie saoudite et les pays du Golfe, et farouchement opposé au régime de Bachar Al-Assad. Celui-ci fait face à un axe chiite formé de l'Iran et du Hezbollah

libanais qui soutient à outrance le régime de Damas avec l'appui inconditionnel de Moscou.

Pour réaliser son objectif (faire chuter Bachar), Ankara a laissé passer à travers ses frontières des milliers de volontaires djihadistes venus d'Europe et d'autres régions et leur a fourni des armes et des munitions. Mais l'intervention militaire russe en Syrie, au mois de septembre dernier en soutien au régime de Bachar, a remis en cause les calculs d'Ankara. Moscou a coupé les lignes de ravitaillement entre la Turquie et les djihadistes qui combattent le régime de Damas. Et l'alliance djihadiste soutenue par les Turcs vient de subir un revers aux portes d'Alep face aux forces loyalistes d'Assad.

L'intervention russe a par ailleurs poussé des milliers de réfugiés syriens vers la Turquie. Mais pire encore. Le projet turc visant à créer une zone tampon le long de

la frontière avec la Syrie, afin de limiter l'expansion des Kurdes dans cette région, a été stoppé net. Moscou tient désormais de fait tout l'espace aérien du nord de la Syrie, après le déploiement de missiles sol-air S400 et de Tupolev 214R. Et les frappes aériennes russes ont permis aux Kurdes des YPG (qui se battent à la fois contre Daech et contre Bachar) d'avancer et de gagner de nouveaux territoires à proximité de la Turquie. Une situation qu'Ankara, obsédée par l'idée d'un Etat kurde au nord de la Syrie (qui donnerait des idées aux séparatistes kurdes en Turquie), n'est pas prête à tolérer. D'où le pilonnage par l'armée turque des positions des YPG et les déclarations incendiaires des responsables turcs à l'égard de Moscou. La Turquie est allée même jusqu'à envisager le déploiement de forces au sol avec l'Arabie saoudite pour sauver la rébellion syrienne.



24 février 2016

Erdogan: la milice kurde de Syrie doit être exclue du cessez-le-feu

Par A.-F. L. avec AFP 24/02/2016
www.bfmtv.com

La Turquie se dit favorable à un accord de cessez-le-feu en Syrie, mais la milice kurde doit, selon elle, en être exclue. Des Kurdes considérés comme des terroristes par le gouvernement d'Ankara.

La milice kurde de Syrie, que la Turquie considère comme "terroriste", doit être exclue de l'accord de cessez-le-feu prévu en Syrie, tout comme les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) et du Front Al-Nosra, a déclaré mercredi le président turc. La trêve, dont les modalités ont été définies par Moscou et Washington, doit débuter vendredi à 22 heures GMT. Le régime de Damas a donné son accord au projet, que l'opposition a accepté sous conditions. "Comme l'EI et Al-Nosra, le PYD (Parti de l'union démocratique, principale formation kurde en Syrie) et les YPG (Unités de protection du peuple, son bras armé), qui sont tout autant des organisations terroristes, doivent être exclus de cette trêve", a affirmé Recep Tayyip Erdogan lors d'un discours

devant des élus dans son palais d'Ankara.

"On ne peut pas faire de distinction entre 'bon' et 'mauvais' terroristes en Syrie", a continué l'homme fort de Turquie, appelant la communauté internationale à reconnaître le PYD et les YPG comme des mouvements terroristes. "Pour que cet état de choses soit accepté, est-ce que le PKK-PYD doit faire exploser ses bombes non pas à Ankara mais dans d'autres capitales", s'est interrogé Tayyip Erdogan.

ERDOGAN, NE PAS QU'ON "ESSAYE DE BERNER L'OPINION INTERNATIONALE"

Les dirigeants turcs ont attribué l'attentat survenu le 18 février dans le centre d'Ankara et qui ont coûté la vie à 29 personnes à ces mouvements, avec le soutien des rebelles kurdes de Turquie, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit) auquel ils sont liés. Le PYD et le PKK ont démenti, tandis qu'une faction kurde radicale, proche du PKK, les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), ont revendiqué l'attentat visant des véhicules mil-



La milice kurde de Syrie doit être exclue du cessez-le-feu selon Ecep Tayyip Erdogan - Mercredi 24 Février 2016 - AFP

itaires. M. Erdogan a salué la trêve mais émis de sérieux doutes sur sa viabilité. "Nous accueillons bien évidemment avec satisfaction l'accord sur un cessez-le-feu en Syrie. Mais dans le passé on a essayé de berner l'opinion internationale par des démarches similaires", a estimé Recep Tayyip Erdogan.

L'artillerie turque bombarde par intermittence depuis plus d'une semaine les positions des YPG aux alentours d'Azaz (nord de la Syrie) et ses environs, proche de sa frontière, en riposte, selon Ankara, à des tirs de cette milice qui a profité de l'offensive du régime à Alep (nord) soutenu par les raids aériens de la Russie, pour prendre le contrôle de nouveaux territoires près de la frontière turque.

Syria's Kurdish convergence

Michael Cruickshank
Gissur Simonarson

On Feb. 17, a bus filled with Turkish soldiers stopped alongside a car at a red light in Ankara. Moments later, a dark column of smoke rose over what had been considered the most secure district of the Turkish capital. A suicide car bomb had ripped through the military bus, killing 28 and injuring more than 60.

The next day, Turkey's prime minister, Ahmet Davutoglu, announced that the suicide bomber had links to the Kurdish militia known as the Y.P.G., or People's Protection Units. It is strange that after little more than 12 hours of investigation, the Turkish government felt confident in accusing the American-backed group.

The key to this twisted geopolitical situation lies in one of the most confusing battlefields in recent history, around northern Aleppo, in Syria. Close to the Turkish border, the regime of President Bashar al-Assad, aided by Russian air power, is advancing against a coalition of rebel groups. Many of these have support from Turkey, Saudi Arabia and Qatar; some also receive anti-tank missiles from the C.I.A.

These groups increasingly find themselves also fighting a group called the Syrian Democratic Forces, or S.D.F., a coalition of Syrian Kurdish Y.P.G. fighters and about a dozen moderate Sunni rebel groups, of which the largest group is Jaysh Al-Thuwar. The S.D.F. has enjoyed American air support in its battle against the Islamic State, or ISIS, since the fight for the town of Kobani in 2014. Recently, it also began getting Russian air support as it engaged rebel groups in northern Aleppo this year. The Islamic State, hostile to all groups, is still a presence around Aleppo, though it has mostly stayed out of the current fighting there.

In this mix of factions, the Syrian Kurds are the only group that has common interests with both the United States and Russia. In its quest to secure Kurdish control of territory in northern Syria, the Y.P.G. is fighting the same Islamist groups that are enemies of both

superpowers. Although the Kurds did confront the Assad regime in Al Hasakah, in far northeastern Syria, the Y.P.G. generally does not fight against Syrian government forces.

Turkey is hostile to the Y.P.G. because it has close links with the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., with which Turkey has fought a nearly 40-year civil war. It was to counter this problem that the United States helped form the S.D.F. But even with the membership of moderate Sunni groups, the forces are dominated by the Kurdish fighters and so are still viewed with suspicion by Turkey, along with other rebel groups, that see the S.D.F. as a front for the Y.P.G.'s territorial ambitions. For its part, the Y.P.G. and the

Turkish opposition must not wreck a rare coalition of forces that has both Russian and American backing.

Turkish-based terrorist group called the Kurdistan Freedom Falcons, or T.A.K., claimed responsibility. The T.A.K. cut ties with the P.K.K. in 2004, and has no reported links with the Y.P.G. Yet the government of President Recep Tayyip Erdogan views the myriad Kurdish militant groups as a single threat.

Blaming the Y.P.G. suggests that Turkey is trying to drive a wedge between the Kurds and their international supporters. For this reason, the United States and Russia need to construct a nuanced response.

To date, the Y.P.G. has been little more than a pawn of the two superpowers, but the way the situation is evolving suggests an opportunity for the United States and Russia to cooperate with the Kurds to create an alternative future for some Syrians.

Last week, the United States and Russia announced a "cessation of hostilities" between some of the main factions in Syria. The Syrian government also signed on to this deal, which excluded extremist groups like the Islam-

S.D.F. support a unified but federalized Syria, which would give the Kurds and other minorities significant self-government.

The bombing in Ankara only makes this suspicion worse. Turkey is blaming the Y.P.G. for the blast, even after a

ic State and Al Qaeda affiliates, but the agreement's success is far from assured. Mutual interests with the Syrian Kurds could become the glue that holds it together. But what would such a collaboration look like?

The United States should reinforce its military support for the Syrian Democratic Forces, but on the condition that the coalition continues to expand its multiethnic credentials by incorporating moderate Sunni groups. This would enable the United States to deflect Ankara's claims that the Americans are giving aid to P.K.K. terrorism.

The democratic and pluralist goals of the S.D.F. make it a potentially useful Western ally in any future federalized Syria. At the same time, the S.D.F.'s relatively neutral stance toward the Assad regime helps it gain Russian support, both political and military.

Russia could use its influence with Damascus to ensure that Syrian government forces do not attack the S.D.F. The federalist model proposed by the S.D.F. also offers Russia options for a post-Assad transition of power. Another advantage of a federalized Syria is that neither Russia nor America would have to face the political challenges of completely partitioning the country — a possibility Secretary of State John Kerry warned of on Tuesday. A federalist solution would help to head off the risk of an independent Kurdish state's emergence in northern Syria.

Russian-American cooperation over the S.D.F. faces one serious stumbling block: Turkey. As well as increasing the prominence of Sunni militias within the group, the United States will also need to use diplomatic channels and its commanding position in NATO to make it clear to Mr. Erdogan that Turkey will not enjoy American support if it engages in further military intervention in Syria or clashes with Russia.

The Syrian conflict is beyond messy. But the S.D.F. gives America and Russia an opportunity to act on convergent aims, and suggests at least the tentative outlines of a lasting peace.

MICHAEL CRUICKSHANK and GISSUR SIMONARSON are curators for Conflict News.

SHARE YOUR THOUGHTS

Send a letter, with your phone number and email address, to nyletters@nytimes.com.

A major Turkish city is turning into a war zone



Buildings which were damaged during the security operations and clashes between Turkish security forces and Kurdish militants, are pictured in Sur district of Diyarbakir, Turkey on February 11, 2016.

Armin Rosen / Feb 26 2016
<http://www.businessinsider.com>

Turkey has struggled with the consequences of the destructive civil war in neighboring Syria. Now, the Turkish army is shelling the ancient center of one of the country's major cities, partially as a result of how the Syria conflict has impacted Turkey's long-running Kurdish insurgency.

Ankara's stance against the regime of Syrian president Bashar al-Assad has put it at odds with both Iran and Russia.

Moreover, the Russian intervention in Syria brought Turkey and Russia to the brink of open conflict this past November when Turkey shot down a Russian plane that had allegedly strayed into the country's airspace.

But the Syria conflict's real danger to Turkey is playing out within its own borders, particularly in a city of nearly 1 million people on the banks of the Tigris River in Turkey's southeast.

Diyarbakir includes a UNESCO-listed historic quarter surrounded by nearly 3.5 miles of thick Roman-era city walls. It's also one of the region's largest majority-Kurdish cities.

Today, the old city's Sur district is a warzone, with militants affiliates with the autonomy-seeking Kurdistan Worker's Party (PKK) fighting the Turkish military.

The fighting is the latest chapter in an over 30-year-old conflict between the Turkish state and the country's historically marginalized Kurdish minority.



Children walk past by damaged buildings in Sur district, which is partially under curfew, in the Kurdish-dominated southeastern city of Diyarbakir, Turkey on February 19, 2016.

As Deutsche Welle reported in January, thousands of people have fled the old city area, where water and electricity had been cut off.

Turkey's Human Rights Association reported that nearly 200 civilians had been killed in the fighting up to that point, according to Deutsche Welle.

On Thursday, Mahmut Bozarslan, a Kurdish journalist based in the city, told Business Insider by email that shelling of the old city is ongoing, and that "heavy shelling" occurred over the weekend. Bozarslan estimated that over 50,000 people had fled the old city to other parts of Diyarbakir since the fighting escalated in December.

Inside the territory of a NATO member state, the government is turning its heavy weaponry against an insurgent group that has established a persistent foothold within a major city.

The situation in Diyarbakir threatens to descend into protracted urban warfare. It's currently winter in southeastern Turkey, but observers expect combat to intensify. "It depends on PKK's decision for spring," Bozarslan told Business Insider by email. "In my view, it will get worse."

The renewed insurgency in Diyarbakir, and throughout southeastern Turkey, is exacerbated by the conflict in neighboring Syria.

In Syria's Kurdish regions, the People's Protection Units (YPG) militias have proven to be the US's most effective ground-level partners in the fight against ISIS in the country. Even if the YPG is more open to working with the Assad regime than other non-government forces and even tolerates the presence of regime military within territory they control, they've also carved out their own autonomous sphere in Kurdish-majority areas in Syria. At the moment, the regime is incapable of regaining full control.

But the PYD is the Syrian affiliate of the PKK, giving them operational ties to a US and EU-listed terror group that the Turkish government considers to be one of the primary threats to the country's security.

Syrian Kurds' new regional prominence and international prestige has upset a delicate ethnic balance in Turkey, site of a PKK insurgency that's lasted for three decades, a conflict that has killed some 40,000 people.

Kurdish groups in Syria believe that political and battlefield momentum is on their side. Meanwhile, an increasingly autocratic Turkish state fears the PKK now has a Syrian safe-haven, along with US political backing and military support.

It's a fragile and highly complex situation, which was aggravated when a Kurdish militant group bombed a military base in Ankara earlier this month, killing 28 people.

At the moment, ISIS, the Syrian civil war, and the Turkish government's anxieties all mean that armed conflict will continue inside of a key NATO state — with Diyarbakir becoming yet another front in a region-wide conflagration. ♦

Attentat en Turquie: l'auteur de l'attentat d'Ankara identifié par son ADN

<http://www.rtbf.be> - 23 fev 2016 (AFP)

Les autorités turques ont de nouveau insisté mardi sur les liens "incontestables" de l'auteur de l'attentat du 18 février à Ankara, formellement identifié par son ADN comme un Turc kurde, avec la milice kurde de Syrie.

Le kamikaze responsable de l'attentat à la voiture piégée qui a tué 29 personnes dans le centre de la capitale turque avait d'abord été présenté par le gouvernement comme un réfugié syrien nommé Salih Necar. Des tests ADN ont permis mardi de l'identifier comme Abdülbaki Sömer, un Turc kurde originaire de Van (est), a annoncé l'agence de presse officielle Anatolie. Dix personnes, dont son frère et son père, ont d'ailleurs été arrêtées dans la journée à Van, au cours d'une cérémonie de condoléance à la mémoire du kamikaze.

Le mouvement kurde armé radical qui a revendiqué l'attentat, les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, qui est engagé depuis 1984 dans une rébellion meurtrière), avait également affirmé que son auteur était Abdülbaki Sömer, né en 1989. "Quelle que soit son identité précise, que l'enquête judiciaire élucidera, il est clair que le kamikaze d'Ankara provient de Rojava, la région du Parti de l'Union démocratique (PYD)", un groupe rebelle kurde syrien, avait soutenu plus tôt dans la journée le vice-Premier ministre turc, Numan Kurtulmus, à un groupe de journalistes.

"Il apparaît que ce n'est pas la personne présentée au début", avait reconnu M. Kurtulmus. "Cela ne change en rien au fond de l'affaire qui est que cet attentat a été commis en collaboration par le PKK et le YPG (Unités de protection du peuple, bras armé du Parti de l'Union démocratique, PYD, un parti kurde syrien)". Le chef du PYD, Saleh Muslim, et un des responsables du PKK,



Veille d'hommage à Abdülbaki Sömer, à Van

Cemil Bayik, ont nié ces accusations.

Ankara considère le PYD et les YPG comme des groupes "terroristes", car liés au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). L'artillerie turque bombarde par intermittence depuis plus d'une semaine les positions du YPG aux alentours d'Azaz (nord de la Syrie) et ses environs, proche de sa frontière, en riposte, selon Ankara, à des tirs de cette milice, conformément aux règles d'engagement établies par Ankara.

Quatorze personnes ont été inculpées par un tribunal d'Ankara dans la nuit de dimanche à lundi en lien avec l'attentat. Une enquête a aussi été ouverte, visant une élue locale du principal parti prokurde de Turquie, le Parti démocratique des peuples (HDP), Tugba Hezer, qui aurait pris part à la cérémonie d'hommage au kamikaze à Van. □

La Russie a mis la Turquie dans les cordes

Christophe Lamfalussy / 27 fév 2016
<http://www.lalibre.be>

Si l'accord de cessez-le-feu qui devait entrer en vigueur la nuit dernière en Syrie est un test pour les différentes factions combattantes, il l'est aussi pour deux pays qui jouent un rôle clé dans le conflit syrien : la Russie, soutien de Damas et parrain des accords avec les Etats-Unis, et la Turquie, qui se dit "sérieusement inquiète" de la viabilité de la trêve.

Russes et Turcs sont largement impliqués dans le conflit, à des degrés divers.

La Russie a lancé en Syrie "sa plus grande opération aérienne expéditionnaire depuis la fin de l'Union soviétique", note Douglas Barrie, de l'International Institute for Strategic Studies (IISS) de Londres. Son budget militaire a augmenté de 21,7 % l'an dernier et la Syrie, après la déroute en Afghanistan, est un test de sa tentative de restaurer une puissance militaire dans le monde.

Vendredi, juste avant le cessez-le-feu, les avions russes ont multiplié les frappes contre les rebelles syriens, notamment dans la Ghouta

orientale où l'Armée de l'Islam (Jaich al-Islam) n'est qu'à quelques kilomètres du centre de Damas. Moscou et Damas considèrent ce groupe comme "terroriste", qui ne l'est pas pour les Etats-Unis et le Conseil de sécurité de l'Onu, ce qui en principe devrait épargner Jaich al-Islam des frappes russes et internationales qui continueront contre Daech et le Front al-Nosra.

Moscou n'a pas seulement déployé des avions bombardiers en Syrie pour frapper du ciel l'opposition au régime de Bachar Al-Assad. Il a aussi déployé des Soukhoi S-30 capables de faire respecter une zone d'interdiction de survol au-dessus de la Syrie, mettant ainsi fin au plan de la Turquie de créer une zone refuge pour l'opposition le long de sa frontière.

Crise sur le gâteau, le 11 février, le ministre russe de la Défense a diffusé une vidéo dans laquelle on voit un bombardier Soukhoi S-34 équipé d'un missile de type KH-35U destiné à couler des navires. "A notre connaissance, Daech n'a pas de force maritime", glisse Douglas Barrie.

LA TENTATION D'Y ALLER

En revanche, la Turquie - dont l'aviation a abattu en novembre dernier un Soukhoi qui s'était aventuré dans son espace aérien - a plus

de raisons de s'inquiéter de ce large déploiement russe à ses frontières, qui se tient prêt à une guerre beaucoup plus large.

La Turquie héberge 2,2 millions de réfugiés syriens et rien ne dit que tous reviendront dans une Syrie en paix, mais détruite.

Les Etats-Unis ont poussé les Kurdes de Syrie à prendre, avec des alliés arabes et syriaques, le contrôle d'une bande de territoire le long de la frontière turque, ceci afin d'éloigner l'Etat islamique. Mais Ankara se méfie comme de la peste des Kurdes syriens parce qu'ils sont proches, idéologiquement, du PKK. Après avoir réussi à exclure les Kurdes de Syrie (PYD) de la plateforme de l'opposition réunie en Arabie saoudite, Ankara a vainement tenté d'exclure le PYD, et sa branche armée le YPG, de l'accord de cessez-le-feu.

S'adressant à des journalistes étrangers, un porte-parole de la présidence turque, Ibrahim Kalin, n'a pas exclu des frappes aériennes à l'intérieur de la Syrie. Ankara a aussi plaidé, avec Ryad, pour le déploiement de forces terrestres internationales.

La tentation est grande, chez certains faucons de l'AKP, de faire intervenir l'armée turque au nord de la Syrie. Mais ils semblent isolés dans une Turquie inquiète d'une conflagration qui deviendrait régionale, sans l'appui de l'Otan. "La plupart des gens craignent que la Turquie s'enfonce dans une guerre dont la majorité ne veut pas", estime Semih Idiz, chroniqueur au journal libéral "Hürriyet".

Turquie: "Les Kurdes ne peuvent même pas sortir enterrer leurs morts"



A Diyarbakir, le 21 février, la population majoritairement kurde s'en prend aux forces de l'ordre pour dénoncer le nouveau couvre-feu imposé. AFP / ILYAS AKENGİN



Les forces de l'ordre multiplient les opérations dans les provinces de l'Anatolie du sud-est. REUTERS/Sertac Kayar

A Erbil (Kurdistan irakien), Pierre-Simon Assouline, le 24/02/2016
www.lexpress.fr

Silence radio sur les civils pris en tenailles entre armée turque et le PKK dans l'est du pays. Les journalistes y sont personnellement non gratés. Pour savoir ce qu'il s'y passe, il faut parler à ceux qui, comme Farouk*, ont fui au Kurdistan irakien.

Il est fatigué, et ce qui n'arrange rien, fataliste. Farouk* a fui l'est de la Turquie étouffée par les combats. Il a quitté la zone kurde, en guerre civile depuis le 15 décembre, pour rejoindre le Kurdistan irakien. Une "sale guerre" dont les échos sont parvenus étouffés en Europe. L'interprète prévient: "Il en a trop vu. Quand vous allez voir ses yeux..."

Pourtant, assis dans un café d'Erbil, ses premiers mots ne racontent ni les morts, ni les ruines, ni les déplacements de populations de cet énième épisode de combats qui opposent le Parti des travailleurs kurdes (PKK) aux forces armées turques. "Les gens sont pauvres, le business mort..." Farouk est parti, menacé par la misère.

La nouveauté dans l'Anatolie du sud-est, le nom de cette région kurde de Turquie, ce n'est pas la mort, c'est la faim. Pour le reste, les disparus, la terreur psychologique engendrés par la guerre entre Ankara et le PKK l'ont toujours accompagnés.

"ON NE SAIT PLUS QUI TUE QUI"

"Les gens meurent. On ne sait même plus qui tue qui, lâche-t-il. Un ami ambulancier trans-

portait des blessés de la milice des YDGH (la branche "jeunesse" du PKK, NDLR). Il les dépose à l'hôpital et retourne chercher les autres. A son retour, les premiers gisent une balle dans la tête." Qui tenait le fusil? Les brigades antiterroristes, l'armée? Mystère, et "aucune autopsie n'est faite".

Le flou règne en maître dans l'Anatolie. "La plupart des infos turques sont fausses, assure Farouk. Les interviews aux chaînes gouvernementales, qui défendent la version officielle des combats, sont obtenues sous la menace."

Un soir, il entend un tir isolé à quelques centaines de mètres de chez lui. L'armée réplique à l'artillerie lourde en pleine ville. La maison de son voisin s'effondre. Le tir ne venait pas de là.

LE PKK, AUSSI CRAINT QUE L'ARMÉE

Une nouveauté tout de même: "Les barricades



Des membres masqués et armés de la milice des YDGH, branche "jeunesse" du PKK.

ont été montées en pleine ville par le PKK", analyse Farouk qui reprend quelques couleurs. "Les civils leur en veulent autant qu'à l'armée. Ils meurent en plus grand nombre que les membres du PKK, car ils sont au milieu des tirs. C'est la première fois que c'est aussi intense dans les villes, c'est le chaos! D'habitude, cela se passe principalement dans les montagnes."

D'une voix blanche, il raconte: "Les tanks et les blindés patrouillent. Les bâtiments sont bombardés. Des personnes sont enlevées. Des snipers tirent à vue quand ils pensent apercevoir des guérilleros." Mais ces derniers, habitués à la dissimulation, se faufilent parmi les civils. Dans ses communiqués dénonçant les violences de l'armée, le PKK évite prudemment de mentionner la présence de ses membres dans les immeubles bombardés par l'armée. Mais il explique, à raison, qu'aucun secours ne vient dégager les personnes, dont une majorité de civils, coincés dans les sous-sols d'immeubles effondrés où ils s'étaient réfugiés.

Ainsi le 11 février, à Cizre, selon des sources kurdes, plus de 150 corps ont été extraits de ruines vieilles de plusieurs semaines. Plus tôt en janvier, Amnesty International accusait publiquement la Turquie de laisser agoniser ces blessés de Cizre, ignorant les appels au secours. Selon l'ONG, la répression turque "met la vie de près de 200 000 personnes en danger".

"ILS SE MÊLENT À LA POPULATION"

"A Slopi, juste à côté de la frontière irakienne (zone du Kurdistan semi-autonome, NDLR) 28 Kurdes sont morts." Farouk égraine les disparus: "Un bébé de 5 mois, onze enfants, =>

⇒ un homme de 65 ans, une femme enceinte a perdu son bébé. Le reste était du PKK. Ils se mêlent à la population et les militaires ne font pas la différence".

A Suhice, le quartier des ferronniers de Diyarbakir, capitale dévastée du Kurdistan turc, "les gens ne peuvent même pas sortir enterrer leurs morts". A Silopi, selon Amnesty International, une personne est morte chez elle à cause des affrontements avoisinants. Sa famille a dû conserver son corps douze jours, dans la maison, à cause du couvre-feu.

Farouk prend alors de la hauteur: "C'est toujours le même dialogue des armes depuis des années. Des morts d'un côté puis de l'autre. Cette guerre est stérile. Elle devra bien se finir par des accords de paix non? Alors pourquoi pas tout de suite? On ne peut pas nettoyer le sang avec du sang." Certains essayent encore.◆



Une barricade artisanale dans le district Sur de la ville de Diyarbakir.

Le Point

20 février 2016

Russie-Turquie : une guerre de trois siècles

Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan rivalisent d'anathèmes l'un contre l'autre. Entre le tsar et le sultan se rejoue une rivalité ancestrale.

Par Pierre Beylau le 20/02/2016
Le Point.fr

La crise syrienne a réveillé la rivalité ancestrale entre les empires russe et ottoman. Avec, en arrière-plan, des enjeux stratégiques qui n'ont guère changé : l'accès aux mers chaudes, l'influence sur l'Asie centrale et le Caucase.

Le tsar et le sultan : le feuilleton semble sorti des pages jaunies d'un vieux manuel encore l'histoire. Il est pourtant tragiquement actuel. Moscou et Ankara échangent quotidiennement des invectives et fulminent des anathèmes vengeurs l'un contre l'autre. Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan bombent le torse et font cliqueter les sabres. La tension monte. Les Turcs, membres de l'Otan, menacent d'invoquer l'article V du traité de l'Atlantique Nord. Celui-ci prévoit de prêter assistance à un pays membre victime d'une attaque armée.

Erdogan sait pertinemment que la probabilité que l'Alliance réponde à une éventuelle demande de cet ordre est à peu près aussi crédible que de voir un jour l'Otan envoyer des troupes sur la planète Mars. Mais il fait bouillir la marmite tout en pratiquant le billard à trois bandes. La chasse turque a même, le 24 novembre dernier, abattu un appareil russe. Les Turcs vouent aux gémonies Bachar el-Assad que les Russes tiennent à bout de bras et soupçonnent Moscou de soutenir en sous-main les Kurdes, bête noire d'Ankara.

LE CONTRÔLE DES DÉTROITS

La crise syrienne a, en fait, servi de révélateur et ranimé le grand jeu stratégique entre les deux puissances. L'affaire ne date



En novembre 2015, Poutine et Erdogan se serraient encore la main au G20 à Antalya. Depuis, la Turquie a abattu un avion de chasse russe et les deux hommes rivalisent d'invectives. © AFP/ Pan Chaoyue

pas d'hier. Depuis plus de trois siècles, Russes et Turcs se disputent le contrôle des Balkans, des détroits de la mer Noire et des zones d'influences dans le Caucase ou l'Asie centrale.

En 1700, après quatorze ans de guerre (1686-1700) et une expédition russe contre les Tatars de Crimée (en 1695), Pierre le Grand arrache à la Sublime Porte une concession cruciale : la Russie prend pied sur les rives de la mer d'Azov (traité de Constantinople). Le tsar crée une marine de guerre et fonde le port de Taganrog. Objectif : l'accès à la mer Noire et à la Méditerranée.

Au fil des siècles, l'objectif d'atteindre les mers chaudes est un objectif constant de la Russie. Mais il y a un obstacle : l'Empire ottoman, qui contrôle les détroits. Les guerres, les traités, les trêves se succéderont, mais les données de l'équation demeureront intangibles.

En 1774, le traité de Koutchouk-

Kainardji (actuellement en Bulgarie) met fin à une nouvelle guerre russo-turque. Catherine II obtient de l'Empire ottoman la libre circulation dans les détroits pour la marine russe, ainsi que la protection des chrétiens orthodoxes.

Au milieu du XIXe siècle, Nicolas Ier veut sécuriser l'accès de sa flotte en Méditerranée. Profitant de la décrépitude de l'Empire ottoman, « l'homme malade de l'Europe », il cherche à s'assurer le contrôle du détroit du Bosphore (qui relie la mer Noire à la mer de Marmara) et de celui des Dardanelles (qui relie la mer de Marmara à la mer Égée). Il lance parallèlement une opération en Moldavie et Valachie (l'actuelle Roumanie) sous prétexte de protection des orthodoxes.

DES NOSTALGIES D'EMPIRE

L'Angleterre, en rivalité avec la Russie en Asie centrale, ne l'entend pas de cette oreille. Elle parvient à persuader Napoléon III de se joindre à elle dans une désastreuse expédition en Crimée (1853-1856, siège de Sébastopol) qui se solda certes par une défaite russe, mais provoqua des pertes très lourdes côté franco-anglais, pas seulement en raison de la résistance russe, mais surtout à cause du typhus, du choléra.

Le Caucase du Sud et l'Asie centrale sont l'autre champ de manœuvre où s'exerce traditionnellement la lutte d'influence entre les deux pays. L'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Kirghizstan, longtemps sous souveraineté russe puis soviétique, ont des liens historiques avec la Turquie. On y parle des langues proches du turc. Moscou, qui a de gros intérêts dans cette zone grise, surveille la politique turque comme le lait sur le feu.

Beaucoup de Russes n'ont jamais totalement admis la dislocation de l'Union soviétique, prolongement de l'empire tsariste, et considèrent, selon une boutade très répandue, que si la disparition du communisme a été une bénédiction, celle de l'URSS est une malédiction. Comme Erdogan tient à peu près le même raisonnement au sujet de l'Empire ottoman, le bras de fer n'est pas près de cesser. ●

Turkey, Kurds and the US

ROBERT OLSON

February 26, 2016,

www.todayszaman.com

There is no question that tensions between Turkey and the US have increased substantially as a result of differences over to what degree the US is supporting the Syrian Kurdish nationalist Democratic Union Party (PYD) and its armed affiliate, the People's Protection Units (YPG), which are the strongest political and most effective forces fighting the Islamic State (IS) and some of its affiliated groups in Syria. The PYD/YPG are also the strongest entities among the 14 competing Kurdish nationalist organizations in Syria.

The principal issue at hand is Turkey's stance that the US and the US-led coalition against IS are supporting the PYD/YPG forces, which recently have been mobilized under the name Syria Democratic Forces (SDF), comprising Arabs, Assyrians, Armenians and Turkmens, as well as Kurds. The inclusion of the non-Kurds is to give the SDF a sense of being "democratic" or at least pluralistic, when compared to IS, al-Qaeda and other jihadist and anti-Assad forces.

It has been known almost from the beginning of the Syrian civil war in March 2011 that Turkey has been supporting jihadist forces in order to overthrow the regime of Syrian President Bashar al-Assad. Turkey supported these forces not only in order to topple the Assad regime but also in order to emasculate, sever and/or destroy the close relations between the PYD/YPG and the Kurdish nationalist Kurdistan Workers' Party (PKK) within Turkey itself.

When Turkey and the US came to an agreement in July 2014 that allowed the US and NATO air forces to use the Incirlik Air Base, enabling these forces to more effectively attack IS, it seemed to patch up differences between Ankara and Washington regarding Turkey's low-profile strategy against IS. But as it turned out, Ankara interpreted the agreement as a license to attack PKK bases in northern Iraq as well as within Turkey; subsequently, Turkey did occasionally attack some non-strategic IS sites.

Even at this stage of the war, there were mounting indications that Ankara and Washington were not on the same page regarding strategies and tactics versus the war against IS. The emerging divisions were clear: The major objective of the US (and the coalition against IS) was to constrain and degrade IS, although not to destroy it. Neither Turkey nor its partners Saudi Arabia, Qatar and the United Arab Emirates (UAE) wanted IS destroyed, at least not at the time. Turkey's main objective in the "War against Terrorism" was to use the war to destroy the PYD/YPG and by extension emasculate the PKK and the Kurdistan Communities Union (KCK), which Turkey -- at least the ruling Justice and Development Party (AKP) -- considered its major problem within Turkey's domestic politics as well as its biggest foreign policy chal-



Female fighters of the YPG carry their weapons as they walk in the western countryside of Ras al-Ain on Jan. 25, 2015. (Photo: AP, Ebrahim Noroozi)

lenge because of the PYD/YPG's close relationships with the PKK.

AKP'S STRATEGY BECOMES CLEAR AFTER JUNE 7

The AKP's strategy became clear after the June 7 parliamentary election and in the snap election that followed on Nov. 1, 2015. Between these two elections and subsequently, war raged between the PKK/KCK and government forces, which led to a full-scale war in the heavily populated Kurdish provinces of southeastern Turkey, which are ongoing even as I write this article.

Tensions between Ankara and Washington had heightened in the fall of 2014 when it became clear that Washington was supplying arms and logistical help and providing advisory aid to the YPG. Turkey and the AKP characterized this as aiding terrorists. President Recep Tayyip Erdoğan made clear that as far as Turkey was concerned, there was no difference between the YPG and the PKK -- terrorists were terrorists. How could the US state that the PKK was a terrorist organization and not the PYD/YPG when Turkey and its intelligence agencies had presented hundreds of pages of evidence documenting to the US the close ties between the YPG and the PKK?

It is the above situation that has led to the current vituperative exchanges between Turkey and the US, as a result of the Feb. 17 bomb attack aiming to strike at the national security offices of the government and armed forces headquarters right in the center of Ankara in which 28 people, most of them armed forces personnel, were killed and 60 some wounded.

Prime Minister Ahmet Davutoğlu immediately charged that the Foreign Ministry had evidence that the attack was carried out by a YPD/YPG operative. It was later asserted that the attack might have been carried out by the Kurdistan Freedom Falcons (TAK), a militant Kurdish nationalist group that at one time had ties with the PKK. The recent decentralization of the PKK leadership leaves the possibility

open that there are still ties between the two organizations. Davutoğlu stated on Feb. 20 that he did not rule out that if the attack was carried out by TAK, it acted as a proxy for the YPG. The leadership of the YPG denied that it had any role whatsoever in the attack. On the contrary, its leaders have said on several occasions that it wants good relations with Turkey. The attack was just too much for Erdoğan, who declared on Feb. 17, the day of the attack, once again to Washington: "I told you many times: Are you with us or against us? Hey, America. Because you never recognized them as a terrorist group, the region has turned into a sea of blood."

Two countries, both allies, agree ardently with regard to policies against supposedly mutual enemies, in this case IS and the PKK, but disagree with regard to the YPG, which Turkey considers a terror organization.

THE DIFFERENCE IN THE READOUTS

The differences were profoundly captured in the readouts of exchanges between Erdoğan's presidential office and the White House. The White House stated: "[US President Barack] Obama expressed concern over the advance of the Syrian regime and the YPG in northwestern Syria. He urged Turkey to show reciprocal restraint by ceasing artillery strikes in the area." But the Turkish readout differed from that of the White House, stating, "Obama underlined Turkey's legitimate right to self-defense, while expressing unwavering commitment to the United States to support Turkey's national security as a NATO ally." But the White House' readout did not mention "Turkey's legitimate right to self-defense." The White House was seen to insinuate that Turkey did not have the right to self-defense with regard to PYD/YPG actions within Syria. Such a position differs markedly from the White House's position with regard to Israel's 2014 war against Gaza on the basis that Hamas first fired rockets into Israel.

The exchanges between Turkey and the US with regard to the Feb. 17 attack in Ankara are extremely important for one essential >

➤ reason, and that is Erdoğan's unanswered question: "Are you for us or with the terrorist organization?" The answer to that posed question is complex, and it rests on what one considers the vital national security interests of the United States vis-à-vis those of Turkey, especially regarding the "War against Terrorism," which the US has declared as its prime national security policy since 2001. US interests are global, while Turkey's are a national and regional. When there is a major clash between a superpower and a strong regional allied power, with some exceptions, it is the superpower's policy that prevails. This is the dilemma of Turkey. Turkey's concern is what it defines as terrorism or terrorists and considers as threatening its national security, as in the case of the PYD/YPG and the PKK.

The row between Ankara and Turkey is, however, indicative and maybe even symbolic of differences not just between Turkey and the US but of the role that the Middle East will play in the future national security policies of the US. The major question to be asked is: Just how important is the Middle East in the major geo-economic and geostrategic developments occurring in the world?

The policies of the Obama administration that lessened the significance of the Middle East are bound to continue with the next American administration, regardless of whether a Republican or Democrat becomes president. The election propaganda about invading and carpet-bombing IS, al-Qaeda and jihadists of

all types will quickly subside or disappear after Jan. 20, 2017. The reasons are clear. The US simply is not as dependent on Sunni Arab Gulf oil and gas as formerly. The state institutions of Iraq and Syria are destroyed. Israel can take care of itself, even without US help, although US aid will, of course, continue. Iran will be brought slowly into the comity of nations over the next decade or so. The US relationship with Saudi Arabia will be modified and reduced slowly and then expedited when IS and other terrorists threats are diminished. But such threats, of course, will not go away any time soon. In addition, the global economic system will require the energy resources of Arab Gulf countries far into the future.

This is clear in the case of Turkey. Turkey is and will remain a strong ally of the US, but Turkey will be on its own as far as most of its domestic and foreign policies are concerned. Turkey is and will remain a strong ally of the US, EU and NATO for the defense of the Black Sea, the eastern Mediterranean, the Caucasus and Central Asia. Turkey's ties, like those of Israel, will remain close to the US for other reasons as well. This is easily seen just by the two countries' close cooperation on the manufacture of the Lockheed Martin F-35 jet fighter, which is expected to be the workhorse of the next two generations of fighter jets. Turkey has been supporting and manufacturing hundreds of components for the program since 2004. Turkish companies are expected to earn some \$12 billion for their production of everything, from components for the Pratt &

Whitney engine, titanium integrated blade rotors and optical components for the targeting system. Turkey is also producing 40 percent of the F-35 wiring and interconnection system. Turkish companies are also producing air frame structures and assembling the precision-guided Standoff missiles to be used in the F-35.

Other than Israel, Turkey is the only country in the Middle East that has such a role in producing the F-35. Israel has a \$5 billion program to build the wings for the F-35. This is yet another reason for the re-establishment of diplomatic relations between the two countries, which already enjoy a \$5 billion trade. It seems likely that Turkey, Israel and the US will continue to cooperate closely with regard to avionics, missile construction, cyber warfare and nuclear programs.

Nevertheless, it should be clear from the above that the US will be even more tolerant in the future of Kurdish nationalist movements throughout the Middle East, not just in Iraq and Syria but also within Turkey and Iran. Ankara has had ample time to see developments in Iraqi Kurdistan over the past 13 years and the past five years in Syria. Ankara should consider these developments as it contemplates what policies to pursue vis-à-vis the Kurdish nationalist movements within Turkey itself. In this regard, it will not get much help from the US. ■

*Robert Olson is a Middle East analyst.

REUTERS Kurdish oil flows shut as pipeline sabotaged in Turkey

February 23, 2016 / By Humeyra Pamuk / REUTERS

ISTANBUL | Kurdistan's oil exports to world markets are set to be suspended for a second week running, a shipping source said, a move that will deprive Iraq's semi-autonomous region of its main revenue stream as the security situation in southeast Turkey worsens.

The pipeline to the Turkish port of Ceyhan from fields in Iraq's north, which carries around 600,000 barrels per day of crude, has been halted since Feb. 17 and was unlikely to resume pumping until Feb. 29, the source said.

The outage would be one of the longest in the past two years and a major blow to Kurdistan, which depends on revenue from oil exports via the pipeline and is struggling to avert economic collapse brought on by a global slump in energy prices.

The interruption is also bad news for European refiners which have been snapping up relatively cheap Kurdish barrels over the past year, boosting profits and already being spoilt for choice in an oversupplied market.

"We were told that the pipeline would not be on line until at least Monday," the source told Reuters on condition of anonymity because the information has not been made public.

Turkish officials were not available for immediate comment.

Industry sources have said the pipeline was sabotaged. The shipping source and a second industry source with knowledge of the matter told Reuters that crude flows had been turned off due to ongoing security operations in Sirnak province, neighboring Syria and in Iraq.

Violence has surged across Turkey's predominantly Kurdish southeast following the breakdown of a two-year ceasefire between Turkish security forces and the PKK last July.

The PKK, which says it is fighting for autonomy for Turkey's large ethnic

Kurdish minority, has sealed off entire districts of some towns and cities in the southeast and declared autonomy, prompting the security forces to step up their operations.

Considered a terrorist group by Turkey, the United States and the European Union, the PKK launched a separatist armed rebellion against the Turkish state more than three decades ago and more than 40,000 people have been killed in the conflict.

"The security situation is both very chaotic and hard to monitor due to the tandem operation of several PKK-inspired, or directly PKK-linked sub-groups," said Akin Unver, assistant professor of international relations at Kadir Has university.

MINE SWEEPING

The pipeline has been sabotaged several times inside Turkey in attempted thefts and the KRG has also accused the PKK of targeting it. Although both Kurdish, the PKK opposes the KRG's economic relations with its foe, Turkey.

"Security forces have been carrying out mine sweeping around Idil," a second industry source said, referring to a district in Sirnak, which has become a focus of Ankara's military campaign.

A 24-hour curfew has put in place in Idil last week and 10 PKK militants were killed there on Monday.

"Pipeline passes through several well dug-in PKK cells and rural strongholds," Unver said. "Even though Turkish military outposts and patrols protect key sections of the pipeline, it is hard to prevent sabotage when the overall security situation turns more conflictual."

As a result of the outage, Iraq's state-run North Oil Company (NOC) which operates the Kirkuk fields has been forced to cut production to around 120,000 bpd from 200,000 bpd, a company official told Reuters on Saturday.

It is currently pumping around 30,000 bpd to the small refinery in Kirkuk and diverting around 70,000 bpd to storage depots near the city. ●

En Syrie, Poutine a encore un coup d'avance

Deux annonces en début de semaine : un cessez-le-feu pour demain, le 27 février, ainsi que des élections législatives en avril... trop beau pour être crédible ?

Par

FABRICE BALANCHE

Géographe, chercheur invité au Washington Institute

L'annonce d'un cessez-le-feu en Syrie par les Etats-Unis et la Russie ainsi que celle, quasi simultanée, de la tenue d'élections législatives le 13 avril par Bachar al-Assad doivent-elles nous conduire à l'optimisme en Syrie ? En fait, Moscou et Damas se conforment malicieusement au plan de paix de l'ONU (résolution 2254 du 18 décembre 2015) à leurs conditions et selon leur temporalité. Vladimir Poutine dirige la partie d'échecs avec toujours un coup d'avance, et ses adversaires se contentent d'une défense maladroite.

Isoler la Turquie

Une des premières raisons qui conduit la Russie à accepter un cessez-le-feu est tout simplement le besoin de faire une pause après la vaste offensive des dernières semaines qui ont permis à l'armée syrienne d'engranger de nombreux gains territoriaux. Il lui faut désormais créer des lignes de défense avant de repartir à l'assaut. Un cessez-le-feu est donc le bienvenu pour empêcher une contre-offensive. La seconde raison est que la Russie compte capitaliser sur cette démonstration de *hard power* pour faire fléchir les soutiens de la rébellion, en particulier la Turquie. Le message à son égard est très clair : « cessez de soutenir les rebelles et fermez votre frontière ». Dans le cas contraire, nous le ferons nous-mêmes avec l'aide du PYD (*Parti de l'union démocratique, principale formation kurde en Syrie, ndr*) en vous envoyant, au passage, 2 millions de réfugiés supplémentaires.

Malgré les déclarations enflammées de Tayyip Recep Erdogan, Vladimir Poutine sait que ce dernier aura du mal à envoyer l'armée turque en Syrie, et que les groupes armés qu'il soutient ne sont pas de taille à résister aux bombardements de l'aviation russe. Au plan international, les Etats-Unis n'ont aucune envie de soutenir une intervention turque en Syrie, et l'Arabie Saoudite est trop occupée au Yémen. Les quelques obus d'artillerie lancés sur les Kurdes dans le corridor d'Azaz sont insuffisants pour les empêcher d'avancer. Ils ont surtout eu pour résultat de pousser davantage le PYD dans les bras de Moscou, ce que redoute le plus Washington. Par ailleurs, en laissant officiellement passer par son territoire des centaines de rebelles venus de la province d'Idleb pour défendre Azaz contre les YPG (*unités de protection populaire, ndr*), ce qu'il n'a jamais fait contre l'Etat islamique, Ankara expose, au grand jour, toute l'ambiguïté de sa politique en Syrie. Le projet de résolution russe contre les bombardements turcs sur les villages kurdes de Syrie, présenté au Conseil de sécurité de l'ONU, le 20 février, et rejeté par les Occidentaux, place ainsi Vladimir Poutine en « protecteur » des Kurdes. Désormais, si les milices pro-turques attaquent les YPG et ses alliés au sein des Forces démocratiques syriennes ou si la Turquie bombarde de nouveau les Kurdes, elle sera rendue responsable de la rupture du cessez-le-feu.

Diviser la rébellion

Vladimir Poutine a déclaré qu'il s'engageait à faire pression sur Damas pour qu'il respecte le cessez-le-feu et qu'il espérait que Barack Obama en fasse autant à l'égard de ses alliés régionaux. Or, les alliés régionaux veulent toujours le départ de Bachar al-Assad. Le cessez-le-feu signifie son maintien de facto au pouvoir. Il sera donc difficile à la Maison Blanche de le faire admettre à la Turquie et à l'Arabie Saoudite. Même si les deux principaux bailleurs de fonds de la rébellion acceptaient de jouer le jeu, il leur sera difficile d'obtenir que l'ensemble des groupes rebelles respectent le cessez-le-feu, dont la plupart le considèrent comme une trahison. La fragmentation de la rébellion est un obstacle supplémentaire pour son application et donc la crédibilité des Etats-Unis, car des alliés de Moscou on ne parle que d'une seule voix et on respecte la discipline. La difficulté majeure pour faire appliquer

le cessez-le-feu est que le Front al-Nusra, branche syrienne d'Al-Qaeda, n'est pas concerné par l'accord entre Kerry et Lavrov, puisqu'il s'agit d'une organisation considérée comme organisation terroriste par les deux pays, au même titre que l'Etat islamique. Or, la présence du Front al-Nusra n'est pas circonscrite à quelques localités bien précises, comme on peut le voir sur certaines cartes, la branche syrienne d'Al-Qaeda est présente sur tous les fronts, de Deraa à Alep en passant par la banlieue de Damas et la campagne d'Idleb. Le Front al-Nusra dirige la ville d'Idleb et tient sous son contrôle les autres groupes rebelles dans cette province, se permettant d'arrêter les activistes de Kafer Nubol sans que les rebelles qui sont censés contrôler la ville n'osent s'interposer. Comment les proches alliés du Front al-Nusra, tels qu'Ahrar al-Sham, peuvent-ils respecter le cessez-le-feu lorsque l'orga-

nisation d'Al-Jolani sera frappée par l'aviation russe ou bien qu'eux-mêmes seront frappés au prétexte qu'ils hébergent des combattants d'Al-Nusra ? Certes, la rébellion aurait tout à gagner à se désolidariser de la branche syrienne d'Al-Qaeda et de la combattre, mais dans le contexte actuel, cela ne peut que d'achever de diviser davantage les rebelles et les conduire à une guerre fratricide. N'est-ce pas là également un objectif caché de ce cessez-le-feu à géométrie variable ?

Une offensive contre l'Etat islamique ?

Après son offensive victorieuse autour d'Alep contre les rebelles, la Russie et l'Armée syrienne ne vont-elles pas désormais se tourner contre l'Etat islamique à l'est de la ville ? Sur le plan militaire, cela aurait le double avantage de consolider la défense d'Alep, en élargissant le périmètre de sécurité autour de la ville, et de sécuriser définitivement la route qui relie la métropole du Nord au reste de la zone gouvernementale. Cette dernière est régulièrement coupée par les raids de l'Etat islamique, comme ce fut le cas le 20 février. A partir de Kuwaïtes et de d'Ithriya, l'Armée syrienne pourrait lancer une offensive conjointe avec les Forces démocratiques syriennes contre l'Etat islamique. Il s'agirait d'éliminer l'Etat islamique de la rive sud du lac Assad et de reprendre la base aérienne de Tabqa, perdue en novembre 2013. Les forces de l'Etat islamique, entre Alep et l'Euphrate, seraient coupées de Raqqa, ce qui faciliterait l'avancée des



PHOTO AMER ALMOHIBANY. AFP

Un convoi humanitaire du Croissant-Rouge à Kafr Batna, zone rebelle de la Ghouta, dans l'est de Damas, le 23 février.

FDS [*Forces démocratiques syriennes, ndr*] entre Afrin et Kobane. A Tabqa, l'armée syrienne serait pré-positionnée pour reprendre Raqqa. Cela redorerait le blason de Bachar al-Assad qui aurait ainsi toute légitimité pour briguer un nouveau mandat présidentiel et justifierait, au final, l'intervention russe. Mais Raqqa ne semble pas être l'objectif des prochains mois. La priorité serait plutôt de réouvrir la route entre Deir el-Zor et Damas, en reprenant Palmyre. Là encore, l'application du cessez-le-feu faciliterait ce plan car elle garantirait à l'Armée syrienne la tranquillité sur le front ouest.

Les élections législatives : la cerise sur le gâteau

Le jour suivant l'annonce du cessez-le-feu, le président Syrien a décidé de convoquer les électeurs aux urnes le 13 avril pour élire le nouveau Parlement. Le décret est conforme à la Constitution, mais cette annonce a tout de même un mois d'avance sur le calendrier officiel. Ce qui laisse penser que les deux annonces sont liées. Bachar al-Assad prend de cours l'opposition syrienne en enclenchant le processus de « transition politique » défini en termes très vagues par la résolution 2254 prise le 18 décembre 2015 par l'ONU. Les élections se dérouleront selon les modalités habituelles. Certes, le parti Baas n'est plus, depuis la Constitution de 2012, le parti dirigeant, mais les modalités pour participer aux élections demeurent draconiennes et les résultats sans surprise. Pas-

Le cessez-le-feu annoncé par Vladimir Poutine signifie le maintien de facto au pouvoir de Bachar al-Assad. Il sera donc difficile à la Maison Blanche de le faire admettre à la Turquie et à l'Arabie Saoudite.

sons sur les conditions d'organisation de telles élections par province, dans un contexte de guerre civile, avec 6 millions de réfugiés, et autant de déplacés internes sur un total de 21,5 millions d'habitants. Il semble acquis que l'opposition parrainée par Moscou participera au scrutin tandis que celle supportée par Ryad refusera. La grande inconnue sera la participation du PYD à l'élection. En 2014, le parti kurde avait refusé que l'élection présidentielle syrienne se déroule sur son territoire. Pour les législatives, cela pourrait être différent. Mais, c'est du côté de Damas que pourrait venir l'obstacle de sa participation car le PYD ne répond pas aux critères constitutionnels, n'étant présent que dans 3 provinces. Il est cependant dans l'intérêt de Bachar al-Assad d'ouvrir la représentation nationale aux Kurdes pour lui donner une légitimité qui dépasse son propre camp, et

ensuite former un gouvernement d'union nationale qui puisse ressembler aux souhaits de la résolution onusienne.

Sauver la face

Après cinq années de guerre, un désastre humanitaire et la création d'un foyer jihadiste aux portes de l'Europe, les Occidentaux doivent décider si ce que propose Moscou leur permet de sauver ou non la face devant leurs opinions publiques. Ces dernières sont d'ailleurs de plus en plus préoccupées par le danger terroriste et le flux de réfugiés que par la démocratie en Syrie. Si les Occidentaux acceptent, la Turquie se retrouvera isolée et contrainte de limiter son soutien à la rébellion syrienne. Les millions de réfugiés syriens générés par le conflit sont sans doute l'arme la plus affûtée de Vladimir Poutine pour contraindre les ennemis de Bachar al-Assad à cesser les hostilités. ◀

REUTERS

Kurdish solidarity in Turkey's restive southeast frustrates its Syria policy

February 29, 2016 - By Ayla Jean Yackley- Reuters

DIYARBAKIR, Turkey — In a public cemetery next to a military air base in Turkey's mainly Kurdish southeast, flags of a Syrian Kurdish militia are draped over many of the tombstones.

Death notices posted online by the People's Protection Units (YPG), a key U.S. ally in the fight against Islamic State in north Syria, show about half of those killed on its front lines in the last three months alone were Turkish-born.

Sertip Celik, a student in the Mediterranean town of Iskenderun, was one of thousands of Turkish Kurds to cross into Syria and join the fight against Islamic State, answering a call to arms by the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK), which has waged an insurgency against Turkey for three decades.

"What was being done to Kurds in Syria and Iraq, the attacks and the massacres, the kidnapping of women as slaves, repulsed him," said his mother, Rahime Celik. "No mother wants her son to go to his death, but I could not have stopped him."

Within three months of leaving, Sertip was dead, killed during the 2014 Islamic State siege of Kobani just over the border from Turkey.

Solidarity with their ethnic kin in Syria is a source of pride for many of Turkey's Kurds.

But Ankara sees the links between the YPG and PKK as a threat to its unity and security, complicating international efforts to end Syria's war and creating tensions with its NATO ally the United States. It fears the creation of a Kurdish fiefdom in Syria will fuel separatist ambitions at home.

Washington, like Turkey and the European Union, lists the PKK as a terrorist organization. But much to the frustration of Ankara, it sees the YPG and its political arm, the Democratic Union Party (PYD), as a distinct group, with which it is willing to work to battle Islamic State.

"In its own reports, the U.S. has described the PYD, with all of its elements, as a terrorist group that procures its weapons from the PKK," Saadet Oruc, a senior adviser to Turkish President Tayyip Erdogan, told Reuters.

"To not see this link now requires you to close your eyes and bury your head in the sand. Statements from the U.S. that they see these as different groups are just not credible."

Erdogan has said the YPG and the PKK jointly planned and carried out a suicide bombing in the heart of the capital Ankara last week that killed 29 people, most of them soldiers.

Prime Minister Ahmet Davutoglu has called the attack clear evidence of the terrorist nature of the YPG and said Ankara expected cooperation from its allies in combating the group.

INTERTWINED CONFLICTS

The U.S. military, however, has found an adept partner in the YPG. The alliance, working with Iraqi Kurdish peshmerga fighters, has pushed Islamic State out of Kobani and other jihadist strongholds in Syria and Iraq since 2014.

That has allowed the PYD to keep control of three Syrian provinces along the Turkish border, which it runs autonomously under the name "Rojava", referring to the western end of Kurdish territories stretching across Iran, Iraq, Turkey and Syria.

Before the war in Syria, the Syrian Kurdish militia was part of the PKK's rank and file in northern Iraq.

The PKK founded the YPG as a Syrian organization a decade ago and both groups are inspired by Abdullah Ocalan, who led the PKK from inception and lived in Syria shortly before his capture in 1999, said Aliza Marcus, author of "Blood and Belief", a history of the guerrilla group.

But the Syrian outfit has taken pains to distinguish itself.

"The YPG is the Syrian arm of the PKK but the Syrian Kurds are operating based on their own needs and goals," Marcus said.

"The leadership is made up of Syrian Kurds, and they have a different outlook, focused on Rojava."

That alliance has stirred the ire of Erdogan, who has said Washington must choose between Turkey and the Kurds.

In the early stages of Syria's civil war, there were signs Turkey was willing to work with the PYD and other Kurdish groups if they met three demands: to remain resolutely opposed to President Bashar al-Assad, vow not to seek autonomy through violence and pose no threat to Turkey.



Family members visit the graves of their loved ones, most of them People's Protection Units (YPG) members who were killed during fightings against Islamic State in north Syria, at a cemetery in Diyarbakir, Turkey February 25, 2016.

Reuters/Sertac Kayar

It hosted PYD leader Saleh Muslim for talks when it was negotiating with the PKK to end the conflict in southeast Turkey that has killed 40,000 people since 1984.

But a breakdown in the peace process in July and YPG advances in Syria, where the group has also taken advantage of a Russian-backed government offensive to seize territory from Turkish-backed rebels, has infuriated Ankara.

Gultan Kisanak, mayor of Diyarbakir, the largest city in Turkey's mainly Kurdish southeast, said a Turkey at war with Kurdish militants at home was left little choice.

"Had Turkey made peace with Kurds at home, provided them with democracy and stopped the clashes, it would not see the Syrian Kurds as a threat," she said in an interview.

"When the government's political aims in Syria failed and clashes began in Turkey, it began its campaign that the PYD and YPG were terrorists."

DEEP CONNECTION

Few Kurds question the connection between the PKK and the YPG - echoing the Turkish government's assertion.

Celik's first brush with conflict came at the age of five, his mother said. Soldiers evacuated their village, worried it harbored PKK sympathizers, and the family fled to Diyarbakir. His father spent most of the 1990s in jail on political charges.

Like many of the Turkish Kurds fighting in Syria, Celik had no military training. He had been the first of the family's seven children to attend university. He rarely spoke of politics but promised his mother, "I will be a great man one day," she said.

Intelligence sources cited by Turkish newspapers last year said about 4,500 of the YPG's estimated fighting force of 30,000 were Turkish-born and another 4,000 came from PKK bases in northern Iraq, where the group has been based since the 1990s.

"Kurds may live within the borders of different states but they have mutual, cultural, emotional links," said Kisanak. "These borders have only been around for 100 years, and when they were drawn, families, villages and cities were divided. When one side suffers, the other is affected too."

At the Diyarbakir cemetery where Celik rests, two dozen of the freshest graves have yet to be encased in marble, and grieving families have spelt out the names of the dead in pebbles in the dirt.

Turkish jets that have been bombing PKK camps in northern Iraq roar overhead from the nearby airbase, where the Turkish national anthem sometimes rings out.

"I watch the funerals of soldiers and police on TV, and I recognize the pain of the mothers as they cry and scream. It is the souls of mothers that burn," said Rahime Celik. "I wish Sertip had never gone. I wish this endless war would be over." ●

Is Turkey 'on the hook' regarding Syria cease-fire?

US-Russia agreement on Syria is a possible breakthrough in peace efforts; Erdogan call s US alliance with Syrian Kurds a "Great Lie."



Turkish President Recep Tayyip Erdogan (2nd L), Prime Minister Ahmet Davutoglu (L) and Turkish army Chief of Staff Gen. Hulusi Akar (3rd L) look on as the honor guard carries the flag-draped coffin of army officer Seckin Cil during a funeral ceremony in Ankara, Feb. 18, 2016. Cil was killed during the clashes between Turkish security forces and Kurdish militants in Sur district of the southeastern city of Diyarbakir. (photo by REUTERS/Umit Bektas)



Week in Review
February 27, 2016
www.al-monitor.com

Laura Rozen reported from Washington this week that White House spokesman Josh Earnest said that Russia is "on the hook" regarding a cessation of hostilities in Syria, which was endorsed unanimously by the UN Security Council on Feb. 26.

Rather than pointing out why the agreement might fail, and it might, our starting point is that UN Security Council Resolution 2268 and the US-Russia agreement on a cessation of hostilities in Syria are potential breakthroughs. This is not to say that a cease-fire and peace are just around the corner in Syria. The process is uncertain and fragile. It is to say, however, that the only means of getting there is cooperation between Washington and Moscow, so the developments of the past week are a giant step forward.

The agreement calls for sharing targeting information, which will put Russia to the test regarding attacks on Syrian armed groups allied with the United States. The process has also drawn overdue attention to the coordination among various jihadi armed groups, such as Ahrar al-Sham and Jaish al-Islam with Jabhat al-Nusra, al-Qaeda's affiliate in Syria. Jabhat al-Nusra and the Islamic State (IS) are outside the bounds of the cease-fire, so these jihadi groups, which are deeply sectarian and backed by outside powers, and sometimes misleadingly described as "rebels," will finally be held accountable. This column has warned for more than two years about the blurring of jihadi and terrorist groups in Syria, and we reject any ambiguity that would allow al-Qaeda allies and sympathizers, such as Ahrar al-Sham and Jaish al-Islam, to have any role or stake in Syria's future.

As reported by Rozen and the Wall Street Journal, there are some in the Obama administration who are skeptical about coordination with Russia and may be looking for the first opportunity to scuttle the progress to date. Let's hope that the cease-fire holds, and if not, that the Obama administration stays on its prudent course. The consequences of a break with Russia would be a setback for counterterrorism cooperation and an intensification of the war in Syria. If the administration hawks believe that Russia and Iran can be beaten back in Syria, they are in the realm of fantasy. Moscow and Tehran are massively invested in Syria, more so than the United States, and they are not leaving. Both also have a high tolerance for violence, a view unfortunately shared by America's regional allies. The administration's hard-fought diplomacy, let by US Secretary of State John Kerry, should be applauded, not second-guessed, with full awareness that there will be many hurdles ahead.

IS TURKEY "ON THE HOOK" IN SYRIA?

If Russia is "on the hook" in Syria, one might ask the same about Turkey. Turkish President Recep Tayyip Erdogan on Feb. 24 characterized US cooperation with Syrian Kurdish armed groups as a "great lie" and expressed skepticism about the UN-backed cease-fire.

Erdogan's remarks came five days after he spoke by phone with US President Barack Obama. According to the White House, "Obama stressed that YPG [People's Protection Units] forces should not seek to exploit circumstances in this area to seize additional territory, and urged Turkey to show reciprocal restraint by ceasing artillery strikes in the area. ... The two leaders expressed their support for the understanding reached in Munich last week on the cessation of hostilities in Syria and called on Russia and the [Bashar al-] Assad regime to halt airstrikes against moderate opposition forces."

Obama has put Turkey on the spot regarding Erdogan's next moves in Syria. Kadri Gursel explained the evolution of Turkey's desperate, and

failed, Syria policy. "Ankara's Syrian policy — basically an attempt to topple Assad and install Islamists to power in Damascus — collapsed a long time ago. The Ankara-backed jihadis and other radical Islamists keep losing ground against the Russian-backed Syrian army and the People's Protection Units (YPG), the armed force of the Syrian Kurds. Now that the intervention idea is also dropped, what options could be left for Erdogan and [Turkish Prime Minister Ahmet] Davutoglu to sustain their claim in Syria?"

Gursel put in context Davutoglu's recent comments to Al Jazeera about Turkey's past and continuing support to Syrian armed groups: "Davutoglu's remarks constitute an open confession of how he and Erdogan have made Turkey a direct party to the Syrian war. If the Damascus regime has lost territory control because of Ankara's role, Davutoglu's words mean he assumes also the historic responsibility for the seizure of these territories by myriad jihadi and radical Islamist forces, including IS and Jabhat al-Nusra. If regime opponents have been able to defend themselves thanks to Turkey, as Davutoglu says, they could have done so only with weapons sent from Turkey. Hence, Davutoglu's remarks constitute also an implicit acknowledgement of arms supplies to the rebels. And his pledge of continued support echoes like the continuation of arms supplies as well. In sum, Ankara has given up the idea of intervention, but the position it maintains keeps the risk of a military confrontation with Russia alive."

Semih Idiz took the measure of Turkish foreign policy elites and concluded that "Ankara's foreign policy under the ruling Justice and Development Party (AKP) is in shambles. They generally agree this was caused by the country abandoning its traditional foreign policy in favor of an Islamist outlook. This situation, experts argue, has reduced Ankara's options significantly, especially at this turbulent time in the region. ... The AKP has a vindictive approach to foreign policy and ostracizes those who refuse to listen to it, eventually looking on them as its foes."

Metin Gurcan reported from Ankara on the convoluted and rushed identification of the Feb. 17 Ankara car bombing of a military convoy that killed 30 people: "Ankara's narrative changed three times. First, Davutoglu declared Ankara had incontrovertible evidence that it was a YPG member. Then Ankara charged that the TAK [Kurdistan Freedom Hawks] had falsely claimed responsibility to acquit the PKK [Kurdistan Workers Party]. When it was firmly established by DNA testing that the perpetrator was Abdulbaki Somer, Ankara's narrative became that all terrorist groups are one and the same. It was not difficult to detect similarities in Ankara's reaction to this car bombing and the earlier train station massacre. Such an ill-defined, obscure concept of threats that lumps all types of opposition groups together causes serious confusion for the security bureaucracy. Then one has to ask why Ankara so hastily announced the identity of the bomber and why it relied on instinctive accusations. The well-placed sources in Ankara went mute when asked this question. Nowadays in Ankara, when the answer to your question is silence, it is an indication of the bottlenecks in Ankara's crisis-management mechanisms. Ankara simply can't deal with 'gray' areas. This weakness contributes to political, ethnic and sectarian polarization internally, and further questioning of Ankara's position on Syria in the international arena." ♦

Iran : un vote de confiance pour Rohani

Les réformateurs et modérés ont marqué des points face aux ultras, selon les résultats partiels des élections.

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot
ENVOYÉ SPÉCIAL À TÉHÉRAN

MOYEN-ORIENT Le président Hassan Rohani est en passe de réaliser son pari. Même si les résultats des élections législatives et à l'Assemblée des experts ne sont pas encore définitifs, ses alliés réformateurs et modérés devraient renforcer leurs positions face aux conservateurs, à l'issue d'un double scrutin vital à la poursuite de sa politique d'ouverture.

Au Parlement, les réformateurs ont fait carton plein à Téhéran, en remportant les 30 sièges en lice. Le chef de la liste conservatrice, Haddad-Adel, a été battu. Un échec cinglant pour les ultras qui dominent la scène politique iranienne, mais guère surprenant dans une capitale, bastion de la contestation. Si certains ont exprimé leur réserve en votant - sans enthousiasme - pour des candidats réformateurs peu connus, beaucoup d'autres ont manifesté leur défiance en s'abstenant, puisque la participation à Téhéran n'a été que de 42 % des inscrits.

Dans la capitale, cette écrasante victoire permet aux réformateurs d'avoir d'ores et déjà un nombre équivalent de députés (30) à ceux qu'ils avaient au total dans le précédent Parlement, où siégeaient près de 200 conservateurs, radicaux et modérés. Leur liste « Espoir » avait été élargie à trois conservateurs modérés. Le président Rohani, pourrait ainsi compter sur un bloc majoritaire « centriste » au Majlis pour soutenir ses réformes économiques.

Mais Téhéran n'est pas l'Iran. Dans le reste du pays, les réformateurs/modérés et les conservateurs se partagent les voix avec des candidats indépendants qui ne figuraient sur aucune des deux listes principales, selon des résultats partiels.

Il faudra donc attendre les derniers dépouillements, lundi, pour connaître le rapport de force exact au sein du Majlis. Mais ce double scrutin ressemble déjà à un vote de confiance en faveur d'Hassan Rohani. D'autant qu'à l'élection des 88 ayatollahs de l'Assemblée des experts,

qui ont la capacité de nommer le guide suprême, les personnalités modérées réalisent là encore de très bons scores.

À Téhéran, l'ancien président Ali Akbar Rafsanjani, un pilier du régime islamique, et Hassan Rohani lui-même



Dans une rue de Téhéran le 24 février. Vendredi, 55 millions d'Iraniens ont voté pour renouveler le Parlement et l'Assemblée des experts. VAHID SALEMI/AP

arrivent en tête des 16 sièges à pourvoir dans la capitale. Ils ne sont pas parvenus en revanche à éliminer les figures les plus radicales de cette Assemblée. Seul l'ayatollah Mesbah Yazdi, bête noire de la jeunesse, a été recalé, voire Mohammad Yazdi, le président de l'Assemblée des experts.

Dans ce cénacle, la majorité restera entre les mains des mollahs conservateurs. Mais l'élection triomphale de Rafsanjani devrait l'amener à être candidat à la présidence de l'Assemblée des experts, où il devrait renforcer son combat pour une nouvelle formule de désignation du guide suprême.

Il s'agissait du premier grand rendez-vous électoral depuis l'accord conclu en juillet sur le programme nucléaire iranien, qui a ouvert la voie à la levée des sanctions internationales contre la République islamique.

« La compétition est terminée. Il est temps d'ouvrir un nouveau chapitre du développement économique de l'Iran, fondé sur ses capacités intérieures et les opportunités internationales », s'est félicité dès samedi Hassan Rohani.

« La compétition est terminée. Il est temps d'ouvrir un nouveau chapitre du développement économique de l'Iran, fondé sur ses capacités intérieures et les opportunités internationales »

HASSAN ROHANI

Si elle se confirme, la percée des pro-Rohani est d'autant plus remarquable que la plupart des grandes figures du camp réformateur avaient été écartées de la course aux législatives par le puissant Conseil des gardiens de la Constitution (conservateur) qui a un droit de veto sur les candidatures.

« Nous allons avoir des dirigeants plus sages et plus prudents », se réjouissait samedi Ali Akbar Salehi, le patron de l'Organisation iranienne à l'énergie atomique. « Nous allons dans la bonne direction », confiait celui qui fut l'un des principaux négociateurs de l'accord nucléaire. ■

Two options for Syria: Federalization or balkanization?

Vladimir Mikheev, special to RBTH February 26, 2016 <http://rbth.com>

HISTORY OF FRAGMENTATION IN SYRIA

Analyst examines two possible divergent futures for the country.

Today, the talk of the town – namely in Damascus, Homs, Hama, Aleppo and other Syrian cities and hamlets – is focused on renewed rumors concerning the possible next step in the resolution of the civil war that has raged for more than four years now in Syria.

There is a nagging suspicion hanging in the air that the fragmentation of the country along ethnic and sectarian lines leaves no other option but to introduce a federal system of government and create three autonomous regions, which would remain part of a unified Syria.

HOW TO KEEP SYRIA TOGETHER

The day after the news of the Russia-U.S. agreement on a ceasefire circulated, the Hawar News Agency, the main media outlet of the Syrian Kurds, published an interview with Ilham Ahmed.

Ahmed is a member of the Executive Council of the Democratic Society Movement (TEV-DEM) in Syrian Kurdistan, which operates out of Rojava, a de facto autonomous region in northern Syria.

The key revelation amounted to an admission that there is an understanding among all stakeholders that the partitioning of Syria without actually breaking it apart is the only sensible solution. Allegedly, it is more than simply an “understanding,” but something more akin to a roadmap.

According to Ahmed, Syria would essentially consist of three entities. Northern regions would belong to the Kurds; southern regions with Damascus as its capital would accommodate Alawites, Druze, Christians and others; and the center of the country would be allocated to the Sunnis. All three would have their own parliaments.

Weighing the likelihood of a regulated federalization of Syria as a sound alternative to its chaotic “balkanization,” Grigory Kosach, an expert on the politics of the Arab world and a professor at the Russian State University for the Humanities, made this comment to RBTH, invoking historical precedents:

“In theory, the federalization of Syria is feasible. It has been a patchy formation from the very beginning. There is a precedent. France, granted a mandate to rule over Syria by the League of Nations, split territories along regional and ethnic lines.”

Kosach is referring to the situation in 1920 when the French, pursuing an agenda of self-interest and out of fear for the rise of Arab nationalism, applied “political fragmentation” by creating separate proto-states in Syria. Apart from the states of Aleppo and Damascus, ethnic Druze were allowed to have their own political unit under the patronage of France. Under the French, the Alawites enjoyed a special administrative regime in the mountain district behind Latakia.

“It was a tale of two cities, or rather a contest for supremacy between Aleppo and Damascus, both claiming the right to be the capital of an amalgamated Syria. Actually, the political and business elites of the two cities looked to different foreign partners and patrons. Damascus was focused on Lebanon and Arab countries to the south, while Aleppo sought benefits from dealing with Kemalist Turkey. Under certain circumstances, they could have parted ways.”

Nowadays, the fundamentals have changed drastically. For the moment, Syrian Kurds seem to accept the concept of autonomy within the Syrian state. Will President Bashar Al-Assad or his successor be happy with such an arrangement? Will it not provoke Turkey into some sort of “preventive strike” to suffocate even an embryonic statehood for the Kurds? Their fear could be the emergence of such a state on the regional political map and, even more worrisome for Ankara, is that



What future awaits Syria?

it could be in the close vicinity of its own restive Kurdish regions in southeast Anatolia.

“The feasibility of a federal administrative alignment in Syria is conditional on the progress to be made at the inter-Syrian dialogue,” Kosach adds.

The recent inauguration of a representative bureau of Syrian Kurdistan in Moscow is a sign of a “constructive dialogue” between the two sides, said a Kurdish official in private conversation. From a legal standpoint, there are no “two sides.” It is not a diplomatic mission but the office of a “public organization.” Yet, the ball has been set into motion.

DOES MOSCOW STAND TO WIN OR LOSE?

If the federalization scenario unravels in the long run, Russia has nothing to lose but can count certain gains, argues Vadim Kozyulin, a senior research fellow at the PIR Center, a Moscow-based independent think tank, in a comment to RBTH.

“Although Syrian Kurds have never publicly declared their intention to strive for a separate statehood, the situation might evolve along the same route as in Iraqi Kurdistan. Formally (it might be called) autonomy, having all the attributes of a state within a state: government, legislation, military formations (“peshmerga”), viable sources for the regional budget, etc. Syrian Kurdistan could follow this example.”

In the context of Syria solidified as

a unified state, just as proposed by world powers in November 2015, the relatively workable cooperation between the Alawites and Christian minorities with the Syrian Kurds can be ensured provided their willingness to compromise. Yet, it depends on whether the Kurds in the northern regions limit their ambitions to the benefits brought about by a wide or wider autonomy.

COOPERATION IS NOT GUARANTEED

In this respect, the cooperation of Sunni tribes and their leaders, some of whom are referred to as the “moderate opposition” with the formally “central authorities” in Damascus is far from guaranteed.

The concept of a Sunni state-like formation after the partition relates to the proposal by John R. Bolton, a scholar at the American Enterprise Institute, who served as the U.S. ambassador to the United Nations from August 2005 to December 2006. Bolton, in an article published in November 2016 in The New York Times suggests “the best alternative to the Islamic State in northeastern Syria and western Iraq is a new, independent Sunni state.”

Bolton views this scenario through the lens of “creating a credible alternative to Daesh,” (Ed.: Daesh is an acronym from the Arabic for Islamic State of Iraq and the Levant) which he defines as “Sunni-stan.” De facto it would mean a mono-religious entity with Shiites and Christians assigned to a subordinate status. It looks like a “Daesh-light” version, which, ⇨

⇒ as Bolton phrases it, "could be a bulwark against both Mr. Assad and an Iran-allied Baghdad."

The odds are not good that major regional players, now part of the conflict resolution process, would accept it. Primarily the major players include Russia, Iran, Iraq, and lest we forget, the still formally sovereign state of Syria.

SUNNIS, THE THIRD PILLAR TO A SETTLEMENT

The chances of implementing another blueprint – a sustainable Sunni autonomy as part of a unified Syria – will be meager as long as Daesh or ISIS stays undefeated, remains a robust military machine and an alternative for radicalized Muslims.

However, if moderate Sunni groups, that are opposed to Daesh and are fight the jihadists on their soil, are offered a platform to set up a separate administrative unit within Syria, would it not contribute

to forming a united front against the arch-enemy?

Russia would be wise to tacitly support the ambitions of moderate Sunni organizations, asserts Kozyulin while emphasizing the need for Russian diplomacy to be flexible:

"Taking into account the entrenched animosity of the Sunnis, who constitute the majority in Syria, towards Assad's regime, Moscow would be wise not to

alienate them but positively engage them."

Most likely, a unified Syrian state is the fairest and most sustainable option. But given the accumulated wrath and the legacy of blood vendettas that are typical of every civil war, it could be too late. For the moment, the political and military pendulum in Syria is in motion. It can swing either way: either federalization or balkanization. ♦

Chicago Tribune

FEBRUARY 27, 2016

Syria cease-fire generally holding, but Islamic State moves against Kurds, activists say

By Pol O Gradaigh, Peter Spinella, and Weedah Hamzahdpa
February 27, 2016 www.chicagotribune.com

A partial cease-fire in Syria's civil war appeared to be broadly holding Saturday, despite a number of reported breaches and a major offensive by Islamic State jihadists against Kurdish forces.

"Despite violations in some areas, I can say the cease-fire situation is good so far," Rami Abdel Rahman, head of the Britain-based Syrian Observatory for Human Rights, which has been documenting violence since the war in Syria began in 2011.

Abdel-Rahman said that most of the "grave violence" Saturday was in areas where the cease-fire did not apply.

Islamic State and the al-Qaida-affiliated Nusra Front are not part of the cease-fire because they have been designated terrorist organizations by the United Nations. That means that attacks on them would be allowed under the cease-fire terms.

However, Russia said it suspended its air campaign in Syria on Saturday, taking into account the start of the cease-fire, and to avoid

mistakes.

Russia and the United States have a direct line of communication for making sure that the cease-fire is enforced, the Russian Defense Ministry said in a statement.

Activists in the Damascus suburb of Daraya said they had their first day of calm in four years despite government media claiming in recent days that the Nusra Front was present in the area and it would therefore not be covered by the cease-fire.

Locals say the extremist group has no presence in Daraya.

Observers have raised concerns that the exclusion of the Nusra Front from the truce could result in continuing fighting in the many areas where it is present alongside more moderate rebel groups.

Farther north, a commander of the Jaish al-Mujahedin rebel group, Sami Obeid, said areas north and west of Aleppo also were relatively calm.

The observatory reported fighting in the mountains of northwestern Syria, while Islamic State launched a major assault on Kurdish forces ♦

(c)2016 Deutsche Presse-Agentur

28 February 2016



Kurds Repel 100 Militants Attacking From Turkish Side of Syria Border - MoD

sputniknews.com — 28 feb. 2016

According to the Russian Defense Ministry, a group of up to 100 militants violated the Syrian border from Turkey and was later repelled by the Kurds.

Russia has received information of an assault on the northern Syrian town of Tal Abyad from Turkish territory, the head of the ceasefire monitoring center at the Russian Hmeymim airbase in Latakia said earlier Sunday. According to the reports, Kurdish militias have repelled Daesh from Tal Abyad, a town straddling the Syrian-Turkish border.

On Monday, Russia and the United States reached an agreement on the ceasefire in Syria. The ceasefire, which excludes both Daesh and the Nusra Front took effect at midnight on Saturday Damascus time (22:00 GMT on Friday).



Syria has been mired in civil war since 2011, with forces loyal to President Bashar Assad fighting against a number of opposition factions and extremist groups, including Daesh and the Nusra Front, which are prohibited in many countries, including Russia. ♦

Moscou évoque une solution fédérale en Syrie

La Russie ne s'opposera à aucune autre solution "à condition qu'elle ne soit dictée par une tierce partie à un millier de kilomètres de la Syrie", affirme le vice-ministre russe des AE.

OLJ/Reuters 29/02/2016
www.lorientlejour.com

La Russie a avancé lundi la piste du fédéralisme pour trouver une issue politique à la guerre en Syrie, qui entrera le mois prochain dans sa sixième année.

La Syrie pourrait devenir un Etat fédéral si ce système fonctionne dans le pays, a déclaré le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Riabkov. "Si des pourparlers, des consultations et des discussions sur les structures étatiques futures de la Syrie résulte l'avis que ce modèle fonctionnerait pour servir la préservation d'une



Syrie unie, laïque, indépendante et souveraine, qui s'y opposerait?", a-t-il dit.

Le médiateur de l'Onu, Staffan de Mistura, a dit vouloir reprendre les discussions entre les représentants du régime et de l'opposition

syrienne le 7 mars à condition que la fragile trêve entrée en vigueur vendredi soir tienne et permette une amélioration de l'acheminement d'aide humanitaire.

Cinq ans après le déclenchement d'une guerre civile qui a fait

plus de 250.000 morts et déplacé onze millions de Syriens, le territoire syrien est d'ores et déjà divisé entre plusieurs factions rivales, dont le gouvernement et ses alliés, les Kurdes, des groupes d'opposition et l'organisation jihadiste Etat islamique (EI).

Dans une interview parue en septembre, Bachar el-Assad n'avait pas exclu l'idée d'une solution fédérale.

Moscou, a poursuivi Riabkov, ne s'opposera à aucune autre solution "à condition qu'elle ne soit pas dictée par une tierce partie à un millier de kilomètres de la Syrie".

Le vice-ministre a parallèlement prévenu qu'une intervention militaire turque dans le nord de la Syrie porterait un "coup irréparable" au plan de cessez-le-feu. "Nos collègues turcs n'ont malheureusement toujours pas abandonné l'idée de frappes transfrontalières", a-t-il ajouté lors d'un point de presse. ■

29 février 2016



**Combattant kurde:
"Daech nous a attaqués
depuis la Turquie"**



Attaque de l'EI contre les Kurdes à la frontière entre la Turquie et la Syrie: 65 morts - © AFP

29 fev 2016
fr.sputniknews.com

AU MOINS 100 combattants du groupe terroriste Daech ont pénétré le 27 février en Syrie depuis le territoire turc pour attaquer la ville de Tell Abyad, dont la population est majoritairement kurde, a confié à Sputnik un représentant du Parti de l'union démocratique (PYD), Ömer Eluş.

"Il y a deux jours (le 27 février, ndlr), un détachement composé de 100 djihadistes a attaqué la ville syrienne de Tell Abyad, ainsi que plusieurs villages voisins, dont Hamam Turkmen, Eynel Arus et Migtel", a-t-il expliqué.

Et de souligner: "Après avoir repoussé l'attaque sur tous les fronts, nous avons entièrement repris le contrôle de ces territoires".

"De notre côté, nous avons perdu 17 civils et huit miliciens kurdes. Mais nous avons réussi à éliminer au moins 100 combattants de Daech et à en faire deux prisonniers. Pour le moment, nous avons pris toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les attaques futures", a-t-il fait remarquer.

"Selon les renseignements dont nous disposons, au moins 100 terror-

istes ont pénétré dans la ville de Tell Abyad dans la nuit du 26 au 27 février depuis le territoire turc après avoir traversé la frontière aux alentours du village d'Ella. Les villageois les ont aperçus arriver et nous en ont fait part. Un des djihadistes s'était même adressé à eux en turc et a demandé à boire", a-t-il précisé.

Suite à un cessez-le-feu initié par Moscou et Washington et soutenu par l'Onu le 27 février à 00h00 (22h00 GMT), les armes se sont tues dans la banlieue de Damas, dans la ville d'Alep (nord) et dans sa banlieue ouest, contrôlée par les rebelles, où les gens veillaient dans les rues en profitant de ce moment exceptionnel de quiétude.

Le président syrien Bachar el-Assad, une centaine de factions rebelles et les forces kurdes se sont engagés à respecter l'accord de cessez-le-feu conclu sous l'égide de la Russie et des Etats-Unis.

En revanche, les organisations djihadistes telles que Daech et le Front al-Nosra sont exclues de l'accord. Damas et la Russie, ainsi que la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis, pourront ainsi continuer dans les prochains jours à frapper l'EI et al-Nosra, qui contrôlent plus de la moitié du territoire syrien. ●

Victimes de l'Histoire, les Kurdes envisagent de créer un Etat dans le nord de l'Irak. Cette option est-elle crédible en plein contexte de guerre au Proche-Orient et de rivalités internationales ?

Vers un Kurdistan irakien indépendant ?

La création d'un Etat serait utile à la paix régionale

Les Kurdes d'Irak ont gagné le droit d'être souverains. Cette option servirait de médiation à la cause kurde dans toute la région

PAR BAYRAM BALCI

Bien que les Kurdes soient éparpillés en Syrie, Iran et Turquie, c'est en Irak que l'idée d'un Etat indépendant se pose avec la plus grande légitimité. Autonomes depuis les années 1970, les Kurdes d'Irak se sont approprié leur autonomie pour en faire une quasi-indépendance : administration, forces de l'ordre, et bientôt une armée nationale, celle encore officieuse des peshmergas. Ils disposent aussi d'un drapeau, de frontières définies et de représentations quasi diplomatiques dans plusieurs pays.

Fort de cette situation favorable, le président Massoud Barzani a donc annoncé la tenue d'un référendum sur l'indépendance. Inspirée des cas catalan, écossais et québécois, cette consultation vise plus à tester l'opinion qu'à rompre avec le gouvernement de Bagdad. Elle vise surtout à relégitimer le président Barzani dont le mandat, arrivé à terme en 2013 et déjà exceptionnellement prolongé jusqu'en 2015, n'est plus valide, ce qui le place en porte-à-faux avec la Constitution du pays. Néanmoins, au-delà de l'intérêt personnel, la question de l'indépendance n'en demeure pas moins légitime.

Après des décennies de combat national, de persécutions diverses par le pouvoir central de Bagdad, notamment sous Saddam Hussein, les Kurdes ont acquis la maturité nécessaire. Depuis 1991 les liens avec Bagdad sont distendus ; le gouvernement d'Erbil a prouvé être capable d'autogestion, en dépit des difficultés.

Par ailleurs, un Etat kurde irakien serait une entreprise rationnelle et utile. En premier lieu, elle mettrait fin à la pénible frustration des Kurdes malmenés et persécutés à travers l'histoire, car dépourvus de protection étatique et donc facteur d'instabilité régionale supplémentaire. D'où l'idée qu'un Etat kurde serait aussi utile à la paix

dans la région. Reconnu, ce Kurdistan indépendant influera sur les Kurdes des pays voisins, pour y faire privilégier les compromis politiques plutôt que l'irréductible violence qui crispe les Etats. Un Etat kurde serait un garant et un médiateur de la cause kurde partout où elle fait débat.

L'idée est théoriquement séduisante mais ardue, car elle ne fait pas l'unanimité. Parmi les Kurdes d'Iran, où la population est segmentée entre un Nord plus favorable à Massoud Barzani et au Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et un Sud plus sous la coupe de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Talabani mais, dans l'ensemble, elle plébiscite l'indépendance. Par contre, hors d'Irak, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a un autre agenda.

Incontournable en Turquie, actif en Syrie, en Iran et dans une certaine mesure en Irak, le PKK diffère du PDK d'Irak. Il aspire à une hégémonie sur tout le mouvement national kurde au Moyen-Orient en pratiquant une guérilla violente, qui lui vaut de figurer sur la liste noire des mouvements terroristes. A cet égard, reconnaître un Etat kurde indépendant affaiblirait le PKK en mettant le discrédit sur ses méthodes de plus en plus décriées par les Kurdes eux-mêmes, y compris en Turquie où l'entrée d'un parti prokurde au Parlement, le HDP, ne suffit pas pour le convaincre de déposer les armes.

FRAGMENTATION INEXORABLE

Au plan régional, des obstacles demeurent et l'Europe a là un rôle à jouer pour œuvrer à les lever et contribuer à la paix. Certains pays sont hostiles à un projet étatique kurde. En premier lieu, Erbil doit convaincre Bagdad, et donc Téhéran, qui tire les ficelles dans l'ombre de la capitale irakienne, pour que son indépendance soit viable. Ce n'est pas encore acquis, mais l'indépendance de fait de la région kurde plaide en sa faveur. De leur côté, les Etats-Unis sont attachés à l'intégrité territoriale de l'Irak, mais la fragmentation inexorable du pays finira bien par avoir raison de leurs réserves. Après tout ce sont eux, avec la contribution de la France, qui ont jeté les bases d'un Kurdistan autonome à partir de 1991.

Quant à la Turquie, qui compte la plus importante communauté kurde, on croit à tort qu'elle serait hostile à une indépendance kurde en Irak, de peur d'éveiller les mêmes velléités chez les Kurdes de Turquie. Or, l'analyse montre qu'Ankara pourrait avoir intérêt à soutenir l'accession du Kurdistan irakien à l'indépendance.

Ankara et Erbil entretiennent déjà des relations d'Etat à Etat et coopèrent dans tous les domaines, économique, politique, et même militaire et stratégique.

Le secteur privé turc est actif à Erbil et Dohuk (énergie et construction). Au niveau militaire, cela fait plus de vingt ans qu'Ankara entretient des bases en région autonome kurde. Lors de leur dernière rencontre à Ankara, les présidents turc et kurde irakien, tous deux sunnites, dans un contexte régional où les lignes de clivage se confessionalisent, MM. Erdogan et Barzani ont, pour la première fois dans l'histoire turque, salué les drapeaux turc et kurde, côte à côte, pour la plus grande satisfaction des Kurdes d'Irak.

Au-delà de l'inquiétude des Turcs de voir se développer un sentiment pankurde au plan régional, la réalpolitik et le pragmatisme économique l'emporteront, car la création d'un Etat kurde à ses frontières crée une zone tampon, renforçant sa sécurité tout en exerçant une influence de raison sur le PKK, ennemi historique d'Ankara, et dont les méthodes terroristes ont toujours embarrassé les dirigeants d'Erbil.

Au bout du compte, les obstacles à l'indépendance du Kurdistan irakien sont moins dans l'environnement régional que dans la réalité bien plus inquiétante de la conjoncture économique. Prospère et dynamique il y a encore peu grâce à la manne pétrolière, le pays kurde traverse une grave crise du fait de la chute vertigineuse du prix du baril. Le voisinage de l'organisation Etat islamique ne rassure pas davantage les investisseurs étrangers et cette fragilité pourrait compromettre toute l'entreprise d'Erbil vers l'indépendance. Mais solidaire, la communauté internationale peut et doit aider les Kurdes à franchir le cap, et contribuer ainsi à la stabilité dans la région. ■



Bayram Balcı est chercheur au Centre de recherches internationales Sciences Po, spécialiste du Proche-Orient